This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

EX BIBLIOTHECA
P. P. C. LAMMENS.

OXFORD UNIVERSITY

ST. GILES', OXFORD OX1 3NA

Vet. Fr. II B. 1502

MAUBERT DE
GOUVEST.

Apocryphal "Testament"
much admired by Voltaire.

TESTAMENT POLITIQUE DU CARDINAL JULES ALBERONI.

RECUEILLI

De divers Mémoires, Lettres & Entretiens de SON EMINENCE.

Par *Monſignor* A. M.

TRADUIT DE L'ITALIEN,

Par le C. *de* R. B. M.

Jean Maubert de Gouvest

Vis conſilii expers mole ruit ſuâ.
HORAT.

A LAUSANNE,

Chez MARC-MICHEL BOUSQUET & Compagnie.

MDCCLIII.

TAYLOR INSTITUTION
UNIVERSITY
7 DEC 1982
OF OXFORD
LIBRARY

LETTRE

De MONSIGNOR A. M. au C. de R. B. M.

JE *vous envoye*, Monſieur, *ce que vous m'avez demandé avec tant d'ardeur, un petit recueil d'idées Politiques du feu Cardinal* ALBERONI *, que vous puſſiez appeller ſon Teſtament. Ce n'eſt pas là, à beaucoup près, tout ce que j'en ai, mais c'eſt environ tout ce que je puis vous en donner. Après avoir parcouru les immenſes écritures de la groſſe liaſſe ſur laquelle vous conceviez l'eſperance de pluſieurs volumes, j'ai été obligé de recacheter le paquet ſans y avoir rien*

* Né le 31 Mai 1664, mort le 26 Juin 1752.

rien pris. Vous-même, Monſieur, *ne voudriez pas, ſans doute, aller contre les intentions de l'illuſtre mort; & vous ne me pardonneriez pas, ſi, ayant bien d'autres raiſons que vous de chérir & d'honorer ſa mémoire, je faiſois de ſes papiers un uſage capable de la flétrir.*

Je ne vous prie point de m'excuſer, de ce que je n'expoſe pas à devenir publics, des morceaux intéreſſans pour un Etat & des Princes, à qui le feu Cardinal dut toute ſa fortune, & envers leſquels il ne s'eſt jamais cru acquité par les ſervices qu'il leur a rendus. Ce ſont des plans qu'il n'a dreſſés qu'en conſéquence des notions que ſon poſte de Premier Miniſtre le mit à portée d'avoir: ils tiennent au ſecret de l'Etat, & doivent être reſervés à ceux à qui il eſt accordé d'y entrer. J'ai deſſein d'envoyer la liaſſe à M. le Cardinal P. C. *Il me ſemble que le défunt lui auroit fait cette deſtination, au cas que l'infidelité d'un Domeſtique ne lui étant pas le pouvoir d'en diſpoſer, il*

l'eut

l'eut diſtinguée de tant d'autres papiers, peut-être plus importans, qu'il fit jetter au feu dans la derniere année de ſa vie.

Si pourtant je croyois que tant de projets, ſi capables de faire honneur à ſon zele & à ſa pénétration, duſſent avoir en Eſpagne le ſort qu'éprouvent en France les Mémoires laiſſés par M. de Vauban, *je ne reſiſterois pas à la tentation de les rendre plus utiles, en les offrant pour remplumage à quelque Geay de Cour, qui les feroit valoir. Le Cardinal ne m'en deſavoueroit pas, lui qui fut ennemi de l'oſtentation, juſqu'à ſouhaiter de ſe pouvoir cacher à ſoi-même ce qu'il faiſoit de plus glorieux. Avant que de me deſſaiſir je ſonderai un peu le terrein.*

Excepté deux Chapitres (je vous laiſſe à les deviner) que le Cardinal dicta tout de ſuite en forme de Mémoires, il y a quelques années, pour l'éclairciſſement d'une diſpute de converſation, tout le cahier que je vous envoye, Monſieur, *eſt un ramas d'idées*

éparpillées dans une multitude de Lettres, écrites depuis 1745. Je les ai rassemblées, sans beaucoup me soucier de les coudre avec art les unes aux autres. Puisque votre dessein est de les mettre en François, pour les communiquer à vos amis, c'est à vous à les habiller comme elles méritent de l'être. Vous ferez à peu de frais ce qu'il m'en auroit coûté beaucoup pour l'essayer inutilement. J'ai combattu long-temps avant que de me décider sur quelques maximes de politique, qui mettent l'homme d'Etat aux prises avec l'homme d'Eglise; mais je me suis enfin persuadé que je ne les pourrois retrancher sans imiter ces devots, ennemis des arts, qui gâtent un beau tableau par une sotte délicatesse. Comme ce n'est pas le Cardinal qui est votre Héros, vous serez bien aise de voir JULES ALBERONI *faire l'unique loi des Souverains du bien de leur Etat, préferer le bien etre des Peuples à celui des Moines, & aux belles spéculations des Prédica-*

dicateurs ; & l'accroiſſement des Empires à la propagation de la Foi.

Je crois avoir rempli la tâche que vous me donnâtes, Monſieur, *quoique j'aye eu moins à travailler que vous ne l'avez cru. Vous avez, dans le petit nombre de Chapitres auxquels j'ai reduit mon ouvrage, dequoi vous confirmer dans l'opinion où vous êtes, qu'un génie tel que celui du Cardinal* Alberoni, *né pour remuer tout l'Univers, n'a rien perdu de ſon activité dans la vie privée, où les jaloux de la puiſſance de l'Eſpagne jugerent, que, pour leur ſureté, ils le devoient confiner. Vous verrez que, ſemblable au feu, dans quelqu'éloignement que ce graud homme ait été de ſa ſphère, il s'eſt conſtamment élevé vers elle.*

Je ne ſai ſi en l'entendant blâmer preſque tout ce qui s'eſt fait en Europe depuis trente ans, vous ne lui trouverez pas encore plus de mauvaiſe humeur que de ſagacité. Pour moi j'ai peine à croire qu'il ait été entierement exempt

du défaut des Politiques oiſifs, qui, n'ayant pas à ſe replier ſur les moyens, ſe livrent trop à la fougue de leur imagination. J'ai vu quelques Allemands, qui ne m'ont pas ſemblés auſſi convaincus que lui, de la mauvaiſe manœuvre de la Cour de Vienne, & de la bonté de celle qu'il lui préfere.

J'oubliois de vous dire, Monſieur, *qu'en quelques endroits je me ſuis aidé des entretiens dont le feu Cardinal m'honora. Je vous garantis la fidélité de ma mémoire. Faites-moi l'honneur de m'en croire autant ſur ma parole que ſur mes papiers. J'ai l'honneur d'être &c.*

PREFACE DE L'EDITEUR.

A FORCE d'être trompé, le Public eſt devenu d'une défiance exceſſive. Accoutumé à voir d'avides Auteurs abuſer ſans honte & ſans ſcrupule des noms les plus illuſtres, pour accrediter leurs imaginations, il n'en croit plus un Editeur à ſa parole. Prévenu que l'impunité a banni la bonne-foi de la République des Lettres, & qu'il n'eſt point d'Ecrivains qui ne ſe faſſent un jeu de ſurprendre ſa crédulité, il ſe tient en garde contre les détails les mieux marqués au coin de la vérité, & le ſoin qu'on prend d'aller au-devant de ſes ſoupçons, lui ſemble une conviction du deſſein formé de le duper.

Comment oſerois-je eſperer de lui perſuader que le titre, ſous lequel je lui donne ce livre, n'eſt point un piege tendu à ſa curioſité ? Les Teſtamens Politiques de *Louvois*, de *Colbert*, de *Mazarin*, de *Richelieu*, &c. l'ont ſi fort endurci dans ſon incrédulité, qu'il ne feroit tout au plus que s'amuſer de l'hiſtoire que je lui raconterois des papiers originaux, d'où celui du Cardinal ALBERONI a éte tiré. Je n'aurois auprès de lui d'autre mérite que celui d'Auteur d'un Roman vrai-ſemblable ; & il me ſeroit plus humiliant de m'être offert aux preuves, que d'avoir laiſſé penſer que je n'en ai aucunes à donner.

Mais c'eſt bien pis encore depuis que le Legiſlateur de la République des Lettres a ſtatué, qu'en fait de *Teſtamens politiques*, l'Editeur eſt tenu ſur tout de conſtater l'authenticité du Manuſcrit, ſans quoi il ſe déclare indigne de toute créance. Ce ſeul mot *Teſtament*, dit-il, lui impoſe un devoir indiſpen-

diſpenſable de légaliſer la copie, & de la faire atteſter juridiquement collationnée avec l'original. S'il manque à cette précaution, il donne à tout le monde le droit de s'inſcrire en faux contre lui. C'eſt ainſi que parle Mr. DE VOLTAIRE dans ſa Diſſertation ſur le Teſtament politique du Cardinal *de Richelieu*.

Me voila donc condamné à paſſer pour un impoſteur, ſi je n'obſerve pas des formalités qui me ſont abſolument impraticables; & pour avoir été intitulé TESTAMENT POLITIQUE, un bon livre ira groſſir le nombre de ceux que la fourberie a compoſés; que l'ignorance, la prévention, le reſpect d'un grand nom ont fait admirer; que la patience du lecteur peut à peine achever de lire, & qui ſeroient ignorés s'ils avoient paru ſous le vrai nom de l'Auteur.

Quoiqu'en diſe l'illuſtre *Voltaire*, j'oſerai eſperer que le Public me ſera

un Juge moins formaliſte. Sans doute que je le trouverai d'abord plus touché de curioſité que d'eſtime ſur un Teſtament Politique du Cardinal *Alberoni*: mais il le lira; & cela ſuffira pour ſauver ma réputation: le Livre fera la fortune de ſon titre. On approuvera que j'aye réüni ſous ce dernier, pluſieurs idées politiques, qui furent réellement de ce grand homme, & ne durent paroître qu'après ſa mort. Le plus grand nombre des Lecteurs n'eſt pas de ceux qui entendent le langage de la chicane, & ne conçoivent les mots que ſous la définition qu'il leur donne. La plûpart des perſonnes qui liſent, ſavent quelle eſt, hors du diſtrict du Palais, la ſignification du mot *Teſtament*; & leur oreille eſt accoutumée à le porter à l'eſprit, ſous toute autre idée que celle des dernieres volontés d'un mourant, conſignées au Tabellionage, & munies du Contrôle.

Après avoir obtenu que le défaut de léga-

légaliſation ne faſſe pas un préjugé contre la vérité du *Teſtament Politique du Cardial Alberoni*, je n'ai plus autre choſe à demander aux Lecteurs, ſinon qu'ils n'exigent pas, pour preuve de non ſuppoſition, d'y voir dévelopés tous les ſecrets de ce fameux Miniſtre. La lettre que *Monſignor* A. M. m'a fait l'honneur de m'écrire, & que je publie de ſon aveu, ſatisferoit ſur ce point *Voltaire* lui-même: mais j'oſe les inviter à ſe promettre de voir toute la grandeur & la force du génie d'Alberoni reſpirer dans ſon Teſtament, d'y trouver ces conſeils fins & hardis, ce jugement ſûr, ce diſcernement juſte, ces vuës profondes, ces projets vaſtes, qui l'ont rendu l'oracle d'une moitié de l'Europe, & la terreur de l'autre. Tout cela doit tenir lieu d'un ſeing de Notaire, & de la marque du Contrôle. On ne ſauroit donner le change ſur les traits d'une pareille main: ceux qui ſont dignes d'Alberoni ſont effective-

ment de lui. Les hommes de cette classe, pendant qu'ils vivent, se peignent eux-mêmes pour la postérité; & ils sont seuls capables de se peindre: leurs idées ont fait, pour ainsi dire, des portraits au crayon; leurs actions en ont fait d'autres au pinceau. Il n'y a pas à balancer à reconnoitre pour leur ouvrage les esquisses qu'on leur attribue, dès qu'on y voit, comme en détrempe, la perfection des tableaux qui ne leur sont point contestés.

S'il en étoit ainsi du Testament prétendu du Cardinal de Richelieu, Voltaire auroit beau s'épuiser en argumens négatifs, le Public s'obstineroit à les rejetter; & on le verroit tâcher de se donner soi-même les éclaircissemens que l'Editeur auroit négligé de lui laisser. Si dans ce cours de Politique, digne à peine d'un écolier, le public reconnoissoit le plus grand homme d'Etat que la France ait eu; loin d'admettre pour preuve de supposition, que

ni

ni parens, ni amis, ni domeſtiques de ce Miniſtre, ne prirent la précaution d'établir l'authenticité du Manuſcrit, il trouveroit plus naturel de conclure du ſilence de tant de perſonnes intereſſées à la memoire du Cardinal, qu'elles étoient perſuadées que le livre lui appartenoit. Quelle foule de conjectures & de probabilités ne ſe préſenteroit pas?

Le Cardinal de Richelieu, diroit-on, bien plus habile Miniſtre qu'Ecrivain élegant, penſoit beaucoup mieux qu'il n'écrivoit; il avoit la tête meilleure que la plûme; il changea pluſieurs fois de maximes; il put ne pas mettre en ſpéculation celles de pratique; il put avoir eu deſſein de ſe reſerver des explications, des commentaires, des lacunes: il put avoir mis ſon manuſcrit au rebut; avoir donné cette forme à ſon ouvrage, & lui ſuppoſer cette deſtination, pour s'encourager lui-même à le travailler avec ſoin; il put enfin

l'avoir jetté à l'écart, ainſi qu'un fondeur fait une piece tirée du moule, juſqu'à ce qu'il ſe préſentât à lui un homme capable de l'ébarber, de la polir, d'y mettre la derniere main. Qui ne ſait que ce grand Cardinal, avoit la foibleſſe de compter pour quelque choſe la gloire des Auteurs, & qu'il n'étoit rien moins que délicat ſur les moyens de l'acquerir?

Le ſilence ou les clameurs des parens, des amis, ou des créatures d'un Miniſtre qui a été en ſpectacle au monde entier, ne forment aucun préjugé ſur ſes ouvrages poſthumes. Je ne ſerois pas ſurpris d'entendre dans peu ceux du Cardinal Alberoni crier à l'impoſture ſur ce Teſtament Politique. L'Italie n'eſt pas un pays où ſe trouvent beaucoup d'hommes de la trempe d'eſprit de Monſignor A. M., qui diſtinguent l'homme d'Etat de l'homme d'Egliſe, & faſſent abſtraction du Cardinal, pour conſiderer le Miniſtre. Machiave

chiavel à la tête des affaires d'un Royaume eſt admiré de tout le monde ; parce qu'on ne voit que le but, qu'il a atteint. Auteur, il a tout le monde pour ennemi, parce qu'on ne s'attache qu'aux moyens qu'il met en œuvre, qu'aux principes qui doivent diriger ſa marche. Dans la pratique, c'eſt un grand homme ; dans la théorie, un homme méchant, pour qui ne connoît que les noms des choſes.

Mais quel égard le public auroit-il aux clameurs de ceux qui s'inſcriroient en faux contre moi, & prétendroient que le Politique & l'Eccleſiaſtique ont été toujours d'accord ? Aurois-je beſoin, pour conſtater que l'Alberoni de ce Teſtament eſt le véritable Alberoni, de produire ſes lettres, que j'ai en main, aux Huguenots du Languedoc en 1719, où il les invite à ſe ſoulever contre le Duc Regent ? Seroit-il néceſſaire, pour ma juſtification, que je détaillaſſe les cauſes, que je montraſſe

les

les pieces du procès que Clement XI. vouloit pouſſer juſqu'à la dégradation? Faudroit-il que je fiſſe voir le Miniſtre qui préfera le bien des peuples en Eſpagne à celui des Moines, ſacrifier, n'étant plus que Cardinal, les privileges de l'Egliſe à l'avantage de la ſocieté?

On promet de Plaiſance *l'Hiſtoire du Cardinal Alberoni.* C'eſt l'endroit du monde d'où on en doit moins eſperer une bonne. Je ne doute point que Mr. l'Abbé Alberoni n'en ait les matériaux. Mais quelle apparence que le neveu ne gêne pas l'hiſtorien? L'Enfance du Cardinal, les premiers pas vers la Fortune, le chemin qu'il a tenu pour monter du plus bas étage au plus haut point de grandeur où un homme privé puiſſe parvenir, devroient ſur tout être décrits avec fidelité. Il eſt trop glorieux d'être ſoi-même Partiſan de ſa fortune, pour qu'on écoute des morceaux auſſi intéreſſans. Cependant les lettres de Plaiſance en font deja autant de

de problêmes Hiſtoriques. On ne ſait quel fut le premier Patron d'Alberoni ſimple Prêtre. On doute ſi ce fut au hazard, ou à ſon merite, qu'il dût d'approcher de Mr. de Vendôme. On ne ſauroit décider ſi la bienveillance de ce Prince fut le prix d'une négociation glorieuſe, ou la récompenſe d'une trahiſon difficile à excuſer. On cherche ſi ce fût un Curé de Campagne, ou un Agent du Duc de Parme, qui devint domeſtique du Général François. A peine le Cardinal eſt dans le tombeau, que ſa vie devient un cahos, où la Critique la plus éclairée ne marche qu'à tâtons.

Le Prêtre Alberoni paſſe de l'emploi de *Clerc Sonneur* de la Cathedrale de Plaiſance, à celui d'Intendant de Mr. *Barni*, Vice-Legat de la Romagne. Voilà deux poſtes qui ont peu de relation enſemble: n'importe. Il eſt fait d'Intendant Chanoine, de Chanoine Precepteur du neveu de l'Evêque. En veil-

veillant ſur les études de ſon éleve, il apprend la Philoſophie ſcholaſtique & le Droit. Comment cela l'approche-t-il de la Cour de Parme & du quartier de Mr. de Vendôme? Quelques années après, le Duc de Vendôme ayant été envoyé en Italie, l'Abbé Alberoni ſe fait connoitre à ce Général: il lui plaît tellement par la vivacité & les charmes de ſa converſation, qu'il gagne toute ſa confiance. . . . Qui ne ſent combien ce recit eſt embarraſſé? On ne peut ſe refuſer au ſoupçon de quelques époques que l'Hiſtorien ne veut pas marquer.

Il n'y a pas tant de déſordre dans le narré qui le fait entrer Aumonier chez l'Evêque de *St. Donin*, bourg entre Parme & Plaiſance. Ce Prélat, qui avoit écrit l'Hiſtoire de France, fut choiſi par le Duc de Parme pour traiter avec Mr. de Vendôme, & il ſe fit un ſecretaire de ſon Aumonier. Les Commiſſions qu'il donna à Alberoni le

mirent

mirent à portée de ſe faire connoitre au Général François ; & ayant achevé ſa négociation, il recommanda ſon Secretaire au Duc de Parme, comme l'homme le plus capable de traiter pour lui avec le Duc de Vendôme, s'il ſurvenoit quelques nouvelles affaires. Voila donc Alberoni parvenu avec ordre au poſte d'Agent de ſon Souverain. Il n'y auroit rien à dire, s'il étoit vrai-ſemblable qu'étant revêtu d'un emploi dont un Evêque s'étoit tenu honoré, qu'ayant l'honneur d'être connu de ſon Prince, & les plus juſtes eſperances d'en être plus avantageuſemeet diſtingué, il compta pour une bonne fortune de devenir un des Secretaires de Mr. de Vendôme, & de quitter ſa patrie, pour ſuivre un Prince qui ne pouvoit gueres plus faire pour lui, que lui procurer quelque petit Bénéfice en un pays étranger.

Mr. l'Abbé Alberoni aura peine à faire taire, ſur ſon oncle, les Hiſtoriens qui

qui ont eu des Mémoires de *Campiſtron*; & il lui ſera encore plus difficile de les rendre ſuſpects. On trouve dans leur recit tant de netteté & de ſimplicité; les faits y ſont ſi bien liés, & ils ſuivent ſi naturellement l'un de l'autre, qu'on eſt forcé de les en croire. Voici ce que j'en ai recueilli. Peut-être que les Ecrivains de Plaiſance n'ayant plus à ſe flatter que ce qu'ils omettront de dire demeurera dans l'obſcurité, ils épargneront la peine de leur donner un ſupplement, & ſe feront, auprès du Public, un mérite de la ſincerité qu'il leur ſerviroit peu de ne pas avoir.

Le Poëte Campiſtron, domeſtique de Mr. de Vendôme, fut volé dans les Etats de Parme, lors d'un voyage qu'il fit en Italie pour ſon plaiſir. Preſque nud, il trouva du ſecours dans la généroſité du Prêtre Alberoni, Curé ou deſſervant d'une paroiſſe de Campagne, qui lui prêta des habits de ſon frere,

& quelque argent pour aller à Rome. Campiſtron, ayant ſuivi le Duc ſon maître dans les guerres d'Italie, ſe retrouva aux environs de la demeure de ſon bienfaiteur ; & comme le Duc de Vendôme ſouhaitoit d'avoir quelqu'un du pays qui pût lui découvrir où les habitans avoient *leurs* grains cachés, il ſaiſit cette occaſion de lui parler d'Albéroni. On fit venir le Curé, Mr. de Vendôme l'examina ; & il ſoutint parfaitement l'idée que Campiſtron avoit donnée de lui.

Les ſervices, qu'il rendit à l'armée Françoiſe, étoient de nature à ne pouvoir reſter ſûrement dans ſa Patrie, qu'autant que le Général l'y protegeroit. Il crut la devoir quitter, lorſque Mr. de Vendôme en étoit rappellé ; & il s'attacha à ce Prince, qui, content de lui marquer le cas qu'il faiſoit de lui par des gratifications, qui lui tenoient lieu d'appointemens, l'aimoit & l'eſtimoit, ſans gueres penſer à lui faire fa-

 fon-

fortune. Il parut pourtant souhaiter de lui donner quelque-chose de plus solide. La Cure d'Anet, qui étoit à sa nomination, étant venuë à vacquer, il l'offrit à l'Abbé Alberoni, qui la refusa, & préféra d'aller à sa suite en Espagne, chercher un meilleur établissement.

Le grand crédit, que la Princesse des Ursins avoit auprès de Philippe V, mit le Duc de Vendôme dans la nécessité d'avoir avec elle de grands rapports. Il choisit Alberoni, pour entretenir leur correspondance, tandis qu'il seroit à la tête des armées. Madame des Ursins goûta fort l'Abbé, qui, de son côté, n'oublia rien pour s'assurer une aussi puissante protection. Après la mort de Mr. de Vendôme, il se dévoua à son service, & eut une très grande part à sa confiance. Il s'aida de sa faveur, pour obtenir du Duc de Parme le titre de son Agent à la Cour de Madrid; & il reconnut cette grace de son Souverain, en ménageant, pour la Princesse de

Parme,

Parme, le choix que le Roi d'Espagne vouloit faire d'une seconde Epouse.

Madame des Ursins pouvoit tout dans cette grande Affaire. Il savoit l'inquiétude où étoit cette femme ambitieuse, qu'une nouvelle Reine ne lui enlevât le crédit qu'elle devoit à la première. Il lui fit adopter ses vuës, en lui représentant la Princesse de Parme comme une jeune personne, uniquement sensible au plaisir de plaire; & elle l'en crut si bien, qu'elle pressa le Roi d'ordonner la Négociation. Alberoni n'eut pas de peine à s'en faire confier la Conduite. Il partit, & fit valoir, à la Cour de Parme, l'artifice dont il avoit usé. Le Duc, qui avoit lieu de craindre que Madame des Ursins, instruite que la Princesse n'étoit pas moins spirituelle que belle, n'eut assez de pouvoir sur le Roi pour le faire changer, se prêta à l'impatience d'Alberoni; &, en peu de tems, l'Affaire fut menée au point de la Conclusion.

Cependant, quelque diligence qu'euſſent fait Alberoni & les Miniſtres de Parme, Madame des Urſins les atteignit. Un Courier vint de Madrid apporter l'Ordre de ſurſeoir la Négociation, juſtement la veille du jour qu'elle devoit être terminée. Alberoni, chez qui ce Courier deſcendit, ne ſe déconcerta point : il lui donna à opter, de mourir, ou de conſentir à ne paroître que le lendemain. Le Traité fut achevé, le Mariage conclu ; & le Courier ne ſe montra, que lorſque la gloire du Roi demandoit qu'il ne laiſſât pas voir ſes Dépêches.

La nouvelle Reine partit. Par le Conſeil d'Alberoni, elle demanda pour premiere grace au Roi, de ne pas trouver la Princeſſe des Urſins à la Cour ; & elle n'en fut pas refuſée. Bientôt Alberoni ſe reſſentit du crédit que ſes vertus & ſa beauté lui donnerent ſur le Roi ſon époux. Elle le fit admettre dans les Conſeils. La Cour d'Eſpagne

dût

dût au nouveau Conseiller la Découverte des menées de la quadruple Alliance. Elle jugea qu'il étoit l'homme du monde le plus capable de les déconcerter. Il fut déclaré Premier-Ministre.

Dès qu'il fut en cette grande *place*, il forma des projets pour rendre à l'Espagne toute sa gloire, ou plûtôt pour la porter à un point de Grandeur, dont elle n'avoit eu que la réputation. Il mit tout en mouvement, communiqua son ardeur aux Peuples & à la Noblesse, leva des Troupes, équipa des Vaisseaux, & jetta toute l'Europe dans l'Admiration des Ressources qu'un Etat ruïné trouvoit, dans le génie d'un Homme capable de le gouverner.

TABLE
DES CHAPITRES.

CHAPITRE I. *Idée générale de l'Espagne sous les Rois Autrichiens. Que la Monarchie est maintenant plus puissante qu'elle n'étoit sous eux.* Pag. 1

CHAP. II. *De l'Inculture des Terres & de la Désertion des Campagnes. Quels sont les moyens les plus propres à faire cesser l'un & l'autre.* 16

CHAP III. *De l'Administration & de l'Amélioration des Finances. Du Commerce, & de la Marine.* 42

CHAP. IV. *Des Forces de Terre de l'Espagne, & de ses Intérêts eu égard au Portugal.* 69

CHAP. V. *Des Intérêts de l'Espagne par rapport à la France.* 85

CHAP. VI. *Plan du Cardinal* ALBERONI, *pour rendre la Maison de* BOURBON *Maîtresse de la Mer, & du Commerce des deux Indes.* 104

CHAP.

CHAP. VII. *De l'Angleterre, & du Prétendant.* 128
CHAP. VIII. *Du Ministere du Cardinal de Fleuri.* 151
CHAP. IX. *De la Pragmatique-Sanction de l'Empereur* CHARLES VI. *Si elle a été ce qu'il pouvoit faire de plus avantageux à son Héritière.* 170
CHAP. X. *Que l'Empereur* CHARLES VI *n'a pas fait en Italie ce qu'il y pouvoit de plus avantageux à son Héritière.* 195
CHAP. XI. *De l'Italie par rapport à ses Princes, & à la Maison de* BOURBON. 214
CHAP. XII. *Examen du Plan de Mr. de* BELISLE, *& de la Conduite de la Guerre d'Allemagne.* 233
CHAP. XIII. *De l'Equilibre de l'Europe, & de celui de l'Empire. Comment, & pour combien, le Corps Germanique doit entrer dans le premier. Examen de sa Politique jusqu'à la derniere Paix d'Aix la Chapelle.* 277

CHAP.

CAAP. XIV. *De la Nature, de la Grandeur, & des Cauſes de la Décadence des Hollandois.* 327

CHAP. XV. *De la Conſtitution de la République des Provinces-Unies. Le Stathoudérat lui eſt eſſentiel. Diſcuſſion du Pour & Contre la derniere Révolution. Horoſcope de la République.* 361

CHAP. XVI. & dernier. *Idée générale des Etats du Nord, & de leur Equilibre particulier. Conſidérations ſur la Pologne & la Courlande.* 427

TESTA,

TESTAMENT POLITIQUE DU CARDINAL ALBERONI.

CHAPITRE I.

Idée générale de l'Eſpagne ſous les Rois Autrichiens. Que la Monarchie eſt maintenant plus puiſſante, qu'elle n'étoit ſont eux.

JUSQUES à la fin du quinzieme ſiécle, les Pirenées ſemblerent faire de l'Eſpagne un petit Monde à part. Partagée en autant de Royaumes qu'elle a maintenant de Provinces, elle eut dequoi occuper ſes Souverains, qui, ſans ceſſe ou en guerre ou en défiance entre-eux, porterent rarement leurs vuës plus loin que les Etats qui les avoiſi-

noient. Ce n'eſt qu'après la Réünion ſous ISABELLE & FERDINAND, qu'elle commença de peſer conſidérablement dans la Balance de l'Europe. Ce Prince eſt, à bien dire, le Fondateur de cette vaſte Monarchie, qui, toujours plus puiſſante de ſa Réputation que de ſes Forces, fut la Terreur de l'Europe pendant ſon premier ſiécle, & ne dût qu'à la prévention univerſelle de n'en être pas le Mépris dans le ſecond.

FERDINAND, l'un des bons Politiques qui ayent jamais regné, n'eût garde de voir une Augmentation réelle de ſa Puiſſance dans la Conquête du Royaume de Naples. Il ne l'avoit entrepriſe, que pour ſe tirer de l'obſcurité de ſes ancêtres, en mêlant ſes intérêts avec ceux des puiſſances d'Italie, & en s'acquerant des droits à diſputer avec celle qui étoit en poſſeſſion de fixer ſur ſoi l'attention de toutes les Cours. La domination des Maures entiérement éteinte, l'acquiſition du Comté de Rouſſillon, & l'uſurpation de la Navarre, ne lui laiſſant plus aucun aggrandiſſement utile à ſe procurer, que celui du Portugal ſur lequel il n'avoit point de prétentions à faire valoir, & que d'ailleurs il pouvoit eſpérer que les alliances réuniroient tôt ou tard à l'Eſpagne, ſous quelqu'un de ſes ſucceſſeurs: il lui falloit occuper au loin tant de vieux

ſol-

soldats, trop accoutumés à la vie militaire, pour devenir des citoyens utiles; & l'Italie étoit le pays le plus à sa bienséance, dès qu'il étoit celui avec lequel la Communication lui étoit moins difficile. Mais il ne se proposa d'y garder ses Conquêtes, qu'autant qu'elles ne lui prendroient que son superflu, prêt à recevoir le plus petit échange, ou à les abandonner, aussitôt que leur conservation lui deviendroit onéreuse.

CHARLES, son successeur, eut des raisons plus solides de conserver ces acquisitions. Les dix-sept Provinces qu'il unissoit à la Couronne d'Espagne, & la Comté de Bourgogne qui pouvoit être un centre pour les États détachés du principal: les grandes possessions qu'il avoit déja en Amérique; celles dont on lui faisoit esperer la découverte; ses vûes sur l'Affrique & l'Allemagne; changeoient entiérement la constitution de la Monarchie: d'un corps sain & robuste, exactement proportionné, & de facile entretien, que l'ensemble de ses Provinces en faisoit, elle devenoit un arbre monstrueux, dont le tronc étoit la moindre partie. Il étoit bien dur d'ôter à l'arbre d'aussi belles branches, & de sacrifier son ornement à sa force. Un Souverain est ordinairement préveu que le nombre de ses Titres fait sa Grandeur, & que sa Puissance se me-

TAYLOR INST. OXFORD

ſure à l'étenduë de pays ſoumiſe à ſa domination. Charles ne put ſe reſoudre à abandonner une partie de ſes Etats, pour mieux jouir & plus ſûrement de l'autre; à renoncer à des biens préſens, pour prévenir des maux éloignés. Plutôt que de décharger l'arbre des branches qui devoient lui dérober ſon ſuc, & le faire tomber en langueur avec le temps, il choiſit de les nourrir ſoigneuſement, & de les multiplier, afin qu'autant par leur nombre, que par leur propre force, elles fuſſent des étais pour le tronc. On conviendra qu'il ne prit pas le meilleur parti, ſi on ſe rapelle ce que l'Europe en décida alors.

L'EMPIRE d'Allemagne étoit vacquant, & les Rois de France & d'Eſpagne partageoient les ſuffrages. Les Electeurs, attentifs à leur liberté, regardoient moins en ces deux Concurrens ce qu'ils pouvoient ajouter aux forces de la Germanie, s'ils prenoient à cœur ſes intérêts & ſa gloire, que ce qu'elle avoit à redouter de leur puiſſance, au cas qu'ils la vouluſſent opprimer.

La France étoit alors bien differente de ce qu'elle eſt aujourd'hui. Toujours, il eſt vrai, la premiere puiſſance de l'Europe, mais bien éloignée d'une ſuperiorité ſur chacune des autres, auſſi décidée que la lui donnent les deux derniers regnes:

regnes: elle étoit beaucoup plus redoutable * par son Ambition que par ses Forces. Ses frontieres, à peine à deux journées de sa capitale, étoient dépourvues de places capables d'arrêter un ennemi maître de la campagne : toute leur force étoit dans le courage de ceux qui les defendoient. Ses armées étoient sans discipline, ses arcenaux mal pourvus, ses ports peu considérables; sa marine consistoit en quelques galeres mal équipées: ses finances, en plus mauvais état encore que ses magazins & ses chantiers, annonçoient un prochain épuisement. Telle étoit alors la France.

L'ESPAGNE la contrastoit presqu'en tout. Envelopée d'une fortification naturelle, plus sûre que les meilleures de l'art, elle ne pouvoit être attaquée qu'à son avantage. Recente de ses guerres domestiques, elle avoit des troupes nombreuses & exercées; elle s'étoit enrichie des dépouilles des Maures & des Juifs, le nouveau Monde lui ouvroit des trésors inépuisables, que le génie de son Roi sembloit lui garantir de dissipation. Sa marine étoit florissante, ses ports les plus beaux & les plus sûrs, & elle en avoit dans toutes les mers. Cependant, malgré ce que le goût de FRANÇOIS I. pour les

* Voyez cette pensée mieux developée au *Chap. IV.*

les plaisirs, ce que sa magnificence, son amour pour les sciences & les arts, permettoient de distraction à son ambition ; les Electeurs le jugerent plus redoutable que son rival. L'ensemble de ses Etats en faisoit à leurs yeux une puissance capable de renverser tout ce qu'elle entreprendroit de choquer ; & quoi que le voisinage lui fut moins favorable qu'à Charles pour de mauvais desseins, ils crurent qu'il y alloit de tout pour l'Empire de ne l'avoir que pour allié, tandis qu'ils lui donneroient l'autre pour chef.

CHARLES-QUINT, Empereur & Roi d'Espagne, maître de la meilleure partie de l'Italie, de la Comté de Bourgogne, & de tout le Pays-Bas, plus riche encore de l'Amérique que de l'Europe, justifia leur choix. La difficulté de parer les coups, qu'on lui pouvoit porter en même tems en tant de differens endroits, lui fit toujours manquer le fruit de ceux qu'il frappa le plus heureusement. Aidé de la fortune, autant que le fut jamais Prince au monde, il parut encore à Henri VIII, Roi d'Angleterre, peser moins dans la balance du pouvoir, que le malheureux FRANÇOIS I. Il faut pourtant avouër que l'Espagne étoit alors au plus haut point de gloire où elle soit montée.

Si l'Empereur avoit eu autant de justesse

teſſe & de ſolidité que d'adreſſe dans l'eſprit, il auroit aſſuré à l'Eſpagne, ſous ſes Succeſſeurs, la ſuperiorité qu'ils ont inutilement eſſayé de lui donner en Europe. Les dernieres années de ſa vie, ces années de clarté & de lumiére, où degoûté de la guerre & ſe défiant de ſa fortune, il commençoit à être déſabuſé du chimerique eſpoir de la Monarchie Univerſelle; qu'il les eut employées à lier entr'elles les acquiſitions qui pouvoient être jointes, à rapprocher par des échanges celles qui étoient iſolées, à fortifier toutes & chacune d'elles, de façon que capables de ſe ſoutenir les unes les autres, elles euſſent formé une maſſe de même nature que la principale: ſon régne, toujours le plus glorieux à l'Eſpagne, n'auroit point été le période de ſa grandeur; & il n'eut point remis à ſon fils un Empire, que toutes ſes parties découſuës rendoient preſque impoſſible à conſerver. Les leçons, qu'il donna à Philippe, ne laiſſent point lieu de douter qu'il n'ait eu l'idée de cette belle manœuvre: mais, il y a toute apparence, qu'il en fut effraié.

PHILIPPE II. s'entêta du projet, dont trente ans de tentatives infructueuſes avoient demontré la vanité à l'Empereur ſon pere. Il préſuma plus de ſes intrigues & de ſa fortune que des vertus militaires qu'il n'avoit pas; & ſa préſomp-

ſomption hâta la décadence de la Monarchie Eſpagnole. L'état de l'Europe étoit le plus favorable à ſes vuës ambitieuſes; & il ſembloit que la nature eut pris plaiſir à lui donner un genie propre au temps où elle le faiſoit vivre. Mais ces avantages lui ſervirent peu. Il épuiſa l'Eſpagne d'hommes, de vaiſſeaux: & d'argent, &, pour n'avoir pas ſçu diſtinguer l'apparence de la réalité de ſes forces; pour avoir pris de l'enflure pour de l'embonpoint, il laiſſa à ſa mort l'Eſpagne plus foible, & ſa Monarchie plus vaſte, qu'elle n'avoit été ſous CHARLES-QUINT.

Son Succeſſeur travailla toute ſa vie à la ſoutenir dans cet état de foibleſſe & de langueur, & il n'y réüſſit pas. Ferdinand le Catholique avoit vaincu & dompté les Maures: d'un peuple ennemi il avoit fait un peuple eſclave. PHILIPPE III. ne fut pas aſſez fort, pour en faire des Sujets. Pluſieurs années, il lui fallut diſſimuler qu'il les ſçut rebelles: & n'oſant entreprendre de les reduire, il fut contraint de les chaſſer. PHILIPPE IV. n'a, dans ſon long régne, d'époques remarquables, que celles que lui firent ſes pertes: & le dernier Roi de cette race, accablé du poids de tant de couronnes, ne les conſerva qu'au prix de leurs plus riches fleurons, qu'il lui fallut abandonner à ceux qui l'attaquerent,

ou

ou à ceux qui l'aiderent à ſe défendre.

Pour peu qu'on faſſe attention au genre d'Adminiſtration que ces Princes furent obligés d'adopter, on ne trouvera point de paradoxe dans l'idée où ſont bien des gens, que la Monarchie Eſpagnole a été moins puiſſante ſous la race éteinte de ſes Rois, qu'elle ne peut l'être ſous la regnante. Apprécions ce qu'ajoutoit à ſes forces l'Union des deux Siciles, de la Sardaigne, du Milanèz, du Portugal, & des Pays-Bas.

Il eſt conſtant qu'aucun de ces Etats, dès qu'ils ont appartenu aux Rois d'Eſpagne, n'étoit capable de ſe défendre de ſes propres forces. Un Roi des deux Siciles, un Duc de Milan, un Roi de Portugal, un Souverain des Pays-Bas, trouveront toujours dans le commerce de leurs Etats, & dans l'affection de leurs Sujets, des fonds ſuffiſans pour les dépenſes que le bien public exige. Leurs intérêts n'étant mêlés qu'avec ceux d'un petit nombre de puiſſances, ils ſeront moins ſouvent expoſés à entrer en guerre; & quand ils la feront, outre que ce ſera toujours avec puiſſances à peu près égales, les alliances qu'ils contracteront & les ſecours des Couronnes intereſſées au côté de la balance, où ils entrent, leur aſſûrent des forces. Dans ces Etats unis à la Couronne d'Eſpagne, c'eſt toute autre choſe.

Les alliés d'une auſſi grande puiſſance ſont rarement auſſi affectionnés, auſſi fermes, auſſi attentifs, parce que rarement ils ſont ſans jalouſie. Les voiſins cherchent à profiter de quelque démembrement; & les ennemis qui dans le Duc de Milan attaquent le Roi d'Eſpagne, meſurent leurs forces contre celui-là ſur celles de celui-ci; ainſi la défenſe eſt plus couteuſe.

Ce n'eſt plus dans les peuples la même affection pour le Souverain, le même zèle pour le bien public. L'induſtrie y tombe, le commerce s'y ruine: le pays n'a plus en ſoi les mêmes reſſources. Ces changemens viennent de la difference qui eſt entre un Souverain naturel & un Vice-Roi. Quoique les Rois d'Eſpagne ne l'ayent pas ignorée, ils en ont couru les riſques, & ils en ont prévu les ſuites funeſtes, ſans les pouvoir parer. Les peuples accoutumés à voir leur Prince au milieu d'eux, veulent, après l'avoir perdu, en conſerver au moins l'image. Mais comme il y a tout à apprehender de leur inconſtance, ſur-tout quand ils gagneroient infiniment à s'y abandonner; dans la défiance que celui, qu'on leur donne à reſpecter comme leur Souverain, ne ſe faſſe jour juſqu'à leur affection, on le leur donne toujours étranger, & plus capable de ſe faire craindre que de ſe faire aimer. Quelques grandes qualités qu'il ait d'ail-

d'ailleurs, il eſt odieux aux Grands & aux Nobles, par la ſupériorité de théatre qu'il doit affecter. Son élevation leur eſt d'autant plus inſuportable, qu'ils ne voient en lui qu'un Sujet comme eux. Cette aſſiduité, dont ils ſe feroient honneur auprès de leur Prince, leur ſemble les dégrader auprès d'un homme, qui ſe feroit honneur d'être leur égal, s'il n'étoit parent ou ami de quelque Miniſtre, qu'ils tiennent pour leur inferieur. Les uns choiſiſſent de vivre dans l'obſcurité de leurs maiſons de campagne: les autres, que leurs emplois attachent à la ville, y vivent ſans éclat parce qu'ils y ſont ſans émulation. Le luxe & le faſte ſont bannis de leur domeſtique. L'épargne, qui d'ordinaire eſt la ruine d'un Etat, quand elle gagne les riches particuliers, eſt pour eux une vertu, parce qu'ils n'ont point qui leur tienne compte du goût qu'ils auroient pour la magnificence.

Ainſi les artiſans n'ont plus de travail, les fabriques tombent, la circulation de l'argent eſt arrêtée. Cependant, les charges publiques, auxquelles l'induſtrie fourniſſoit, demeurent les mêmes, ſi elles n'augmentent; & elles ſe rejettent ſur les terres qui deviennent l'unique fond des Nobles & du Peuple: la miſere ſe fait ſentir, elle croît, tous les ordres de l'Etat s'en plaignent. On n'y apporte aucun

cun remede, parce qu'il n'y en a point, & ils s'en irritent. En attendant que le deſeſpoir les porte à ſecouer le joug auquel ils attribuent tout ce qu'ils ſouffrent, ils s'accoutument inſenſiblement à crier contre l'Adminiſtration, à haïr le Souverain, à déſirer une révolution qui les en délivre; & ils ſe font, ſur tout ce qui n'a pas un rapport immediat à eux, une inſenſibilité, dont rien n'eſt capable de les faire revenir.

Il eſt vrai que dans ces Etats il ſe leve toujours au nom du Souverain des ſommes conſidérables; mais il s'en faut beaucoup qu'elles remplacent celles que leur dépenſe conſume. Les Officiers ſont preſque tous naturels du pays: leurs appointemens abſorbent la meilleure partie de la recette; & le reſte ſouffre un ſi grand déchet avant que d'arriver aux coffres de l'Epargne, que plus d'une fois après avoir pris à groſſe uſure pluſieurs années d'avance, on a été obligé de faire de nouveaux emprunts à un intérêt exorbitant. Ces dettes augmentent chaque jour par la jonction de l'intérêt au capital: bientôt elles emportent les revenus ordinaires. Comptera-t-on au profit du Souverain les pillages & les rapines des Vice-Rois, lorſque les fruits n'en viennent point dans ſes coffres? Il n'en eſt pas de l'Eſpagne ainſi que des autres

Etats,

Etats, où les dissipations d'un homme riche ne font tort qu'à lui même. Le luxe & le faste, passions dominantes de tous les Grands, mais sur-tout de ceux d'Espagne, ne s'y soutiennent guères que des marchandises & du travail des Etrangers. Un million d'écus ou de pistoles, qu'en cinq ans un Vice-Roi de Naples aura fait passer à Madrid, appauvrira d'autant les Napolitains, sans procurer à l'Espagne que des effets tout à fait morts pour l'Etat.

Lorsque PHILIPPE II. fit la Conquête du Portugal, il crut que la Monarchie Espagnole alloit être la Monarchie Universelle, & qu'il avoit enfin acquis le point de puissance qui devoit mettre l'Europe dans ses fers. Quelles richesses ne promettoit pas l'union des deux Indes, & du commerce des trois grandes parties de l'Univers? Il en arriva tout autrement. La haine implacable des nouveaux Sujets contre leurs vainqueurs, reduisit presque à rien les fruits de ces immenses domaines. Le grand nombre de Vaisseaux, que l'Espagne eut en Mer, excita ses ennemis à se former une marine. Ils s'enrichirent des déprédations. Insensiblement les Négocians Espagnols vinrent à retirer à peine leurs mises. Les Armateurs Anglois, & les Corsaires de Hollande, s'approprièrent les effets des flot-

flottes de Cadix. La confiance diminua, s'éteignit. Il fallut s'associer des Etrangers pour la cargaison des Galions, & les admettre à en partager les retours, pour les engager à en courir les risques. Les Anglois, les François, les Hollandois, se jetterent sur les vastes possessions de l'Asie & de l'Amérique: les meilleures furent les premiéres envahies; la défense des autres devint plus difficile; & le Roi y dut pourvoir seul, tandis que ses Sujets y recueilloient à peine la dixme. L'état de l'Espagne sous la nouvelle race des Rois n'est guères encore meilleur quant à l'Amérique. Il est de vieilles fautes si tenaces, qu'elles se font respecter comme des loix, &, ainsi qu'elles, ne sauroient être extirpées que par une révolution. Mais elle n'a plus en Europe ces annexes onéreuses, qui faisoient perpetuelle distraction à ses forces. Elle a pour soi les ressources qu'il lui fallut long-tems partager. Elle est étaïée de ces mêmes Etats qu'elle étoit obligée de soutenir. Elle a pour alliée cette voisine terrible qui fut autrefois pour elle une implacable ennemie. Aussi capable de frapper les plus rudes coups, qu'elle l'étoit peu de parer aux plus foibles, elle peut tout si elle connoit ses forces, & si elle sçait s'en servir. Que la nation renonçant à cette fière nonchalance, qui depuis si long-tems

fait

fait obſtacle aux vues de ſon Souverain, veuille jouïr des treſors qu'elle poſſede: qu'elle réclame des droits contre leſquels il n'y a point de preſcription, & que ſa négligence ſeule lui a fait perdre, ſon opulence égalera ſa puiſſance, & toutes deux repondront au rang que ſes Rois tiennent dans l'Europe.

CHAPITRE II.

De l'Inculture des Terres & de la Déſertion des Campagnes. Quels ſont les Moyens les plus propres à faire ceſſer l'une & l'autre.

IL n'eſt point de voyageurs, qui, à la vuë des productions de l'Eſpagne, à l'épreuve de leur délicateſſe & de leur bonté, n'ayent conçu autant d'indignation que de douleur, du peu de culture que ce beau pays reçoit de ſes habitans. Dans la multitude des cauſes qu'ils ont données de cette odieuſe négligence, ſans doute qu'il en eſt quelqu'une de véritable. Mais que produit la découverte de tous les principes poſſibles d'un mal, autre choſe que l'embarras & l'incertitude ſur celui contre lequel il faut agir?

Les Rois Autrichiens ont paru n'avoir rien plus à cœur que l'Agriculture; & l'inutilité de leurs efforts pour la faire gouter

gouter à leurs Sujets, a établi l'idée, qu'à moins que de changer entiérement de maîtres, l'Eſpagne eſt deſtinée à demeurer inculte, & à faire au milieu de l'Europe un vaſte deſert. Diſcutons un peu les meſures que prirent ces Princes: peut-être trouverons-nous que leur inſufiſance ne doit être imputée qu'à elles-mêmes.

Pour guèrir une Nation entiére d'un défaut enraciné par le temps, & devenu par l'exemple de ſes péres un préjugé reſpectable, il faut des remedes pris dans ſon propre caractère. On ne ſauroit employer, contre l'éducation, d'armes auſſi fortes que celles de la nature. Les Rois de la premiere race ont cru avoir à combattre la pareſſe, & ils ſe ſont trompés. Ce vice honteux, qui d'ordinaire eſt le partage des eſprits lourds, & des ames baſſes, n'eſt point du tout celui de l'Eſpagnol, qui, auſſi vif que fier, ſeroit toujours en action, s'il ſe livroit à ſon naturel. Sa ſobrieté, ſa patience dans les travaux & les fatigues de la guerre, le mépris qu'il fait des dangers, & même de la mort, ne permettent point de l'accuſer de cette molleſſe qui nait de manque de courage & de lacheté. C'eſt moins le travail qu'il hait, que l'idée qu'il lui attache. L'exercice lui plairoit aſſez, mais le métier

tier le révolte. Son eſprit altier ſe refuſe à l'humiliation, lors même que ſon corps demanderoit la fatigue. Enfin l'éducation lui a fait de la *Gravité* la reine des vertus; & c'eſt elle, qui, portée par l'émulation aux raffinemens les plus outrés & aux excès les plus ridicules, produit & entretient ſon orgueilleuſe fainéantiſe.

Toujours la contagion du vice, comme l'exemple de la vertu, gagna toutes les parties de l'Etat, lorſqu'elle partit du trône. * Les Eſpagnols ont vû leurs Rois mettre le ſuprême degré de la grandeur, dans un flegme à l'épreuve de tout, & tenir pour la contenance la plus noble, l'imitation la plus parfaite d'une ſtatue. Il n'y a pas loin de là à établir qu'un homme qui travaille, ſort de la dignité du caractère Eſpagnol, & ſe rend mépriſable. Les Chinois, ce peuple dont on vaute la ſageſſe & la police, ſeroient autant ennemis du commerce que du travail manuel, ſi quelque mode s'introduiſoit parmi eux auſſi contraire aux devoirs d'un trafiquant, que celle

* On remarque de PHILIPPE IV. que quand il donnoit audience, on ne lui voyoit faire aucun mouvement, pas même des yeux; jamais en ſa vie on ne l'a vu rire.

celle qu'ils ont adoptée l'eſt aux fonc tions des Artiſans †, la mode *des grand ongles* a paſſé du Mandarin à l'affranchi Ce rare ornement ſe perdoit à manier de outils: on les a abandonnés à la populace, à cette claſſe d'hommes qui ne tiennent aucun rang dans la ſocieté; & un Chinois bien éduqué aimera mieux voler une poule, au riſque de cent coups de verges ſur les épaules, que de vivre honnêtement d'un métier qui lui accourciroit la corne de la main. La mode de la *Golille* a des effets bien plus étendus en Eſpagne. Simbole de la *gravité*, elle compaſſe juſqu'aux moindres mouvemens du corps; le roturier y eſt auſſi jaloux qu'un Grand de la premiére claſſe de ne pas fauſſer le roide carton; & le payſan eſtime plus quelques bottes d'oignons qu'il aura cultivés & levés de terre la *golille* au cou, que des miliers de boiſſeaux de blé, qu'il n'auroit pu ſe procurer qu'en laiſſant dans ſon armoire la majeſtueuſe cravate, au moins pendant la moitié de l'année.

Le regne de PHILIPPE II. eſt l'époque de la naiſſance de la *Gravité Eſpagnole*. Qu'on conſulte l'Hiſtoire, on trou-

† C'eſt à la Chine une marque de nobleſſe de porter les ongles de la main droite fort longs. *Voyage de* LE GENTIL.

trouvera qu'il eſt auſſi celle de la fainéantiſe. Envain PHILIPPE III. offrit la nobleſſe & l'exemption perpetuelle des impots & du ſervice militaire, à tous payſans qui s'adonneroient *ſérieuſement* à l'Agriculture. Ce monſtrueux appas qui, s'il eut ſéduit, renverſoit la Monarchie, & rendoit onereuſe à l'Etat cette culture des terres ſi deſirée, ne fit pas la moindre impreſſion. L'Eſpagnol a naturellement l'eſprit auſſi vif que juſte, quand il ne s'agit pas uniquement de ſes préjugés. La Nobleſſe promiſe au laboureur, & l'oiſeuſe gravité tenue toujours pour le diſtinctif du Noble, faiſoient une contradiction, qu'il ſaiſit. Il ne crut point à des promeſſes ſi peu d'accord avec les faits; & le Roi n'eut que le dépit d'avoir avili inutilement le premier ordre de l'Etat, & promis en vain ce qu'il ne pouvoit abſolument tenir.

Attribuer l'inculture des terres en Eſpagne au petit nombre d'habitans, c'eſt tomber dans le défaut de ces raiſonneurs Empiriques, qui ne ſçauroient ſe taire à propos. Si c'étoit là une des cauſes véritables, on trouveroit du moins les lieux bien peuplés, tels que les environs des grandes villes, cultivées avec ſoin, ce qui n'eſt pas. On entre à Madrid au ſortir d'un deſert auſſi ſauvage qu'il y en ait dans l'Amérique. Les environs de

Tolede, de Grenade, de Sarragoſſe, de Valence, n'ont d'agrémens que ce qu'ils en reçoivent de la nature. Ceux mêmes de Seville doivent très peu de choſe au travail. Les Rois ont invité les étrangers à venir ſe faire des établiſſemens à la campagne, & ce fût une erreur où leur zéle les fit tomber, & dont il peut à peine les excuſer. Durent-ils eſperer que la fierté Eſpagnole conſentit jamais à cette adoption? que cette Nation pointilleuſe, juſqu'à mettre de la difference entre des Chrétiens de quatre ſiecles & ceux de trois cens ans, recevroit au milieu d'elle des gens qui n'auroient pas une généalogie Eccléſiaſtique? que des hommes accoutumés à ſe faire honneur de la fainéantiſe, voudroient pour compatriotes ceux qui mettroient leur gloire à vivre de leur travail? qui ſe feroient un métier des travaux de la campagne; qui, à la ſueur de leur front, nourriroient l'indolent *Hidalgo:* qu'ils tiendroient pour leurs égaux des hommes, qui, pour gagner de l'argent, feroient ſix jours de la ſemaine ſans la noble *Golille?* Tout cela rendoit l'invitation témeraire. Car quel eſt le payſan ſi miſérable en ſa patrie, qu'il conſente à la quitter ſans retour pour aller être ailleurs un objet de mépris?

Mais les terres ſont-elles partagées ſi juſte entre les naturels, qu'il y ait des can-

cantons incultes abſolument ſans maîtres? Non ſans doute. Sur quoi donc la Cour fonda t-elle le ſuccès de ſon invitation? Elle ſe flata, peut-être, qu'un proprietaire, que ſa fiére gravité faiſoit ſe contenter de cultiver à demi le quart ou le dixiéme de ſon héritage, abandonneroit à un nouveau venu, plus laborieux que lui, les trois ou neuf autres parties. C'étoit ne pas connoitre le génie Eſpagnol, & ignorer même celui des hommes.

On a cherché dans les diſtinctions les plus flateuſes, dans les recompenſes les plus ſolides & les plus éclatantes, dequoi encourager la propagation. Mais, bien loin que l'Eſpagne gagnât préſentement à être peuplée, comme l'eſt, par exemple, la France, ce ſeroit ſa ruine. Tant que les terres n'y ſeront pas miſes en valeur, le nombre des habitans ne fera qu'augmenter la difficulté d'y vivre, que rendre plus grandes la miſére & la pauvreté, qu'accroitre le nombre des voleurs, des brigands, & des vagabonds. Deux cent mille payſans de plus lui ſeront autant de bouches à charge, ſi ce ſont autant de fainéans. Qu'on commence par rendre au pays ſon ancienne fertilité: qu'on entame la recherche des tréſors qu'on néglige depuis ſi long-temps de tirer des entrailles de la terre, ou plutôt de ramaſſer ſur ſa ſurface: bientôt les

familles n'appréhenderont plus de devenir trop nombreuſes ; & pour peu que l'autorité Royale ramene au bien de l'Etat les mœurs des grands, & la Religion du peuple ; la raiſon ne tardant pas à reprendre le deſſus & à ſe faire entendre d'ordre en ordre à tous les particuliers, vingt à trente années ſuffiront pour couvrir cette belle region d'habitans. Cette fiere gravité, le véritable principe de la fainéantiſe Eſpagnole, eſt un vice d'autant plus difficile à extirper, qu'elle fut une vertu mal entendue : on tenteroit inutilement d'en triompher en l'attaquant de front : ce ſera certes beaucoup ſi on parvient à en diminuer l'eſtime chez la génération préſente, à en déſabuſer la prochaine, & à en faire connoitre tout le ridicule & l'abſurde à celle dont elle ſera ſuivie. L'exemple en eſt un des plus ſûrs moyens.

Quelle que puiſſe être la force de l'habitude & de la prévention, elle cede toujours chés le courtiſan au deſir de plaire au Souverain. Qu'un Roi témoigne du goût pour les arts, il eſt indubitable, que le goût des arts ſera celui de toute ſa Cour. Qu'il paroiſſe ennemi du luxe, ſes Courtiſans prêcheront la reforme au reſte de l'Etat. Quoi de plus avantageux pour l'encouragement de l'Agriculture, que ce génie imitateur, ſi S. M. CATHOLIQUE daignoit le tourner vers elle ? qu'elle

e fit défricher en ſa préſence quelque morceau du parc *d'Aranjues*, ou de *l'Eſcurial*; qu'elle y fit ſemer enſuite ſous ſes yeux du froment, de l'orge, du ſeigle, & autres grains: qu'elle ſe fit une recréation de conduire elle-même la herſe & la charrue: qu'elle ſemblât prendre plaiſir à ſuivre les plantes dans leur progrès, à connoître le rapport de la ſemaille à la *moiſſon*: qu'elle fut joyeuſe à proportion du produit. Voilà les Seigneurs de tout âge, qui deviendront cultivateurs comme leur Souverain. On les verra ſe dérober de Madrid & de la Cour, pour aller faire ſur quelqu'une de leurs terres ce qu'il fera dans ſes maiſons de plaiſance, & revenir faire admirer la moiſſon abondante qu'ils y auront recueillie. L'exemple gagnera du Seigneur au Gentilhomme, & de ce dernier au Payſan. Le travail ſe fera en grand à proportion de l'éloignement. On paſſera peu à peu de l'amuſement à l'occupation: l'œconomie ne tardera pas à y entrer pour ſa part; & on s'accoutumera à penſer en Eſpagne, ainſi qu'on penſe dans le reſte de l'Europe, qu'*un Gentil-homme fait très-bien, & ne ſort point de ſa condition, en faiſant valoir par lui-même la meilleure de ſes terres.*

Peut-être ce moyen d'encourager l'agriculture paroîtra trop ſimple à ces Politiques d'un génie ſupérieur, qui, pour les projets, même les plus aiſés, ne veu-

lent que des moyens de grand appareil. Si pourtant on fait réfléxion, que le feu Roi de Pruſſe n'eut beſoin que de porter un habillement uni, pour arrêter les ravages que faiſoient dans ſes Etats le faſte & le luxe introduit par ſon pere: ſi on ſe rappelle que ce fut moins par l'uſage d'une autorité qui n'avoit point de bornes, que par ſon exemple, que le Czar PIERRE le Grand, fit changer de face à ſes Etats, & rendit les peuples de ſon vaſte Empire dociles, induſtrieux, ſavans; on conviendra, que la ſimplicité de ce moyen n'eſt qu'un avantage qu'il a de plus que les autres plus brillans. Les actions les plus communes ſont annoblies par la fin qu'elles ont. Le Czar PIERRE, travaillant dans les chantiers de *Sardam*, outroit ſans doute le modele qu'il propoſoit aux Moſcovites: mais cet excès même ne demandoit point d'indulgence de la part des hommes judicieux, dont le ſuffrage décide de la gloire des grands hommes: ils l'admiroient à cauſe de ſon principe; & l'utilité de l'art de la charpente, faiſoit à ce Monarque un ſujet d'éloge de ſa paſſion. La poſterité mettroit au-deſſus d'ALPHONSE l'*Aſtronome*, un FERDINAND le *Laboureur*. Le titre le plus glorieux pour un Roi eſt celui de PERE DU PEUPLE.

Mais ce n'eſt pas aſſez de mettre en honneur l'agriculture, & d'en inſpirer le goût:

goût: il faut encore en aider l'exercice. Nourri dans l'éloignement du travail, l'Eſpagnol pourroit y revenir de lui-même, lorſque cette premiere ardeur que la nouveauté inſpire ſeroit amortie. Pour le rendre conſtant dans ſa métamorphoſe, il n'y a pas de meilleur moyen que de la lui accommoder à ſon caractere.

Le Païſan voit avec plaiſir ſa terre bien *cultivée*, & ſes moiſſons bien faites par des mercenaires. C'eſt même à ſa vanité l'aliment le plus délicat, d'avoir, pour la moitié de ſon bien, le droit de commander à ceux qui lui aſſurent l'autre. Le point ſeroit de lui procurer des mercenaires, qui n'enlevaſſent pas à l'Etat le ſalaire qu'il leur donne. Le calcul le plus moderé fait monter à vingt mille, le nombre des François qui paſſent en Eſpagne au temps de la moiſſon, & à huit piſtoles du Royaume, la ſomme que chacun d'eux emporte après la moiſſon faite. Cette perte annuelle eſt immenſe, & ne contribue pas peu à entretenir la langueur de l'Etat par rapport aux finances.

Quel inconvénient y auroit-il d'introduire d'abord un pareil nombre d'eſclaves Negres; & ſelon qu'on verroit le païſan recevoir ce ſecours, d'y en faire venir enſuite autant que les Proprietaires & les Fermiers en pourroient employer? Maintenant que l'Eſpagne a tout à attendre de l'amitié de la France, & qu'elle

eſt en état d'obtenir du Portugal ce qu'elle en demandera de juſte & de raiſonnable, on n'apperçoit pas qu'il y ait le moindre riſque, à mettre au milieu de pluſieurs millions d'Eſpagnols bien armés & toujours ſur leurs gardes, cinquante ou cent mille Negres, accoutumés à trembler devant des Maîtres. Les Rois de France & de Portugal, qui ſont ſans intérêt à cette amélioration intérieure du Royaume, ne ſe refuſeroient pas au Cartel qui leur ſeroit préſenté pour la reddition des Eſclaves fugitifs. Une ſomme fixée pour la recompenſe de chacun, les feroit ſe relâcher ſur le droit infructueux d'Azile; &, par cet accord, l'Eſpagne ſeroit pour les Negres une cage auſſi ſûre que l'Ile du nouveau Monde la mieux gardée.

C'eſt en vain qu'un Auteur †, d'ailleurs fort judicieux, déclame contre les tranſplantations d'hommes. Tant de debordemens de Nations, qui ont fait changer de maîtres aux trois anciennes parties du monde, prouvent, qu'il n'a pas ſaiſi les véritables cauſes du peu de fruit qu'on a tiré de pluſieurs. Ces nombreux eſſains, qui ſont venus du nord au levant & au midi de l'Europe, n'y ont pas

† Mr. de MONTESQUIEU dans ſes *Lettres Perſannes*.

pas peri de l'influence du climat. Auſſitôt que les guerres ont ceſſé, & qu'ils ſe ſont adonnés à un genre de vie réglé, ils ſe ſont naturaliſés dans les païs que le ſort des armes leur adjugea; & leur temperament, qui ne ſouffroit que de leurs excès, a pris en fort peu de tems les qualités de celui des anciens habitans. Les familles, que le Turc fait paſſer ſi ſouvent de Grece à Conſtantinople, multiplieroient dans leur nouvelle patrie, ainſi qu'elles euſſent fait dans celle dont on les arrache, ſi elles y trouvoient la même aiſance & les mêmes commodités de la vie. C'eſt la pauvreté & le chagrin qu'elle engendre, qui produiſent les maladies qu'on attribue fauſſement au climat. Tant de milliers de Negres, qui ont paſſé de Guinée en Amerique, l'auroient infailliblement peuplée, ſi la barbare avidité des maîtres avoit proportionné aux forces de ces malheureux, les travaux qu'elle en exigeoit: ſi leur dureté n'avoit privé ces infortunés des ſecours les plus néceſſaires dans leurs infirmités; ſi enfin ils les avoient traités avec les attentions qu'ils ne refuſent pas à leurs chevaux & à leurs chiens.

L'ignorance, quoiqu'on en diſe, doit être le partage de ceux qui ſont nés pour toujours obéir. Lorſque l'eſprit ſaiſit la parfaite égalité que la nature a miſe entre les hommes, il a trop de peine à ſe plier

aux différences que la ſocieté a établies, & la raiſon ſe revolte ſur-tout contre la ſervitude. Il faut donc bien ſe garder de cultiver les diſpoſitions que les Negres ont aſſez généralement pour les arts & les ſciences. Ils reſpecteront leurs maîtres à proportion de la ſupériorité de talens qu'ils leur reconnoitront par rapport à eux; &, dans l'eſclavage, ils ſe trouveront à leur place. Que les Curés veillent à leurs mœurs: qu'ils les inſtruiſent dans la Religion Chrétienne: que leurs maîtres les traitent avec humanité: que les Alcades ſe réſervent le châtiment des fautes grieves: que le Roi attache l'eſperance de l'afranchiſement à leur fidélité: que leur envoi dans le nouveau Monde ſuive leur afranchiſſement: l'Etat, après avoir tiré de leur eſclavage un avantage immenſe, acquerroit en eux des Sujets laborieux & pleins de zele, de bons ſoldats, d'excellens * mariniers. Au lieu que les nombreux affranchiſſemens qui ſe font dans les Indes, ne lui donne que des fainéans, & ſouvent des ſcelerats.

Il eſt vrai, que voila une avance de deniers conſiderable à faire; & c'eſt là d'ordinaire une pierre d'achoppement pour les projets les plus utiles. Mais, fut-il jamais débourſé, dont la rentrée dût moins inquieter? Il n'y a point à douter qu'une

* Voyez *Chap. III.*

qu'une Compagnie Françoiſe ne reçut avec joie l'offre d'un traité à ce ſujet, tel que celui de l'Aſſiento. Les Negres qui ſe négocient aux environs du Senegal ſont les meilleurs pour le travail de la terre. Outre cela ils ſont doux, ſans ces travers qui ont décrié les Minois: ils s'affectionnent aiſément, & ſont ſuſceptibles de toutes les bonnes impreſſions qu'on leur veut donner. Quelle ne ſeroit pas l'ardeur avec laquelle les païſans Eſpagnols ſacrifieroient juſqu'à leur guitare à l'acquiſition d'un Eſclave? C'eſt bien là prendre dans la nature des armes contre l'éducation. Ils croiroient dédommager leur orgueil de ce que leur renoncement à la *gravité* lui feroit perdre; & le plaiſir de commander, levant l'obſtacle qui juſqu'ici les a empêchés de ſe livrer à l'amour du gain; à force de voir travailler, peut-être prendroient-ils le goût du travail.

Il ne manquera ſans doute pas de ces hommes craintifs, qui, honorant du nom de politique prudente une timidité outrée, oppoſeront à ce projet le fameux Avis du Lord GALLOWAI au Roi de Portugal. La Providence, diront-ils, ayant donné aux nations une part dans les biens de la terre, conformement à leur génie & à leurs talens; aux Eſpagnols & aux Portugais, les mines d'or & d'argent; aux François, Anglois, Hollandois, Allemands

mands &c. des terres fertiles & l'amour du travail; c'eſt alterer ces diſpoſitions, que de les faire empiéter les unes ſur les autres, & mériter que celles de l'induſtrie, deſquelles on veut ſe paſſer, viennent enlever à main armée les treſors qui furent donnés pour la leur payer.

Si les bons offices que l'Eſpagne a reçus de la France, & ceux qu'elle en reçoit perpétuellement, ne l'engageoient pas à beaucoup de complaiſance pour les François, on repondroit que l'agriculture n'étant rien moins que contraire au métier des armes, les Eſpagnols, devenus cultivateurs, n'en ſeront pas moins bons ſoldats, & qu'ils ſauront, quand il le faudra, repouſſer à main armée, ceux qui viendront à main armée envahir leurs poſſeſſions. Mais, les égards que la nation Françoiſe mérite, veulent une réponſe plus douce. Ainſi l'on dit que l'Eſpagne répond à l'intention de la divine Providence, qui ne veut avoir donné rien en vain, en recueillant les biens qu'elle lui a mis, pour ainſi dire, ſous la main, & en profitant de la bonté & de la fertilité de ſes terres. Elle ſera reconnoiſſante envers la France, en lui donnant à ouvrer ſes laines & ſes ſoyes; en la préferant pour les arts qu'elle n'a pas chez ſoi; en prenant d'elle les marchandiſes étrangeres qu'il lui faut acheter. Elle ſera équitable envers les autres

tres nations, en leur donnant les denrées dont elle pourra ſe priver, en échange de celles dont elle aura beſoin, & qu'elles pourront lui fournir.

Les terres une fois miſes en valeur, le Royaume change entiérement de face. Une douce abondance, une propreté délicate, prennent la place de cette dégoutante ſobrieté, que l'indigence, qui y contraint, empêche d'être une vertu. Nourris de bons alimens, les corps ſeront plus ſains & plus robuſtes. La crainte de la famine n'ayant plus lieu, les chefs de famille ne prendront plus de criminelles précautions contre l'heureuſe fécondité de leurs femmes. En voila déja beaucoup: mais ce n'en eſt pas aſſez pour réparer les ravages de pluſieurs ſiecles, & remplir le vuide affreux qui eſt dans le Royaume.

C'eſt une grande erreur de rapporter la déſertion actuelle de l'Eſpagne à l'expulſion des Juifs & des Maures, & aux peuplades des Indes. Déja celle-là eſt oubliée; & près de deux ſiecles écoulés depuis qu'elle s'eſt rendue toute Catholique, auroit dû réparer l'école de politique que ſon zele pour la Religion lui fit faire. Il n'y a gueres que ſoixante ans que la France en fit une bien plus groſſe; & elle ne s'en reſſentiroit plus depuis longtems, ſi les ſujets qu'elle voulut perdre, n'avoient enrichi ſes ennemis des arts qu'ils

qu'ils porterent chez eux avec la meilleure partie de leurs biens. L'Eſpagne n'envoye plus en Amerique que des hommes qu'il lui eſt avantageux de ne pas garder; & c'eſt en ſi petit nombre, que la perte n'en ſauroit gueres être apperçue.

Le Royaume a deux fleaux domeſtiques, qui le travaillent bien plus dangereuſement. L'un eſt le libertinage, & l'autre la ſuperſtition. Si on n'a pas vu l'Eſpagne, ſi on n'a pas été le témoin de la licence & de la diſſolution qui y regne, on n'en ſauroit concevoir l'excès. Rarement un enfant n'a pas apporté en naiſſant dequoi lui faire un jour haïr & mépriſer ceux auxquels il doit la vie; & plus rarement encore il parvient à l'âge d'adoleſcence, avant que de s'être rendu indigne de trouver une Epouſe. C'eſt là un des deux fleaux qui tiennent l'Etat dans l'épuiſement qu'on attribue à des tranſmigrations, dont on ne ſe ſouviendroit pas ſans eux. Juſqu'à ce que l'autorité Royale l'en délivre, on ne fera que de vains efforts pour lui rendre des forces, & lui donner de l'embonpoint. C'eſt un de ces maux enracinés, qu'on ne guérit qu'avec les remedes les plus violens. L'autorité paternelle doit partager la cure avec l'autorité Royale. Eh! elles ont l'une & l'autre de ſi grander reſſources.

L'au-

L'autre fleau eſt d'un genre tout different. A Dieu ne plaiſe, que la vie Religieuſe ſouffre quelque atteinte de ce qui n'eſt dit que contre l'imprudence de ceux qui l'embraſſent. On ſait bien, qu'il n'y a que des Heretiques, qui lui puiſſent reprocher le préjudice que cauſe à l'Etat la multitude d'hommes qui s'y diſent conſacrés. Mais la vraye pieté n'exclut, ni la prudence, ni la raiſon; & le Souverain, qui voit que le bien public s'oppoſe à l'excès de la dévotion de ſes peuples, eſt obligé de faire lui-même digue contr'elle, & de la corriger.

L'Eſpagne eſt inondée, pour ainſi dire, de Moines de toutes couleurs. Aucun Etat de l'Europe, pas même l'Etat Eccleſiaſtique, n'en nourrit de ſi nombreuſes légions. La plûpart ont une conduite toute propre à faire douter, qu'avant que de s'engager, ils ayent éprouvé leur vocation. Loin de voir en eux des hommes qui ſe ſont retirés dans l'obſcurité du Cloître, pour y travailler à leur ſalut; on les prendroit pour des fripons, qui ſe couvrirent du mainteau de la Religion, afin de roder inutilement dans le monde, & d'y commettre le mal impunément. Ils renoncerent au monde avant que de l'avoir connu, & étoient ſi bien nés pour lui, qu'ils en acquirent le goût dans les lieux où ils auroient dû le perdre, s'ils l'avoient eu. Ils ſont morts

pour le ſiecle, & ils n'ont de talens que pour lui: ils pouvoient être utiles à la Societé, & ils lui ſont à charge: la Religion leur eſt un joug inſuportable, & ils ſont à la Religion un ſujet perpétuel d'opprobre & de ſcandale.

L'Etat & l'Egliſe étant également intereſſés à délivrer le Royaume de ce ſecond fleau, qui lui enlevant une multitude de Sujets auſſi capables de le ſervir, qu'ils le ſont peu de faire honneur à la Religion, ne le travaille gueres moins que le premier, qui lui eſtropie ceux qui lui demeurent: Sa Majeſté Catholique trouveroit aſſurément les Prélats de l'Eſpagne diſpoſés à l'aider dans ce grand ouvrage. Le ſaint Pere confirmeroit avec joye un Réglement, qui rendroit à la Vie Monaſtique l'eſtime dont elle eſt déchue, en reduiſant les Moines à un nombre convenable à la pieuſe Inutilité de leur profeſſion. L'Egliſe entiere applaudiroit à l'établiſſement de l'uniformité qu'elle ſouhaita toujours dans ſa diſcipline; & les Peuples verroient avec édification, l'âge que les SS. Canons ont déterminé pour l'engagement des Eccleſiaſtiques, fixé le même pour la Profeſſion des Religieux.

Il y a une Bulle d'INNOCENT X. qui ordonne aux Moines & Religieux de tous Ordres quelconques, ſous peine des plus terribles Anathemes, d'abandonner les

les Couvens, où ils ne ſeront pas en aſſez grand nombre pour remplir les devoirs du Cloître : & ce nombre eſt fixé à douze. L'exécution en rigueur de cette Bulle, véritablement inſpirée, feroit vuider en un même jour dans les Provinces du Royaume d'Eſpagne, environ 400 Couvens tant de Mandians que de Rentés, dont la démolition ſuivroit l'évacuation, & ſeroit le préliminaire d'un ſecond Réglement, qui, non moins facile que le premier, acheveroit une reforme également utile & à la Religion & à l'Etat.

C'eſt faire injure à la mémoire des fondateurs d'Abbaïes, Prieurés, & autres maiſons Religieuſes, de prétendre que leurs legs ſont immuables, & que l'abus qui s'en fait n'autoriſe point le Prince à changer leur diſpoſition. Ces pieux Teſtateurs ne ſeroient que des hommes injuſtes, s'ils ne s'étoient propoſé une fin dont l'utilité leur fut commune avec leur héritier naturel, lorſqu'ils le priverent des biens, dont, à vrai dire, ils n'étoient que les dépoſitaires. Leur libéralité prit ſa ſource dans leur confiance aux prieres d'une ſocieté d'hommes innocens, & uniquement conſacrés au ſervice de Dieu. Ils eſpererent que leur poſterité ſeroit amplement dédommagée de la perte qu'ils lui faiſoient ſouffrir, par la bénédiction du Ciel, que ſes fervens cohéritiers lui ob-

obtiendroient. Ainſi la pureté des mœurs, l'aſſiduité à la priere, l'obſervante exacte d'un genre de vie, qu'ils croyoient plus agréable à Dieu que tout autre, furent des conditions auxquelles ils attacherent la validité de leurs legs en faveur des Moines. Le Contract fut mutuel. Je vous donne, dirent-ils, des biens temporels, & vous me rendrez des biens ſpirituels. Je derobe à mes enfans, à ma poſtérité, une portion des biens de ce monde pour vous en enrichir. Aidez-les à acquerir ceux de l'autre. L'article du Teſtament ne ſubſiſte qu'autant que le Légataire ſe conſerve apte à remplir les devoirs qu'il lui impoſe ; & l'incapacité de ce dernier rend l'autre abſolument nul. Si une Chartreuſe, par exemple, n'eſt plus differente d'un Chapitre de Chanoines, d'une Abbaïe de l'Ordre de Citeaux, ou d'un Prieuré de Celeſtins : ſi le ſilence & la retraite qui diſtinguoient ſes Moines des autres, & décideront ſon bienfaiteur, n'y ſont pas autrement obſervés maintenant que dans un Couvent ordinaire ; les Chartreux d'à préſent n'ont pas plus de droit aux biens legués à leurs devanciers, que les Chanoines, les Benedictins, & les Celeſtins, auxquels le Teſtateur ne voulut rien leguer. Le Souverain reclame au nom du Public les fonds de la Chartreuſe comme un bien ſans maître. Il en eſt de même de cette mul-

multitude de Prieurés, qui, maintenant, au lieu de nourrir une Communauté réguliere, entretiennent trois à quatre figures de Moines, à peine reconnoiſſables à leur habit, dont tous les pieux exercices conſiſtent à bredouiller chaque jour de la ſemaine l'Office du Breviaire en leur particulier, & à chanter une Meſſe le Dimanche. Les Fondateurs n'eurent certes point intention de penſionner à perpétuité des chaſſeurs, ou des fainéans indevots; & ils avoueroient le Souverain du meilleur emploi qu'il feroit de leurs biens tombés en ſi mauvaiſes mains.

Rien donc ne s'oppoſe à un Réglement qui changeroit en établiſſemens utiles à l'Etat, les Monaſteres où la diſcipline religieuſe ne ſubſiſte plus. Le moyen de rendre cette métamorphoſe avantageuſe à la Religion, ſeroit, que des Commiſſaires d'une probité reconnue, & d'une fermeté à toute épreuve, priſſent dans les regiſtres, ou archives, des grandes Abbaïes d'Eſpagne, une note des Moines que chacune d'elles a eus enſemble dans le tems de ſa plus grande célebrité (ce qui reviendroit à celui auquel elles ont reçu leurs derniers fonds): ils l'accompagneroient d'un état éxact des biens & des bâtimens d'alors & de ceux d'aujourd'hui. On trouveroit que telle Abbaïe, qui entretint autrefois cinq à ſix cent Moines, en nourrit maintenant à

peine vingt. Sur le rapport des Commissaires, le Clergé assemblé, ou s'il étoit possible, un Concile Nationnal, ordonneroit que les Moines d'un même Institut eussent à se réünir dans les principales Abbaïes, jusqu'à compleier le nombre ancien. Puis, le Conseil du Roi ayant remis les biens & les bâtimens sur le pié qu'ils furent avant le relâchement; il supprimeroit les autres pour lesquelles il n'y auroit pas de sujets; & feroit défense à perpétuité, sous peine de l'Abbaïe razée, de recevoir desormais des Novices, que pour le remplacement des Profès qui viendroient à mourir.

Les fonds des Monasteres supprimés passeroient à des Hôtels d'Invalides de mer & de terre, à des Colleges des Arts, à des Ecoles de la Guerre & de la Navigation, à des Hôpitaux pour les Veuves des Soldats & des Mariniers, & semblables établissemens. Les morts y gagneroient de toutes façons. Tant de vieux serviteurs de l'Etat, accoutumés à des prieres communes sur les vaisseaux, acquiteroient les Offices imposés aux Moines, en substituant des Rosaires aux Pseautiers. Les Chapellains satisferoient par des Messes quotidiennes, aux obits hebdomadaires ou annuels; & une multitude pénétrée de reconnoissance feroit, de l'abondance du cœur, pour ses bienfaiteurs, des prieres, qui, depuis longtems

tems n'étoient gueres plus pour eux qu'un vain bruit. Les Monaſteres deviendroient alors des Maiſons de pieté & d'édification, où il n'y auroit plus d'émulation que pour la dignité du ſervice Divin, & où l'étude des Saints Livres partageroit avec un travail honnête le tems des Religieux. Les Abbés n'auroient plus à ſe tourmenter dans la recherche des Proſelites: ils n'auroient plus à rougir des affronts auxquels tant de vocations mal éprouvées les expoſent. L'Egliſe ſeroit à couvert des injuſtes reproches que lui font perpétuellement les Heretiques; & des biens, dont l'abus ne ſauroit ſubſiſter qu'au dommage de la Religion, ſeroient employés glorieuſement pour elle, au ſervice de l'Etat.

CHAPITRE III.

De l'adminiſtration & de l'amélioration des Finances. Du Commerce & de la Marine.

LA forme du Gouvernement intérieur de l'Eſpagne ſeroit parfaite, ſi on pouvoit la rétablir ſur l'ancien pié: s'il étoit poſſible de rappeller toutes ſes parties à l'ordre; de leur rendre cette admirable ſimplicité que lui donnerent les pré-

dé

déceſſeurs des Rois Autrichiens. Il n'a pas manqué, ſous le dernier regne, d'hommes capables de ce grand ouvrage; mais aucun n'a oſé l'eſſayer en gros; & de ceux qui l'ont tenté en détail, aucun n'a eu ſujet de s'en applaudir. Les plus nombreux efforts ont été ſur les Finances. Pluſieurs Miniſtres ont eu le courage de ſe roidir contre les murmures & les clameurs, & de braver le reſſentiment de ceux qui étoient intereſſés à perpétuer les deſordres, & qu'une cupidité inſatiable rendoit ſourds au cri de la patrie, & inſenſibles au bien public. Mais, la multitude des obſtacles les a enfin rebutés; & après diverſes épreuves, faites avec autant de prudence que de fermeté, ils ont jugé qu'il leur convenoit d'abandonner l'entrepriſe, puiſque les peuples, qui devoient retirer tout le fruit du ſuccès, y faiſoient opiniâtrement obſtacle.

Ils ne trouverent pas les eſprits plus favorablement diſpoſés, lorſqu'ayant renoncé à dégager l'ancienne adminiſtration des abus qui la défiguroient, ils voulurent en former une nouvelle. Accoutumé à reſpecter tout ce qui a pour ſoi l'antiquité, le Peuple s'irrita qu'on lui voulut ôter un mal avec lequel il étoit familiariſé. La nouveauté l'effaroucha; & il rejetta le nouveau plan à cauſe de cela même qu'il étoit nouveau. Les hommes les moins

moins exposés à donner dans les travers de la multitude, des Ministres, se passionnerent pour une routine, qu'ils disoient fondée, toute défectueuse qu'ils l'avouoient, sur le génie & les mœurs de la Nation ; & des principes de la plus sage politique, des maximes qu'en simple conversation ils auroient eu honte de ne pas adopter, ils les fronderent en plein Conseil, & s'obstinerent à les prétendre impraticables.

En vain on se flata qu'à l'aide d'un peu de patience, & de beaucoup de fermeté, on triompheroit de la prévention : bientôt on se repentit de l'avoir espéré. Il fallut remettre les choses dans le cours qu'elles avoient pris. Quelques légeres innovations, quelques changemens qui n'influoient pas essentiellement sur lui, furent toute la correction qu'on osa faire. On se jugea trop heureux de pouvoir encore appliquer quelques lénitifs à des maux incurables ; &, pour s'ôter l'envie de tenter davantage une entiere guérison, qu'on reconnoissoit impossible, on s'efforça de croire, qu'il y avoit dans les Etats des maux nécessaires.

C'a été sans doute un pareil succès de ses tentatives sur l'Administration des Finances, qui a fait dire au Cardinal de RICHELIEU, qu'il étoit à propos, qu'il se fit dissipation des deniers publics. Ainsi un Charlatan adroit suppose l'utilité

d'une maladie contre laquelle il n'a point de remedes. Il eſt pourtant vrai en bonne politique, qu'on doit s'accoutumer à ne pas regarder comme un mal celui qui ne ſauroit être corrigé.

Mais, quoique le peu d'attention des Rois de la premiere race, à cette importante partie du Gouvernement, ait porté le deſordre des Finances à ſon comble, il n'eſt pas aux termes d'un entier abandon : l'Eſpagne a de ce côté des reſſources, qui lui ſont particulieres ; & un habile Miniſtre n'a beſoin que d'adreſſe & de patience, pour réparer en dix ans les fautes de deux ſiecles. Ainſi qu'un ſavant Opérateur, qui, n'oſant entreprendre d'extirper une loupe enracinée entre les muſcles, s'attachera à en arrêter les progrès, pour enſuite lui ôter peu à peu de ſon volume ; trop éclairé pour ſe promettre de combler l'abime immenſe de la *Contadurie*, il s'appliquera à reſſerrer ce gouffre, & à diminuer ſa profondeur. Une fois perſuadé, que l'Etat recouvrera de ſon embonpoint, à meſure qu'on le déchargera des ſang-ſues qu'il a à engraiſſer de ſa ſubſtance, il commencera par la réduction de cette multitude d'Officiers inutiles au Roi & à charge au Peuple ; & cette premiere opération lui facilitera toutes les autres.

La multiplicité des Offices eſt toujours un mal pour les Peuples : mais, ils doivent

vent s'y reſigner lorſquelle eſt le meilleur remede contre un plus grand. Il en eſt ainſi dans les Etats où l'Autorité Royale a ſans ceſſe à lutter contre le crédit des Grands, les privileges des Nobles, ou les Immunités du Peuple. Sur le pié où étoit la France il y a un ſiecle, quand les Princes & les Seigneurs partageoient, pour ainſi dire, avec le Roi, les Droits de la Royauté, il étoit eſſentiel pour lui d'avoir des rapports plus particuliers avec les principaux du Tiers-Etat. Il n'avoit dans cet Ordre de ſujets, ſur leſquels il pût compter, que ceux dont les biens dépendoient du maintien de ſon Autorité. Créer de nouveaux Offices étoit alors un trait de bonne politique. Tous ces Officiers, répandus dans les Provinces & les Villes, y faiſoient digue, à l'aide de leurs parens & de leurs amis, contre les mal-intentionnés; & les déſordres, qu'ils empêchoient, pouvoient paſſer en compenſation de ce que coutoit leur entretien. Les Rois d'Angleterre, perpétuellément embarraſſés à s'acquerir & à ſe conſerver des ſuffrages dans les Chambres, deviendroient bientôt les Maîtres des Communes, s'ils obtenoient de leur Parlement de multiplier les Offices à leur volonté. Quelques nombreux qu'ils ſoient en Pologne, ils doubleroient, que le Roi & le Royaume n'y feroient que gagner.

Mais, en Eſpagne, où l'Autorité royale eſt ſans contradiction ; où la fierté même des Grands, en les rendant incapables de cette unanimité & de cette ſubordination entr'eux, que les factions & les cabales exigent, eſt un ſur garant de leur ſoumiſſion ; où la volonté du Roi eſt la loi la plus reſpectée du Peuple : où enfin il n'eſt point de liaiſons, ni du ſang, ni d'intérêt, ni d'amitié, qui balancent l'attachement au Souverain ; la multiplicité des Offices n'a rien que de ruineux pour l'Etat & pour le Roi. Les Rois Autrichiens, qui l'ont portée à l'excès où elle eſt à préſent, n'ont rien qui les en excuſe ; & leurs ſucceſſeurs ont leurs fautes à cet égard à ſe reprocher, tant qu'ils négligent de s'en relever ; puiſque pour le faire ils n'ont qu'à le vouloir.

Si en France, où tous les Offices rendent aux coffres de l'Epargne, on croit qu'à préſent que l'Autorité Royale eſt ſolidement établie, l'intérêt du Roi demanderoit qu'il fit une réduction : que ne doit-ce pas être en Eſpagne, où tous les emplois ſont cenſés donnés gratuitement au mérite ? Le Conſeil des Finances pourvoit à plus d'Offices, que tous les autres Conſeils enſemble : quoique le ſeul Conſeil de Caſtille en ait ſoixante-dix-mille, auxquels il préſente ; quel ravage tant de Harpies perpétuent dans le Royaume !

Elles

Elles ſont pour lui un fleau plus terrible, que la guerre la plus malheureuſe. Les Arts, l'Agriculture, le Commerce, tout en ſouffre. En vain on prétendra, qu'il en eſt de même, que mille ducats ſoient les appointemens d'un ſeul Receveur, ou qu'ils faſſent ceux de dix Collecteurs. Chacun de ces hommes entre en Office avec le ferme deſſein de s'y enrichir; & il l'exécute au riſque de tout ce qui en peut avenir. Le Caiſſier du Diſtrict veut gagner autant que s'il faiſoit ſeul toute la recette; & ceux, à qui il rend ſes comptes, ne ſont pas plus moderés que lui. De-là ces concuſſions, ces exécutions militaires, ces ſaiſies, qui étouffent l'induſtrie, épuiſent le laboureur, conſternent & dégoutent l'artiſan. Ce qui eſt échapé à l'un, l'autre s'en empare. Le ſubalterne s'accommode de ce que ſon ſupérieur auroit dédaigné de piller; & celui-ci vole audacieuſement ce que celui-là n'oſoit même convoiter. En proye ſans ceſſe à de nouveaux brigands, le Peuple tombe dans le découragement. Il aime mieux ne pas travailler, que voir paſſer à d'autres le fruit de ſon travail. Sûr de n'être plus vexé, dès qu'il n'aura plus rien qu'on lui puiſſe ôter, il s'arme de courage contre les incommodités de l'indigence. Sa fierté eſt ingénieuſe à lui en adoucir la honte: ou bien, la pareſſe

l'y endurcit. D'utiles & laborieuſes abeilles deviennent d'impudens frelons ; & l'Etat eſt incommodé des membres les mieux placés pour le bien ſervir.

La difference, entre ces fainéans qui importunent le public de leurs clameurs & de leurs prieres, & ceux qui le deſolent par leurs pilleries, n'eſt point à l'avantage de ces derniers. La miſere, dont un gueux experimenté fait étalage, tempere d'un ſentiment de pitié le mouvement de haine & de mépris dont on eſt ſaiſi à ſon aſpect. Le faſte inſolent, ou l'orgueilleux maintien, de l'Officier inutile, n'excite qu'une plus grande indignation. Cette claſſe d'hommes étoit deſtinée, comme la premiere, à vivre de ſon travail : la condition, où la fortune les avoit fait naître, leur en impoſoit la néceſſité. Tirés de cet état, qui leur étoit naturel, ce ſont des déſerteurs, en cela plus coupables encore que les autres, qu'ils rendent leur déſertion contagieuſe.

Il n'eſt gueres de Commis & Emploiés dans les Affaires des Finances, qui ne croient s'élever au-deſſus du mépris de l'inutilité de leur profeſſion, en ſe tirant de la derniere claſſe de la ſocieté. La plûpart ſacrifient à leur vanité leur cupidité, & veulent des hommes pour les ſervir. Ils ſe comptent pour des perſonnages

nages respectables, lorsqu'ils peuvent dire, *mon Valet*, *ma Servante*. Mais, ce Valet, & cette Servante, ont quitté les travaux de la campagne pour passer à une vie, qui, toute pénible qu'elle est peut-être, n'en est pas moins absolument inutile à l'Etat. Cent mille Domestiques, éparpillés dans les maisons de ces Officiers subalternes, sont autant de *sujets* derobés au Roi, autant d'hommes enlevés au Royaume. Un réglement à ce sujet se devoit plutôt présenter à l'esprit des Ministres de Philippe III. que tous ces moyens extraordinaires qu'ils lui firent mettre en œuvre, pour encourager l'Agriculture.

La possession des Mines du Potose, & du Perou, met l'Espagne au-dessus des expédiens auxquels doivent recourir les Etats, où l'industrie est l'unique source de la richesse du Peuple. Les impôts augmenteroient chaque année, à proportion de la quantité d'or & d'argent apportée par les Gallions pour le Royaume, que les Peuples n'en seroient point excédés, pourvû que la levée s'en fit avec ordre, & qu'on les emploiât avec une judicieuse œconomie. Il ne faut que cela pour mettre les Finances dans l'état le plus florissant: & il ne s'y rencontre aucun obstacle, que la seule volonté du Roi ne puisse faire disparoître.

Les Alcavalas * ſont l'impôt le plus mal-aiſé à recueillir. Le détail immenſe dont il eſt, exige qu'on l'afferme. Mais, ce même détail eſt un obſtacle à l'injuſte Cupidité des Fermiers. Il n'eſt beſoin que du Miniſtere des Officiers de Police, pour rendre cet impôt d'un très grand rapport pour le Roi, & de peu d'incommodité pour le Peuple. On diminue conſiderablement le produit des *Alcavalas*, en impoſant en outre aux Marchands le tribut † de l'Induſtrie. Ils ſe cabrent contre l'inſpection de leurs régiſtres & livres de compte, qu'il les oblige de ſouffrir; & la repugnance qu'ils ont à admettre des étrangers dans le ſecret de leurs Affaires, les fait recourir à la vente furtive, qui fruſtre le Roi de l'un & de l'autre impôt.

L'induſtrie peut être taxée chez les Artiſans; & elle doit être portée au point qu'elle tienne lieu de capitation, & de tout autre tribut perſonnel. L'ouvrier, qui vit au jour la journée de ſon travail, ne peut, ſans s'incommoder extrémement, payer à des termes fixes une ſomme

* Le Dixieme de tout ce qui ſe vend, & ſe trocque dans le Royaume.

† On ſe ſert des noms uſités en France. Les mots Eſpagnols demanderoient un Commentaire perpétuel.

me un peu conſiderable. S'il gagne trente Maravedis par jour, on le force aux emprunts, quand on lui demande de ſix mois en ſix mois un piaſtre. Il ne ſait ce que c'eſt que de téſauriſer: & le plus ſouvent une nombreuſe famille ne lui permet pas une reſerve qu'il ſouhaiteroit faire. Mais, il donnera volontiers deux jours de ſon travail par mois.

La collecte de cet impôt ſeroit abandonnée aux maitres de métier, qui n'étant eux-mêmes taxés que comme ouvriers, recompenſeroient la médiocrité de leur quottepart aux charges publiques, en ſe reudant garans du tribut de ceux de leur profeſſion, à qui ils donneroient à travailler. Au terme qui leur ſeroit marqué, ils le porteroient à la caiſſe, dont tout le corps de métier ſeroit reſponſable, & que l'Officier prépoſé pour la recette générale feroit vuider en préſence de deux ou trois maîtres, à qui il en donneroit le reçu. Cet Officier pourroit être, dans les petites Villes & dans les Bourgs, l'Alcade, ou le Viguier; & dans les grandes, le Subſtitut du Corregidor. Ce ne ſeroit, à bien dire, qu'un dépoſitaire. Son livre de police le guideroit dans l'examen des differentes caiſſes; & les billets des corps de métier éclaireroient la Chambre des Comptes de la Province ſur ſa fidélité.

Le Dixieme du revenu des Terres eſt un impôt

impôt qui ne donne point ſujet de plainte; parce que c'eſt le plus naturel. Il eſt fort difficile d'en frauder l'Epargne, pourvû qu'il ne ſoit pas affermé. Un Edit qui annulleroit les conditions ſecrettes du bail, & condanneroit à des peines afflictives quiconque les auroit tenues, après s'y être engagé, ôteroit aux proprietaires la tentation de faire de fauſſes déclarations de leurs biens; & les rôles des Notaires feroient foi à la Chambre de la conduite des Receveurs. Un ſecond Dixieme ſeroit la taille des paiſans fermiers. L'un & l'autre ſe leveroient en deux termes, étant bien rare qu'à quatre le laboureur ſoit toujours en état de ſatisfaire.

Mais, on prétend qu'un pareil Ordre, dans toutes les autres parties des Finances, eſt une belle ſpéculation, qui ne ſauroit ſe ſoutenir dans la pratique. Il ſuppoſe, dit-on, que les coffres du Roi ſont déja remplis, & qu'ils peuvent fournir une année aux dépenſes de l'Etat: il ſuppoſe encore, que le Roi n'aura jamais beſoin de prendre en avance un terme, ou une année ſur l'autre. Enfin, il ſuppoſe, qu'un grand Royaume, auſſi conſtamment réglé que la maiſon d'un particulier, peut être aſſujetti à une dépenſe toujours égale. Toutes ces objections s'évanouiſſent à l'idée de la quantité prodigieuſe d'or & d'argent œuvré qui eſt dans

dans le Royaume. Sur un Ordre du Roi, on le portera tout à la Monnoye. (L'Eſpagnol ne cede point au François en zêle pour l'Etat, en obéïſſance au Souverain.) Une partie des eſpeces qu'il produira fournira à la dépenſe de l'année, qu'on demande pour établir la nouvelle Méthode. L'autre, emploïé ſur les Gallions, rapportera, en dix ans, plus qu'il n'en faudra pour dégager la parole du Roi, & retirer ſes billets. Le fond demeurera toujours dans le commerce. Il augmentera d'autant la part de l'Eſpagne, en ôtant aux Anglois & Hollandois de la leur, & formera une reſerve toujours prête à ſeconder les plus grands efforts.

D'ailleurs, quelle ne ſeroit pas la confiance qu'un pareil procedé inſpireroit aux Peuples? Quel ne ſeroit pas leur zêle à contribuer à des ſecours extraordinaires, lorſqu'ils ne pourroient plus douter que l'Etat & le Roi profitaſſent ſeuls des ſommes levées pour eux? Il n'eſt point d'impoſitions ſi exorbitantes, qu'elles leur fuſſent odieuſes, dès qu'ils en verroient la deſtination aſſurée, & qu'ils n'en appréhenderoient point la durée au-delà de celle des neceſſités publiques. Les Domaines de la Couronne ſont encore une autre reſſource, que la Méthode dans la levée des impôts n'ôteroit pas au Roi. Leur engagement n'a point les inconvéniens

niens de celui des revenus de l'Etat ; & le ſecours qu'ils procurent eſt plus prompt, ſans être à beaucoup près ſi couteux.

On ne peut donner des regles ſures pour l'œconomie judicieuſe dans l'emploi des deniers publics, qui doit ſuivre l'ordre dans leur levée, ſans entrer dans des détails qui demandent un gros livre. Les Principes généraux ſont connus de tout le monde ; & il y en a beaucoup qui ne conviennent, ni à l'état de l'Eſpagne, ni au génie de ſes peuples. L'Eſpagnol, d'ailleurs d'un eſprit naturellement juſte & pénétrant, ſe trompe dans le jugement qu'il fait de l'emploi des deniers publics. Il prend pour diſſipation l'œconomie la plus judicieuſe, & donne le nom de prudente œconomie à la conduite qui s'en reſſent le moins. La magnificence de la Cour lui déplait, tandis qu'elle feroit la richeſſe du Peuple, & il applaudit à cette meſquinerie antique, qui le tient en langueur, & perpétue ſon épuiſement.

L'Opulence d'un Etat conſiſte ſur-tout dans une circulation bien entretenue des eſpeces, du Souverain aux ſujets, & des ſujets au Souverain. Le génie & le goût des Miniſtres en diverſifie les canaux. Mais, peu importe de la matiere dont ils les conſtruiſent, & de la figure qu'ils leur donnent, pourvû qu'aucun ne s'é-

gare,

gare, ou se perde. Les bâtimens de Versailles, & la Machine de Marly, ont rendu au Peuple de la France des sommes, que les coffres de l'épargne n'auroient pu garder sans interrompre la circulation; &, tout inutiles que sont ces édifices considerés en eux-mêmes, le millard, que peut-être ils ont couté, a été mieux employé à les élever, que si Mr. Colbert l'eut mis en reserve pour les fonds de la guerre future.

La dissipation se reconnoit à ce qu'elle appauvrit le Peuple, ou cause à l'Etat une perte sans compensation. Les courses de Taureaux sont une véritable dissipation. Le Roi, ou la ville de Madrid, n'en donne point le spectacle, qu'il ne s'y dissipe plus que dans la batisse d'un nouveau palais digne d'un Roi d'Espagne. Ces babioles *, achetées si cherement, dont la profusion fait l'essentiel de la fête, viennent de l'étranger; & l'argent, qu'elles ont couté, est perdu sans retour pour le Royaume: tandis qu'un édifice, d'une aussi grande dépense que l'Es-

* Les frais d'une Course de Taureaux consistent sur-tout en gands, bas de soye, jarretieres, éventails, dentelles, rubans, &c. pour les femmes des Titulados & Officiers. On compte que pour le Roi elles vont à 2000 piastres.

dire, le bruit des travailleurs qui joignoient les deux mers par un canal de soixante lieuës : on les a vus applanir des montagnes, hausser des vallées, percer des rochers, faire passer des rivieres sur des ponts. Un si beau modele n'a produit qu'une admiration stérile.

Après la construction des grands chemins, & la *navigabilité* de ses fleuves, l'Espagne ne sera plus inaccessible à un commerce digne d'elle ; mais, il restera pour l'y établir, quelque-chose d'aussi difficile pour ses Ministres : c'est d'inspirer aux Espagnols le genie du Commerce lui-même. Les obstacles y sont innombrables. On en aura surmonté un des plus forts, quand on aura réduit les Grands & les Seigneurs à ne plus remettre le payement des Marchands au tems où ils auront assez de dettes, pour ne pouvoir parer la saisie de leurs terres. Cette méthode, qui passe pour être du bel usage, ne laisse point d'esperance qu'il se forme d'habiles Négocians. Le Marchand, qui sait combien on le fera languir, vend à un prix exorbitant. Bientôt incapable de faire honneur à ses Affaires, il se retire du commerce, & va attendre que le Grand son débiteur, lui payant enfin son mémoire, le mette en état de vivre en fainéant.

Le Commerce de l'Amerique, moins négligé que celui du Royaume, est encore

core en ſon enfance. A peine les Eſpagnols en ont les élemens. On ne conçoit pas que des hommes, qui ne manquoient, ni d'affection, ni de lumieres, aient pu propoſer de le rendre commun. La Nation eſt-elle donc ſi active & ſi induſtrieuſe, qu'elle mît en défaut les François, les Anglois, & les Hollandois? Les Indes ouvertes à toutes les Nations, & le Négoce entierement libre, il ne faut que dix ans, pour que les Eſpagnols y ſoient ſur le même pié que les Portugais à la côte de Guinée. Le Roi, dit-on, en ſeroit plus riche. C'eſt préciſément là ce que le ſens commun fait trouver abſurde. La richeſſe du Roi dépend de l'opulence de ſes Peuples; & l'Eſpagne, privée de ſes Indes, eſt le plus miſerable Pays de l'Europe, Qu'on ſuppoſe que les Créoles du nouveau Monde demeuraſſent fideles, ou fuſſent aſſez vaillans pour ſe maintenir ſujets du Roi d'Eſpagne; que reviendra-t-il de ces droits qu'on veut que ce Monarque ſe reſervât beaucoup plus conſiderables? La contrebande devenue plus facile n'en ſera pas moins lucrative. Il eſt contre l'experience de s'imaginer que les Négocians ſe piqueront d'honneur & de généroſité, & qu'ils ſe feront ſcrupule de courir quelque riſque pour faire un grand gain par de mauvaiſes voyes, plutôt que d'en faire ſans péril un médiocre & légitime.

Tous les Négocians du Monde penſent à ce ſujet comme les Anglois. Ils regardent la Mer comme un pré commun *, où chacun a droit ſur l'herbe qu'il peut atteindre de ſa faux. L'Eſpagne ne trouvera, que dans la ſupériorité de ſa marine, tous les avantages qu'elle peut retirer de ſes Indes. En attendant qu'elle l'ait acquiſe, elle ne doit avoir rien de plus précieux que la conſervation de ſon Commerce excluſif.

On ne ſauroit imputer, au défaut de l'Adminiſtration, l'état de foibleſſe où la Marine d'Eſpagne eſt retombée depuis trente ans. Il n'eſt point de Puiſſance maritime, qui ait un Bureau mieux réglé. La ſagacité, avec laquelle le Prince qui l'établit embraſſa tous les objets de ſon reſſort; la prudence avec laquelle il le mit à portée de prévoir les inconvéniens, ou d'y pourvoir, ne laiſſent point d'excuſe à ceux dont il eſt compoſé. Revêtus d'une Autorité qui les met au-deſſus de toutes les difficultés, & les rendroit maîtres des événemens, ſi l'inconſtance des flots laiſſoit la prudence s'étendre juſqu'à eux, ils ſont comptables à la Nation, des affronts auxquels l'anéantiſſement de ſes forces navales la tient perpétuel-

* Il y a toute apparence, que le Cardinal a pris cette Expreſſion du *Spectateur Anglois*.

nellement expoſée. Que ſeroit la Marine d'Angleterre, en comparaiſon de celle d'Eſpagne, ſi le Miniſtere de ce département, mettoit en œuvre tous ſes moyens ? Les Chantiers de la Tamiſe ont-ils, comme ceux de Biſcaïe & de Catalogne, les plus beaux bois de conſtruction, & le meilleur fer du monde ſous la main ? L'ardeur & le courage des Matelots Anglois, ſont-ils comparables à l'ardeur & à la bravoure de l'Eſpagnol, qui va juſqu'à l'Héroïſme ? Celui-là reçoit-il avec autant de docilité que l'autre ſa deſtination de ſon Amirauté ?

Cependant, ſi les maladies & les vents n'avoient pas combattu pour le nouveau Monde dans la derniere guerre, deux chetives * Eſcadres Angloiſes l'enlevoient à l'Eſpagne. Quelle honte que le Lord ANSON, avec un ſeul vaiſſeau, ait inſulté ſes places, brulé ſes navires en ſes ports, & infeſté impunément ſes mers pendant deux ans ! Comment ſouffrir qu'une poignée de pirates, qu'avec une ſeule Eſcadre de galeres bien entretenues, on

* Pour bien connoitre les forces de mer d'Angleterre, il ne faut que lire le Voyage du Chef d'Eſcadre *Anſon*. L'idée qu'il donne de ſon Eſcadre, au ſortir des ports, & de la difficulté qu'il eut à former ſon équipage, juſtifie de haine & de prevention le Cardinal ALBERONI.

on reduiroit à n'oſer ſortir de leurs repaires, faſſe éprouver, au milieu de la paix, les malheurs de la guerre, déſole le commerce, tienne les côtes en allarme, & réduiſe à un honteux eſclavage des hommes dont l'Etat a un auſſi grand beſoin? On n'eſt pas aſſez perſuadé, que les principales forces de la Monarchie doivent être ſur mer.

L'Eſpagnol eſt ſi heureuſement né, qu'il n'y a rien de noble, rien de grand, qu'on ne puiſſe attendre de lui, pourvû qu'on le lui préſente ſous ſon véritable point de vuë. Juſqu'ici il a été accoutumé à regarder le ſervice de mer, plutôt comme la carriere de la fortune, que celle de la gloire. Si on en excepte les Commandans en chef, qui ſouvent ont été des Grands de la premiere Claſſe, la plûpart des Officiers de Marine ſont des Gentils-hommes, que l'eſperance de s'enrichir a tirés de leur Province. Les Grands & les Seigneurs aimérent mieux un Brevet de Capitaine de Cavalerie, qui leur donnera des milliers de ſupérieurs & d'égaux à l'armée, que le commandement d'un vaiſſeau, où luttant contre les vents & les flots, ils ne reçoivent d'Ordres que de ſoi-même, & n'ont que Dieu au-deſſus d'eux. La Cour les rendra au vrai auſſi-tôt qu'elle le voudra. Qu'elle accorde au Service de Mer les diſtinctions honorables qu'elle ſemble avoir

voir prodiguées au Service de Terre: que, par ſon attention à ce département, elle prouve qu'elle le juge, ainſi qu'il eſt réellement, le nerf principal de la Monarchie; bientôt elle ſe verra auſſi embarraſſée à trouver ſur ſes vaiſſeaux de quoi contenter tous ceux qui y demanderont une place convenable à leur rang, qu'elle l'a été juſqu'ici à trouver qui voulut remplir celles qui y étoient vaquantes.

C'eſt une très mauvaiſe Politique, de faire du Brevet de Capitaine de Vaiſſeau le prix de l'Ancienneté. On doit conſiderer un Vaiſſeau comme un petit Monde, où celui qui commande doit avoir les qualités auxquelles les hommes ont attaché leur reſpect, leur eſtime, & leur affection. Un Vaiſſeau attaqué n'a de reſſources que dans la Victoire. Il faut donc que le commandement ſoit entre les mains d'un homme capable de remuer en même temps tous les reſſorts qui font agir des ſoldats. Un Capitaine, parvenu à ce grade, par ſon âge & ſes ſervices, n'excitera ſon équipage à faire ſon devoir, que par ſon exemple. Peut-être encore qu'il y joindra la crainte. Mais, à la vuë d'un péril inévitable, ces deux reſſorts ſont bien foibles. Un jeune Seigneur, un Grand de la premiere ou ſeconde Claſſe, a bien d'autres priſes ſur ſes Matelots.

Sa naiſſance rend ſon exemple plus frappant; ſa libéralité lui a gagné tous les cœurs. L'une le fait reſpecter, l'autre réünit ſur lui l'eſtime & l'affection avec la reconnoiſſance. Sans ceſſe ſous les yeux de ſon Equipage, un Officier de Vaiſſeau ne peut pas, comme un Officier de Terre, donner le change ſur ſes défauts. Les ſoldats d'une Compagnie connoîtront la bravoure de leur Capitaine, peut-être en demeureront-ils là, & ils l'eſtimeront, quoiqu'il ſoit bruſque, hautain, ſevere juſqu'à la rigueur, œconome juſqu'à l'épargne. L'Equipage d'un vaiſſeau ſoupçonnera ſon Capitaine de ménager les vivres, de faire quelque commerce; c'en ſera aſſez pour l'indiſpoſer contre lui. Sa douceur, ſa bravoure, & toutes ſes autres bonnes qualités, ne ſeront point conſiderées: on n'aura point d'affection pour lui; & on ſe refuſera à des périls dont il retireroit la principale gloire. La force d'un Vaiſſeau eſt dans ſon Capitaine. Quelle ne ſeroit pas l'attention d'un Grand à ſe former un Equipage ſur qui il put compter? Quel ſoin pour les agrès, pour l'avitaillement, pour les armes, pour la munition du Vaiſſeau? Quelle émulation dans une Eſcadre de vingt à vingt-cinq voiles de pareille Claſſe? La ſcience de la Marine eſt pour les Pilotes. Une bravoure à toute épreuve forme toute la capacité

cité néceſſaire au Capitaine. L'expérience lui donnera celle d'un Chef d'Eſcadre & d'un Amiral.

Les Galeres, branche de Marine ſi néceſſaire pour l'Eſpagne, & pourtant d'un ſi petit ſervice, par le mauvais pié ſur lequel on la tient, deviendroient auſſi redoutables, qu'elles le ſont peu, ſi on échangeoit leurs forçats en rameurs volontaires. Une loi, qui impoſeroit à perpétuité aux Negres libres, de ne marier leurs fils qu'à vingt-deux ans, après les avoir envoyés ſervir quatre ans ſur les galeres, fourniroit à l'Etat cette eſpece de milice, & ne lui laiſſeroit d'onereux que leur ſolde, qui devroit être la même que celle des autres hommes de mer. Cette dépenſe ne ſeroit pas fort grande, & la ſupériorité qu'elle donneroit aux Galeres la rendroit avec uſure.

Quand même ce Service feroit maintenant en honneur, au point que les Officiers & les Soldats fuſſent l'élite des braves de l'Eſpagne, la valeur manquera toujours à l'occaſion, tant que les bancs n'auront que des forçats. Ce ſont des ennemis plus à craindre que ceux qu'on a en tête; & la prudence ne permet gueres de riſquer un abordage, quand, pour garder ſon propre Vaiſſeau, il faut y laiſſer la moitié de ſon monde. C'eſt à cette prudence, que, Marſeille, Barcelonne, & Civita-

Civita-Vecchia, doivent d'avoir vu tant de magnifiques Galeres se delabrer de vieillesse en leurs ports, tandis que les Corsaires de Barbarie infestoient toute la Mediterranée. Douze Galeres, qui compteroient autant de combattans qu'elles porteroient d'hommes, nettoieroient la Mer, que cinquante, équipées à l'ordinaire, osent à peine parcourir.

Après les quatre années de Service, on remercieroit, d'une maniere honorable, les rameurs qui auroient fait leur devoir, & on leur permettroit la course sur les Corsaires de Barbarie dans l'Ocean. Ces volontaires, que l'esperance de faire des esclaves, qu'on leur laisseroit emmener en leur plantation de l'Amerique, animeroient d'une nouvelle ardeur, suffiroient pour l'entretien de deux des meilleures Fregates en croisiere à la hauteur des Canaries. Il n'en faudroit pas davantage pour la chasse des Saletins & autre semblable racaille. Les fonds de ce département se trouveroient dans l'augmentation & la sureté du Commerce, & dans ce qu'une reforme des troupes de terre feroit rentrer à la caisse.

CHA-

CHAPITRE IV.

Des forces de terre de l'Eſpagne, & de ſes intérêts eu égard au Portugal.

Si on conſidere les intérêts auxquels l'Eſpagne eſt maintenant bornée, par ſon heureuſe union avec la France, on ne ſauroit s'empêcher de convenir, que des armées de terre, conſtamment entretenues, lui ſont abſolument inutiles. Mais, ſi on s'attache à une maxime de la prudence naturelle, qui doit paſſer pour le premier principe d'une ſaine politique, *de ne compter ſur la conſtance d'un ami, qu'en ſe précautionnant contre les dangers de ſon inconſtance*; on avouera que ce ſeroit une faute énorme, de la décharger d'une dépenſe qu'elle pourroit un jour regretter d'avoir ſupprimée. Entre l'une & l'autre extremité, il eſt un milieu qui pare à l'incertitude de l'avenir, & fait jouïr auſſi pleinement qu'il eſt poſſible du préſent.

L'antipathie, qui eſt entre les Eſpagnols & les François, par l'oppoſition du flegme de ceux-là à la vivacité de ceux ci, ruinera toujours les projets, dont l'exécution ſera remiſe aux forces combinées des deux puiſſances. Il faudroit, pour un heureux ſuccès, qu'elles ſe partageaſ-

ſent entr'elles, de façon que les troupes de l'une euſſent ſes operations indépendantes de celles de l'autre; & c'eſt ce que la grandeur des entrepriſes, ou la nature même de la guerre, permet rarement. Le parti le plus ſûr pour leurs intérêts communs, & en même temps le plus convenable à leur état particulier, ſeroit que celle qui abonde en ſoldats formât l'armée, tandis que l'autre fonderoit & entretiendroit la caiſſe militaire. Vingt-cinq vaiſſeaux de tout rang, ajoutés à deux Eſcadres de pareille force chacune, qui devroient être une baze perpétuelle de Marine, aſſureroient le tranſport des richeſſes du nouveau monde; & ce qu'ils ſauveroient des mains de l'ennemi, ce qu'ils lui enléveroient à lui-même, ſuffiroit pour l'entretien de ſes vainqueurs.

Le Portugal, qui a ſans ceſſe à craindre qu'à l'improviſte on ne lui demande raiſon de ſes contraventions continuelles au VI. article du Traité d'Utrecht, tient à peine dix mille hommes ſur pié. Pourquoi l'Eſpagne, qui n'a comme lui à ſe garder que d'un côté, & qui, de celui de la France, ne doit penſer qu'à la défenſive, en entretiendra-t-elle plus de quatre fois autant? On ſe plaint que le Royaume n'eſt pas peuplé. On a recours aux moyens les plus extraordinaires pour encourager la propagation; & voilà cinquante

te mille hommes qu'on empêche d'y travailler!

C'eſt l'erreur de ce ſiecle, & du précedent, de croire que les forces d'un Etat conſiſtent dans les nombreuſes troupes réglées qu'il entretient. Pour en ſentir le faux, il ſuffit de jetter les yeux ſur l'Hiſtoire des guerres de l'Europe depuis quatre à cinq-cens ans. Dès qu'une armée eſt battue ſur la frontiere, il n'y a plus maintenant de ſalut pour le vaincu, que dans un prompt traité de paix. Son Etat, ouvert à l'ennemi, n'a plus que des bourgeois timides, & des payſans ſans émulation, à oppoſer à des ſoldats. Il a perdu toute une Province, dès qu'il n'en a plus la capitale. Il eſt réduit à s'enſevelir ſous les ruines de ſon trône, ou à s'y aſſeoir aux conditions qu'il plaira à ſon vainqueur de lui preſcrire.

Lorſque les Souverains ne prenoient ſur eux que de guider leurs peuples dans la défenſe de la patrie, ils comptoient autant de ſoldats qu'ils avoient de ſujets: l'Etat étoit une frontiere pour l'ennemi, qui trouvoit à combattre auſſi long-temps qu'il cherchoit à vaincre. On lui diſputoit le terrain pié à pié. Une ville, qui ſe rendoit à lui, après des aſſauts redoublés, ne faiſoit point ſa capitulation pour les villes de ſa dépendance. Chaque bourg, chaque village, coutoit un ſiege. Tant qu'un Souverain poſ-

ſedoit un coin de ſon pays, il pouvoit ſe flatter de rechaſſer ſon ennemi de ce qu'il en occupoit, & de recouvrer ce qu'il avoit perdu. Le plus puiſſant Prince de l'Europe n'y étoit redouté, que par la peine & l'inquietude que ſon ambition pouvoit donner à ſes voiſins. On étoit ſûr que le tems émouſſeroit ſes forces, & qu'à force de chocquer, elles deviendroient incapables de ſoutenir le choc.

La difference entre les regnes de CHARLES VII, & de LOUIS XIV. en France met dans tout ſon jour la vérité de ce contraſte. Maître des plus belles Provinces de la France, poſſeſſeur tranquille de ſes villes principales, Roi reconnu & obéi dans Paris, le Roi d'Angleterre avoit dans ſon ennemi, reduit à la Seigneurie de Bourges, un Champion qui lui tenoit tête. Louis XIV. voit ſa frontiere entamée par deux Généraux de ſes ennemis, & il ſe hâte d'offrir à Saint Gertruidemberg, pour prix de leur retraite, les fruits de vingt victoires. Son Royaume eſt encore en entier: il a des millions de ſujets, qui n'ont pas ſeulement entendu le bruit des canons ennemis; & il ne ſe croit pas en état de tenir contre ſoixante à quatre vingt mille ſoldats. Il n'a perdu encore aucune bataille ſur ſes terres, & il juge qu'il ne lui reſte que d'aller mourir glorieuſement, par un coup de

de témérité & de deſeſpoir. L'ennemi eſt encore à deux journées des frontieres que le Royaume avoit, lorſque Philippe Auguſte ſoutenoit l'effort de toute l'Europe conjurée contre lui, & en triomphoit; & Louis le Grand croit impoſſible de lui en empêcher la conquête. Plus de deux cent lieuës de pays derriere lui, plus de cent à l'un & l'autre de ſes côtés, ne lui ſemblent pas aſſurer une retraite honorable. Landrecies & le Quenoi décident du ſort de la France. Valenciennes & Dunkerque, Arras, Amiens, Cambrai, Maubeuge, & tant d'autres places fortes, que ſes prédeceſſeurs, ou ne poſſederent jamais, ou ceſſerent de poſſeder, ſans qu'ils en jugeaſſent leur trône moins ferme, ſont à ſes yeux des places inutiles. Il n'a que des hommes pour les défendre. Il ne peut donner des habits uniformes à des milliers de ſes ſujets, qui ne demandent qu'à prendre l'ennemi à dos, & en flanc, à le ruiner ſans combattre; & il n'oſe employer leur zele. La Pologne eſt encore à préſent ſur le pié que l'on nomme Gothique & barbare: elle fatigua CHARLES XII. comme elle avoit fait les autres Rois de Suede. La Saxe eſt diſciplinée à la moderne: Charles XII. y fut maître ſans combattre, auſſi long-tems qu'il voulut y reſter.

Les forces de terre de l'Eſpagne ſe-

ront beaucoup plus grandes, que ne les feroit un corps de cent mille hommes entretenu, & elles ne ſeront point onereuſes, ſi on adopte la ſage méthode des Cantons Suiſſes. Sans depeupler les campagnes, on aura autant de ſoldats que de payſans. Sans faire obſtacle aux arts, on ſe fera des hommes capables de repouſſer un ennemi, des bourgeois que la ſeule idée de la guerre conſterne.

L'humeur guerriere de l'Eſpagnol ne lui permet point d'avoir des armes, ſans apprendre à s'en ſervir. La plus foible marque d'attention de la part de la Cour, mettra de l'émulation parmi ces milices. Les villages & les bourgades, les paroiſſes des villes s'aſſembleront les Dimanches & fêtes, avec plus d'empreſſement pour faire l'exercice militaire, que pour concerter avec la guitare. Ces forces ne déplaceront point, & ſeront pour la défenſe du Royaume d'une plus grande reſſource, que des troupes réglées, qui, par leur manque d'affection, & leur indifférence pour ce mot de *Patrie*, ſi cher à des chefs de famille, balancent bien l'avantage que leur donne leur routine. Vingt mille hommes enrégimentés, & tenus perpétuellement en haleine, formeront un corps d'armée permanent, diſperſé dans les places de la frontiere les plus expoſées. Si on les a bien choiſis, ſi on s'eſt attaché à leur inſpirer l'amour

de

de la Patrie, & celui de l'honneur, ils feront, avec un pareil nombre des plus robuſtes *Miliciens*, qu'on incorporera avec eux au premier ſoupçon de guerre, une armée invincible.

Si le militaire eut été ſur ce pié en Eſpagne au commencement du ſiecle, la Nation auroit vu, avec autant de ſécurité que de mépris, les Cours de Vienne & de Londres lui déſigner un maître, & partager ſes poſſeſſions. Avec les avantages que le Royaume tient de la nature par rapport à la guerre, elle eut bravé la France même, unie aux autres puiſſances pour l'accompliſſement du Traité de Partage.

Mais l'exercice militaire, qui forme des ſoldats, ne donne ni le goût ni la ſcience de la guerre, ſans quoi le courage & le zele ſont toujours malheureux. La Nobleſſe Eſpagnole n'a jamais brillé par ſes connoiſſances & ſa capacité dans le métier des armes. Les grands Capitaines qu'elle a produits ont paru ſi loin à loin, qu'on s'eſt accoutumé à penſer qu'elle n'en aura jamais aucun, à moins que la nature n'en faſſe tous les frais. Maintenant que juſqu'aux Ruſſes, tous les peuples de l'Europe cultivent les Sciences, & qu'on ne ſauroit demeurer dans la fiere ignorance des Goths, ſans mériter le titre humiliant de *Barbares*; il y va de l'honneur de la nation de détruire

au plutôt un préjugé, qui ne peut plus gueres ſubſiſter, ſans devenir ineffaçable. Les Miniſtres ne doivent point regarder comme au-deſſous de la grandeur de leurs fonctions ordinaires, de deſabuſer l'Eſpagnol de l'idée où il eſt, que le Royaume eſt le centre du goût, & Madrid l'abrégé des merveilles du Monde. Ils doivent mettre tout en œuvre, pour l'engager à aller chercher chez l'étranger de meilleurs principes, & de plus habiles maîtres que Salamanque & Madrid ne les lui donnent: & s'ils ne voient pas apparence d'y réuſſir, ils ne doivent pas balancer à s'aider de l'autorité Royale, contre qui l'éducation & l'entétement ne pourront tenir.

Il n'eſt point d'aliment plus ſolide de l'alliance entre deux Nations, que la confiance & l'eſtime reciproque. Les Rois Autrichiens eſpérerent avec raiſon, qu'en prenant une garde Allemande, ils cimenteroient l'union qu'ils vouloient rendre conſtante entre l'Eſpagnol & l'Allemand. Les Rois de France s'attacherent la Nation Ecoſſoiſe, en lui accordant de lui fournir la premiere compagnie de ſes Gendarmes. L'intérêt des deux Couronnes étant de ſerrer de plus en plus les nœuds de leur union, on s'étonne que les deux Rois n'aient pas encore fait uſage de ce moyen. Quelle ne ſera pas leur correſpondance, lorſqu'une Nation ſe confiera

à

à l'autre, au point de ſe repoſer ſur elle de la conſervation de ce qu'elle a de plus cher; qu'elles s'eſtimeront, juſqu'à partager, ſans jalouſie, les fonctions les plus honorables, & le miniſtere le plus glorieux? Une compagnie de deux cent Gentils-hommes François, ſubſtituée à celle des cent Coloſſes Allemands, qui repréſenterent dans le palais & ſur la place ſous les Rois Autrichiens, inſpirera, aux Officiers Eſpagnols, les goûts & la façon de penſer de France. Pareil nombre de Gentils-hommes Caſtillans, qui ira former à Verſailles une Compagnie de Chevaux-legers, plus réelle que celle qui en porte le nom, puiſera à la ſource les manieres & le génie François. La juſteſſe de leur eſprit les garantira de l'écueil *Petit-Maître*, où les étrangers ſe briſent d'ordinaire en France. Ils s'en tiendront au juſte milieu qui fait l'homme aimable, le noble utile; &, par le changement de ces compagnies, il y aura entre les deux Royaumes une circulation de connoiſſances, qui rendra bientôt la Nobleſſe d'Eſpagne auſſi illuſtre par ſes talents, qu'elle eſt fameuſe par ſes titres. L'attention de la Cour à être auxiliaire dans toutes les guerres, & à tenir dans l'armée de ſon allié, deux ou quatre de ſes Régimens, fera ſubſiſter, malgré la paix, l'eſprit & le goût des armes dans le corps d'armée qu'elle entretiendra. Quatre-mille hom-

mes d'expérience, à la tête de cinquante mille bien disciplinés, font bientôt une armée aguerrie.

Mais, sur-tout, il sera avantageux de disposer des Régimens, & même des compagnies, en faveur des jeunes gens de la premiere naissance. On se trompe, si l'on croit que cela est capable de dégouter les bons Officiers. Le titre de Colonel n'est point du tout un bénéfice pour eux. *Hors* le grade & les appointemens, ils n'y trouvent rien que d'incommode; & puis qu'on peut, en se donnant des Colonels plus utiles qu'eux à l'Etat, leur conserver ce qu'ils estiment de cette qualité, il n'y a pas à appréhender leur mécontentement. Titré Brigadier des armées, un ancien Lieutenant Colonel conserve sa compagnie, & reçoit du jeune Colonel les revenantbons du Régiment, en reconnoissance du soin qu'il a de veiller sur la discipline. Sa pension de la Cour, la croix de quelqu'un des Ordres, dont il aura été honoré, l'attention du Bureau à ses recommandations, toute cette petite fortune le contente. Il servira avec plus d'ardeur, & sera plus capable de bien servir, que si la nécessité de figurer avec des Colonels plus riches que lui, le mettoit dans la nécessité de recourir sans cesse aux expédiens, & d'œconomiser sur la paye du soldat & la caisse du Régiment. Il formera son jeune Colonel, qu'il regardera comme

me un éleve confié à ſes ſoins. Enfin, ſatisfait de la Cour, à qui il doit l'aiſance où il eſt; content des Miniſtres, qui témoignent faire cas de lui, il ſaiſira avec avidité tous les moyens de parvenir à de nouveaux honneurs, ou de ſe montrer dignes de ceux qu'il a obtenus.

L'émulation eſt l'ame du militaire. Nul Etat de l'Europe n'a des uſages plus propres à l'exciter & à la nourrir, que l'Eſpagne. Quoi de plus flateur pour un brave Officier, que la néceſſité qu'on lui impoſe de reprocher, pour ainſi dire, ſes ſervices * lorſqu'il en demande la recompenſe? On doit conſerver précieuſement cette étiquette du Bureau de la Guerre. Un brave homme eſt toujours modeſte; mais on le comble de joye en le mettant à même de ſe faire valoir ſans paroître vain. On pourroit encore lui rendre le plaiſir plus délicat, en lui prouvant que ſes actions ont ſuffi pour le faire connoitre. Le Conſeil de guerre, ayant dans chaque Régiment un Officier diſcret & judicieux, qui tiendroit régître de ce qui s'y paſſeroit digne d'être remarqué, il ſeroit en état de forcer celui qui lui viendroit demander le prix de ſes ſervices, d'entendre ſon éloge de la bouche du Préſident.

* Tout Officier, qui ſollicite récompenſe, eſt obligé de donner, au Conſeil de la Guerre, un Mémoire de ſes ſervices.

ſident. Quelle reconnoiſſance, quel zele, n'inſpireroit pas un pareil aecueil, à un Gentil-homme Eſpagnol? Il y a une multitude d'autres moyens auſſi aiſés, & auſſi ſûrs, de faire paſſer l'émulation juſqu'aux moindres ſoldats de milice.

Les grandes forces de terre, conſtamment entretenues, ne conviennent qu'à une puiſſance conquerante, ou à celles qui prétendent tenir la balance. L'Eſpagne, par ſon union avec la France, eſt heureuſement débarraſſée de la malheureuſe gloire qu'elle eut d'être de la derniere eſpece, & ſa ſituation la met hors de la premiere. Le Portugal eſt le ſeul pays à ſa bienſéance. La conquête lui en ſeroit infiniment avantageuſe, ſi elle lui pouvoit donner de nouveaux habitans. Mais, puiſque ce n'eſt pas une choſe poſſible, la bonne politique voudroit, qu'elle ſe refusât même à l'occaſion de ſe l'aſſujetir, ſi elle ſe préſentoit. Elle a le même intérêt à ſa conſervation, que l'Antagoniſte du vieux Caton diſoit être celui de Rome, à la conſervation de Carthage.

Quoique le Portugal n'ait pas de grandes forces, il en a pourtant aſſez pour tenir ſa puiſſante voiſine en défiance. Quelques ruptures de loin à loin, commettront les deux peuples. L'émulation & l'antipathie en ſeront entretenues; & les qualités militaires, qu'une entiere ſécurité pourroit éteindre, en dépit de toutes

les

les précautions, ſe conſerveront à l'aide de cette petite fermentation. C'eſt-là, à proprement parler, l'unique intérêt de l'Eſpagne par rapport au Portugal. Bien des gens ſont dans l'idée qu'elle y déroge, en ne témoignant pas plus de reſſentiment des uſurpations & de la contrebande vers la riviere de *la Plata*. Un ſujet ſi fertile en diſcuſſions devroit, diſent-ils, être ménagé pour tenir la Nation en haleine. Le ſixieme Article du Traité d'Utrecht ne donne aux Portugais la Colonie du *St. Sacrement*, qu'à condition qu'ils n'y admettront aucun étranger, ſoit pour commercer, ſoit pour s'y établir, & que la Cour de Portugal n'aſſiſtera qui que ce ſoit, pas même ſes propres ſujets, pour porter le Commerce dans les terres de la domination d'Eſpagne.

Les Portugais ont néanmoins gagné toujours du terrain au-de-là du *St. Sacrement*; & ils ont pouſſé, le plus loin qu'il leur a été poſſible, le Commerce prohibé. Ils ont employé, pour la navigation du Breſil, des Anglois, qui rempliſſoient ces Cantons de leurs marchandiſes, & ne laiſſoient rien à faire aux Négocians légitimes. En une ſeule année, les Eſpagnols de *Buenos-Aires* ont compté juſqu'à quarante vaiſſeaux pour la contrebande. Les Anglois & les Hollandois font leur entrepôt de la Colonie du *St. Sacrement*. Que de griefs! Il n'y en avoit pas tant en 1717, & toutefois

fois le Conseil d'Espagne jugea, qu'il y alloit de l'intérêt, autant que de l'honneur de la Nation, d'en demander satisfaction par les armes.

Peut-être qu'on fonde cette patience excessive, sur la crainte d'exposer les Indes à l'invasion des Anglois, alliés perpétuels du Portugal. Mais, c'est une crainte à laquelle on donne trop. Si les forces navales de la Monarchie Espagnole étoient telles qu'elles peuvent & doivent être, il n'y auroit qu'à gagner pour elle à se mettre dans la nécessité d'une longue guerre avec l'Angleterre. En attaquant cette orgueilleuse puissance, ainsi que le Cardinal de Richelieu fit la Maison d'Autriche, par tous les endroits où elle donne prise; en l'obligeant de tenir long-temps toutes ses forces en action, on épuiseroit bientôt ses ressources, qui ne sont pas, à beaucoup près, si nombreuses & si grandes qu'on se les figure. Un essain d'Armateurs de Majorque, de Catalogne, & de Biscaïe, soutenu des Gascons, des Normans, & des Malouens avanturiers, couvriroit l'une & l'autre Mer. Son Commerce troublé, ses flottes ne sont plus que des machines sans ressorts. Elle ne sauroit perdre un seul des morceaux détachés qui la composent, sans souffrir une mutilation essentielle. Bientôt elle succomberoit à la difficulté de les proteger & de les défendre tous.

Mais,

Mais, puiſqu'on n'eſt pas capable de braver les Anglois, il faut leur ôter juſqu'au prétexte de nuire. L'alliance, qu'ils ont avec le Roi de Portugal, n'a d'activité que pour lui conſerver ſes Etats. Quand le Roi d'Eſpagne déclarera, qu'il n'en veut rien démembrer, & qu'il offrira pour garant le Roi de France ſon allié; bon gré malgré, les Anglois demeureront ſpectateurs de la querelle, & en ſeront reduits à ne ſervir le Portugal qu'en s'offrant pour médiateurs.

CHAPITRE V.

Des intérêts de l'Eſpagne par rapport à la France.

C'Est rendre injuſtement la politique des Souverains odieuſe, que de vouloir qu'elle anéantiſſe entr'eux tout autre lien que celui de l'intérêt. Il eſt vrai que le bien-être de leurs ſujets, étant leur principal objet, ils doivent lui ſubordonner les devoirs du ſang, qui leur ſont perſonnels; & qu'ils donnent à la nature tout ce qu'ils lui peuvent accorder, lorſque, laiſſant aux reſſorts du gouvernement la conduite d'une guerre néceſſaire, ils gardent leur cœur des impreſſions d'animoſité & de veangeance, que, d'accord avec

avec leur gloire, la religion leur défend de recevoir. Mais, pourquoi seroient-ils libres, eux & leurs Peuples, des liens que toutes les Nations policées de la terre sont convenues d'établir pour ceux de la societé, & dont le mépris leur a toujours semblé le caractere de la barbarie?

Pourquoi une Nation, qui devra son bien-être à une autre, pourra-t-elle, sans flétrir sa gloire, perdre le souvenir des obligations qu'elle lui a; tandis qu'un homme, insensible au bienfait de la vie ou de la liberté, passera pour un monstre? Il n'y a certes point de distinctions sur la reconnoissance & l'ingratitude. Celle-ci est toujours un vice; toujours celle-là est une vertu. Rien ne doit effacer un service qu'une injure qui l'égale, qu'une offense qui le détruise; & le ressentiment d'un bienfait ne doit ceder qu'à un intérêt aussi précieux que le bienfait lui-même.

Sur ces principes, qui seront incontestables pour quiconque unit l'honnête homme à l'homme d'Etat, il n'est pas difficile d'établir les intérêts de l'Espagne, par rapport à la France. C'en étoit fait de la Monarchie Espagnole au commencement de ce siecle, si LOUIS XIV, se rendant aux vœux de la Nation, ne se fût refusé à l'injurieux Traité de Partage, par lequel ses ennemis disposoient d'elle, comme d'un Peuple esclave. L'Histoire fait foi de ce que couta à la France le

Testa-

Teſtament de CHARLES II, & à quel prix elle conſerva à l'Eſpagne le Roi qu'il demandoit pour elle. Elle ſacrifia ſes tréſors & ſes armes : une guerre de douze ans lui cauſa un épuiſement, dont vingt années de paix ont pu à peine la remettre. Voilà une dette, que les Rois d'Eſpagne ont contractée au nom de leurs ſujets, & que rien ne peut les diſpenſer d'acquiter. Avant que l'élevation d'un Prince François ſur le trône d'Eſpagne eut éteint cette rivalité qui mettoit perpétuellement les deux Nations aux mains, la France n'avoit qu'à gagner à entrer en guerre avec elle. Les ravages & les déprédations lui rendoient plus qu'un Commerce tranquille. Le butin, que faiſoient ſes Armateurs, fourniſſoit à l'entretien de ſes flottes. L'appas des pillages lui attiroit des matelots en foule. Ses Colonies étoient des pepinieres de ſoldats, d'autant plus redoutables, qu'ils étoient moins diſciplinés. Accoutumés de ſe procurer par les armes ce que leurs plantations ne leur donnoient pas, ils regardoient les poſſeſſions Eſpagnoles comme leur bien ; &, toujours prêts à l'occaſion d'en aller demander compte aux poſſeſſeurs, ils avoient ſouvent decidé la guerre, avant qu'on ſe fût mis en état de la ſoutenir contr'eux.

La France a perdu ces avantages, en recevant ſa rivale pour amie. Ses Colonies deſertées auſſi-tôt que les Colons ſe ſont

vus reduits aux fruits de leurs terres, n'ont plus ſubſiſté dans la guerre que par les ſecours d'Europe. Elles ont fait diſtraction de ſes forces, dont auparavant elles augmentoient conſiderablement la maſſe. L'Amerique eſt devenue ſa partie foible. Les Armateurs & les matelots lui ont manqué, dès qu'elle ne leur a plus laiſſé que les perils de la mer, & la ſterile gloire de vaincre. Les treſors des Indes n'ont plus fait que l'embarraſſer & l'appauvrir. Il lui a fallu défendre ces établiſſemens, qu'elle étoit ſi certaine de ravager, toutes-fois & quantes qu'elle le vouloit; proteger ces Gallions, dont la priſe l'enrichiſſoit; aſſurer le Commerce, dont ſes Corſaires lui faiſoient paſſer les profits. Enfin, en devenant alliée de l'Eſpagne, elle a pris pour ſoi tous les deſavantages, que, pendant plus d'un demi ſiecle, elle avoit travaillé avec les plus grands ſuccès à mettre du côté de ſes ennemis; & elle s'eſt impoſé de la relever de ſa foibleſſe & de ſon épuiſement, ou d'en partager avec elle les périls.

Il n'y a qu'une ſincere amitié, qui la puiſſe recompenſer dignement d'un pareil ſacrifice. Sans égard aux vues que Louis XIV. put ſe propoſer, ſans lui reprocher les eſperances qui aiderent à le décider ſur ſes ſecours, l'Eſpagne eſt obligée de diſtinguer avantageuſement la France des Puiſſances, qui, dans ce temps de criſe, ſe

ſe montrerent indifferentes à ſon ſort. Elle ne ſauroit, ſans ſe deshonorer, lui impoſer les mêmes reſerves, l'aſtreindre aux mêmes conditions, qu'elle marque à celles qui furent ſes ennemies. Enfin, dès qu'il n'y va pas eſſentiellement de ſon bien-être, de ſon indépendance, ou de ſa gloire, une faveur décidée & une complaiſance inalterable, ſont ſeules capables de la ſauver d'ingratitude.

Mais, quelque juſte que ſoit un pareil procedé, il ne ſe ſoutient point, s'il n'eſt payé de retour. Le temps affoiblit inſenſiblement l'impreſſion des bons offices (la reconnoiſſance n'a pas moins ſon terme de preſcription, que les autres engagemens;) & ſi celui, qui les rendit, s'en fait autant de droits aux égards qu'on veut bien lui marquer: ſi, au lieu de mériter de plus en plus la complaiſance qu'on a pour lui, il l'exige avec hauteur, il ſe fait un ennemi de celui qu'il humilie; & les ſervices qu'il rendit ſont changés en autant d'outrages, par le reproche que ſa vanité ſemble en faire. Les deux Puiſſances feront dans l'union & la correſpondance, que leurs véritables intérêts demandent, tant qu'elles croiront y mettre également du leur. La moindre ſupériorité que l'une affecteroit ſur l'autre romproit le lien. Pour les rendre ennemies irréconciliables, il ne faudroit qu'encore un Miniſtere tel que celui du Cardinal

de FLEURI. Le Traité de Vienne en 1736 faisoit une playe plus profonde, que toutes les injures du temps de la Minorité de LOUIS XV.

La Nature a tellement pourvu à la separation des deux Empires en Europe, qu'il n'y a plus d'aliment à l'esprit de conquête. La balance du pouvoir ayant, dans un de ses bassins, toutes les autres Puissances pour leur faire contrepoids, ils n'ont à esperer que d'une parfaite intelligence leur accroissemeur, ou même leur conservation. Ce doit donc être une Maxime fondamentale pour les Ministres de l'un & de l'autre, de mêler de plus en plus les intérêts des deux Nations; de multiplier les relations qu'elles ont entr'elles, & de sacrifier, s'il est besoin, un avantage particulier à l'entretien de la communauté.

On a fait grand bruit en France des Fabriques établies en Espagne par PHILIPPE V. Si la Cour de Versailles n'a pas fait agir plus fortement auprès de celle de Madrid, pour leur suppression, c'est un grand préjugé que le tort qu'elles font ne lui a pas semblé si considerable. Et, en effet, que sont, & que peuvent préjudicier aux Fabriques de France, trois ou quatre Manufactures, dont le travail fourniroit à peine une Province du Royaume? Ces dernieres ne se soutiennent gueres que d'ouvriers étrangers, pour la plû-

plûpart François, qui n'attendent pour quitter l'Eſpagne, que d'y avoir gagné de quoi retourner vivre dans leur pays. On a crié en France contre ces Fabriques. Mais, ce ſont des Fabriquans avides, qui prendroient l'allarme d'un atelier de plus, dans une ville comme Lion, qu'on a entendu ſe plaindre. Les Miniſtres ſont trop éclairés, pour mettre en compte de pareilles bagatelles. Ils ont fait decerner les peines les plus rigoureuſes contre les artiſans qui paſſeront en Eſpagne, moins dans l'intention de la priver de l'utilité dont ces fugitifs lui peuvent être, que pour conſerver à la France celle dont ils lui ſont. Rien n'eſt plus juſte & plus prudent, que de retenir dans leur patrie des gens capables de la ſervir. Mais, ſi cette patrie eſt pour eux un pays ingrat, qu'ils ſoient abſolument reſolus d'abandonner; non ſeulement l'humanité exige qu'on ne les rejette pas en Eſpagne, mais la bonne Politique ordonne de plus, de les y recevoir ſi bien, qu'ils s'y fixent plutôt qu'en Portugal, en Angleterre, en Pruſſe, & ailleurs, où on les verroit venir avec joye. Voilà ce qu'on peut répondre aux murmures des François.

Mais, puiſque leur intérêt leur fait rejetter ces raiſons, pourquoi, pour un auſſi petit avantage que celui de ces Fabriques, riſquer de les aliener? Il y a tant d'autres arts auxquels on gagneroit bien

plus de s'appliquer, & qu'on cultiveroit ſans exciter leur jalouſie! L'Eſpagne n'abonde certes pas en hommes, au point d'en conſacrer à ſes nouvelles Fabriques, autant qu'en demanderoit le deſſein de ſe paſſer déſormais des étoffes étrangeres. Les Directeurs auront beau redoubler de ſoins & de précautions, l'ouvrage s'y fera toujours moins beau & à plus grands frais, que dans celles de Lion. Il ſuffit pour cela que les ouvriers ſentent qu'on ne ſauroit ſe paſſer d'eux. Y auroit-il donc tant à perdre, d'imiter la Perſe en ce point? Elle ne manqua ni de monde ni d'induſtrie: elle entendit parfaitement ſes véritables intérêts ſous les Rois Sophis: cependant, elle vendit toujours la meilleure partie de ſes laines & de ſes ſoyes, & acheta les étoffes dont elle avoit beſoin. Les principales richeſſes de l'Eſpagne ſont dans le nouveau monde: a-t-elle rien de plus preſſant que de s'en aſſurer le tranſport? Puiſqu'elle ne le peut par ſes propres forces, il eſt juſte qu'elle paye ceux qui l'y aident de leurs.

Le plus grand Commerce de la France avec l'Eſpagne eſt celui qu'elle fait ſur les Gallions, où ſes Nègocians entrent au moins pour un tiers. Loin de le diminuer, on doit l'encourager & l'accroître aux dépens de la portion qu'y ont les Anglois & les Hollandois. Ces derniers ſont de vrais frelons, que le miel qu'ils mangent

gent ne fait qu'animer à l'uſurpation, ou à la ruine des ruches: au lieu que les autres ſe tiennent obligés à les proteger & à les défendre, à proportion de la part qu'on leur fait de leur produit. La portion des Eſpagnols ſur leurs propres Gallions, n'eſt eſtimée que le dixieme. Pourquoi les Miniſtres ne s'attachent-ils pas à tourner leur jalouſie ſur leurs rivaux & leurs ennemis, plutôt que ſur leurs alliés?

Le Commerce le plus avantageux de la France avec l'Eſpagne, eſt celui de contrebande. C'eſt-là qu'elle éprouve combien la Nation Eſpagnole eſt reconnoiſſante. On n'entend point ſes Chambres de Commerce retentir des plaintes & des clameurs dont celle des Communes d'Angleterre eſt perpétuellement importunée. Les défenſes, il eſt vrai, ſont les mêmes pour les François que pour les Anglois. Dans une loi qui intéreſſe auſſi eſſentiellement le bien-être de la Monarchie, le Roi n'a dû mettre aucune exception: mais, la Nation prend ſur ſoi de diſtinguer ſes Amis & ſes Alliés, de ſes envieux & de ſes ennemis; & les François trouvent autant de facilité à la tromper, que les Anglois ont de peine à mettre en défaut ſa vigilance.

Les gains prodigieux de ce Commerce clandeſtin, la quantité incroyable d'Argent qu'il fait paſſer en France, & qui

qui eſt autant de dérobé à l'Eſpagne, rendent un Myſtere de Politique impénétrable, l'envie que la Cour de Verſailles témoigne, de poſſeder toute l'Iſle *Hiſpaniola*, nommée communément de *St. Domingue*, & la Reſolution où paroit être celle de Madrid, de ne pas abandonner ſa moitié. Ceux, qui croient connoitre les véritables intérêts des deux Couronnes, prétendent que la ceſſion (intérêt de Communauté à part) ſeroit auſſi avantageuſe à l'Eſpagne, que l'acquiſition le ſeroit peu à la France; & leur opinion eſt aſſez vraiſemblable.

Il eſt conſtant, que la portion des Eſpagnols eſt la moins bonne, & que ſi autrefois il y a eu des mines d'or & d'argent ouvertes (ce qui eſt fort incertain) elles ſont maintenant ſi entierement bouchées, qu'on n'en voit plus aucun veſtige capable d'aider la recherche: préjugé bien fort qu'elles la méritent peu. La portion des François eſt au contraire une terre excellente; & elle a encore des defrichés à faire, pour plus de vingt mille familles, qu'il n'y a pas apparence qu'on y envoye de long-temps. Tout l'avantage de l'acquiſition ſe borneroit donc à délivrer l'écuſſon de France d'un regard dans l'Iſle, & à donner aux Chaſſeurs & Boucaniers, une plus grande étendue de pays à depeupler.

L'avantage de la ceſſion ſeroit la dimi-

nu-

nution considérable du Commerce de contrebande, & la rentrée en Espagne des sommes qu'il lui intercepte. Les Espagnols de l'Ile ayant la liberté de négocier dans les domaines de Terre-ferme, ils sont pour les François des Facteurs, que le voisinage rend aussi sûrs à employer, que faciles à ménager. Le Roi d'Espagne retireroit moitié plus de la suppression de ces interlopes tolerés, que ne rendra jamais à son domaine la moitié de l'Ile qu'il conservera : tandis qu'en supposant, que le Roi de France surmonteroit la difficulté de la repeupler, après qu'on la lui auroit abandonnée, il ne tirera des sucres & des indigos qui s'y fabriqueront, qu'un très foible dédommagement de la contrebande, dont ses Marchands seront privés.

On voit que la Jamaïque, quoique bien mieux placée dans le Golphe que l'Hispaniola, ne sert presque point aux Anglois pour ce genre de Commerce. Il en sera de même de St. Domingue aux François, aussi-tôt qu'ils auront enlevé à leurs vaisseaux le passeport dont l'Armadille Espagnole se laisse aveugler. Mais peut-être que les Ministres des deux Royaumes s'en rapportent aux Régîtres du Bureau des Finances, de ce qui fait la richesse de l'Etat. La Capitation des habitans de l'Hispaniola à son Article dans le bail des Fermes ; & les produits du Commer-

ce de Contrebande n'entrent point dans les fonds assignés aux Traitans pour leurs reprises. En faut-il davantage pour juger celle-là une source qu'on doit s'appliquer à grossir, & celui-ci un méchant petit ruisseau, qu'il est indifférent de conduire, ou de laisser se perdre, puisqu'il n'arrose que les terres de quelques particuliers?

Si le refus, que fait le Conseil d'Espagne, de ceder la moitié de l'Hispaniola, malgré le besoin que l'Ile de *Port-Ric*, ou celle de *Cuba*, auroit de nouveaux Colons, venoit du desir de conserver les intérêts des deux Nations mêlez ensemble, on ne pourroit que lui applaudir. On en feroit même enhardi à lui proposer d'étayer, de cette maniere, les possessions de la Mer du Sud. Il y a long-tems, qu'il a sujet de se plaindre de la perseverance du Portugal, à se servir des Anglois pour le Commerce du Bresil. Peut-être que, sans l'esperance de prendre Carthagene, qui fit tourner les forces de l'Angleterre contre le Mexique, l'Espagne auroit déja perdu *Buenos-Aires*, & se trouveroit pour voisins ceux qu'elle doit même redouter d'avoir pour amis. Il n'y a point à douter, qu'à la premiere guerre, elle n'ait de ce côté une Escadre Angloise à soutenir; & il est aussi apparent, qu'elle ne pourra tenir contre. Ne seroit-ce pas une nécessité d'intéresser plus particu-

culiérement la France à lui conſerver cette importante piece, en la partageant avec elle ?

Les hautes montagnes, qui ſéparent le *Chili* du *Paraguai*, ne ſont point impraticables pour un voyageur; mais, elles ſont une barriere inſurmontable à une troupe de gens de guerre. Maîtres du Tucuman, les François n'en ſeroient pas plus dangereux pour le Perou: ces riches contrées ſont inacceſſibles par leurs derrieres. Si pourtant on vouloit que la prudence ne permit pas d'établir un allié trop puiſſant dans ce continent; à la bonne heure: la France ſe fera, de la riviere de *la Plata*, un objet auſſi important que ſi elle y avoit des forts & des garniſons, quand on l'aura admiſe à y faire le Commerce. Sur le pié qu'il s'y fait depuis un demi-ſiecle, il ne rapporte rien à l'Eſpagne: l'échange clandeſtin de l'argent contre l'or du Breſil, prive le Roi de ſon quint. Le Traité de l'*Aſſiento* fait paſſer aux *Anglois* la meilleure partie de ce dernier; & la contrebande leur attire le reſte. En aſſociant les François, l'Eſpagne gagne d'abord d'enrichir ſes alliés de ce qu'elle ne peut empêcher ſes ennemis de lui enlever. Enſuite, elle rend avec uſure au Portugal les ſujets de plainte qu'elle en reçoit, en lui donnant, pour le Breſil, des Contrebandiers d'autant plus difficiles à écarter ou à convaincre, qu'ils ſont

en route le long de ſes côtes, & touchent ſes poſſeſſions à l'une & à l'autre extrémité. Bientôt l'émulation entre les interlopes des deux Nations, feroit naître une nouvelle eſpece de flibuſte, moins odieuſe, & plus utile, que l'ancienne. Cette multitude de Cadets, qui ne peuvent ſe faire recevoir Gardes-marines en France, & ne veulent pas s'enrôler Pilotins, voleroit à un ſervice volontaire, également honorable & lucratif. Les vaiſſeaux des Armateurs deviendroient des Seminaires d'Officiers pour les vaiſſeaux du Roi. La Marine du Commerce ſeroit en état de recruter la Marine Royale; & les *Du-Gué-Trouins* ſe trouveroient auſſi communs, qu'autrement ils ſeront toujours rares. D'un autre côté, les Anglois, gênés & troublés dans leur chere Contrebande, veillés de près ſur l'obſervation des articles du Traité de l'*Aſſiento*, reduits aux ſeuls profits qui leur y ſont accordés, ſe degoûteroient d'un Négoce où les gains ne ſeroient plus en proportion avec ſes périls. Leur fierté viendroit leur montrer ſous ſon vilain côté le courtage des Negres. Quelque Orateur de la Chambre des Communes, prouveroit que la *Majeſté du Peuple Anglois* eſt lezée par l'exercice du maquignonage humain; & qu'il eſt honteux, à une Nation libre, de dreſſer & de conduire des eſclaves à des maîtres étrangers. Qui ſait juſqu'où il ne pouſſeroit pas la dé-

déclamation ? Un Anglois va plus loin qu'un autre homme dans les ſentimens *héroïques*. Le moindre fruit de ſa Harangue ſeroit de perſuader qu'un Anglois déroge à ſervir un Eſpagnol pour ſon argent *.

Depuis quelque tems, on parle en France d'une nouvelle Compagnie, qui iroit ſur les briſées de celle d'Angleterre. Ce ſeroit avec joye que les Eſpagnols la verroient ſe former. Car, bien que les Créoles du nouveau Monde ſoient un peu revenus de l'idée terrible dont ils s'étoient prévenus au deſavantage des Anglois, la même, à peu près, qu'ils eurent autrefois des flibuſtiers, la Religion leur rendra toujours les François plus agréables. Mais, combien long-temps dureroit, à la nouvelle Compagnie, le goût de ſon Commerce, quand elle auroit ſupplanté la Compagnie Angloiſe ? Combien de temps s'en feroit-elle une bonne fortune ?

Pendant la grande Guerre, la France eut le Traité de l'Aſſiento ; & on n'entendoit que Lamentations des intéreſſés ſur leurs prétendues pertes. La paix ſe fit. Les Anglois obtinrent que le Contract leur revint ; & on vit la Compagnie de France s'en réjouïr, comme ſi c'eut été un

* Il paroit que le Cardinal s'égaye ſur le ton de VOLTAIRE dans ſes *Lettres ſur les Anglois*.

un fardeau accablant, dont on l'eut débarraſſée. Quel jugement porter d'elle? Fut-elle coupable de trop d'avidité, ou de peu de conduite; ou bien ne doit-on lui reprocher que l'inconſtance & la légereté nationale? On n'a jamais tenu compte aux Anglois de plus d'un million cinq cent mille livres ſterlings de dommage, qu'ils reçurent des ſequeſtres de 1718 & 1727: & néanmoins l'eſperance de la continuation ou du renouvellement du Contract à la paix, les fit opiner d'une voix unanime pour la derniere guerre, qu'ils ſentoient bien leur devoir être ruineuſe d'ailleurs.

Il eſt dans le caprice de l'homme de ſe paſſionner pour les choſes auxquelles il n'a point de droit, tandis que celles qui lui appartiennent au plus juſte titre lui ſont preſque indifférentes. Ne ſeroit-ce point à cette bizarrerie, qu'il faudroit rapporter l'oppoſition qui eſt entre la conduite des Anglois & celle des François, par rapport au Commerce de Guinée, dont dépendent les fruits de celui de l'*Aſſiento*? Autant que ceux-ci ſemblent le négliger, autant ceux-là s'y portent avec ardeur.

Les François ſont ſans contredit les premiers, après les Portugais, qui aient fait des établiſſemens le long de la côte d'Afrique; & on ne ſauroit leur diſputer, qu'il n'y en a eu que des leurs dans toute cet-

cette longue étendue de côtes, qui eſt entre la grande riviere du Senegal, & celle d'Axim, ou Achim. On y voit encore les reſtes de leurs forts d'Iſſini & de Saint André. On y connoit encore les noms de leur grand & petit Dieppe, de leur nouveau Paris. Les Negres ont encore quelques phraſes Françoiſes, que leurs ayeuls apprirent de leurs grands-peres, auxquels les François de ces Colonies les avoient enſeignées. Ce ſont là des titres qui valent les meilleurs Parchemins d'Europe. De ce grand pays, entre les deux rivieres, des Facteurs actifs & intelligens pourroient tirer, outre la cire, le coton, l'yvoire, le poivre bâtard, le tabac, & autres denrées; ſix à ſept mille Negres chaque année, des meilleurs de l'Afrique.

Sans qu'on ſache pour quelle raiſon, les François ont ſucceſſivement abandonné tous leurs forts & leurs comptoirs; ils n'ont conſervé que la petite Ile de Gorée, avec les Bureaux qui en dépendent, le long du Senegal; & toute leur traite va à peine à 1200 Eſclaves par an; tandis que les Anglois, leurs rivaux, auxquels leurs établiſſemens de la côte d'or & de toute la partie ſupérieure de l'Afrique, ſembleroient devoir faire mépriſer de petits comptoirs, ont gardé précieuſement le méchant fort de la Gambra, avec ſes Bureaux, & portent quelquefois à quatre

mille, la traite qu'ils font avec des barques le long de la côte, depuis Jamesfort, juſqu'au Cap Corſe.

Si le Cardinal ALBERONI, lors de ſon Miniſtere, avoit trouvé, dans la Cour de France, la correſpondance que le mettoient en droit d'en attendre la droiture & la juſteſſe de ſes vues, pour la gloire & la puiſſance de la Maiſon de BOURBON; cette branche de Commerce ſi négligée devenoit la principale piece de ſon projet, pour aſſurer aux deux Couronnes l'empire de la Mer, & délivrer la poſtérité de LOUIS XIV de la dangereuſe néceſſité d'admettre d'autres que ſes ſujets à partager les richeſſes des Indes de l'ancien & du nouveau Monde.

CHAPITRE VI.

Plan du Cardinal ALBERONI *pour rendre la Maiſon de* BOURBON *Maîtreſſe de la Mer, & du Commerce des deux Indes.*

LES vues des deux Couronnes, par rapport à l'Italie, dans les deux dernieres guerres, ont été préciſement celles du Cardinal Alberoni, dans la fameuſe Expédition de 1717 & 1718. Si les armes avoient été auſſi heureuſes dans la ſe-

seconde que dans la premiere, il y a toute apparence, que son Eminence, avant que de mourir, auroit vu entierement exécuté le projet qu'on s'efforça de faire passer pour impossible & pour injuste, quoiqu'on n'en connût ni la fin, ni les moyens. Conserver aux Princes Espagnols les Droits de l'Espagne, & de la Maison de Parme: former pour Dom CARLOS & Dom PHILIPPE, deux Etats dignes de leur naissance, de ceux que l'Empereur possedoit sans aucun bon titre; les en mettre en possession: voilà tout ce qu'il se proposoit. Ses tentatives, du côté de la France & de l'Ecosse, n'étoient que des diversions, dont le succès auroit été entier, si seulement elles avoient occupé quelque temps, de leurs propres Affaires, les Anglois & les François. Il ne s'efforça de mettre le Duc Regent dans l'embarras, que parce qu'il le voioit, par un étrange renversement d'idées & de principes, sacrifier les intérêts du Royaume, & ceux même * du Duc d'Orleans, à des ressentimens qu'il lui eut été glorieux d'étouf-

* Dans le Traité de la Quadruple Alliance, le Duc Regent reconnoissoit le Droit de la Maison de Savoye à la Succession d'Espagne, au défaut des Princes nés de PHILIPPE V.; ce qui étoit contraire à la protestation que Monsieur avoit faite.

touffer; &, tout occupé à venger de vieilles injures, employer les forces de la France contre ſes alliés en faveur de ſes ennemis. Exciter alors une guerre civile dans le Royaume, c'étoit ſervir le Roi.

Le Cardinal fut blâmé du vulgaire. Il ſuffiſoit qu'il n'eut pas réüſſi. Mais, le Duc Regent, le Roi d'Angleterre, & la Cour de Vienne, ne lui imputerent point les coups de la Fortune; & leurs ſollicitations, pour lui faire perdre ſon poſte, ſont de meilleures preuves de la crainte qu'ils eurent, que du mépris qu'ils firent de ſon génie & de ſes projets. L'inconſtance de la mer, & du Roi VICTOR-AMEDE'E, fit échouer de tous côtés l'Entrepriſe. On pouvoit bien ſe défier de l'un & de l'autre: mais, il étoit au-deſſus de l'homme de s'en garantir. Dans les plus grands deſſeins, la fortune a toujours une part, & on lui avoit laiſſé celle-là. Il y avoit égalité de pour & de contre, qu'on ne s'en trouveroit pas mal.

Le Cardinal applaudit à la fermeté de PHILIPPE V, qui ne vouloit entendre en aucune maniere à la Ceſſion abſolue de la Sicile. Non pas que cette Ile fût pour l'Eſpagne d'une auſſi grande importance que Gibraltar, qu'on lui offroit. Mais, il devoit être d'une difficulté extrême, de chaſſer l'Empereur de celle-là, s'il en étoit une fois poſſible poſſeſ-

ſeur:

ſeur : & on étoit toujours à portée d'ôter celui-ci aux Anglois, dès qu'on le voudroit bien fort. Or, il y alloit de tout pour la balance de l'Europe, de ne pas laiſſer l'Empereur devenir le Maître des deux extremités de l'Italie, & en paſſe de s'en rendre la Puiſſance maritime la plus conſiderable. L'exſtinction de ſa Maiſon n'étoit pas un événement qu'on pût alors prévoir ; & il n'étoit gueres plus poſſible de deviner, qu'avec l'idée de la Monarchie univerſelle, que les Empereurs Leopold & Joſeph lui avoient laiſſée, il n'eut pas la connoiſſance de la manœuvre qui la lui pouvoit acquerir.

Voici quel étoit le plan du Cardinal Alberoni, pour ruiner les vues ambitieuſes de la Maiſon d'Autriche, & faire paſſer à celle de Bourbon la Puiſſance, qui, pour ſa rivale, n'a jamais été qu'une belle chimere. Sans ſecours de la part de ſes alliés, l'Empereur ne tenoit point en Italie contre toutes les Puiſſances de ce petit monde, qui ſe réüniſſoient contre lui. Le Roi Victor-Amedée avoit la Lombardie & Plaiſance ; Veniſe étoit contente du Mantoüan ; Genes de Pontremoli ; le Duc de Modene ne demandoit pas mieux que le Duché de Parme ; Dom Philippe étoit Grand-Duc, & Dom Carlos Roi de Naples & des deux Iles.

Cette

Cette nouvelle Monarchie devoit être aux deux grandes, auxquelles elle tenoit également, comme le lien de leur Commerce, en ſe chargeant des détails communs à l'une & à l'autre, & peu dignes de les occuper. Pour cet effet, elle devoit tourner toutes ſes forces du côté de la mer, & en diriger la meilleure partie, ainſi que ſes principales vues de Commerce, vers l'Océan. Ce n'eſt pas ici* le lieu de parler des meſures qu'elle prenoit, par rapport aux Républiques de Genes & de Veniſe, pour les intéreſſer à ſa grandeur.

L'or, l'yvoire, la cire, les gommes, & autres marchandiſes de la côte d'Afrique; mais ſur-tout la traite des Negres, devoient être la baze du Commerce des Siciles. En attendant que la Compagnie, qui ſe ſeroit formée ſous les auſpices & la protection du Roi, l'eut établi au point de faire trouver leur avantage aux François, à prendre d'elle leurs Eſclaves pour leurs Colonies de l'Amerique, la France auroit gardé ſes Comptoirs de Juida & autres lieux au-deſſus de la côte d'or; leſquels lui ont ſouvent ſemblé lui ſuffire: & elle auroit cedé l'Ile de Gorée, avec les Bureaux de la riviere du Senegal. L'achat du fort de *Tres-Puntas*

* Voyez le *Chap. XI.*

tas ne souffroit aucune difficulté. L'Electeur de Brandebourg le prisoit peu, & l'a effectivement abandonné depuis. Il auroit fait regard avec celui de Gorée: & l'un & l'autre, aux deux extrémités des côtes que l'établissement projetté comprenoit, faisoient la sureté des Comptoirs distribués dans l'intervalle.

Le fort du Cap *Mesurado* auroit été un centre, où toutes les barques de traite seroient venues se réünir. C'est de toute la côte le lieu le plus abondant en vivres, & où est la meilleure eau. On y auroit mis les Magazins de la Compagnie; c'eut été son principal entrepôt. Les vaisseaux seroient venus s'y avitailler, & prendre leur cargaison pour l'Amerique. Quoique la Mer y soit aussi rude qu'en aucun autre endroit de la côte, il y a une rade très sure, & à la portée du canon du lieu le plus propre à construire un fort. Vu l'affection des naturels, qui ne demandent qu'à voir le Commerce d'Europe fixé chez eux, il n'en auroit couté que de l'eau de vie, pour les travailleurs à faire d'une grande flaque d'eau, qui est à l'abri du fort, un vaste bassin pour les navires de charge. Il eut été d'autant plus aisé de lui donner une grande profondeur, qu'elle est beaucoup plus basse que la mer, & que le canal de communication auroit pu être barré d'une écluse. Le fort auroit

roit tous les avantages de la nature, & à peu de frais on y auroit joint ceux de l'art.

Les Anglois & les Hollandois n'avoient pas le moindre ſujet de troubler cet établiſſement, dont on leur auroit facilement caché les vues. Si pourtant leur jalouſie y avoit fait obſtacle, on en auroit eu un prétexte d'exiger d'eux un partage, qui coupât pié deſormais aux brouilleries entre les trois puiſſances, en ſeparant leurs poſſeſſions. Ils ne pouvoient s'y refuſer, puiſqu'ils n'avoient aucunes prétenſions ſur les lieux occupés par la nouvelle. Mais, il dépendoit d'eux de faire naître difficultés ſur difficultés aux échanges & dédomagemens qu'on leur auroit offerts. Il n'y a pas à douter qu'ils ne les auroient jamais acceptés. En ce cas, on s'aidoit de la haine que leur portent les naturels, pour leur faire perdre les forts d'Axim & de la Gambra, dont la démolition auroit immédiatement ſuivi la priſe. Vingt hommes d'artillerie, un Ingenieur à leur tête, qu'on auroit donnés aux Negres pour conduire leur attaque, auroient foudroié ces deux méchantes forteresſes de quatre canons briſés; & le deſaveu qu'on en eut fait, répondant aux plaintes, ne laiſſoit point à fonder une guerre ouverte.

Former une marine eſt l'ouvrage le plus difficile, & qui demande le plus de temps.

temps. Mais outre qu'elle se forme en servant, & ne laisse pas que de bien servir, avant que d'être parfaitement formée, les secours que les deux Couronnes auroient donnés au Roi des deux Siciles, lui formoient la sienne en quatre ans. Chaque Vaisseau François & Espagnol prenoit de lui le tiers de son Equipage, & lui rendoit ce qui en restoit après trois années de service. Les chantiers de Bilbao, de St. Sebastien, & des Passages; ceux de Rochefort, de Bayonne, & de Brest, lui donnoient des vaisseaux, que les Juifs de Livourne agréoient, en recevant en nantissement, pour l'assurance du prêt, les pierreries de la Couronne pour dix ans. Ces quatre Années d'inaction étoient utilement employées pour l'acheminement de l'exécution du projet.

Les Anglois se seroient allarmés de la puissance à laquelle on vouloit faire parvenir le Roi des deux Siciles, si on la leur avoit laissé pénétrer. Ils en auroient prévu la fin de leur engagement pour les Negres de l'Amerique Espagnole, & ils n'auroient rien omis pour la parer. On dissipoit jusqu'à leurs soupçons, en paroissant ne penser pour lui qu'à un établissement dans l'Afrique & l'Amerique, tel que le Commerce de ses Etats le pouvoit demander. La France lui cedoit la Guïane, qui, de toutes ses possessions

du

du nouveau Monde, eſt la plus négligée & pourroit devenir la plus riche. L'Eſpagne lui donnoit ſa moitié de l'Hiſpaniola. Bientôt il les peuploit ſans épuiſer ſes Iles. La ſeule Ville de Naples lui fourniſſoit vingt mille Familles, & elle ne s'en trouvoit que mieux. La Compagnie faiſoit paſſer à la Cayenne & à St Domingue les Negres qu'elle tiroit de ſes premieres traites. Ils y étoient domptés, degroſſis, formés au travail; & la rembourſoient, même avant que d'avoir été vendus, de ce qu'ils lui avoient couté d'achat.

Les Informations les plus exactes avoient inſtruit le Cardinal des ſources de l'or qui ſe negocie entre les Rivieres du Senegal & de la Gambra. Le pays de Galaam, qui en recele les plus riches mines, n'eſt pas auſſi enfoncé dans les terres qu'on le croit communément. Ce que les Negres en tirent eſt fort peu de choſe, en comparaiſon de ce que des ouvriers laborieux, dirigés par d'habiles Mineurs, en tireroient. Ces hommes groſſiers & fainéans, ne font, pour ainſi dire, qu'égratigner la terre. Ils ne ſavent pas faire un trou plus profond que de leur hauteur, & quand ils auroient l'idée d'une galerie, le travail leur en feroit trop de peur, pour ne pas les rebuter de l'entreprendre. De la Riviere du Senegal, les Canots peuvent paſſer dans

dans celle de *Falemé*, qui confine à ce riche pays; &, du lieu où l'eau manque aux Canots, il n'y a que trois journées juſqu'à la premiere mine. La Groſſiereté, & plus encore la défiance, des naturels, ne laiſſoit point à eſperer, qu'après leur avoir fait connoitre l'art des mines, on pût établir avec eux un Commerce durable. Mais, leur petit nombre, leur ignorance au fait des Armes, & plus encore leur lâcheté, rendoient la conquête très facile.

Un Directeur pour la Compagnie Françoiſe à Gorée, s'en faiſoit fort au commencement du ſiécle; & il ne ſe promettoit, pour cette belle expédition, que des moyens ordinaires. Il eſtimoit la dépenſe un million d'Ecus. Il s'attendoit au ravage que le climat feroit ſur douze cens Soldats d'Europe, qu'il diſoit lui ſuffire. Il ne comptoit ni ſur du Canon, ni ſur des Bêtes de charge; & il garantiſſoit le ſuccès. La Compagnie l'écouta avec plaiſir, loua ſon zèle, voulut bien l'en croire ſur ſa parole, & ſe réjouït de l'idée de poſſeder d'abondantes mines d'Or: mais, un million d'Ecus à avancer, lui fit rejetter l'offre de ſes ſervices. Tel eſt le ſort ordinaire des plus beaux projets, dès qu'ils exigent pour Préliminaire un debourſé conſiderable. Une chimere, qui ne coutera que des milliers d'hommes, ſera adoptée plutôt

qu'une réalité, à la pourſuite de laquelle il faut employer de l'argent. Chacun compte pour combien il entrera dans la dépenſe, & ferme les yeux aux retours, qu'il ne voit que dans l'éloignement. La moitié des François qui ſont morts de miſere au Miſſiſſipi, auroit conquis & peuplé le pays de Galaam.

Le Projet du Sieur *Bruë* (ainſi ſe nommoit ce Directeur, digne de ſervir de plus habiles maîtres,) perd tout ce qu'il a d'effraïant, ſi, aux ſoldats Europeans qu'il demandoit, on ſubſiſtue deux mille Negres affranchis, tirés d'entre les Créoles des Colonies Françoiſes. L'éducation que les François de l'Amerique donnent à leurs Eſclaves, en fait des hommes qui ne different des Européans que par la couleur, & peut-être par des inclinations moins vicieuſes: au lieu que les Eſpagnols laiſſent aux leurs toutes les mauvaiſes qualités de leurs peres; &, en leur communiquant les leurs propres, en font les hommes de la terre les plus mépriſables. Un Negre affranchi du Mexique eſt un monſtre, paitri de tous les vices les plus oppoſés. Ces deux mille noirs d'élite ſont accoutumés au chaud & aux travaux les plus rudes. Ils n'ont point perdu ce *je ne ſai quoi* homogene au climat, qui va d'ordinaire juſqu'à la quatrieme génération, & qu'ils n'ont encore qu'à la ſeconde. Ils ſuporteront par-

parfaitement les fatigues de la conquête, & prendront en peu de temps le goût d'un pays qu'on leur offrira pour patrie.

Il n'y a point à redouter que la vie paternelle les séduise: ils ne l'ont jamais menée. Nourris dans les usages & les coutumes d'Europe; heureux d'être libres, & sentant tout le prix de la liberté; imbus des principes de la Religion Chrétienne; desormais certains de jouïr des commodités de la vie qu'ils ont tant enviés à leurs anciens maîtres, ils choisiroient plutôt la mort que de se remettre à la condition de leurs peres. Ils verroient avec un mépris & une horreur invincibles, la nudité, la grossiereté, l'indigence & l'esclavage des Guinéens sous leurs petits tirans. Mais, il est une voie si sure de les fixer sans retour aux mœurs de l'Europe, & de leur inspirer un goût inalterable pour leur nouvelle condition. Qu'après les avoir établis, dans la conquête, cultivateurs libres & sujets de même consideration à leur Souverain que les blancs, on leur fasse épouser des femmes d'Europe. Le transport n'est pas une si grande difficulté; & un Negre Chrétien, ne differant d'un Romain que par la couleur, on ne feroit rien d'injuste en destinant à ces nouveaux Colons, les filles que la charité publique éleve dans les hôpitaux d'orphelins & d'enfans trouvés.

L'expedition pouroit être soutenue & facilitée par le Brak & le Damel, petits Souverains des environs du Senegal, sur lesquels un present de quelques barils d'eau de vie donne un credit sans bornes. On acheteroit des chameaux des Arabes, qui viennent apporter des gommes à la foire du Desert. Ou bien on s'en procureroit par les Mandingos, qui commercent dans l'interieur de l'Afrique. Vingt de ces animaux suffiroient. On s'en serviroit à transporter des canots au lieu designé pour bâtir le fort; huit petits canons avec leur munition, des outils, des ferremens, & les materiaux que le païs ne fournit pas. La troupe camperoit jusqu'après la construction du fort, qu'on dresseroit des cazes, sous la protection de son canon.

Le travail de la mine se partageroit avec la culture de la terre, & l'un & l'autre se feroient en commun. Le premier établissement étant formé, on gagne de proche les mines les plus éloignées. On éleve des forts dans le voisinage de chacune. L'usage des esclaves s'introduit; le travail de la mine, & la proprieté des terres s'assigne par familles selon leur nombre, & leurs facultés. Le Roi s'en reserve le quart, & le Commerce lui assure le reste. La communication entre les forts devient en jour en jour plus

en jour plus commode & plus ſure. On y éleve des chameaux, des chevaux, des bêtes à cornes. Au bout de quelques années, c'eſt un domaine peut-être auſſi riche que le Breſil, & qui a au-deſſus de lui, d'être à couvert de toute inſulte de la part des Europeans. Pendant le tems qu'a pris cette acquiſition, faite à ſi petits frais & ſans effuſion de ſang, les comptoirs ſe ſont achalandés le long de la côte: les navires ont été équipés, les matelots formés; & le Roi des Siciles en état de paroître en mer avec l'éclat que la ſureté de ſon Commerce exige, ceſſe enfin de cacher des deſſeins qu'il eſt certain de bien ſoutenir. Le traité de l'Aſſiento eſt ôté aux Anglois, par la raiſon qu'il eſt du droit naturel d'admettre qui l'ont veut à partager ſon bien. On liquide les comptes à leurs négocians, pour la part qu'ils ont ſur les galions. On redoble d'exactitude & de ſéverité envers leurs interlopes. On demande raiſon, à la Nation entiere, du moindre excès qui ſe commet ſous ſon pavillon. En un mot, on contraint ces fiers inſulaires, à reprendre le ton & le rang qu'ils avoient en Europe avant le traité d'Utrecht.

Quoique l'Ile de Gorée & la Guïane n'ayent jamais été à la France des poſſeſſions ſi pretieuſes, qu'elle ne dût ſe trou-

ver dédomagée de leur perte, par l'humiliation de l'Angleterre, le Cardinal n'avoit garde de lui en demander une ceſſion gratuite : ſon but étant de donner aux deux Couronnes l'empire des mers, il falloit leur rendre infiniment plus qu'elles n'abandonnoient. C'eſt ce qu'il croïoit faire en lui faiſant ceder par l'Eſpagne les Iles Philippines, à des conditions relatives à l'une & à l'autre Monarchie. Le Commerce des Iles Philippines eſt à charge à l'Eſpagne, & leur poſſeſſion ne lui eſt d'aucune utilité. On ſait que le premier conſiſte preſque tout dans le Gallion, qui va de *Manille* à *Acapulco* tous les ans, & dont la pieté des Rois a donné le privilege aux Religieux, pour l'entretien des Miſſions de la Chine & du Japon. Rarement ce monſtrueux Gallion enléve moins de deux millions de piaſtres au Perou. Ce ſont donc deux millions de piaſtres qui ſortent des domaines d'Eſpagne, pour n'y jamais revenir. Plus d'une fois ces Gallions ont été pris & pillés. L'eſpérance de s'en emparer, fondée ſur le peu de défenſe dont ils ſont, a toujours encouragé les Armateurs ennemis à venir infeſter la mer du Sud. Il eſt leur pis aller, au cas qu'ils ne puiſſent pas entreprendre ſur les places. Lorſqu'il rentre heureuſement dans le port de Manille, les Hollandois qui ont fourni les épi-

épiceries de ſa cargaiſon, ont la meilleure part à ſes retours. Ainſi les deux millions de piaſtres, qu'il enleve toutes les années à l'Eſpagne, il les enleve pour ceux, que, d'ordinaire, l'Eſpagne voit au nombre de ſes ennemis; &, quel que ſoit ſon fort, il les enrichit.

Le voiſinage de la Chine, qui rendroit la poſſeſſion des Philippines ſi chere aux puiſſances commerçantes en ce vaſte empire, n'eſt d'aucun avantage à l'Eſpagne, qui ne ſçauroit ſuffire au Commerce de ſes propres Etats. Les ſujets qu'elle y a ne lui ſont par conſequent d'aucun rapport; & les gens de guerre qu'elle y entretient, les Officiers qu'elle y paye, ne lui cauſent que de la depenſe; tandis qu'ils lui feroient bon ſervice ailleurs.

C'eſt toute autre choſe ſi ces Iles paſſent à la France, qui fait du Commerce de la Chine la principale branche de ſon négoce. La fertilité de *Luconia*, ſon air pur & ſain, la lui rendroient bientôt la plus belle de toutes ſes Colonies. *Mindana* pareillement ſe couvriroit d'habitans. Les Indiens, qui s'accommoderoient mieux de la vivacité & de l'enjouement du François, que de la gravité Eſpagnole, deviendroient peu à peu des ſujets utiles, & même zélés. Le magnifique port de Manille ſe rempliroit de vaiſſeaux, qui, prévenant les Anglois & les Hollandois à la Chine,

à la Corée, au Japon, les rebuteroient bientôt d'en entreprendre le voyage.

Riche des productions de ſes Iles, forte du nombre de leurs habitans, & plus encore de leur affection, la France oſeroit & pourroit tout, contre les lâches & orgueilleux Chinois. Les deux méchans forts qui ferment l'entrée de la riviere de *Canton*, ne couteroient à ſon Eſcadre que la peine de ſe préſenter devant. Deux châteaux plus forts & plus réguliers ſeroient élevés ſur leurs ruines. C'en ſeroit aſſez pour maîtriſer le Commerce de cette Province. L'ancien fort de *Formoſa*, qu'on releveroit, en feroit autant du Commerce des Provinces plus orientales. Il faciliteroit celui de la Corée, aſſureroit celui du Japon ..... Mais, la Chine eſt-elle plus peuplée que ne l'étoit autrefois le Mexique? Ses peuples ſont-ils plus braves, plus ſavans dans l'art de la guerre, que ne l'étoient ceux du nouveau Monde? Non. Les merveilles que les livres nous en diſent, ſont comme les prodiges de la lanterne magique, qui diſparoiſſent à l'approche de la lumiere. La Marine Chinoiſe eſt ce qu'il peut y avoir dans ce genre de plus mépriſable. Vingt canots, montés chacun d'autant de ſauvages, ſont une eſcadre ſupérieure à vingt Joncs du premier rang, où l'on comptera cinq à ſix mille Chinois. Les Tartares ſoutiennent à peine la vue de la Mer. Ces conquérans,

ces

ces maîtres de la Chine, & les seuls guerriers qu'elle ait, sont aussi ignorans dans l'art des sieges, & dans la tactique, que les plus grossiers Amériquains ; & leurs canons, avec leur mauvaise poudre, sont moins terribles, que les arcs & les frondes des sauvages.

Les Chinois, indifferens sur la personne de leur Souverain, ne prendroient aucune part à une querelle qu'ils croiroient ne regarder que les Tartares & les François. Vrais Anes de la Fable, ils attendroient en silence, que le sort des armes leur desîgnât ceux de qui ils recevroient desormais leurs panniers; & sans doute qu'ils auroient la même docilité pour leurs nouveaux, que pour leurs anciens maîtres. Mais, une bonne Citadelle, dont on brideroit Canton, préviendroit leur inconstance; &, en faisant observer en rigueur les loix *, qu'ils ont reçues des Tartares par rapport aux étrangers, on se mettroit à couvert de la jalousie de toute l'Europe, conjurée pour les dérober au Joug François.

Les Hollandois, qui savent à quel point ils sont haïs des naturels de Java, des Moluques, & de Malaca; & combien il leur seroit difficile de se conserver ces Eta-

* La principale est de ne leur donner aucuns vivres, sans ordre exprès du Gouvernement.

Etabliſſemens, ſi les Indiens étoient aidés d'une Puiſſance auſſi grande en ces mers que ſeroit la France maîtreſſe des Philippines, recevroient avec reconnoſſance le Traité qui leur ſeroit offert, pour la ſureté de leur Commerce, & celle de leurs poſſeſſions. Il ne ſeroit pas difficile de les amener à promettre, qu'en échange de l'excluſion qu'on ſe donneroit du Négoce des épiceries, ils s'excluroient de celui de la Chine & du Japon. Les Anglois ſeuls, & ſans établiſſemens ſolides en ces contrées, ſe trouveroient trop heureux qu'on les admît à commercer dans les factories Françoiſes; &, convaincus de n'avoir rien à gagner en ſollicitant les lâches Chinois, ou aidant les ignorans Tartares, ils cultiveroient, en dépit qu'ils en euſſent, l'amitié d'une Puiſſance, qu'ils ne pouroient offenſer ſans ſe perdre.

Le Roi de Portugal, à qui depuis longtems Macao eſt une poſſeſſion peu glorieuſe, & gueres plus utile, la donneroit volontiers pour être reçu à la Chine ſur le pié des Anglois. Peut-être même que tournant toutes ſes vûes ſur ſes riches domaines du Breſil, il ſeroit charmé de s'aſſurer la Rivierre de la Plata pour barriere, en ajoutant à la ceſſion de *Macao* celle de *Diu*, qui n'eſt pas moins déchû de ſon ancien état. *Goa* lui ſuffit pour le Commerce que ſes ſujets font maintenant

en

en Asie. La France ne differeroit plus de se donner le beau Port qu'il lui est si facile de se faire dans l'Ile de Bourbon. Elle conserveroit précieusement Pondicheri. Elle feroit chercher une baye qui est à la Côte des Caffres, beaucoup meilleure que celle du Cap de Bonne-esperance; & elle auroit pour ses vaisseaux, une route aussi aisée & aussi sure jusqu'aux extremités de la Terre, que d'un bout du Royaume à l'autre.

Les conditions de la cession des Philippines n'y faisoient aucune difficulté. Le Galion de *Manille* étoit accordé à la Compagnie Françoise, sur le même pié que les Religieux l'ont eu. Mais, au premier bruit de guerre, il devoit partir accompagné de trois bons vaisseaux du second ou troisieme rang, dont deux resteroient dans la mer du Sud comme garde-côtes, jusqu'à l'année suivante, que le moins en état de continuer le service seroit relevé par celui qui auroit escorté le Galion; & ainsi jusqu'à la fin de la guerre. Les raffraichissemens leur seroient fournis par les places de la Côte du Chili, du Perou, & du Mexique, dont ils feroient la sureté. Il n'y a point d'escadre, qui, dans la route d'Europe à la mer du Sud, n'ait souffert assez pour que deux vaisseaux bien armés lui soient toujours superieurs.

Le Commerce des Indes Orientales dans le Royaume d'Espagne étoit l'autre condition. Le privilege exclusif, qui en étoit donné à la Compagnie Françoise, étoit un coup mortel pour les Anglois, les Hollandois, & les Portugais. La facilité avec laquelle il fut accordé en 1725. à l'Empereur pour sa Compagnie d'Ostende, bien qu'il n'en revint aucun avantage au Royaume, ne laisse aucune objection à faire sur une prédilection bien plus juste. Mais, celui du Gallion de *Manille*, intéressant les Religieux, auroit peut-être allarmé la dévotion des peuples. Il y avoit quelques mesures à prendre pour faire goûter aux Religieux eux-mêmes, une cession aussi utile à l'Etat. Le Roi eut été obeï, s'il en avoit seulement déclaré sa volonté. Mais, il est d'une sage politique de prévenir des murmures, qui ne sauroient si bien être appaisés, qu'ils ne laissent dans les esprits une aigreur, dont le respect & l'estime du Souverain sont alterés. L'état facheux, où les scandaleuses & interminables Disputes des Missionnaires avoient dès lors reduit les Missions de la Chine, ne promettoit gueres un meilleur sort à la Chretienté de ce vaste Empire, que celui qu'a eu celle du Japon. L'Empereur Tartare avoit laissé voir sa mauvaise volonté à cet égard. Les Missions n'ont auprès de lui d'autre appui, que

que l'induſtrie des Miſſionnaires. D'un mot, il peut les anéantir, & il menaçoit continuellement de dire ce mot. Sans trop vouloir percer dans l'avenir, on pourroit fixer dans le cours du ſiecle, la diſperſion des Chretiens, & la fuite des predicateurs.

Tout cela auroit été repreſenté avec force aux Religieux que le Gallion de Manille intéreſſe. On leur auroit fait enviſager la revocation de leur privilege attachée à la diſperſion des Chrétiens de la Chine, qu'ils pouvoient bien moins parer que celle du Japon. On auroit ajouté, à leur crainte, l'eſpoir d'un dédomagement dans la Californie ou le Paraguai, en cas qu'ils ſe prêtaſſent de bonne grace à ce qu'on demandoit d'eux. Quand même la cupidité eut été aſſez puiſſante ſur eux, pour leur faire braver l'éclat honteux de leur opiniatreté, à prétendre la continuation d'un privilege, dont le but ne ſubſiſteroit plus; ils n'auroient point tenu contre la menace de les rendre comptables, à toute la Chretienté, du mal qu'il dépendoit d'eux de prévenir, par le ſacrifice de ce qu'il leur faudroit perdre après qu'il ſeroit arrivé. La ceſſion du Gallion de Manille étoit un article eſſentiel au traité qui mettroit le Roi de France en poſſeſſion des Philippines; & il n'y avoit que ce traité qui pût garantir les Miſſions d'une ruine entiere.

Le Roi de France, ayant sur l'Empereur de la Chine, tout le credit que donnent à un grand Prince sur un autre moins puissant que lui, des forces prêtes à entrer en action, & le voisinage: pour entretenir les Missions, & assurer le travail des Missionnaires, il n'avoit qu'à s'en déclarer le Protecteur. Il n'y a point à douter, que ce qu'il fait avec tant de gloire & de succès, quoiqu'avec bien moins de moyens en Turquie & en Perse, il ne le voulût faire dans un pais où la Religion ne sauroit gagner, que sa Puissance n'en augmente. Tant que sa Majesté Très Chrétienne s'en tiendroit au Commerce de la Chine, elle soutiendroit les Missions de ses bons offices; &, dès qu'il lui plairoit de passer à la Conquête, elles auroient le sort de ses armes.

CHAPITRE VII.

De l'Angleterre, & du Prétendant.

TOute comme elle est en Europe, l'Angleterre n'y auroit point d'autre interêt, que celui de son Commerce, si le genie remuant de ses peuples n'imposoit au Roi, pour principe de sa Politique, d'entrer dans tous les Démelez des autres Puissances. L'Anglois veut absolument

être

être occupé: il lui faut des ennemis, tels qu'ils soient; &, si ses Rois ne savent pas le rendre jaloux de ses voisins, ils deviennent eux-mêmes les objets de sa jalousie; souvent de sa haine, & toujours de son mépris.

La molle Indolence du malheureux Henri VI. fit les partisans du Duc d'York: & la Maison de Lancastre dût moins ses disgraces à l'ambition & aux grandes qualités des son ennemi, qu'à l'humeur douce & pacifique de son chef. Conciliateur de tous les differens, Jaques premier forgea les malheurs de Charles son successeur. Peut-être que Jaques second seroit demeuré sur le trône, si, après s'être defait du Duc de Montmouth, il avoit occupé au-de-là de la Mer, ceux de ses sujets qu'il savoit mal disposés à son égard. Une guerre étrangere faisoit diversion aux animosités domestiques; & la Révocation de l'Edit de Nantes lui en offroit une de la meilleure espece qu'il la pût souhaiter. Protecteur des Huguenots, il épargnoit au Pape, & à l'Empereur, le personnage odieux de fauteurs du Prince d'Orange; & il seroit resté devôt Catholique à Londres, sans contradiction, en donnant le change au Zele des Anglicans.

Guillaume III. profita de la faute de son Beau-Pere, en se gardant sur-tout de tomber dans une pareille. Ce fut en portant au dehors les forces de la Nation,

qu'il para aux suites de la Division qui étoit au dedans. Il leva sur le Peuple deux fois plus que le Roi Jaques n'en avoit jamais demandé: il fit perir plus d'Anglois, que ce bon Prince n'avoit tenté d'en convertir: il perdit autant de Batailles qu'il en fit livrer: il ne donna à la grande Bretagne que les maux & la dépense de la guerre: il l'épuisa de vaisseaux, d'hommes, & d'argent. Mais, il occupoit les Anglois; & il resta sur le trône.

L'orgueil & la vanité de la Nation donnent à un Roi d'Angleterre le moyen de lui faire goûter ces diversions, quelque ruineuses qu'elles puissent être d'ailleurs. Le titre fastueux de *Maîtres de la Balance du Pouvoir, d'Arbitres de l'Europe*, est un Appas, qui ne lui manquera jamais, quand il saura bien le jetter. Ainsi, n'ayant plus à choisir de quel côté peser, depuis qu'une parfaite intelligence entre les deux grandes Monarchies ébranle l'équilibre, l'Angleterre est nécessairement ennemie de l'Espagne; &, lorsqu'elle fait le grand article des traités, d'être admise à commercer dans les Indes, c'est peut-être moins parce que ce Commerce l'enrichit, que parce qu'il la met plus en état de la combattre. Si la Maison Stuard venoit jamais à rentrer dans ses Droits, il lui faudroit adopter cette Politique, au mépris de tous les engagemens antérieurs; & la suivre, pour ne pas quitter une seconde fois

ques II. s'y trouva à la tête de quarante mille Soldats, & le ſage Tirconnel pour ſon Général. Une Eſcadre Françoiſe étoit à ſes ordres; il étoit maître des meilleurs ports, & des plus fortes places: il avoit encore les debris de la caſſette Royale, & l'Ecrain d'un Roi. Cependant, il fut chaſſé de l'Irlande; & il couronna d'une derniere faute celles qui faiſoient ſes malheurs, en enlevant à ſa poſtérité le ſecours de plus de vingt mille ſujets fideles, capables de lui ménager un retour, qu'il tranſporta en France, & qui furent auſſi-tôt remplacés par autant de Huguenots, auſſi attachés à ſon ennemi.

Pour régner en Angleterre, le Prince Edouard auroit à commencer par en extirper ou tranſplanter les habitans. Chaque tentative, qu'il fera ſans cet impraticable préliminaire, ajoutera encore à la haine dont les Peuples ſont prévenus contre ſa Maiſon, & redoublera leur zele pour le ſervice des Princes Hannoveriens. Ils lui feront de nouveaux griefs, des maux que leur cauſera la guerre qu'il les obligera de ſoutenir. Deſorte qu'il ne frappera pas un coup, il ne fera point un pas, pour arriver à ſon but, qu'il ne l'en éloigne davantage.

Son rétabliſſement, par les armes des Puiſſances Catholiques, eſt une pure Chimere. Qu'il ſe ſouvienne des auteurs du

détrônement de son ayeul. Le Prince d'Orange ne fut, à bien dire, que l'instrument de la Haine du Pape INNOCENT XI. & de l'Ambition de l'Empereur LEOPOLD. Il n'est pas moins dans l'erreur, s'il compte sur les forces des deux Couronnes. On connoit si bien, en France & en Espagne, l'impossibilité de l'Entreprise, qu'on ne s'en fit jamais qu'une œuvre de surérogation, à laquelle on consacra ce qu'on étoit resigné d'avance à perdre. La Loi suprême des Souverains ne leur permet de proteger un Client, que jusqu'à-ce que le bien de leur Etat leur dise de l'abandonner. Ils ne s'en doivent servir que comme d'un épouvantail, qu'on fait rétirer, dès qu'il a fait son effet. C'est sur-tout en ces occasions, que la Maxime a lieu, *voluisse sat est*. L'aveugle prévention des Anglois ne laisse aucun espoir de leur retour vers leur Souverain naturel. C'est à lui de se faire, par sa valeur & sa conduite, le rang qu'ils lui refusent, & de se bâtir à leurs dépens un trône, qui lui tienne lieu de celui où ils ne veulent pas le faire monter.

La postérité ne pardonnera point au Prince Edouard d'avoir laissé, à un simple Gentil-homme, l'honneur d'un Projet, qui n'a été blamé que pour n'avoir pas réüssi, & qui n'a manqué de réüssir, que pour n'avoir pas été exécuté par un Prince. Le Baron de *Neuhof* ôsa prétendre

dre à être Souverain de Corſe ; il oſa s'en faire proclamer Roi. Etoit-ce une témérité au Prince Edouard, de s'offrir à ces peuples mécontens pour être le Protecteur de leur liberté, le vengeur de leurs injures? Tant de bijoux & de raretés inutiles, qui font l'admiration des curieux dans le Palais d'Angleterre à Rome, auroient fondé une Caiſſe militaire, inépuiſable pour des hommes qui ne demandoient que des armes & des ſouliers. Plus de vingt mille Irlandois, qui ſont dans les Armées Catholiques, ſeroient accourus ſe mettre ſous les Enſeignes de leur Prince. C'étoient autant de compatriotes, que les Corſes auroient adoptés avec joye. L'Ile eſt aſſez vaſte, &, graces aux Genois, aſſez dévaſtée, pour que le partage des terres n'allarmât pas les anciens poſſeſſeurs. Les Loix, que le Protecteur eut faites, prévenoient leur jalouſie, & ſa prudence les raſſuroit ſur une prédilection qu'ils n'auroient pas ſoufferte. Il venoit pour les défendre; ils n'avoient point à craindre qu'il penſât à les conquerir. Il les avoit pour ſujets: qu'eut-il gagné à les vouloir pour eſclaves? Leur nombre, leur valeur, & la connoiſſance du pays, les mettoient en état de le tenir aux termes de ſes engagemens ; & il lui ſuffiſoit, pour ne s'en jamais écarter, qu'il fût irreconciliable ennemi des Puiſſances capables

d'aider les Corſes à le punir de les avoir violés. Son traité avec eux ne ſouffroit pas la moindre difficulté.

La moitié de l'Europe auroit vu en ſilence, & l'autre auroit ſouhaité inutilement, d'empêcher l'entiere expulſion des Genois. La République elle-même, raſſurée ſur le préſent par des promeſſes ſecretes ſur l'avenir, auroit reduit ſa défenſe à des écritures. Elle auroit même conſenti d'augmenter ſes griefs de la priſe de quelques uns de ſes meilleures vaiſſeaux, qu'elle auroit laiſſé aller en mer, forts de munitions, & foibles d'équipage. Les Armateurs Françoïs, qui ne demandent en tout tems qu'un pavillon pour courir ſus aux Anglois, ſeroient venus en foule prendre celui du Protecteur. Sans l'appareil de ces Eſcadres, dont la dépenſe eſt toujours au deſſus des ſervices qu'elles rendent, il auroit couvert la Mediterranée de ſes vaiſſeaux. Bientôt, il ſe ſeroit vu en forces à demander compte aux Hollandois des ſecours qu'ils donnerent à leur Prince d'Orange, & des ſommes qu'ils ſe firent paier pour les frais de leur Armement. Bientôt, il les auroit unis aux Anglois pour la reſtitution des *Propres* du Roi ſon ayeul. Il auroit attendu dans Ajaccio, ou Calvi, le choc de toute leur puiſſance, ſûr de les épuiſer autant par ſa défenſive, que par les courſes de ſes Armateurs.

Quel-

Quelles flottes leur auroit-il fallu équiper, pour aller attaquer un ennemi pauvre & déterminé, soutenu de quarante mille braves soldats, & aidé d'une multitude d'Officiers d'experience? Les places de Corse n'auroient pas été un Gibraltar, plutôt rendu que sommé de se rendre, & devenu imprenable quelques jours après avoir été pris: ni un Port Mahon, defendu par des Morte-paies & des Invalides. On n'y seroit entré que par les breches, & à force d'assauts. On ne les auroit gardées qu'avec de nombreuses garnisons, & à l'aide de victoires sur victoires. D'où faire venir les convois? Comment assurer leur route? De quoi serviroient ces vaisseaux à deux & trois ponts contre des fregates, des barques & des galeres?

Mais, les Anglois & les Hollandois n'ont pas d'autres fonds que ceux du Commerce. Tant d'Armateurs passeroient dans l'Océan. Le nombre des vaisseaux ennemis qu'ils y rencontreroient, les feroit-il attendre longtems de quoi former une flotille? Avec des commencemens bien plus brillans & plus solides, avec des ressources bien autrement considerables, pourquoi le Protecteur n'auroit-il pas poussé ses progrès aussi loin que les Hollandois firent les leurs contre l'Espagne? Les Anglois ont, dans leurs Colonies, des Ennemis

bien plus redoutables que n'étoient, pour les Eſpagnols, les Indiens échapés à leur cruauté. Tant de milliers de Negres, que leur Barbarie tient au-deſſous des plus viles Bêtes, ſeroient-ils inſenſibles à l'appas de la Liberté? La ſituation du Prince Edouard & ſes droits, ne lui auroient point laiſſé les conventions Ameriquaines à reſpecter: il étoit autoriſé à ſe faire arme de tout; & puiſqu'il n'y avoit que le ſuccès qui pût juſtifier ſon entrepriſe, il n'avoit rien à voir, que les moyens de ſe le procurer.

La priſe facile d'une des petites Antilles lui donnoit plus de ſix mille Negres, ennemis d'autant plus terribles pour leurs anciens maîtres, qu'ils auroient été des Negociateurs victorieux, auprès de leurs Camarades dans les Iles plus conſiderables? La Barbade auroit ſuivi le ſort d'Antigues, ou de St. Chriſtophe. La Jamaïque ne tenoit point contre le torrent qui venoit fondre ſur elle: & la ruine du Commerce Anglois en Amerique ſuivoit le deperiſſement de celui du Levant. Le Pavillon d'Angleterre étoit inſulté dans toutes les Mers. On alloit humilier celui de Hollande dans les lieux où il eſt le plus reſpecté. On emploïoit, contre cette Maitreſſe de l'Aſie, les mêmes armes dont elle ſe ſervit pour y ſupplanter les Portugais. Les Rois de Calicut, de Ca-

na-

nanor, de Cochin, de Ceïlan, des Moluques ; ne ſont pas plus affectionnés à leurs Tyrans, qu'ils ne l'étoient à leurs premiers Vainqueurs. Batavia, gardée par des hommes de toutes Nations, enrôlés par ſurpriſe, & retenus par force, auroit-elle tenu davantage que Malacca, defenduë par des Soldats Portugais ?

Voilà de grands ſuccès, des conquêtes bien rapides. Mais, qu'on ſe defaſſe du préjugé, qu'on prend d'ordinaire, contre un plan d'operations qui ſort de la routine. Qu'on faſſe attention à la Connivence que le Protecteur de Corſe auroit trouvée dans les Cours de Verſailles & de Madrid ; à la Guerre de 1739, qui lui auroit ouvert tous les Ports d'Eſpagne ; à celle de 1744. qui lui ouvroit les Arſenaux de France, & lui procuroit des ſubſides ; à l'appas du butin & de la licence, qui lui auroit attiré des hommes de Mer de toutes Nations, & de toutes Claſſes : ce Projet ſi vaſte, & où l'Imagination trouve une ſi belle carriere, n'eſt plus qu'une Entrepriſe, où la Prudence ne laiſſe preſque rien à faire à la Fortune.

Les Anglois & les Hollandois n'auroient pas attendu à rechercher le Prince Edouard d'Accommodement, qu'il eut porté les operations de ſon projet à leur periode. A peine ils auroient vû la manœuvre de l'Affranchiſſement des Negres, que ſen-

ſentant leur ruine inévitable, s'ils ne l'arrêtoient au milieu de ſa courſe, il lui auroient fait des conditions capables de ſe le reconcilier. C'étoit alors aux deux Couronnes à demander pour lui un Etabliſſement, qui le leur auroit attaché. Elles lui faiſoient ſavourer toute la gloire d'abandonner l'opiniatre Anglois à ſon aveuglement, & d'être le Légiſlateur d'un Royaume qu'il ne devroit qu'à Dieu & à ſon épée. L'Irlande & la Jamaïque, lui formoient une nouvelle Monarchie, avec les petites Antilles & le fort de la Gambra. La France, pour prix de ſa mediation, retabliſſoit Dunkerque; l'Eſpagne recouvroit Gibraltar; la Corſe retournoit aux Genois, pour le Duc qu'ils ſe ſeroient donné: Minorque paſſoit aux Chevaliers de Malthe, ſous condition du Vaſſellage de l'Eſpagne. . . . Mais, il eſt inutile de détailler les ſuites glorieuſes d'une conduite qu'on n'a point tenuë. L'occaſion étoit belle: peut-être ne reviendra-t elle jamais. Eh! quand il ſeroit poſſible d'en faire naître quelqu'autre de même Nature, quel *Stentor* auroit la voix aſſez forte, pour ſe faire entendre par deſſus ces hommes accoutumés à crier, qu'un chemin n'eſt pas à ſuivre, dèsqu'il ne va pas en droiture; & qu'une Montagne n'eſt acceſſible que par l'endroit le plus eſcarpé? Peut-être que ſans ces bruïans Conſeillers, il ne ſeroit pas impoſſible de con-

fois le trône à celle de Brunſwick. De-là il ſemble à bien des gens, que les deux Couronnes, unies auſſi étroitement qu'elles ſont, auroient pu ſe ſervir du Prince Stuard, en la derniere guerre, d'une maniere plus avantageuſe que celle qu'elles ont ſuivie. Et en effet, quand les peines, qu'elles ſe ſont données pour lui, auroient eu le plus heureux ſuccès, quel en auroit été le fruit pour elles? Il ſeroit abſurde de croire, qu'elles eſpéreront, qu'il ſepareroit le Royaume d'Ecoſſe de celui d'Angleterre. Les forces & les reſſources de ce dernier ſont ſi ſuperieures à celles de l'autre, que l'Hiſtoire du temps où chacun d'eux avoit ſes Rois, ne fournit point de guerre qui n'ait été promptement décidée au deſavantage du premier. Mais, ſi le Prince Edouard oſa ſe flater de ſe les aſſujettir tous deux, & l'un par l'autre, qu'en pouvoit-il revenir aux Puiſſances ſes protectrices? L'avantage d'une faction oppoſée à la Cour ſeroit paſſé à leurs ennemis, autant, que le nouveau Roi ſe fût tenu dans leur alliance; & il auroit été pour elles un ennemi d'autant plus redoutable, lorſqu'il ſe ſeroit déclaré contr'elles, (ainſi que tôt ou tard il y eut été obligé) qu'il auroit pu réünir, au moins pour quelque tems, les deux Partis.

Si les deux Couronnes n'ont eu en vuë que de mettre l'Angleterre aux priſes avec

elle-même, pour le tems qu'une diverſion leur étoit utile, elles n'ont pas moins agi, ce ſemble, contre leurs veritables intérêts. Les tems ſont bien changés pour le Pretendant depuis vingt cinq à trente ans. La Loi de la Succeſſion en ligne directe avoit, ſous George I, une multitude de Partiſans, qu'elle n'a plus ſous George ſecond. Le Parti Jacobite eſt preſque anéanti. Riſquer un éclat, qui devoit l'affoiblir encore, en lui enlevant une partie de ſes chefs, & lui rendant la plûpart des autres inutiles, c'étoit l'expoſer à s'éteindre entiérement.

C'eſt préſumer beaucoup de ſa force, que de le croire égal à celui que pouvoient faire en France les Hûguenots au commencement de ce ſiécle. Cependant, aucun des Ennemis de Louis XIV. ne s'eſt fait honneur de la levée de bouclier des Camiſards. Perſonne n'a voulu être reconnu pour l'avoir menagée. Pourquoi cela? C'eſt qu'elle n'a ſervi qu'à rendre plus odieux, qu'à faire ſuivre de plus près, ceux qui furent ſoupçonnés d'y être entrés, qu'à faire perir ceux qui étoient convaincus de l'avoir ſoutenue, qu'à juſtifier la Perſécution de ceux qu'on jugea ſe reſerver pour une meilleure occaſion, qu'à mettre dans ſon jour la foibleſſe d'un Parti, qui auroit toujours allarmé le gouvernement, tant qu'il eut laiſſé l'o-

l'opinion publique faire l'estime de ses forces.

Après les Conversions forcées, qui suivirent la Révocation de l'Edit de Nantes, on ne pouvoit pas rendre à la France un plus grand service, que d'éprouver les Catholiques, que les Dragonnades lui avoient acquis. Une Révolte lui montroit ceux dont elle devoit se defier, & ceux sur qui elle pouvoit compter. En lui découvrant tout le mal, elle la mettoit en état d'en couper jusqu'à la racine.

La Politique d'Auguste & d'Antoine, est le Modele de celle des Princes intéressés à ruiner un puissant Parti. On soupçonna ces deux Rivaux d'être d'intelligence dans le Soulevement de Pérouse; & on ne se trompa point. Il étoit le moyen le plus sûr pour affermir leur Usurpation, & se délivrer, sans retour, de la crainte des Romains, qui avoient survécu à la République.

PHILIPPE II. auroit garanti l'Espagne, de la Perte de huit cens mille Familles, & son fils de la honte de les chasser, s'il eut employé contre les Maures la malicieuse Manœuvre qu'il mit en usage pour se rendre absolu dans les deux Castilles. En excitant sous main les Chefs à se soulever, il se donnoit le Droit de les proscrire. L'Esprit de Parti périssoit avec

avec eux. La Génération suivante n'auroit eu qu'une idée confuse des murmures impuissans de ses peres : effrayée de leur châtiment, elle n'auroit pas jugé possible ce qu'ils avoient tenté sans succès, & elle auroit fait joug à l'autorité. Jusqu'à-ce que de nouveaux troubles aient fait connoitre aux Princes d'Orange les Republiquains rigoristes, que leur foiblesse tient dans le silence, leur Stathouderat ne sera qu'une dignité chancelante. Ils devront l'établissement de leur Souveraineté à l'Ennemi qui mettra en jeu les ressorts capables de la renverser. A la circonstance près, que sans doute il auroit choisie plus favorable, GEORGE II. ne pouvoit rien souhaiter de plus avantageux pour sa Maison, qu'un Eclat des Jacobites en faveur du Prétendant. Il avoit à se reprocher d'avoir laissé ce Parti recouvrer des forces dans l'obscurité & l'inaction, & de ne lui avoir pas donné lui même jour à de nouvelles espérances. C'est un bon Office que les deux Couronnes lui ont rendu.

Le Cardinal de Richelieu a appris à ses Successeurs, quelle est la Diversion qu'ils doivent ménager à la France en Angleterre. Peu lui importe du Nom des Rois de la Grande-Bretagne. Elle n'a intérêt qu'à leur donner chez eux assez d'embarras, pour qu'ils ne soient pas tentés

tés d'entrer dans les Affaires des autres. Or, il s'en faut beaucoup que ceux, dont elle peut se servir, pour brouiller en Angleterre, soient tous Jacobites. Peut-être le plus grand nombre seroit-il prêt à verser son sang pour empêcher le Rétablissement des Princes Stuarts. C'est donc se priver de leurs services, que de se mettre en avant. Ennemis du Ministere, ils emploieront volontiers à lui rompre ses mesures, à le décrier, à le rendre odieux aux Peuples: mais, ils auront horreur de changer le Gouvernement. Ainsi que, dans l'ancienne Rome, Lucullus, Hortensius, & ceux de leur Parti, que des inrérêts particuliers portoient à contrecarrer Pompée en tout, n'en étoient pas mons opposés à Cesar: ceux qu'à Londres on nomme *Toris*, pour déclamer contre la Maison de Hanovre, ne sont pas Serviteurs de celle de Stuard. Dès qu'il ne s'agit que de brouiller en Angleterre, dix Membres des Communes bien choisis & bien entretenus, avec deux ou trois Pairs accrédités dans la Chambre haute, serviront plus utilement les deux Couronnes, que vingt mille Montagnards d'Ecosse & autant d'Irlandois, sous les Drapeaux du Prétendant. Les Jacobites, répandus dans l'Ile, se mêlant aux Toris, d'avec qui on ne les distinguera pas, feront fermenter le levain

dans

dans les Provinces: ils s'accoutumeront à venger leur Prince, & perdront peu à peu cette envie indiscrete de le rétablir par des voyes impraticables.

C'est un malheur, pour les Princes Stuards, d'être obsedez de gens plus empressés à flater, que capables de régler leurs espérances. Cette poignée de fideles sujets, attachés à leur fortune, ne voit qu'à travers sa prévention. Familiarisés avec des Imaginations & des souhaits que leur zele leur inspira, ils les prennent pour des réalités. Ils jureroient, que leurs dispositions sont celles de la Nation. Leurs yeux, accoutumés aux cérémonies de l'Eglise Romaine, leurs esprits heureusement imbus des dogmes de la véritable Religion, ils ne conçoivent pas, que l'objet de leur respect puisse en être un d'horreur à leurs compatriotes; & ils s'obstinent à promettre, d'un ton d'inspirez, une Révolution, que tout homme, qui envisage d'un œil desintéressé l'état présent de la Grande Bretagne, croit absolument impossible.

On convient, que la Faction de Lancastre se releva de plus bas que n'est encore le Parti Jacobite, qu'il avoit coulé bien plus du sang de ses Partisans, lorsque HENRI VII. la trouva assez puissante pour le mettre sur le Trône. Mais, outre que ce Prince dut à la haine d'un Ty-

ran

ran exécrable, de lui avoir préparé les voyes de ſon retour, la Religion n'étoit point de part dans la querelle des deux Maiſons. Remué par quelques chefs, le Peuple s'étoit paſſionné, ſelon l'impreſſion que leur donnoient des intérêts perſonnels. Il auroit eu peine à rendre raiſon de ſon animoſité contre le foible Henri VI. & ſon fils: ſa haine pour la Maiſon de Lancaſtre devoit donc tôt ou tard rencontrer ſa fin dans ſon inconſtance naturelle. Il n'eſt pas beſoin d'entrer dans un parallele de détail, pour ſentir la différence des temps d'alors à celui d'à preſent.

Qu'on ſe rappelle ſeulement Jaques II. à la tête d'une Armée, prêt à diſputer ſa Couronne à ſon gendre, qui venoit aidé de troupes étrangeres pour la lui enlever. L'Hiſtoire offre-t-elle quelque Tyran qui ait éprouvé un abandon auſſi entier, que celui où ſe trouva ce bon Roi? Quand il revient pour arracher ſa fille du trône dont elle l'avoit fait deſcendre, à peine il compte cent Anglois dans ſon camp. Londres n'eſt que curieuſe ſur ce qui le touche; & dans une ſecouſſe, qui renverſe ſes loix fondamentales, qui ébranle la conſtitution de la Monarchie, l'Angleterre ne donne aucun ſigne d'agitation. Après lui, ſon fils ſe préſente. On ne lui diſpu-

te

te plus ſes Droits : on ne lui impute point les fautes du Roi ſon pere : la Religion eſt tout ce qu'on leur voit de commun ; & elle ſuffit pour leur faire un même ſort. A-t-on jamais vu, que dans ce ſiecle, un Uſurpateur échouër dans le deſſein de rendre une Couronne au légitime héritier ? La Reine Anne ne croioit point que les ſuffrages de la Nation Angloiſe lui euſſent donné d'autres titres au trône que celui de Poſſeſſion : elle travailla, dans les dernieres années de ſa vie, à caſſer l'Acte de ſucceſſion, qui eſt maintenant une Loi ; & elle mourut ſans y avoir pu réüſſir. Le Prétendant eut le chagrin de ne tirer aucun avantage de ſa mort. Il étoit naturel d'eſperer, que la grandeur du ſaut de la Maiſon Stuard à celle de Hannovre, effrayeroit une partie de ceux, qui, dans le lointain où ils le voyoient, s'y étoient engagés : la Religion ferma les yeux aux plus timides ; & tout le Monde le franchit.

En vain le Prince Edouard ſe flatera, que les moyens qui n'ont réüſſi ni à ſon pere, ni à ſon ayeul, le conduiront au but qu'ils ont manqué. Qu'il compare ſes reſſources aux leurs ; & il reconnoitra, qu'il doit, ou ſe reſigner à la vie privée, ou prendre, pour aller au trône, une autre route que celle qu'ils ont ſuivie. L'Irlande étoit preſque toute Catholique. Ja-

ques

convaincre le Prince Edouard, qu'il pouroit obtenir du Roi d'Eſpagne la Vice-Royauté de Majorque, à tels titres qu'il conviendroit à ſa naiſſance; à telles conditions qu'un traité public devroit paroître ajouter à celle de nettoyer les Mers des Corſaires de Barbarie. Majorque & ſon port une fois bien fortifiés, c'eſt à peu près l'occaſion perdue recouvrée; le tems ameneroit les autres circonſtances.

L'achat à pur & à plein du Marquiſat d'Oran ſouffre beaucoup moins de difficulté. La Cour de Londres ne feroit point reçue à pretendre que ce petit morceau de l'Afrique n'eſt pas un point de longitude à fixer pour ſon ennemi; &, en depit de ſes eſcadres, le Prince Edouard y feroit paſſer ſes Irlandois. Les Algeriens ne tiendroient point contre l'eſperance, dont on les flateroit, de leur remettre un jour cette petite Souveraineté. On en acheteroit leur rupture avec les deux Puiſſances Maritimes, & leur reſpect pour le Pavillon d'Eſpagne. La condition, à laquelle la ceſſion d'Oran ſeroit attachée, en feroit de chauds alliés. L'achat de mille à douze cent Negres, Creoles des Colonies Françoiſes, fonderoit la Marine du nouveau Marquis. Peut-être que du Marquiſat au Royaume d'Irlande, la route ſeroit encore moins longue, que de Corſe ou de Majorque.

Au reſte, un Prince, né pour le trône, eſt hors de ſa place partout ailleurs. Il eſt cenſé ne rien faire, tant qu'il ne fait rien pour rentrer dans ſes Droits; & le rôle d'Avanturier eſt le ſeul qui lui convienne, lorſqu'il n'en eſt point d'autre également favorable à ſa juſte ambition. Les Rois d'Eſpagne ont bien pu être reduits à traiter avec une poignée de leurs ſujets rebelles. Les Hollandois ont bien pu changer leurs Barques pour la pêche en Vaiſſeaux du premier rang; devenir les Maitres d'une multitude de Rois de l'Aſie, & les Alliés des plus grandes Puiſſances de l'Europe. Le Prince Edouard à des reſſources, que ces derniers n'eurent jamais: ſa naiſſance le mêt à portée d'un Accommodement avec ſes Ennemis, auſſitôt qu'il ſe rendra redoutable à eux. Il en obtiendra tout par cette voie: mais, il n'en aura jamais rien par aucune autre.

Tant que la Marine des deux Couronnes ne ſera pas ſuperieure à celle des Anglois & des Hollandois enſemble, que Minorque & Gibraltar ne ſeront point à leurs véritables maitres, que Dunkerque ne ſera point relevé de l'état où l'a mis le traité d'Utrecht; les Deſcentes en Angleterre & en Irlande ſeront toujours infructueuſes. Leur ſuccès dépend de la ſurpriſe, qui doit être complete; & il eſt ſi difficile que les préparatifs n'en trahiſſent

ſent point le ſecret, tandis que l'ennemi eſt ſi bien poſté pour être informé de tout, qu'il y a de la temerité à l'eſperer. C'eſt un de ces prodiges qui deviennent impoſſibles, par cela même qu'ils ſont arrivés une fois. Le moyen d'ailleurs, que, dans un ſi long trajet, aucun accident ne vienne déconcerter les meſures? On ne conçoit pas le Negociateur du Traité de Vienne en 1725. Unir les forces de l'Allemagne & de Ruſſie à celles d'Eſpagne, pour donner un Roi à l'Angleterre malgré elle, malgré la France, la Hollande, la Suede & le Dannemarc, paroit un projet tout à fait digne d'un Politique de Barbarie. *

CHAPITRE VIII.

Du Miniſtere du Cardinal de Fleuri.

SI, lors de la Criſe que le Teſtament de l'Empereur Charles VI, connu ſous le Nom de *Pragmatique Sanction*, a du faire eſſuïer à l'Europe, la France avoit eu

* Le Duc de Ripperda, qui negocia ce Traité, étant tombé dans la Diſgrace de Philippe V., ſe retira à Maroc, où il ſe flatoit de trouver le rang qu'il avoit eu en Eſpagne.

eu un Cardinal de Richelieu pour Miniſtre; ou la Maiſon d'Autriche ne ſubſiſteroit plus que dans l'Hiſtoire, ou, miſe au niveau des autres Maiſons Souveraines, elle ſeroit hors d'état de plus entrer en Rivalité avec celle de Bourbon. La Pragmatique elle-même devenoit, entre les mains d'un pareil Miniſtre, l'Inſtrument victorieux de ce grand Ouvrage: & Charles VI. auroit trouvé l'anéantiſſement de ſa Maiſon, dans l'Acte qu'il croïoit en devoir aſſurer la Puiſſance.

Sans empreſſement pour la fin d'une guerre, que la longue tranquilité dont le Royaume avoit joui lui rendoit auſſi utile, qu'elle lui étoit glorieuſe, un Cardinal de Richelieu auroit été ſourd aux inſtances de l'Empereur pour la garantie de ſa Pragmatique. Certain, que l'injuſtice de cet arrangement fondoit les Princes, qui l'avoient agréé par une complaiſance forcée, a reclamer un jour les Droits qu'il leur enlevoit, il auroit maintenu précieuſement le Roi ſon Maître, dans l'indeciſion & l'impartialité, qui lui reſervoit tout le fruit de cette grande querelle, en lui en aſſurant l'arbitrage.

Ferme à n'admettre dans le Traité de Paix de 1736. aucun Article étranger à la Guerre qu'il devoit terminer, il eut fait ſon unique objet des pretentions des Princes Eſpagnols, & de l'injure du Roi Staniſlas; & auroit tellement menagé l'é-

l'équivalent promis à ce dernier, qu'en même tems que le Royaume y eut gagné de s'accroitre d'un pays plus important que la Lorraine, la Maiſon de Bourbon y auroit trouvé l'entiere extirpation de la Puiſſance Autrichienne en Italie. Dès lors, n'ayant plus de diſtraction à craindre de ce côté, il ſe ſeroit preparé à peſer de toutes ſes forces dans la Balance qu'il alloit tenir; &, maitre d'arrêter ou d'entretenir, de ſouffler ou d'éteindre, le Feu qui ne pouvoit manquer de s'allumer dans l'Empire, il auroit dirigé l'Incendie, de maniere à y faire périr tout ce qu'il n'eut pas été avantageux à la France d'en ſauver. Telle auroit été à peu près la Conduite d'un Richelieu.

Il falloit que le Cardinal de Fleury mourut, pour deſabuſer la France de l'inſoutenable Parallele, qu'elle n'avoit pas honte de faire, entre le Miniſtre de Louis XV. & celui de Louis XIII. Sans aucune des qualités que l'Europe admira juſtement dans celui-ci, celui-là, s'étoit fait, parmi les François, une Réputation pour le moins égale. C'étoit l'ouvrage d'un manege adroit, qui, laiſſant toujours apprehender, à ceux qui le vouloient aprofondir, de ne pouvoir percer au de-là de l'écorce, les faiſoient lui ſuppoſer en tout des motifs ſecrets, & des raffinemens capables de changer aux fautes leur Nature; & preſumer

d'autant plus d'art & d'habileté dans sa conduite, qu'elle sembloit moins en receler.

Apeine sa Mort eut depouillé sa Politique des petites finesses dont il la masquoit; à peine lui eut-elle ôté cet air de mistere à travers lequel elle gagnoit tant d'être vûe, que sa fausseté frappa ses plus opiniatres Admirateurs. Ils ne virent plus, dans ce Ministere si vanté, qu'un enchainement de fautes énormes, & toutes consequentes l'une à l'autre. L'acquisition de la Lorraine, qu'ils étoient accoutumés de regarder comme un chef-d'œuvre, ne leur parut plus que le moindre fruit qu'on étoit en Droit d'attendre des grands succès de la Guerre. Le funeste Traité de Vienne fut qualifié selon son merite; & les fautes, qui déja en avoient coûté, n'en faisant pas envisager de moindres, tant que son influence dureroit, on mepriſa le Ministre autant que déja il étoit haï; & son Ministere devint aussi odieux qu'il avoit été funeste.

Le Cardinal de Fleury étoit un Ministre incomparable pour un Etat mediocre. Esprit doux & modéré, il auroit fixé son Prince à ses véritables maximes; & rompant les voies à l'Ambition, qui l'auroit mis en peril, il lui eut fait aimer la Paix, où l'Intérêt constant des petites Etats est de se maintenir. Esprit d'ordre & de détail, capable de la plus grande application, &

des

des discussions les plus penibles, il eut reglé l'interieur de l'Etat; &, par une exacte œconomie, fortifié une Puissance qu'il ne devoit pas tenter d'accroitre. Mais, ces qualités, qui l'auroient rendu illustre s'il eut été mis en sa place, le rendoient absolument inapte au Poste éclatant qu'il a occupé. Elles y changeoient de nom & de nature.

La douceur & la moderation d'esprit sont des vertus de Citoïen, vices d'un grand Ministre. Dans un homme à la tête des Affaires d'une puissante Monarchie, la hardiesse & l'étenduë de genie sont les premieres qualités. Un esprit doux & moderé est la même chose que timide & borné: il embrasse peu, & il craint toujours d'avoir embrassé trop. Sa vuë ne porte loin que sur les difficultés d'un Projet; & ses defiances resserrent ses pretentions, ainsi que ses espérances. Un esprit d'ordre & de détail est celui d'un subalterne. Il suit bien le plan qu'il a sous les yeux: mais, tout-à-fait incapable de le corriger ou de l'étendre, bien moins encore de le refondre ou de s'en faire un autre selon les évenemens, il est aussi embarrassé d'un excès de bonne fortune qu'il n'a pas esperé, que d'une suite de disgraces qu'il n'a pas attendue.

Le besoin, que la France avoit de la paix, lorsque le Cardinal de Fleuri fut appellé au Ministere, demandoit un

Ministre incapable de conduire une guerre; & de ce côté il étoit l'homme qu'il lui falloit; car, il est bien difficile de se refuser à ses talens, quand on est en passe de les faire valoir. Mais l'état, où les Ducs d'Orleans & de Bourbon avoient laissé le Royaume, vouloit un Ministre, dont le caractere pacifique, ne fut fondé que sur la superiorité de son genie pour la paix; & ce n'étoit point du tout là le Cardinal de Fleuri. Le Ministre, dont la France avoit besoin, devoit être une de ces têtes formées pour gouverner les Etats, où la prudence est un don de la Nature, que l'usage & l'expetience des Affaires ne fait que developer; un de ces esprits créateurs, qu'une pénétration sans bornes rend maîtres du sujet qu'ils ont à manier, & fait aller au-delà des modeles laissés par leurs prédécesseurs tracer des regles pour ceux qui viendront après eux. Le Cardinal, au contraire, étoit une ame de trempe commune, asservie à la méthode & à la regularité, n'ayant rien que par acquisition, & prevenu que tout vient par cette voie: comptant une grande routine, & l'attention aux plus retites choses, pour la souveraine perfection; & ne mettant que dans le titre, la difference qui est entre un grand Ministre, & un ancien Commis des Bureaux du Ministere.

Après le Renversement du Systeme de Laws,

Laws, qui, prudemment conduit, auroit rendu à la France ſon embonpoint; l'Argent redevint l'unique inſtrument du Commerce; & toute la manœuvre du Duc Regent ne fut plus qu'un pur eſcamotage, qui deplaçoit le mal qu'il avoit tenté de chaſſer. C'étoit la cure d'un Empirique, qui jette la maigreur du viſage ſur les membres, & répand dans tout le corps les humeurs dont la tête étoit embaraſſée. L'Argent du Peuple vint au Roi; le vuide des coffres de l'Epargne paſſa dans les bourſes des particuliers: l'Etat reſta toujours languiſſant, & le Duc de Bourbon le remit à peine de l'ébranlement qu'il venoit de ſouffrir.

Il en eſt du Corps politique, ainſi que du naturel, où une perte de ſubſtance ne ſauroit ſe réparer par le regime. Il étoit ſorti de France des ſommes immenſes, que la guerre avoit portées en Eſpagne, en Italie, en Allemagne, & en Flandre. L'Anéantiſſement où ſa Marine étoit tombé, avoit reduit à fort peu de choſe la part des François aux richeſſes qui étoient paſſées d'Amerique en Europe. Son Commerce s'étoit affoibli, & les impôts avoient toujours augmenté. L'Epuiſement étoit réel; & on ne l'en pouvoit relever, qu'en ouvrant de nouvelles ſources, qui donnaſſent au Royaume autant qu'il avoit perdu; ou en élargiſſent les canaux, par où tant d'or &

d'argent égaré pouvoit revenir. C'étoit ce qu'on attendoit du Cardinal de Fleuri.

Mais, ce Miniſtre ne voioit pas les choſes du même œil. Il traita les Finances comme ſi elles n'avoient été que dérangées. Il attribua leur déperiſſement à des diſſipations: il crut que les deniers publics étoient éparpillés dans le Royaume, qu'il ne s'agiſſoit que de les ramaſſer; &, ne portant pas ſes vûës plus loin que l'Adminiſtration, il ne chercha que dans ſon œconomie les moyens d'enrichir le Roi. Il corrigea quelques abus, pourvût à pluſieurs inconveniens; &, par une attention extraordinaire à de très petites choſes, procura de gros gains aux Coffres de l'Epargne. Mais, en deſcendant aux moindres détails, il perdit de vûe les grands objets. On ne vit ſe former aucun de ce Etabliſſemens, qui font la Richeſſe des Peuples, & les plus belles époques d'un Regne glorieux.

La Nobleſſe, qu'on devoit laiſſer pendant la paix ſe remettre des dépenſes de la guerre, qui manquent rarement d'entamer ſon patrimoine, eſſuïa de rigoureuſes reformes, qui, en la reduiſant au revenu de ſes terres, lui cauſerent autant d'incommodité que de dégoût. La Marine, cette branche principale des forces, cette ſource naturelle de l'opulence d'un Etat qui touche à deux Mers, fut imprudemment ſacrifiée à l'eſprit d'œ-

d'œconomie ; & l'eſprit de moderation ſe plût à croire, que l'Amitié des Puiſſances Maritimes ſeroit la récompenſe d'un ſacrifice, qui devoit enhardir leurs mépris. Le Commerce demeura toujours géné & reſſerré par les Privileges excluſifs de la Compagnie des Indes: ni l'Exemple de la Hollande & de l'Angleterre, ni les Remontrances des plus habiles Négocians du Royaume, n'ouvrirent pas les yeux ſur le préjudice que portoient à l'Etat des Encouragemens, qui pouvoient, étant bien entendus, lui être de la plus grande utilité. Les Hommes, qu'un Colbert auroit été chercher dans le fond des Provinces ; ceux, qui avoient le Génie du Commerce, négligés, rebutés, vexés même par le Miniſtre, furent obligés d'aller chez les étrangers, juſqu'en Ruſſie & en Turquie, faire ſervir leurs talens à leur Fortune. Enfin, les Impôts, qui devoient être en proportion avec la quantité d'or & d'argent qui étoit dans le Royaume, furent réglés ſur celle qui paſſoit annuellement des trois autres parties du Monde en Europe ; & ils vinrent aux Coffres de l'Epargne par la voye ordinaire ; par cette voye ſi décriée, qui en abſorbe la meilleure partie.

De-là ces plaintes & ces gémiſſemens des Peuples, pendant tout le Miniſtere du Cardinal de Fleuri. Semblable à un ma-

Maladé abandonné à la Nature, le Royaume dût se relever de lui-même de son épuisement, & se tirer de sa langueur. Il lui fallut remplacer peu à peu, de ses gains ordinaires, vingt ans de pertes infiniment plus grandes qu'eux. Le Duc Régent délivra le Roi des Dettes de Louis XIV: peut-être, qu'encore à présent, les Ministres travaillent à en remettre le Royaume.

Si le Cardinal de Fleuri fut trop au large, & trouva à s'égarer dans le cercle étroit où la paix lui permettoit de se tenir renfermé; ce fut bien autre chose lorsque la guerre le força d'entrer dans une plus vaste carriere. Il n'y eut que des yeux fascinés, qui le méconnussent pour tel qu'il a été jugé après sa mort. Sa Politique, par rapport à cette partie du Gouvernement, ne pouvoit être le fruit de son Experience. Elle n'étoit point celui de son Génie. Il se la forma par ses lectures. La difference des temps & des circonstances, fait une infinité d'exceptions aux regles les plus générales, que les Politiques de Livres ont établies. Il ne les en adopta pas moins toutes: & c'est à quoi on doit rapporter cette incertitude & cet embarras, qu'on honoroit du nom de prévoyance, quand il eut à faire l'application de quelqu'un de ses principes. Ce lui fut une confusion de nuances à demêler, dans laquelle il

se

se perdit. Semblable à un homme qui voudroit accommoder un Habillement du siecle passé, à chacune des modes qui paroissent successivement en celui-ci, il gata de plus en plus des Maximes assez bonnes par elles-mêmes, & fit de sa Conduite un tout, qui n'eut rien de suivi, que son contraste perpétuel avec les intérêts actuels du Roi son maître. On trouve dans son Caractere, & dans ce mauvais fond de Politique, la source de toutes ses fautes. Qu'on le suive depuis 1735 jusqu'à sa mort.

Sur ce viel Axiome de Politique écrite : *Quand deux Princes, issus d'une même tige, sont à peu près égaux en Puissance & voisins, la jalousie & l'inimitié deviennent plus fortes entr'eux, qu'entre des étrangers*; il se prévint de la nécessité d'abaisser la Puissance de l'Espagne, ou du moins de l'empêcher de s'accroitre. Il mesura les intérêts de la France, par rapport à elle, sur ceux de Louis XI. avec la Branche de Bourgogne; &, sans considerer, que, dans un siecle d'ici, les établissemens des Princes Espagnols en Italie, ne tiendront pas plus à une branche de la Maison de Bourbon qu'à l'autre, il se fit une Maxime de les reduire au plus petit pié qu'il se pourroit.

Les Hauteurs & les Caprices du Comte de Sinzendorf, ayant fait prendre aux deux Puissances Maritimes, l'étrange

Parti

Parti de laiſſer l'Empereur ſoutenir ſeul une guerre qui le devoit accabler: après les deux victoires en Italie, & la priſe de Philipsbourg, la Maiſon de Bourbon avoit en main l'occaſion de reparer le tort que le Traité d'Utrecht lui fit, & de ſe relever avec gloire des ceſſions que les malheurs d'une longue Guerre lui avoient extorquées. L'Empire, ouvert de toutes parts, ne demandoit qu'à recouvrer ſa frontiere aux dépens de l'Empereur, qui la lui avoit fait perdre. Les Puiſſances d'Italie ne ſouhaitoient rien avec plus d'ardeur, que de partager entr'elles les Etats d'un hôte d'ailleurs incommode, & dont les intérêts nombreux, commettoient ſouvent leur tranquillité. Se remettre dans leur ancienne indépence, établir entr'elles un équilibre; c'étoit tout ce qu'elles vouloient. L'Empereur avoit déja perdu tout ce qu'on lui pouvoit enlever de ce côté; &, ſans une prompte paix, cette perte pouvoit n'être bientôt que la moindre des ſiennes. Il étoit trop tard pour les Anglois de venir à ſon ſecours: les Hollandois n'en étoient ſeulement pas tentés. Qui le tira de ce mauvais pas?

Le Cardinal de Fleuri, en commençant la guerre, s'étoit propoſé l'acquiſition de la Loraine, & il ne s'étoit propoſé que cela. C'étoit ſon plan; il le ſuivit. Il n'avoit pas compté ſur des ſuccès

ſuccès auſſi rapides, ſur des victoires auſſi déciſives en Italie: elles furent pour lui comme non avenuës. Son eſprit d'ordre ne lui permettoit pas de ſaiſir rien hors de ſon plan; & ſon eſprit de modération l'empêchoit d'en faire un autre plus vaſte. Les Conquêtes l'embarraſſoient; il les abandonna: cela étoit dans ſon caractere. Si le Roi ſon maître avoit ſoutenu les Princes Eſpagnols dans toutes leurs juſtes Prétentions, ils devenoient puiſſans; & un des grands principes de ſa Politique étoit de le mettre en défiance de leur Accroiſſement.

Ainſi, l'Empereur fut laiſſé le maître de ſon Traité, pourvu que la réünion de la Lorraine à la Couronne de France en fût le principal Article. Il eut la paix, en faiſant agréer au pere de ſes héritiers, qu'on lui donnât trente-deux millions, pour païer ſes dettes; &, en obtenant de lui, qu'il reçut en échange d'un petit païs, foible, très mal ſitué, où il n'étoit Souverain que de nom, & qui n'ôtoit ni n'ajoutoit rien à la Puiſſance Imperiale, à quelque maître qu'il appartint; un état riche, floriſſant, de Souveraineté entiere, que ſa ſituation rend extrémement conſiderable, & qui étoit autant de dérobé aux ennemis de ſa Maiſon.

Le Cardinal joua indignement les alliés du Roi ſon Maître; lui aliena, ſans retour, l'affection d'un voiſin, dont l'inimitié

inimitié étoit la chose du monde qu'il devoit prevenir avec plus de soin: il lui fit prendre des engagemens opposés à ses propres intérêts, contraires à ceux de ses alliés, injurieux à sa gloire: il lui fit manquer de mettre, dans sa Maison, des états qui passerent à ses ennemis; d'en unir * d'autres à son Royaume, qui demeurerent à un dangereux voisin. Enfin, il lui enleva l'occasion unique d'anéantir une puissance toujours rivale de la sienne, & d'assurer à l'Europe une paix éternelle, en s'en établissant l'arbitre.... Tout celà, pour se faire le mérite de lui avoir acquis un petit païs, dont à la propriété près, il étoit aussi maître, que d'aucune Province de son Royaume; & dont une Politique plus saine, lui rendoit l'Acquisition infaillible à quelques années de-là.

La Mort de Charles VI. ayant ouvert la Scene à laquelle l'Europe avoit eu plus de vingt ans à se préparer, le Cardinal y parut aussi déconcerté, que s'il n'avoit pas pu la prévoir. C'étoit une suite toute naturelle de l'absurde Traité de 1736., dont les contradictions se mettoient absolument hors de mesure. Il lui falloit opter entre tenir la garantie de la Pragmatique, ou se déclarer contr'elle, après l'avoir jurée. L'un étoit

* Voyez Chap XI.

toit honteux, l'autre étoit impoſſible; ou il commettroit la gloire du Roi, ou il choqueroit inutilement ſes plus précieux intérêts; & lequel des deux partis qu'il prît, il y perdoit ſurement ſa propre Réputation.

Dans cette embarraſſante conjoncture, qui, à moins d'une prompte reſolution, lui devenoit encore plus facheuſe, il ne ſe démentit point de ſon caractere. Retenu par ſa timidité de ſe mettre hors d'état de pouvoir reculer, il fit ſa reſſource du tems, le refuge ordinaire des petits eſprits. Eſperant du hazard ce qu'il n'oſoit attendre de ſa prudence, il ſe flata qu'il lui naîtroit quelque incident, dont on feroit honneur à ſa Politique; &, maſquant ſon ignorante irreſolution, d'un amour de la paix tout-à-fait hors de ſaiſon, il offrit le Roi ſon maître pour pacificateur d'une querelle, qu'en aidant aux combattans à s'épuiſer, il auroit enſuite décidée en maître.

La fortune ne ſeconda point cette pitoïable manœuvre. Au contraire, chaque nouvel incident accrût ſon embarras & ſon incertitude. L'Eſpagne lui demanda le paſſage par le Rouſſillon & la Provence, pour les troupes qu'elle envoïoit en Italie. Grande Conſultation! S'il l'accordoit, il ſortoit du perſonnage qu'il avoit pris: s'il le refuſoit, il ſe ren-

doit le perſonnage oppoſé plus difficile à prendre, plus dangereux à ſoutenir. Dans le premier cas les Princes Eſpagnols renverſoient infailliblement la Pragmatique, & il devenoit leur complice. Dans le ſecond, la Reine de Hongrie étoit preſervée d'une diverſion, qui aſſuroit ſon inferiorité en Allemagne, où au contraire elle ſeroit ſupérieure, ſi ſes forces étoient unies; & ce n'étoit qu'en Allemagne qu'il auroit à la combattre, lorſqu'il ſe déclareroit contr'elle.

Enfin, il ſe détermina, ſelon ſes principes & ſon caractere. Les troupes Eſpagnoles durent retourner, attendre qu'il ſe fut decidé à leur laiſſer prendre la route de terre, ou qu'on eut fait, dans les ports de Catalogne, les apprêts de leur tranſport. Les Anglois eurent le tems de venir couper la voie de la mer. Le Roi de Sardaigne eut le loiſir de fermer les paſſages des Alpes. L'Italie fut preſervée de l'orage; la Reine de Hongrie de la diverſion: &, après avoir ruiné les affaires du Roi ſon maître & celles de ſes alliés, par ſon eſprit doux & moderé, lorſque cet habile Miniſtre voulut entrer en action, il ſe trouva en tête un ennemi qui l'obligeoit à des efforts, que ſon eſprit d'ordre & d'œconomie ne lui permettoit pas de hazarder.

C'eſt le même homme, encore mieux developé, dans la guerre de l'Eſpagne con-

contre l'Angleterre. Sa conduite, impénétrable à quiconque y cherche des vûes profondes, & veut y trouver de la prudence, n'offre à des yeux déprevenus, que l'expreſſion toute ſimple de ſes foibleſſes & de ſon incapacité. Jamais il ne ſe preſentera d'occaſion auſſi favorable de reprimer l'Anglois, & d'humilier ſon orgueil. Les Hollandois, prévenus que la guerre ſeroit toujours défenſive de la part de l'Eſpagne, n'auroient pris aucun ombrage des puiſſans ſecours que la France lui eut donnés. L'Anéantiſſement de la Marine des deux Couronnes les auroit tranquiliſés ſur leurs communs efforts: elles ſeroient arrivées à la ſupériorité ſur les *Maîtres de la Mer*, avant qu'on ſe fût apperçu qu'elles puſſent parvenir à l'égalité. Mais, il falloit avoüer que c'étoit une faute d'avoir laiſſé tomber la Marine; & le Cardinal croioit, que la Réputation de grand Miniſtre, qu'il s'étoit faite, importoit plus à l'Etat, que les fruits d'un aveu, dont elle auroit ſouffert. Partagé entre la néceſſité de ſecourir l'Eſpagne, & le deſir d'éviter la dépenſe dont ſeroit le ſecours, il n'oſe ſe déterminer pour l'un ou l'autre parti, & s'imagine faire merveilles, de ſe tenir également à portée de tous deux. Il ſait que deux Eſcadres ont fait voile des ports d'Angleterre, pour aller attaquer les établiſſemens Eſpagnols des deux

Mers; &, en même temps qu'il begaie à la Cour de Londres, que le Roi son maître ne souffrira pas que les Anglois fassent des Conquêtes dans le nouveau Monde, il s'épuise à prouver, qu'il se tient dans la plus exacte neutralité. La prise de *Porto-bello* l'irrite: il renouvelle ses monitions; & l'Escadre Angloise n'en cingle pas moins vers Carthagene. Si cette clé des Indes Espagnoles avoit passé dans les mains des Anglois, il n'y a point à douter, qu'après avoir donné à deviner qu'il l'avoit prévu, il n'eut dissuadé le Roi de prendre part à une Guerre dont il ne retireroit point les frais. C'est l'Avis qu'il donna lors de la premiere catastrophe de sa Guerre Auxiliaire d'Allemagne.

Il a vécu trop long-temps pour les alliés de la France, & il est mort à propos pour elle. Peu touché de sa gloire, insensible à leurs périls, il ignora souvent leurs communs intérêts, & les sacrifia toujours à ses goûts, ou à sa prévention. Il mérita d'être haï du Roi son maître, dont ses fautes ont rendu le Regne plus difficile; & il doit de n'en être que méprisé, à l'honneur qu'il lui a laissé de les réparer.

CHA-

CHAPITRE IX.

De la Pragmatique-Sanction de l'Empereur CHARLES VI. *Si elle a été ce qu'il pouvoit faire de plus avantageux à son héritiere.*

LA destinée si differente du Testament de l'Empereur Charles VI, & de celui du Roi d'Espagne Charles II, est le monument le plus capable de contaster à la posterité le prodigieux ascendant de la Maison d'Autriche en Europe. Inutilement on cherche, dans la nécessité de l'équilibre, les raisons d'une disparité si opposée à celle que naturellement on devoit attendre. Après avoir pesé attentivement ce qu'ajoutoit à la Puissance de l'une & l'autre Maison rivales, l'élevation d'un de ses Princes au trône d'Espagne : après avoir examiné de quoi il importoit à la Balance, que la Maison de Lorraine, plutôt que celle de Baviere, tint l'Empire, que la fille de l'Empereur Joseph, plutôt que celle de l'Empereur Charles, recueillît la Succession de leur commune Maison : semblable à un Physicien de bonne foi, que ses nombreuses experiences ne font que convaincre de plus en plus de la nécessité de reconnoître des qualités occultes, le Politique le plus subtil & le plus

profond, eſt réduit à avouër, que quelque choſe de plus fort que la prudence humaine, qu'une fatalité, dont les reſſorts lui ſont inconnus, a décidé ce double Different, & fait aux deux diſpoſitions un ſort auſſi contraire à celui qu'elles ſembloient mériter.

Les loix & la juſtice étoient pour le Teſtament de Charles II: le Teſtament de Charles VI. étoit oppoſé aux loix & à l'équité, & lézoit une multitude de cohéritiers, & de prétendans fondés ſur les meilleurs titres. Cependant, le premier ſouleva contre lui la plus grande partie de l'Europe; &, après une guerre affreuſe, il n'eut de valeur que ce que voulurent bien lui en laiſſer les Puiſſances qui lui avoient été contraires: tandis que le dernier a été accepté, juré, garanti, par les Puiſſances, que les loix, la juſtice, & leur propre intérêt, ſollicitoient à ſe déclarer contre lui.

Charles II. avoit de ſes peres, ſur les Royaumes & Etats de la Monarchie Eſpagnole, le Droit de ſucceſſion ou de conquête; deux titres de proprieté les plus authentiques, & les plus reſpectés parmi les Souverains. Charles VI. n'étoit que l'uſufruitier de ſes Etats d'Allemagne, & n'avoit point d'autre titre ſur les autres, que celui d'une poſſeſſion de pure tolerance. La loi, qui plaça Charles II. & ſes ancêtres ſur le trône d'Eſpagne, y mettoit après lui le fils de France qu'il y appel-

pelloit par ſon Teſtament : la Loi, qui donna à Charles VI. & à ſes prédeceſſeurs, la meilleure partie de leurs Etats, étoit préciſe pour l'excluſion de ſa fille, à qui ſon Teſtament les faiſoit paſſer. Il ne l'y pouvoit appeller, qu'en faiſant une nouvelle Loi, qui anéantît l'ancienne, & lui enlevât par conſéquent à lui-même, l'unique titre auquel il les poſſedoit. Enfin, Charles II. diſpoſoit d'un bien, qui lui appartenoit uniquement, en faveur de ſon héritier legitime ; & Charles VI. ſe donnoit, pour des biens qui ne lui appartenoient pas, un héritier abſolument inhabile à les poſſeder. Cependant, la diſpoſition de Charles II. fut rejettée, avec la derniere hauteur ; & Charles VI. a vu la ſienne reçue pour baze du ſiſtême de l'Europe qu'elle devoit bouleverſer.

Les Atteintes, que le Teſtament de Charles VI. a eſſuiées des articles d'Aix la Chapelle & de Breſlau, ne lui ont rien ôté de ſon merveilleux. Cet Empereur lui avoit fait ſon ſort dans les nombreux traités qu'il ſe ménagea depuis 1713. juſqu'en 1738. ; & les Puiſſances auxquelles, après ſon decès, ſa Pragmatique a été un ſujet de guerre, ont eu beſoin d'apologies. Mais plus on y admire la confiance de ce Prince en ſa fortune, & le ſuccès qui l'en a avoué, plus on eſt ſurpris, qu'ayant ſi bien connu ſon aſcendant, il ne s'en ſoit pas plus utilement ſervi. On diroit qu'il cher-

chercha moins à en profiter qu'à le signaler; qu'il aima mieux s'en prévaloir, pour l'honneur de son Despotisme, que pour celui de sa Politique; & qu'en se donnant la Princesse sa fille pour Legataire universel, il ne se proposa que la gloire frivole d'avoir surmonté de grands obstacles pendant sa vie, sans s'embarrasser si son Despotisme, finissant avec elle, les effets subsisteroient ou non après sa mort.

Et, en effet, si l'Empereur Charles VI. avoit été touché de la gloire de laisser après soi une grande & solide Puissance à la Maison qu'il entoit sur la sienne; loin de s'opiniatrer, ainsi qu'il a fait, à lui assurer tous & chacun de ses Etats, on l'auroit vu se faire un mérite auprès des cohéritiers & prétendans, de sa condescendance à leurs prétentions; & les amener, par des manieres douces & flateuses, à souhaiter des échanges, qui, debarrassant sa Couronne des fleurons inutiles & incommodes, dont le Traité d'Utrecht la chargea, plutôt qu'il ne l'enrichit, étoient en même tems l'affermissement & l'augmentation de l'héritage qu'il vouloit faire recueillir à sa fille. Une complaisance, à laquelle il devoit peu lui couter de se plier, auroit adouci l'injustice du Testament, à ceux qui en étoient le plus lezés. Il auroit rendu sa disposition plus respectable, en paroissant respecter lui-même celles de ses prédécesseurs, qui étoient

toient de même nature qu'elle ; &, ſe donnant, pour ainſi dire, pour complices de l'infraction des anciennes loix, ceux, qui étoient en droit de les reclamer, ou de lui en demander compte, il auroit acquis, à celle qu'il leur ſubſtituoit, autant de défenſeurs qu'autrement elle devoit faire de mécontents, & avoir d'adverſaires.

Depuis que la branche ainée d'Autriche eſt éteinte, le Centre de la Puiſſance de cette Maiſon eſt en Allemagne, où la Boheme, les Autriches, & autres Païs, nommés abuſivement héréditaires, ſont, avec le Frioul & la Hongrie qui leur ſont adjacens, un enſemble de Provinces plus conſiderable que tout ce qu'elle poſſede éparpillé dans le reſte de l'Europe. C'étoit ſur ce principal morceau de la Succeſſion, que Charles VI. devoit fixer toutes ſes vuës, en faveur de ſon Héritiere. Pour devenir une des plus belles Monarchies du Monde, il n'avoit beſoin que d'être arrondi par une main habile, & ouvert au Commerce, dont le défaut y tient les Peuples dans la Pauvreté, & par contre-coup les Souverains dans la Foibleſſe & l'Impuiſſance. Le ſacrifice des Etats d'Italie, qui ne peuvent lui donner ce qui lui manque, devoit être compté pour rien, dès qu'il lui valoit un échange qui le lui auroit procuré : & quand les Pais-Bas n'auroient eu d'autre défaut, que celui d'en être entierement iſolez, puiſqu'un Sou-

verain n'eſt réellement puiſſant, que des Etats où la Communication eſt mutuelle des parties au centre, c'en étoit aſſez pour ne pas balancer d'en faire le prix de quelque piece plus relative aux Pays-héréditaires. Les Electeurs de Baviere, renfermés dans un petit Etat, ſi malheureuſement ſitué pour la Guerre, qu'il en eſt toujours, ou le theatre, ou le prix, ſouffrent de demeurer enclavés, ſans aucun jour à leur agrandiſſement. Leur grand cœur s'oppoſe à la reſignation, que des épreuves toujours malheureuſes leur dictent; & leur Ambition ne fait que s'irriter par les Diſgraces. Maximilien-Emmanuel en étoit ſi poſſedé, qu'il eut ſacrifié tout au plaiſir d'être à portée de conquerir. Il propoſa au Duc de Savoye Victor-Amedée, l'échange de leurs Etats reſpectifs, ſans reſerve, ni retour; & s'en prit à ſon étoile d'en être refuſé. Peut-être, que la differente Conſtitution des uns & des autres, n'y auroit pas été la ſeule difficulté. Quoiqu'il en ſoit, téméraire ou non, l'offre partit de l'abondance du cœur; & c'en eſt aſſez pour préſumer avec fondement, que ſon petit-fils, qui n'étoit pas moins ambitieux que lui, auroit entendu volontiers à un autre, qui lui auroit été plus profitable & plus glorieux.

Ce Prince étoit le ſeul, à bien dire, que l'Empereur dût prendre ſoin de dédo-

domager de l'Injuſtice de ſon Teſtament. Cohéritier appuié des meilleurs Titres, & le moins diſpoſé à renoncer à ſes Droits, il étoit un chef, à la ſuite duquel les autres prétendans ſe produiroient tôt ou tard. Mécontent, il étoit un ennemi d'autant plus dangereux, que déjà il étoit voiſin jaloux. Satisfait, il aidoit à Appaiſer, ou à contenir, ou à repouſſer, les autres, & devenoit un Allié d'autant plus ſûr & plus ardent, que ſon Ambition n'auroit plus trouvé à gagner qu'en ſignalant ſon zele. Jaloux des Electeurs de Saxe, Brandebourg, & Hanovre; & plus impatient qu'aucun du College, de la diſtinction que la Royauté leur procure dans les Cours, le Titre de Roi étoit un Appas auquel il ne pouvoit manquer d'être pris. Le Brillant d'une Couronne auroit prévalu ſur ſes prétentions à des biens plus ſolides; & l'Empereur ſe l'attachoit par des nœuds indiſſolubles, ſans qu'il lui en coutât autre choſe, qu'un de ces Coups d'Autorité, ſi familiers à ſa Maiſon.

En recompenſe du Duché & du Palatinat de Baviere, cedés abſolument à l'Héritiere d'Autriche, l'Electeur recevoit, à titre de Royaume d'Auſtraſie, les Duchés de Luxembourg, Limbourg, Brabant, & haute Gueldres, avec les Comtés de Hainaut, de Namur, d'Aloſt, & la partie de la Flandre ſiſe en-deçà de l'Eſ-

caut, par rapport à ces pays. A titre d'Electorat, il avoit le Duché de Juliers, le Comté de Meurs, & la portion de l'Archevequé de Cologne & du Duché de Cleves, d'en-deça du Rhin. On auroit appellé cet Electorat, ou de Bourgogne, puiſqu'il y a un Cercle de ce nom, ou Palatinat du bas Rhin.

Munſter, Paderborn, & Oſnabrug, auroient formé, avec le Duché de Weſtphalie & les autres dépendances de l'Archevêque de Cologne de-là le Rhin, un nouvel Electorat Eccleſiaſtique, plus puiſſant que Pancien, & qui auroit conſervé ſon nom: le Chapitre de Cologne s'incorporoit aux trois autres; &, après une reduction, les quatre n'en faiſoient qu'un.

Le Roi de Pruſſe recevoit le Duché de Bergues, pour équivalent de ce qu'il cedoit en-deça du Rhin: &, pour prix de ſa renonciation à ſes Droits ſur la Siléſie, on lui aſſuroit la ſucceſſion d'Ooſtfriſe, encore alors en litige, avec tout le Mecklembourg, en procurant au Prince de ce nom les Duchés de Courlande & de Semigalie, beaucoup plus conſiderables que ce qu'il eut cedé, & auxquels il étoit aiſé de le faire appeller par les Etats de Courlande, à l'aide de la protection de la Ruſſie.

Le Duché des deux Ponts, avec Philipsbourg, étoit un dedommagement actuel

à

à l'Electeur Palatin de ſa part des biens de Cleves ; &, outre des Lettres d'expectative, pour la Succeſſion eventuelle aux fiefs qui vacqueroient pendant un tems déterminé dans ſon Cercle, on lui donnoit les Droits de l'Empire ſur les Conquêtes qu'on pourroit jamais arracher de ce côté aux François. Le Duc de Deux-Ponts étoit recompenſé des Principautés de Montbeliard & de Neufchâtel. Le Roi de Pruſſe n'a pas de ſi grands intérêts à la conſervation de cette derniere, que, pour le bien de la paix, il n'eut entendu à la vendre avantageuſement.

Un dixieme Electorat étoit crée en faveur du Landgrave de Heſſe-Caſſel, aſpirant depuis long-temps à cette dignité, & aſſez puiſſant pour la ſoutenir ; & on ſe ſervoit de la néceſſité du nombre impair dans le College, pour faire le même honneur au Duc de Wirtemberg, autant à ménager dans le haut Empire, que le Landgrave dans le bas. On donnoit à ce dernier, pour équivalent du Montbelliard, la Seigneurie de Wiezſintaig, contigue à ſon Duché. On lui aſſuroit la Direction du Cercle de Souabe, dont il devoit craindre que ſa converſion à l'Egliſe Catholique n'obtint le Retour à la Maiſon de Bade ; &, en le faiſant reconnoitre pour Duc de Souabe, on lui procuroit la Souveraineté ſur les villes Impériales, ſituées dans ce Cercle en grand nombre.

Quoique le Duc de Wirtemberg, & le Landgrave de Heſſe, une fois ſatisfaits, on eut peu à redouter le mécontentement des Princes connus ſous le nom d'*anciennes Maiſons de Priuces de l'Empire*, on ne devoit pas négliger de ſe les concilier. Ils étoient intéreſſés à ce déplacement, par une promeſſe ſolennelle, redigée en loi, de fixer irrevocablement le nombre des Electeurs à onze; &, au cas que quelqu'une des Maiſons Electorales vint à s'éteindre, de donner ſon ſuffrage à porter à la Diete d'Election, & ſes autres honneurs dans l'Empire, au Député du Banc des Princes; dont la voix, ſemblable à celle des Electeurs Eccleſiaſtiques, ſeroit purement active.

La ſucceſſion de Saxe-Lawembourg étoit confirmée à la Maiſon d'Hanovre; & la continuité de celle de Pologne garantie, en tant que de raiſon, à la Maiſon de Saxe. On procuroit à un des jeunes Princes de cette derniere, la Coadjutorerie de quelqu'un des Electorats Eccleſiaſtiques. Le ſequeſtre du Comté de Mansfeld étoit levé: on lui faiſoit une ſubſtitution de toute la Succeſſion d'Autriche, au défaut de poſterité des deux Archiducheſſes. On faiſoit recevoir au Prince d'Orange la Seigneurie de Raveſtein, en échange de ſes biens de Luxembourg. Toute la partie de la Flandre en-

en-deça de l'Eſcaut vers la Mer, étoit aux Hollandois l'équivalent de ce qu'ils cedoient dans la haute Gueldre & le Duché de Limbourg; & ils conſervoient ce qu'ils ont du Brabant.

Ce Plan, non moins brillant & plus ſolide, que celui de la Pragmatique, n'avoit, ni de ſi grands ni de ſi nombreux obſtacles. Il faiſoit une Affaire domeſtique de l'Empire, de la Succeſſion d'Autriche, dont l'autre faiſoit l'Affaire de toute l'Europe. Il conſervoit à l'Empereur tous ſes avantages, en ne lui donnant à menager que les Dietes, où il étoit tout-puiſſant; au lieu que l'autre le tiroit de ſon fort, & le privoit de ſes plus grandes reſſources, en lui donnant à négocier dans les Cours, où la Maiſon de Bourbon balançoit ſon crédit. Suivant l'un, ce Prince n'avoit à ſe concilier que ſes anciens Amis: ſelon l'autre, il lui falloit s'acquerir, pour Protecteurs, ſes Ennemis les plus decidés. Celui-là ne demandoit du Corps Germanique, qu'un Déplacement d'autant plus aiſé à obtenir, d'autant plus facile à être maintenu, que plus ou moins avantageux à chacun des membres, il étoit profitable à tous. Celui-ci exigeoit des Princes de l'Empire une abnegation gratuite de leurs plus chers Intérêts, & devoit trouver qui les y contint dans les Puiſſances les plus intéreſſées à les en relever. Dans ce dernier,

l'Empereur outrageoit le Corps Germanique, en renverſant les Loix fondamentales, en mépriſant les oppoſitions de ſes Princes, en comptant pour rien leur Reſſentiment. Il l'inſultoit, en lui cherchant, hors de l'Empire, des garans de la promeſſe qu'il en extorquoit; & il devoit faire tout cela impunément. Par la conduite que l'autre Plan lui preſcrivoit, il s'acqueroit le Corps Germanique pour ſon obligé, lors même qu'il en obtenoit tout ce qu'il en demandoit. On lui auroit ſû d'autant plus de gré du ton de Pere & d'Ami, ſur lequel il auroit parlé, qu'on étoit las de ſouhaiter en vain qu'il le voulût prendre. L'acceptation de ſon Teſtament étoit l'effet de ſon adreſſe à y amener les eſprits. L'Empire, qui l'auroit adopté, en devenoit lui même le garant. La diſpoſition de Ferdinand I, l'accord de Ferdinand II. auroient été ſolennellement annullés. La legataire de Charles VI. réüniſſoit tous les Droits de ſes Coheritiers & Prétendans: elle y entroit avec leur agrément; & elle avoit, pour s'y maintenir, le ſecours de ceux qui ſeuls auroient pu les lui diſputer.

Les Empereurs Leopold & Joſeph ont fait un Royaume d'une des plus chetives Provinces de l'Europe. Ils ont créé deux Electorats, proſcrit trois Electeurs. Ils ont diſpoſé en Maîtres, de Souverainetés qui ne leur appartenoient pas; ils ſe ſont ap-

appropriés les Fiefs de l'Empire, qu'ils n'ont pas vendus. Ils ont attenté sur la Liberté des Princes: ils ont présumé de leur Autorité jusqu'à degrader des Fils de Souverains, pour les fautes de leurs peres: ils ont enlevé aux Peuples leurs Privileges & leurs Droits, aux villes leurs franchises, & leurs immunités: ils ont engagé le Corps Germanique dans des Guerres qui leur étoient personnelles; lui ont fait payer les Traités qui n'étoient avantageux qu'à leur Maison. Charles VI. avoit autant de crédit qu'eux dans l'Empire; & l'exécution de ce Plan ne le lui demandoit pas, à beaucoup près.

Toujours à tems de ramener le premier Ministre de France à son honneur pacifique, en lui ménageant l'Honneur de réunir la Lorraine à la Couronne du Roi son maître, l'Empereur Charles VI. n'avoit, hors de l'Empire, que le Pape, les Anglois, & les Hollandois, à se concilier. L'Angleterre étoit contente d'un arrangement, qui eut resserré son ennemie dans des bornes qu'elle ne pourroit plus franchir; & sa jalousie lui exageroit l'avantage d'avoir une puissante Diversion assurée, dont elle ne seroit plus obligée de faire les plus grands frais.

Sans cesse en allarme, que les Anglois n'ayent Ostende & Nieuport en nantissement, ou que la Maison d'Autriche ne se lasse de ne retirer aucun avantage de leur

TAYLOR INST. OXFORD

Poſſeſſion, les Hollandois auroient acheté, au prix qu'on auroit voulu y mettre, d'être entierement délivrés de cette double inquietude, & rendus maîtres du Commerce du Pays-Bas, dont ils ſont bien plus jaloux que de ſes Domaines. Une paix perpétuelle, garantie par l'Empire, les auroit raſſurés ſur l'Ambition de leur nouveau voiſin. Un Traité de défenſive, que leurs ſubſides lui auroient fait goûter, leur faiſoit de ſes Etats, une barriere beaucoup plus forte & plus durable que la premiere. Les domaines du Pays-Bas ne lui étant plus un ſuperflu, ainſi qu'ils avoient été aux Princes Autrichiens, il ſeroit bien plus ardent à leur défenſe, bien plus ferme à n'en ſouffrir aucun demembrement. Plus fort alors de vint-mille hommes, que des nombreuſes garniſons qu'il leur faut entretenir dans cette multitude de places, qui ne leur appartiennent pas, & ne leur rapportent rien, les Hollandois étoient toujours diſpoſés à faire cauſe commune avec leurs Alliés; & la France trouvoit en eux un Ennemi auſſi redoutable, qu'auparavant elle leur étoit un formidable Voiſin.

Depuis le Traité de Weſtphalie, la Cour de Rome a bien relâché de ſes ſcrupules, ſur l'Alienation des Biens Eccléſiaſtiques en Allemagne. Trop inſtruite qu'il ne faudroit qu'une legere Etincelle pour allumer un nouvel Incendie, qui conſume-

meroit ce qu'elle a ſauvé du premier, elle ſera toujours diſpoſée à ceder à propos à la néceſſité. Mais, la Portion de l'Archevêché de Cologne, dont on lui eut demandé l'Alienation, n'étoit pas ſi conſiderable, qu'elle n'en dût voir la compenſation dans tous ces morceaux de pays heretiques, que le Roi d'Auſtraſie, bon Catholique, obtenoit; & où, pié à pié, ſans heurter de front le Traité de Weſtphalie, il ne manqueroit pas de relever les Egliſes ſur les Ruines des Temples. Au pis aller, la Comté de *.**, dont l'Empereur Leopold gratifia Dom Livio Odeſcalchi *, pouvoit être miſe dans la Famille Corſini, en forme de dédommagement pour l'Egliſe. Ce qui paſſa pour une Compenſation de trois Royaumes, enlevés à un Prince Catholique, pour être donnés à un Heretique, ſeroit ſans doute reçu pour équivalent d'une liziere de pays, cedée par un Archevêque, d'ailleurs aſſez grand terrien, à un Catholique de la meilleure roche.

Le nouvel Electorat Eccleſiaſtique étoit une Affaire de Diete, où l'Empereur étoit en poſſeſſion de faire paſſer tout ce qu'il lui plaiſoit d'y mettre en déliberation. Les plaintes & les murmures de tant de Chanoines reformés, ou tranſplantés, n'auroient

* Neveu du Pape INNOCENT XI.

roient pas été entendus par-dessus le c
du Bien public; & quand l'Union des tro
Evêchés, qui étoient alors sur une mêm
tête, n'auroit pas convaincu les Princes
qu'ils perdoient peu à les unir par un act
solemnel, la gloire de participer un jou
à l'Election de l'Empereur, & la considé
ration que leur obtenoit d'avance dan
l'Empire cette qualité présomptive d'E
lecteur, leur auroient paru préférable
l'honneur incertain, d'avoir quelqu'un
de leurs proches au nombre des Prelats
Les Electeurs Protestans étoient interessés
à la creation d'un nouvel Electorat, en
faveur de la Maison de Hesse; ainsi que
les Catholiques, en faveur de celle de
Wirtemberg. Ceux de Saxe, de Bran-
debourg, & de Hannovre, étoient au-des-
sus de toute Jalousie. La Possession d'u-
ne Couronne ne leur permettoit pas de
considerer, si les Bonnets multipliés n'en
deviendroient pas moins respectables; ou
le dernier avoit la satisfaction de ne plus
faire la derniere Maison Electorale. L'E-
lecteur Palatin y gagnoit d'être à la
tête d'un College plus nombreux; & les
Electeurs Ecclesiastiques, contens que
toujours la superiorité demeurât à l'Egli-
se dans les Dietes, n'auroient eu des yeux,
que pour voir ce qu'un Roi d'Austrasie a-
joutoit aux forces du Parti Catholique
en campagne.

La

La perte des biens de Cleves en-deça du Rhin, & du Comté de Meurs, étoit bien recompenſée au Roi de Pruſſe, par le Duché de Bergues. La Succeſſion d'Oſtfriſe changeoit entierement ſes vuës de ce côté. Si le voiſinage des Hollandois lui eſt precieux, c'eſt ſans doute parce qu'il ſemble lui promettre, qu'un jour il mêlera ſes Intérêts avec ceux de la République, & entrera dans ſes Affaires. Mais les relations de Commerce, que lui devoit donner Embden, étoient bien mieux appuiées du Duché de Bergues, qui faiſoit corps avec ſes Etats de Weſtphalie, que de quelques Places dont le Rhin ôte la Communication. Si jamais il a quelques pretentions ſur le Stathouderat, & qu'il ſoit obligé de les faire valoir par les armes; les Provinces de Frize & de Groningue, le Comté de Zulphen ſont des theatres de Guerre, bien plus avantageux que la Gueldre & le Brabant, heriſſés de Forts & d'Ecluſes, couverts de Places exactement fortifiées.

Le grand principe des Souverains, de faire plus de cas d'un petit accroiſſement de proche en proche, que d'une plus grande Acquiſition au loin, déterminoit l'Electeur Palatin à recevoir le Duché de Deux-Ponts & ſes dependances, pour ſa part des Biens de Cleves, dont il faiſoit ceſſion. Les Droits, qu'on lui donnoit aux Conquêtes futures ſur la France, n'étoient

toient pas un Appas vuide de réalité. Le Déplacement changeoit entierement la nature des Guerres que l'Empire avoit désormais à soutenir. Vivement attaqué par des Armées independantes l'une de l'autre, la France n'avoit plus à compter sur la ressource dont lui ont toujours été la lenteur & la desunion de ses ennemis. Les Hollandois, qui ne lui étoient plus accessibles que par la plus forte tête de leur pays, suffisoient à leur propre defense. Le Roi d'Austrasie, qui devoit être au moins aussi prompt qu'eux à entrer en campagne, étoit assez fort de ses propres troupes, pour la tenir en échec, & soutenir ses places jusqu'à la venuë des secours d'au-de-là du Rhin. En égalité alors avec le Général François, il pouvoit risquer une action d'éclat, capable de changer de la nature de la Guerre pour le reste de la campagne. On reverroit ces sieges qu'on ne trouve plus que dans les Histoires, où les Gouverneurs, remplis d'une juste confiance en des ramparts, qu'on n'a pas uniquement élevés pour la montre, se feroient crus des honorés, de capituler avant que d'avoir soutenu deux assauts au corps de la place. Certain de rendre à son Souverain un compte rigoureux de sa defensive, l'assiegé opposeroit le travail & l'industrie à la force. Ainsi que jadis, la Guerre seroit une Science, dont la Tactique

que de plaine ne feroit qu'une petite partie; & une ville assiegée cesseroit d'être regardée comme une ville destinée infailliblement à changer de maître.

Sur le Haut Rhin, la France auroit à soutenir toute la masse des forces Autrichiennes, augmentée encore de celles de Soüabe, qui ne se feroient plus attendre au Quartier d'Assemblée. L'Electeur Palatin, à la tête des troupes de Hesse, de Treves, & de Mayence, & des siennes propres, la pouroit amuser sur le Saar, jusqu'à-ce que, renforcé de celles des trois Cercles, jointes à celles de Saxe & de Brandebourg, il la rechasseroit au-de-là de la Mozelle, & la reduiroit à la defense de ses anciennes Frontieres.

Attaquée d'un autre côté par le Duc de Savoïe, que l'esperance de démembrer le Comté de Provence en sa faveur, tiendroit toujours prêt à une Diversion: inquietée sur ses Côtes & dans ses Colonies de l'Amérique, par les Anglois & les Hollandois, cette terrible Puissance pouroit elle se maintenir longtems la même? Si elle manquoit de parer à quelques coups, n'étoit-il pas vraisemblable que ce seroit à ceux qui lui seroient portés dans un pays, où elle auroit tout contre-elle; où les peuples n'ont de François que le nom; & par l'habillement, la langue, & les mœurs, semblent se conserver unis

nis à l'Empire, dont la force des armes les arracha?

La jalousie, cette peste ordinaire des Projets de Conquêtes, ne venoit point faire obstacle aux succès de l'Electeur Palatin. Les Archevêques de Mayence & de Treves, se feroient trouvés bien recompensés de leur contingent, s'il leur avoit rendu leurs anciens suffragans, leur ancienne tranquilité: s'il les avoit delivrés de la dépendance où les tient un voisin, toujours en état de parler en maître. Quelle que fut sa Fortune, elle ne refroidissoit point les deux Rois ses Auxiliaires, qui ne sont pas à portée de joüir de la part qu'ils en pouroient revendiquer. Encore moins attiedissoit-elle les Cercles, qui regarderoient comme une charge onereuse, la portion qu'il leur en cederoit.

L'Electeur de Hesse y gagnoit d'épaissir la barriere derriere laquelle sont ses Etats. Il y trouvoit d'établir au-de-là du Rhin quelqu'une des Branches de sa Maison, dont le petit Etat, réuni au sien, augmenteroit d'autant sa Puissance. L'Alsace, & le Suntgaw, sont plus qu'il n'en faudroit offrir à la Maison de Bade, pour lui faire passer le fleuve. L'Electeur de Souabe étendroit ses Etats jusqu'à lui; & la Maison d'Autriche ne demanderoit qu'à faire un Comte de Bourgogne Prince d'Empire. Le Roi d'Austrasie feroit

suf-

ſuffiſamment intereſſé à pouſſer vivement une guerre heureuſe, par l'eſperance de réünir tant de morceaux arrachés à ſes predeceſſeurs. L'Artois, la plus belle moitié de la Flandre & du Hainaut, la clef du Comté de Namur, la barriere du Luxembourg, lui faiſoit une aſſez belle portion, pour qu'il n'enviât pas celle des autres. L'Empire enfin, content d'avoir reculé ſes bornes, & d'être deſormais hors de la portée de la France, applaudiſſoit aux ſuccès d'un de ſes Princes, devenu plus capable de le defendre.

On ne conçoit pas ce que l'Empereur Charles VI. s'eſt propoſé, en faiſant paſſer les Pays-Bas à ſon Héritiere. Sans doute que ce Prince en a cru la poſſeſſion eſſentielle à la Rivalité qu'il a voulu lui laiſſer avec la France. Mais, de quelle gloire lui eſt-il d'entrer, bon gré malgré, dans toutes les guerres contre cette puiſſante Couronnes. N'auroit-elle pas lutté contr'elle plus glorieuſement, ſi, en pouvoir de ne s'y preſenter qu'à propos, elle avoit été en état de ne le tenter qu'avec avantage? Ses Etats, augmentés des deux Bavieres, elle mettoit toutes ſes forces enſemble, elle les rapprochoit des lieux où elles devoient agir; & rendoit leur choc d'autant plus violent, que, ſemblables au belier terrible des anciens, elles n'auroient donné que de la tête. Le Briſgau, les Villes foreſtie-

res, & tous ces morceaux, dont le défaut de communication lui rend la défenſe ſi difficile, & la poſſeſſion ſi peu fructueuſe, s'uniſſoient à la maſſe, & devenoient la tête d'un corps parfaitement proportionné. Le Commerce du Rhin ſe mêloit à celui du Danube; & la Maiſon d'Autriche, ſoutenant d'une puiſſance réelle le rang & les titres qu'elle ſe donne, elle repreſentoit en Europe, avec une dignité qui juſqu'ici lui eſt abſolument étrangere.

Mais, dit-on, en gardant les Pays-Bas, elle eſt ſure d'intéreſſer l'Angleterre & la Hollande dans ſes demelés avec la France. Les ſubſides, qu'ils lui donnent, ſont le nerf qui fait agir ſes troupes, & ſoutient la manœuvre qui a rapport au rôle qu'elle a pris. Eh! n'eſt-il pas plus glorieux de n'avoir pas beſoin de ces ſubſides ſi eſtimés: eſt-ce être Souverain d'un Pays, que de le poſſeder de la maniere dont l'Empereur Charles VI. poſſeda les Pays-Bas? Sacrifier les Avantages du pays, la commodité de ſes ports, l'induſtrie de ſes ſujets, la force de ſes places, à des Alliés, qui mettent à ce prix des ſecours, dont il ne peut ſe paſſer! Comment la dépendance où les Anglois & les Hollandois l'ont tenu, & les requêtes de ſes Ambaſſadeurs à Londres & à la Haye, s'accordent-elles avec cette noble fierté, à laquelle on de-

devroit reconnoitre une puiſſance, qui diſpute le premier rang en Europe? Il eſt glorieux ſans doute de recevoir des ſubſides aux mêmes titres que les Rois de Pruſſe, de Suede, & de Sardaigne; que les Cantons Suiſſes & les Ligues Griſes; que les plus puiſſans Princes d'Allemagne les reçoivent de la France, ou des Puiſſances Maritimes. Le mot *ſubſides* eſt abuſif à l'égard de toutes ces Puiſſances, ſi on ne lui joint l'épithete *reciproques*. Les ſommes qu'elles touchent, ſont le juſte retour d'une amitié utile, qu'on leur demande & qu'elles accordent; un tribut que la reconnoiſſance de leur païe d'avance. Le traité eſt à conditions égales. C'eſt un Commerce d'Etat à Etat, où la force eſt l'échange de la richeſſe: de Peuple à Peuple; où la ſueur eſt reçuë pour équivalent du ſang. Les ſubſides que le Souverain des Pays-Bas ſollicite des Anglois & des Hollandois, ſont-ils de cette eſpece? On a peine à ſe refuſer à l'idée d'un Citoïen, mal partagé des biens de la fortune, dont un financier repare & étaïe la Maiſon, qui ne pouroit crouler ſans endommager ſon Palais.

CHAPITRE X.

Que l'Empereur CHARLES VI. *n'a pas fait en Italie ce qu'il y pouvoit de plus avantageux à son Héritiere.*

ON a peine à ne pas croire, que l'Empereur Charles VI. a donné dans le projet favori de sa Maison. Depuis le Traité d'Utrecht, on ne lui voit de vuës que pour la Monarchie universelle : ou du moins on ne trouve, qu'en les lui supposant, une explication vraisemblable de sa surprenante Politique, par rapport à l'Italie. Tant qu'il a gardé Naples & la Sicile, il n'a tiré aucun avantage de leur Possession. Il n'a eu la Lombardie, que comme un Pays, dont il faisoit une pierre d'attente. Parme & Plaisance lui sont échus ensuite, avec le grand Duché, dont il étoit aussi maître, que s'il l'avoit eu en propre ; & on n'a point remarqué, qu'il ait fait aucunes de ces dispositions, par lesquelles un Souverain témoigne qu'il est fixé à son Acquisition, & qu'il ne pense qu'à en joüir. Ou il faut l'accuser d'une indolente modération, que personne ne lui reprocha jamais, & que mille traits de sa vie dementent : ou il faut avouër, que, semblable

blable à ces Alchimiſtes aveugles, qui conſument dans les preparatifs d'une operation impoſſible, une fortune qui pouvoit ſuffire à leur bonheur, il a perdu, dans les fondemens d'un édifice chimerique, des materiaux qu'une Ambition mieux reglée eut fait ſervir à la conſtruction d'une autre de la plus grande ſolidité.

S'il acquiert la Lombardie, s'il montre une envie extrême d'avoir les deux Siciles, ce n'eſt, ni pour ſe ſervir des forces des deux Royaumes contre le Turc, ou s'aider de leur ſituation, pour introduire le Commerce dans ſes Etats d'Allemagne, ni pour faire du Mantouan, & de quelques morceaux du Milanés, un équivalent aux Venitiens de l'Iſtrie & de la Dalmatie, qui lui enlevent les fruits du voiſinage de la Mer, & lui ôtent la communication avec ce membre detaché de ſa Monarchie. Il ſemble regarder ces deux extremités de l'Italie, comme deux bouts d'un filet, dans lequel il compte que l'occaſion viendra de prendre l'Italie entiere. S'il obtient la Toſcane pour ſon gendre, c'eſt dans l'eſperance que le Modenois englouti, & Dom Carlos engagé, par la promeſſe de la Sardaigne, à favoriſer la Conquête du Piémont, Naples viendra enſuite ſe joindre à la maſſe; & l'Italie ſera, avec les Etats d'Allemagne & les

Pays-Bas, un ſecond filet, qui livrera un jour la France à ſa Maiſon. Il ſemble un Chaſſeur avide, qui, mettant une forêt immenſe en ſon enceinte, ne penſe qu'à enveloper toutes les Bêtes, ſans ſonger que ſa meute eſt trop foible pour les forcer; & que lui même peut-être n'aura pas la hardieſſe de les pouſſer.

C'eſt-là ce qu'on peut dire de plus honorable à la Politique de cet Empereur, qui ne paroit pas avoir jamais ſaiſi ſes véritables intérêts ſur l'Italie. Emporté au-delà du poſſible, par la vigueur de ſon imagination, il a tenu au-deſſous de ſoi la realité; & ſes Miniſtres, dont il ne ſouffroit les Avis qu'autant qu'ils s'accordoient avec ſes idées, auroient envain eſſaïé de le ramener au vrai. Le Prince Eugene, le Comte de Königſek, & les autres, virent ſans doute avec peine les échanges dont on faiſoit les préliminaires du Traité de 1736.: mais celui-ci n'oſa en propoſer de plus utiles; & le Prince, qui ſavoit qu'il l'auroit fait ſans fruit, ſe borna à parler de la paix, qu'il jugeoit ne pouvoir être achetée trop cher.

Soit que le ſentiment interieur de notre propre cupidité nous rendre indulgens, ou que, dans un excès d'ambition, nous ne conſiderions que l'élevation & la grandeur d'ame, qui d'ordinaire en eſt la ſource; on paſſe aſſez aiſément

ment aux Princes l'illuſion que leur fait la leur: ſouvent même on trouve pour eux un ſujet d'éloge, dans les projets les moins proportionnés à leur forces; lorſque s'étourdiſſant ſur la diſtance immenſe qui eſt entre le point d'où ils partent, & le but qu'ils ſe promettent d'atteindre, ils dirigent conſtamment tous leurs pas vers ce dernier, & ne font aucun mouvement qui ne les approche. On croit alors, qu'il ne leur a manqué que du temps, pour juſtifier la ſolidité de leurs eſperances; &, en murmurant contre la brieveté de la Vie humaine, on ſe plaint que la Nature, qui les diſtingua ſi avantageuſement des hommes ordinaires, ne les ait pas exceptés de la Loi commune. C'eſt ainſi que Charles-quint, Henri-quatre, & Guſtave-Adolphe, trouvent leur gloire dans les vaſtes Projets que l'Hiſtoire leur attribue. Il en eſt autrement de Charles VI.

Dans le deſſein de ſe rendre maître de l'Italie, il n'avoit rien de plus important, que de s'aſſurer des Ducs de Savoïe. Le Traité de Riſwick leur avoit fait reſtituer Pignerol: ils avoient les clefs de l'Italie en main, & pouvoient, à leur gré, ouvrir ou fermer le paſſages des Alpes. Mais, avec ces avantages, ils étoient encore foibles. Il ne pouvoient s'allier à la France, ſans ſe mettre entiérement à ſa merci; ni aider ſes armes au-de là des monts

monts, ſans riſquer de forger eux-mêmes leurs fers, & ſe rendre plus dépendans d'elle, qu'un Souverain de Dombes, ou du Venaiſſain. En tournant leurs vuës d'aggrandiſſement ſur la Provence & le Dauphiné, l'Empereur s'en faiſoit des Alliés conſtans, toujours diſpoſés à faire rampart de leurs Etats à la Lombardie, & à tenir en Arrêt la ſeule Puiſſance capable de le troubler dans l'exécution de ſon Plan. En les rapellant à leurs anciennes eſperances, par la Ceſſion de quelques morceaux du Milanés, il s'en fit de très mauvais voiſins, qui, au lieu de lui faciliter la Conquête de l'Italie, lui rendirent inutile, & même onereux, le plus beau Morceau qu'il y poſſedât, en attendant qu'ils le lui enlevaſſent.

L'Héritiere d'Autriche doit regarder la Lombardie comme un dépôt, que l'Empereur ſon Pere lui a remis, pour être cedé piéce à piéce aux Ducs de Savoie, & dont, juſqu'à ce qu'il ne lui en reſte plus rien, la défenſe lui coutera au-delà de ſa valeur. Envain renonçant à l'Ambition paternelle & à des eſperances dont la chimere eſt demontrée, elle demanderoit à joüir tranquilement de ce bel Etat: dès qu'elle demeure rivale de la Maiſon de Bourbon, elle ne ſauroit parer à des demembremens continuels; & la Puiſſance, à laquelle les Ducs de Savoie ſont parvenus, ne lui laiſſe point à opter entre donner un perdre. Tant

Tant que ces Princes ſeroient demeurés dans la mediocrité où les trouva Charles VI., ils ne demandoient à la Maiſon d'Autriche, pour recompenſe de leur attachement, que d'en être aidés à repouſſer un voiſin, qui ſouhaitoit de devenir leur maître. Elle étoit ſure, par conſequent, que ſon Ennemi ne pouroit venir à elle, qu'après s'être emparé du Piémont, qui lui ſeroit opiniatrément diſputé. Elle avoit le temps de faire paſſer ſes Troupes dans le Milanés, avant qu'il fut attaqué; &, n'étant point obligée d'y en entretenir hors le temps de Guerre, elle jouïſſoit de ſes revenus pendant la Paix.

Maintenant, que les Ducs de Savoie ſont les plus puiſſans Princes de l'Italie, & aſſez forts pour arréter les Armées de France au de-là des Monts, ou leur en ouvrir les paſſages, ſans crainte d'être opprimés, la Maiſon d'Autriche n'a leur amitié qu'au prix qu'ils y veulent mettre. Egalement néceſſaires aux deux partis, & certains de donner la ſuperiorité à celui pour qui ils ſe déclareront, ils ne peuvent être alliés fideles, ſans être imprudens & mauvais Politiques. Leur Inconſtance eſt devenue l'unique inſtrument qu'ils ayent de leur grandeur. Indifférens ſur la France & l'Autriche; parce que l'une ſuffit, & ſera toujours prête à les ſoutenir contre l'autre, ils n'ont à conſul-

ſulter ſur l'option, que le plus ou moins d'avantage que chacune leur offre : & leur véritable intérêt eſt de ne s'attacher à celle-ci, qu'autant qu'ils ne trouveront pas plus à gagner avec celle-là. Après une Guerre où l'Autriche les aura décidés en ſa faveur, par la Ceſſion d'un morceau du Milanès, la France ſe les aſſurera pour la Guerre ſuivante, par la Promeſſe de leur en faire céder un autre. Peu leur importe laquelle des deux Puiſſances contracte avec eux : ils tiennent la balance entr'elles, & ne rétabliſſent l'équilibre, qu'après leur avoir rendu l'engagement commun. Le tems de la Paix eſt donc à preſent plus difficile pour la Lombardie, que ne l'étoit au ſiécle paſſé celui d'une Guerre ouverte. Au lieu d'y trouver à ſe rembourſer de ſes dépenſes, le Souverain ſubvient à peine, de tous les revenus publics, à celles qu'une juſte défiance lui impoſe : & tout ce que lui valent des précautions qui l'épuiſent, c'eſt de ne pas être dépoſſedé, ſans coup ferir, d'un pays qu'il lui eſt impoſſible de conſerver.

La poſſeſſion de la Toſcane n'eſt gueres plus avantageuſe à la Maiſon d'Autriche, que celle de la Lombardie. Depuis le peu de tems que ce petit Etat a un Empereur pour Souverain, il a perdu ce qui le rendoit conſiderable. Déjà on y cherche la Florence des Medicis, ſans la pouvoir trouver. A peine les Edifices ſont-ils reconnoître le lieu où elle a été.

Les

Les ſommes d'Argent, qui, chaque Année, ſont envoyées à Vienne, & enſevelies dans les Coffres de l'Empereur, ſont les alimens dont le Commerce ſe nouriſſoit, & qu'il ne ſauroit perdre ſans tomber en langueur. Déjà les Arts en ſont atteints. Il n'y a plus de Fabriques, que celle dont le pays même fait la conſommation. Les Emplois ſont entre les mains des étrangers, qui font paſſer leurs épargnes, dans les lieux où ils comptent ſe retirer un jour. Quand les tranſports redoublés d'Argent auront anéanti l'induſtrie: quand le Commerce de la Toſcane ſera reduit à la vente de ſes dentées: quand enfin cette belle Province aura ſubi le ſort ordinaire des Etats, qui n'ont plus que l'ombre de leur Souverain: ajoutera-t-elle quelque choſe à la puiſſance Autrichienne? Iſolée comme elle eſt, elle ne ſe conſerve que par la garantie qui en a été jurée au Grand Duc FRANÇOIS I. Mais lorſque ſon Succeſſeur ſera reſponſable des Guerres du Roi d'Hongrie & de Boheme, du Souverain des Pays-Bas; & que le peu de Communication qui eſt entre l'Allemagne & le grand Duché, par la Lombardie, lui aura été enlevé avec cette derniere; eſt-il quelque équivalent ſi déſavantageux, qu'il ne ſe trouve heureux de l'obtenir.

L'Empereur Charles VI. perdit, après le traité de la *Quadruple Alliance*, l'oc-

caſion de porter ſa Maiſon au plus haut point de puiſſance, dont elle ſoit ſuſceptible. Le Roi d'Angleterre, uniquement occupé du ſoin de s'affermir ſur ſon Trône, s'aveugloit ſur l'accroiſſement de ſon Allié. Il ne voyoit que l'Eſpagne, fort échauffée alors en faveur du Pretendant; &, ſans conſiderer que l'Empereur ſeroit un protecteur pour le Prince Stuard, auſſitôt que ſes intérêts s'accorderoient avec ce Perſonnage, il croyoit ſe fortifier lui même, des acquiſitions qu'il lui procuroit. Le Duc Regent, qui ſacrifioit à ſes reſſentimens, ou à d'autres vuës particulieres, les intérêts de la Maiſon de Bourbon, étoit diſpoſé à ne voir, dans l'agrandiſſement de l'Empereur, que l'affoibliſſement de l'Eſpagne. Le Duc de Savoïe, qui ne penſoit à rien moins qu'à devenir une Puiſſance maritime, auroit reçu avec joye tout autre équivalent de la Sicile, que la Sardaigne; pourvû qu'il lui eût donné le titre de Roi; & l'Eſpagne, abandonnée de ſon Allié, qui même ſe déclaroit ſon Ennemi, ne faiſoit pas une oppoſition plus écoutée à l'équivalent qu'à l'échange.

Si l'Empereur, uniſſant la Sardaigne aux Deux Siciles, avoit donné au Duc de Savoïe les deux tiers du Milanès, avec le titre de Roi de Lombardie, & fait accepter l'autre tiers, avec le Mantouan, aux Venitiens, en épuivalent de leur por-

portion de l'Iſtrie & de la Dalmatie, qu'ils lui auroient cedée: peut-être que, tournant toutes ſes forces contre le Turc, avant que l'Europe ſe fut renduë au ſoin de ſa balance, il en auroit entierement renverſé l'équilibre. Le Prince Eugene, intereſſé par la promeſſe de la Souveraineté de Tranſilvanie, à ne plus ſe contenter de l'honneur de vaincre, auroit chaſſé, pourſuivi l'Infidele, qu'il étoit en poſſeſſion de battre. La Dalmatie, avec la Servie & la Boſnie, auroient été réunies au Royaume de Hongrie. La Grece ſeroit devenuë le fruit de la Guerre ſuivante. Maître de la Mer du Levant, Charles VI. eut aſſez vêcu, pour ne plus laiſſer à deſirer à ſon Héritiere, que l'occaſion de renvoïer l'Ottoman en Aſie.

C'eut été envain, que Veniſe ſe ſeroit refuſée à l'échange. Elle n'avoit point alors à eſperer de ſecours des Puiſſances de l'Europe; & elle avoit beſoin de celui de l'Empereur contre le Turc. Si ce Prince eut été retenu de la forcer hautement à condeſcendre à ſes volontés, par la crainte d'ouvrir les yeux aux Puiſſances Maritimes ſur la ceſſion, & de les faire réfléchir ſur ſes ſuites; la même conduite, qui donna la Hongrie à ſes ancêtres, lui auroit acquis la Dalmatie. Le Zele de Religion n'eſt point une Vertu des Souverains. La diverſité, ou l'op-

position de créance n'eſt pour eux un ſujet d'inimitié, qu'autant que le veut le Bien de leurs Peuples, la ſeule Loi qu'ils doivent écouter. L'Etat eſt un Corps d'une Nature toute differente de celle des Membres qui le compoſent. L'Empire Ottoman, & la Republique de Veniſe, n'ont point, avec la Monarchie Autrichienne, les mêmes rapports & les mêmes liaiſons qu'un Turc & un Venitien avec un de ſes ſujets. Si la Religion & l'Humanité ne permettent point à celui-ci de balancer ſur le ſecours qu'on lui demande; la Politique ordonne à celle-là de n'en conſulter que ſon Intérêt. Charles quint, laiſſant le Grand-Seigneur s'emparer de la Hongrie, afin d'avoir ſur elle un Droit de conquête, n'auroit point été blamé, ſi ſon Ambition particuliere, qui lui dicta cette conduite, eut été d'accord avec le Bien-être de ſes Peuples, & qu'il leur eut été avantageux d'entrer en Communauté avec les Hongrois. Veniſe, depoſſedée de la Dalmatie par le Turc, l'Empereur n'avoit rien à démêler avec elle. Cet important morceau devenoit le bien de qui l'arracheroit au vainqueur: & il avoit des forces ſuffiſantes pour en exécuter le Projet.

L'Eſpagne, juſtement irritée contre la France, ſe feroit infailliblement unie à lui pour établir un nouveau Syſtême en Europe. Le Traité de 1725 auroit cimen-

menté, entre les deux Monarchies, une Alliance d'autant plus étroite & plus durable, que leurs intérêts ne s'entrechoquant plus, & la Communication entr'elles étant établie, elles auroient été à portée de s'aider mutuellement de toutes leurs forces. Le Grand Duc de Toscane étoit le lien de leur union pour la Méditerranée; la Compagnie d'Ostende pour l'Ocean; & la Russie, qui n'auroit eu à soutenir qu'une très-petite partie de la Puissance des Anglois, auroit hazardé de former sa Marine, ainsi qu'elle avoit fait ses Armées de Terre.

Il étoit encore tems, après la Guerre de 1733, de jetter les fondemens de ce bel Edifice. L'Empereur n'avoit besoin que d'être persuadé, que le Turc étoit l'Ennemi que la bonne Politique lui designoit; & que c'étoit à ses dépens qu'elle lui disoit de s'agrandir. L'Espagne demandoit une Couronne pour Dom Carlos. Elle ne préféroit les Deux Siciles aux Duchés de Toscane, Parme, & Plaisance, que parce qu'elles lui donnoient le titre de Roi, qu'il n'auroit pas eu avec ceux-ci. Mais, quand des vuës plus profondes, lui auroient fait resoudre la Conquête des deux Royaumes; puisqu'elle n'étoit pas assez forte pour les conserver au Prince Infant, si la France n'y concourroit, on l'obligeoit à y renoncer, en faisant goûter au Cardinal de Fleury la Cession

qu'on auroit faite à Dom Carlos de la Sardaigne, pour être unie aux Duchés dont il étoit déjà en poſſeſſion, à titre de Royaume d'Etrurie. Le Duc de Savoie cedoit cette Ile, pour ce qu'il a eu depuis du Milanez; à quoi on joignoit les Territoires de Pavie & de Milan. Le reſte du Duché avec le Mantouan étoit reſervé pour les Venitiens.

Le peu d'uſage que l'Empereur avoit fait des deux Siciles, depuis près de vingt ans qu'il les poſſedoit, ôtoit toute défiance ſur celui dont elles lui pouvoient être. Mais l'Europe n'étant plus dans cet aſſoupiſſement, où les fatigues de la guerre de la Succeſſion d'Eſpagne l'avoient jettée, il n'y avoit pas à douter, que la France, & les Puiſſances Maritimes, ne priſſent ombrage dès qu'elles le verroient chercher à ſe donner par mer une parfaite Communication des deux Royaumes avec ſes Etats héréditaires: que jalouſes de leur Commerce du Levant, elles ne s'oppoſaſſent à la naiſſance d'une nouvelle Puiſſance Maritime, qui, ne faiſant d'abord que le partager avec elles, ſe rendroit avec le temps aſſez forte, pour le leur enlever; & qu'effrayées des deux têtes que l'Aigle alloit avancer contre le Croiſſant, elles ne lui en arrachaſſent une.

L'Empereur mettoit leur Politique en défaut, en demandant Naples & Sicile pour

pour l'équivalent de la Lorraine. Il devoit être déterminé déjà à fondre cette derniere Maiſon dans la ſienne, par le Mariage de ſes deux Princes avec les deux Archiducheſſes ſes filles; & il lui importoit peu, que ce fut du chef de ſa Mere, ou du chef de ſon Pere, que le petit-fils, qu'il deſtinoit à faire ſouche d'une nouvelle tige, poſſedât ſes Etats. La France n'avoit garde de refuſer, que les deux Siciles fuſſent, aux Princes Lorrains, la recompenſe du ſacrifice qu'ils lui faiſoient de leur patrimoine. Elle y auroit conſenti d'autant plus volontiers, que l'Empereur lui eut ſemblé faire lui ſeul les fraix de ce dédommagement. Elle en juroit la garantie telle qu'il la lui eut dictée: elle y faiſoit accéder la Hollande & l'Angleterre, aux mêmes termes. L'Eſpagne y entroit pour la ſureté de l'Etabliſſement de Dom Carlos. Le Pape s'y offroit de lui-même, de peur de n'y être pas appellé; & le Roi de Lombardie, à qui il étoit utile d'avoir, ſur les derrieres du Roi d'Etrurie, un Allié puiſſant, ſe feroit donné avec joye un nouvel intérêt à ſa conſervation.

Ainſi, quel que fût le moyen que l'Empereur eut choiſi, pour unir l'Iſtrie & la Dalmatie à ſes Etats, les deux Siciles n'étoient plus comptables des ſecours qu'il en auroit tirés. Il auroit acheté à

crédit des vaisseaux, & loué des Mariniers de son Gendre, qui les lui eut fournis, en faisant grand bruit de sa parfaite indifference entre son beau-pere & les Venitiens. Après le mauvais succès d'une premiere tentative, il le trouvoit toujours prêt à en aider une seconde, mieux concertée. Il étoit hors d'atteinte, pour ses Etats, aux Puissances capables de soutenir Venise; & il s'enhardissoit à tout ôser contr'elle, par la certitude de le faire impunément.

Le Duc de Lorraine Charles V. n'est pas toujours hors du vrai, dans le chimerique projet de Monarchie universelle, qu'on lui attribue. C'est bien connoître la foiblesse des Venitiens, que de compter pour peu de les reduire à leurs lagunes, ou de faire de leur République une Seigneurie, sinon tout-à-fait aussi bornée que Hambourg, ou Dantzick, du moins aussi dépendante de son voisin, que celle de Raguse. Maîtresse des deux Siciles, & la masse de ses Etats augmentée des deux Bavieres, la Maison d'Autriche avoit plus de facilité à leur enlever leurs Iles & leurs Côtes, que Louis XII. n'en eut à les dépouiller de leur Etat de Terre-ferme. Il ne faudroit pas de grands efforts, pour rendre la Marine des deux Royaumes, aidée de celle des ports de Trieste & des Uscoques, superieure à la leur. Leurs Forces de Terre, com-

compoſées de ſoldats ramaſſés, ſans émulation & ſans affection, & commandées par des Généraux dont leur défiance captive les talens, ne tiendroient pas un inſtant contre une armée Allemande, & des Legions de Hongrois & de Croates. Les Peuples, qu'une multitude de Tyrans ſe relaye à devorer, ne connoiſſent point de pire condition que la leur, ſi ce n'eſt l'eſclavage: ils ne ſavent combattre que contre les Turcs; & recevroient, comme leur Liberateur, un Prince, qui ne voudroit acquerir en eux que des Sujets. Réduits à n'avoir de ſecours en ces pays éloignés, que de la part de l'Infidele; & ne le pouvant implorer ſans ſe rendre odieux à la Chrétienté, ſans attirer ſur ſoi le courroux du Pape, ſans donner aux autres Princes d'Italie un prétexte de venir partager ſa dépouille, bientôt Veniſe ſe trouveroit heureuſe de conſerver ſa Liberté au prix de la moitié de ſes Etats, & d'être ſoufferte dans le Golphe, dont elle prétend être la Maîtreſſe.

La France, & les Puiſſances Maritimes, s'épuiſeroient ſans fruit, à l'entretien d'une flote dans la Mer Adriatique. Obligés de reſpecter leur garantie, & de ſe contenter des déclarations que le Roi des deux Siciles leur donneroit, d'une parfaite indiference, elles ne feroient que ſe promener pendant l'Eté, non ſans être fort embarraſſées de leurs ſubſiſtances:

ces: l'Hyver, il leur faudroit abandonner le Golphe, qui, dans cette saison, n'est gueres tenable, que pour les petits vaisseaux. Ce seroit le temps que l'Empereur choisiroit pour agir; &, avant le retour du Printems, on auroit à le chasser d'une conquête, qu'on ne pourroit jamais l'empêcher de recouvrer.

Le Roi de Lombardie s'engageroit à tenir les passages des Alpes fermés, dès qu'on lui feroit part de l'équivalent refusé par les Venitiens. Le Tortonnois & le Mantouan le rendroient sourd aux allarmes qu'ils s'efforceroient de lui donner. Les Suisses, & les Grisons, seroient tranquilisés sur l'Accroissement de ce Prince, par la nouvelle Barriere que leur feroient les Comtés de Côme & d'Anghiera. Le Roi d'Etrurie, & la République de Genes, verroient avec plaisir leur Commerce grossir des debris de celui de Venise. Le Pape, enfin, à qui on feroit enviſager l'Ebaissement des Venitiens, comme le préliminaire de la ruine des Turcs, feroit des vœux pour la perte de l'Ennemi du Nom Chrétien, & se reposeroit du reste sur la Providence.

CHA-

CHAPITRE XI.

De l'Italie par rapport à ſes Princes, & à la Maiſon de Bourbon.

L'ITALIE n'eſt pas moins l'écueil de la Politique, que des Armes de la France. Onze Regnes conſecutifs n'offrent qu'un ſeul Miniſtre, qui ait conſtamment retenu le Roi ſon Maitre à ſes véritables Maximes par rapport à elle: & l'eſprit du Cardinal de Richelieu n'a pas plutôt ceſſé d'animer le conſeil de Louis XIV, que les fautes du cabinet redevienent auſſi nombreuſes que celles des armées. Il ſemble que quelque mauvais génie ait pris ſur ſoi de rendre les Exemples de chaque Regne inutiles aux ſuivans.

L'Expedition de Charles VIII. fixa pour toujours, il y a de plus de deux ſiecles, le Principal Intérêt de la France ſur l'Italie: mais, Louis XII. ne parut pas s'en appercevoir. Le peu de fruit que ſon predeceſſeur avoit retiré de ſes Conquêtes, ne le dégouta point de la gloire d'en faire d'autres. Ses diſgraces ne guerirent point François I. de ſa Paſſion pour le Duché de Milan. Henri II. fut auſſi ardent, & gueres moins malheureux, que ſon Pere, pour un Eta-

Etabliſſement au-de-là des monts. Henri III. n'étoit pas un Prince à ſaiſir ce qui avoit échapé à ſes predeceſſeurs : il donna dans une extremité oppoſée, ſans connoître le vice de celle qu'ils avoient ſuivie. La donation de Pignerol, & ſon indifference ſur la perte du Marquiſat de Saluces, firent preuve de la foibleſſe & du peu d'étendue de ſes lumieres ; & n'eurent pour motif rien moins que l'inutilité des Conquêtes en Italie. Le grand ſens, & le genie ſuperieur, de Henri IV., ne le ſauverent point de la fatalité. Plus éclairé que les autres, il broncha plus lourdement qu'eux : il vit la néceſſité de tenir une porte ouverte au ſecours des Princes Italiens ; & il perdit l'occaſion de recouvrer la ſeule qu'il lui fut poſſible d'avoir. Les ſollicitations des Venitiens, les offres & les inſtances du Grand-Duc, ne purent l'emporter ſur le manege du Duc de Savoïe. Louis XIV. oublia ce que le Roi ſon pere avoit gagné à être maître des paſſages des Alpes : il s'en deſſaiſit, & n'en reſta pas-là. Louis XV. a eu l'occaſion de rentrer dans la route frayée par le Cardinal de Richelieu ; & ſon Miniſtre la lui a fait manquer. La bonne fortune de la France lui ouvroit une plus belle carriere à fournir, que n'eut aucun de ſes predeceſſeurs ; & le Cardinal de Fleuri l'a fait s'y refuſer.

Lorſque Charles VIII. s'annonça au-de-

là

là des monts, pour le Pacificateur des troubles, l'arbitre des differens, le Protecteur des opprimés ; la plûpart des Puiſſances d'Italie le reçurent comme un Liberateur. Il traverſa tant de divers Etats, comme il eut fait les Provinces de ſon Royaume. Sa Marche fut plûtôt une Pompe triomphante, qu'une Marche militaire. Sans tirer l'épée du fourreau, il ſe trouva plus Maître en Italie, que jamais Conquerant ne le fut en ſes Conquêtes. Envain le Pape eſſaya de lui faire des jaloux : il ne rencontra perſonne ſuſceptible de ſes défiances. Les Tirans de Naples furent univerſellement abandonnés ; & Alexandre VI., ſur qui ils devoient le plus compter, fut obligé d'aider à les renverſer de leur Trône.

Si l'heureux Charles, après avoir delivré les Napolitains de leurs Oppreſſeurs, ſe fut contenté de la gloire de diſpoſer de leur Couronne, en faveur de quelque Abdelonime : il joüiſſoit de toute ſa Fortune ; affermiſſoit l'aſcendant qu'il avoit ; & faiſoit paſſer à ſes Succeſſeurs les fruits de ſon Expedition. Son retour en France eut été un ſecond Triomphe. Perſuadés, qu'il n'auroit quitté ſon Royaume, que pour être leur Liberateur, les Peuples payoient ſa generoſité de toute leur reconnoiſſance ; & ils ne l'auroient ſuivi que de leurs acclamations. Raſſurez pour tou-

toujours sur le peril d'avoir un Arbitre si puissant, les Princes se seroient accoutumés à l'appeller dans leurs Affaires. Sous le nom de Cliens, ç'auroient été des sujets, ou des vassaux; & protecteurs de l'Italie, les Rois de France y auroient commandé plus absolument, que si les armes les en avoient rendus les Maîtres.

Dèsque Charles VIII. eut laissé voir le Conquerant, & qu'en s'emparant du Royaume de Naples, il eut montré qu'il preferoit le foible avantage d'entrer dans la balance de l'Italie, à la gloire solide de la tenir, ses cliens se changerent en ennemis: & ceux, qui l'avoient appellé, s'unissant pour le chasser, à ceux qui l'avoient vu venir à regret; on ne distingua plus les jaloux de sa Gloire, des jaloux de sa Puissance. Les Peuples lui devinrent aussi contraires, qu'ils lui avoient été favorables. Outre l'Oppression à repousser, chacun crut avoir à se venger d'avoir été trompé. Bientôt l'Armée Françoise ne fut plus qu'une Troupe de Brigands, sans étape & sans repaire, obligée de vivre de rapine, & au jour la journée: on lui courut sus de toutes parts. Harcelé, poursuivi, coupé enfin, par des forces infiniment superieures, Charles n'eut d'espérance que dans un coup de desespoir. Un Roi de France fut reduit aux termes d'un Avanturier; &, trop heu-

heureux d'échapper d'un pays, où il étoit entré en Maître, il termina son Expedition par se fermer entierement les chemins qui lui avoient été ouverts pour elle.

Le fruit, que Louis XII. devoit retirer de cet Exemple, étoit de se persuader, que la seule voïe, qu'il eut de se rendre Maître de d'Italie, étoit celle dont son prédecesseur étoit imprudemment sorti: &, au lieu de faire entendre de nouvelles pretentions, il devoit tenter de recouvrer la confiance des Princes, en semblant renoncer à celles qui les avoient alienés de Charles. Il suivit une Conduite toute opposée, qui eut le succès qu'elle meritoit. C'est sous lui que l'Italie a pris le surnom de *Cimétiere des François*. L'Etablissement de Ferdinand le Catholique en Italie ne changeoit rien au Plan que Louis XII. auroit du se faire: ç'eut été pour son successeur une avance considerable, que l'Espagnol eut mis le Pape & les Venitiens en défiance de son voisinage. Peut-être qu'il en auroit eu plus de facilité à reconnoitre, & à suivre, le Parti qu'il lui convenoit de prendre.

Lorsque Charles-quint, & François premier, se disputérent Naples & Milan, les Puissances Italiennes étoient disposées à s'opposer également à chacun, & à s'unir pour se délivrer de tous les deux: mais, leur foiblesse ne leur permit pas de

risquer une manœuvre aussi hardie. Elles se bornerent à souhaiter que la Fortune se déclarât pour le moins puissant, afin d'avoir contre lui une Ressource assurée dans le ressentiment du moins heureux. Charles-quint n'avoit de Communication avec l'Italie, que par la Mer. (Il n'étoit pas assez Maître en Allemagne, pour en employer les forces à la défense de ses *Propres*.) S'il étoit chassé par son concurrent, ce dernier, qui pouvoit passer les Alpes avec une suite aussi nombreuse qu'il lui plairoit se la faire, seroit en état de lui fermer le retour: & l'Italie demeuroit à sa discretion. Si au contraire Naples & Milan restoient à Charles, la honte de les perdre, après les avoir acquis, & l'espérance d'en jouir un jour en paix, l'engageoient aux plus grands efforts pour les conserver; & François premier, pour qui le recouvrement n'avoit pas les mêmes difficultés, seroit toujours prêt à le tenter, aussitôt qu'on l'y inviteroit: ce qui maintiendroit l'équilibre.

François premier auroit du regarder la perte de la Bataille de Pavie *, comme un coup de sa bonne fortune, si les Reflexions, durant sa prison, avoient porté sur ces Maximes des Princes d'Italie. Elles lui montroient, qu'il étoit dans l'u-

* Il la perdit, & y fut fait prisonnier.

l'unique chemin, capable de le conduire à la ſuperiorité ſur ſon rival; & lui enſeignoient à tirer de ſa diſgrace même dequoi le combattre plus heureuſement. Tant qu'il ne chercheroit à vaincre Charles, que pour avoir ſa depouille, les Italiens ne ſe ſerviroient de lui, que pour diſtraire un voiſin, que pour occuper un hôte qu'ils redoutoient: ils ne l'aideroient que pour ne pas le rebuter, & jamais aſſez pour le faire triompher; prêts à l'abandonner & à ſe déclarer même contre lui, s'il avoit des ſuccès deciſifs. Leur ſureté enfin dépendoit de l'épuiſement des deux parties, & ils devoient lui faire conſumer inutilement les Forces de ſon Royaume, dans une Guerre dont ils ne ſe reſervoient que d'être les Moderateurs. Il lui étoit donc également ruineux, d'avoir Naples & Milan à conſerver ou à recouvrer; de poſſeder, ou de pretendre, des Etats en Italie.

Le Chef-d'œuvre de la bonne Politique étoit de ſe piquer de fidelité au Traité de Madrid, quant aux articles relatifs aux Affaires d'au de-là des monts; de tenir hautement la Ceſſion qui y étoit ſtipulée, de toutes les pretentions ſur Naples & Milan; de laiſſer le victorieux Eſpagnol, reünir ſur ſoi toute la Jalouſie des Italiens, & de l'enhardir, par une indiférence affectée ſur leur ſort, à pro-

duire l'ambitieux deſſein de ſe les aſſujettir. Ils s'élevoient infailliblement contre l'Oppreſſeur. Forcés à une Guerre qu'ils n'étoient pas capables de ſoutenir ſeuls, ils revenoient d'eux mêmes à ne plus voir dans le Roi de France qu'un Protecteur. De petits ſecours, envoyés à propos, auroient accru leur confiance, & nourri leur haine contre leur Ennemi. Les Etats d'Italie, qui, ſous Philippe II. & Philippe III., ont été le principal ſoutien de la Monarchie Eſpagnole, en devenoient la partie foible. Ils lui entretenoient une Guerre à peu près de la même nature que celle des Pays-Bas; & que la France, Maîtreſſe des paſſages des Alpes, lui rendoit à ſon gré plus ou moins difficile. C'étoit pour le Roi de France une Diverſion, dont il ne faiſoit preſque aucuns frais, & dont il tiroit tout le fruit. Par tout ailleurs, où il lui plaiſoit de porter la maſſe de ſes forces, il trouvoit l'Eſpagne ébranlée des coups qui lui étoient portez en Italie. D'où Philippe II. auroit-il eu des Soldats, pour defendre la Flandre, aider la Ligue, combattre les Hollandois, ſi les Terces Italiens avoient été occupés chés eux?

C'étoit ſur ce pié, que le Cardinal de Richelieu ſe propoſoit de mettre les Affaires d'au-de-là des monts, lorſqu'il entreprit de perſuader à Louis XIII, que l'Italie importoit à la France de ſa reputation,

tation, & ne lui importoit que de cela. Ce grand-homme ne pouvoit pas s'y prendre avec plus d'adreſſe, pour preſerver ſon Maître des fautes des Valois, & lui faire reparer celle du Roi ſon pere. Après lui avoir inſpiré le dégoût des Conquêtes ruineuſes, & l'avoir determiné à celles qui devoient faire reſpecter ſa Puiſſance, il l'offrit pour Protecteur aux Puiſſances Italiennes, que depuis le honteux & inexcuſable * Traité de Château-Cambreſis, l'Eſpagne avoit tenuës dans la dependance & l'humiliation.

La premiere expedition du Roi, en leur conſtatant ſon Deſintereſſement, les releva de l'Abattement où les avoit jettées la Donation de Pignerol, & la Ceſſion de Saluces. Le pas de Suze forcé, leur garantit, que déſormais elles ſeroient ſoutenues; & la Conquête du Milanès negligée, les raſſura ſur l'Ambition de leur Protecteur. Elles ne balancerent point à s'élever contre le Roi d'Eſpagne, & à entrer en guerre avec lui. La ſage & pacifique Veniſe trouva des ſuretés ſuffiſantes pour riſquer de ſe commettre avec ſon puiſſant Voiſin. Les Ducs de Parme, de Modene, & de Mantoue, joignirent leurs troupes à celles de France. Le Duc de Savoie fut oubligé d'en faire autant.

* HENRI II. y rendoit près de 300. places fortes pour trois qui lui étoient cedées; & il reſtituoit au Duc de Savoie des Etats.

autant. Le grand Duc de Toscane fournit à la caisse militaire. Le Pape redevint le Pere commun des deux Rois, & le Titre de fils ainé de l'Eglise ne fut plus à Rome un vain Titre. Pignerol & Cazal, en changeant de Maître, changerent la face des Affaires de l'Europe. L'Espagne, sur la defensive dans le Milanès, fut attaquée partout ailleurs avec avantage. Par la sagesse de son Ministre, Louis treize fut plus puissant en Italie, avec deux petites villes, dont il ne se disoit que le Dépositaire, que Louis XII., François-premier, & Henri II., avec de grands États qu'ils y possedoient.

L'Ambition particuliere du Cardinal Mazarin, porta la premiere atteinte à l'ouvrage du Cardinal de Richelieu. On se defia d'un Regne, qui se faisoit un grand objet de sa Principauté de Piombino. Mais, les hauteurs du Marquis de Louvois reveillérent des soupçons aussitôt assoupis que formés. Dès qu'il fit parler Louis XIV. en Maître, il entama sa Puissance au-de-là des Monts. Le Duc de Savoie, outré de la Superiorité qu'on affecta de lui faire sentir de la maniere la plus choquante, quitta un Allié avec qui il ne pouvoit plus être Souverain. Les autres Princes suivirent son Exemple. Le Pape fut un des principaux arc-boutans de la Ligue d'Augsbourg; & Venise eut besoin de toute sa

Moderation pour s'en tenir à l'Indifference.

Le Traité de Riſwick acheva de ruiner les Affaires de la France en Italie. Il ſervit peu à Louis XIV. de prendre Pignerol, dès l'entrée de la Guerre ſuivante. Ses anciens Cliens durent abſolument ſe détacher de lui, & pourvoir par eux-mêmes à leur ſureté, auſſitôt qu'il leur eut laiſſé voir qu'il pouvoit ſe reſoudre à les abandonner, en ſe deſſaiſiſſant de cette importante clé. La frauduleuſe Neutralité de Veniſe, dans la Guerre pour la Succeſſion d'Eſpagne, fut moins l'effet de la crainte de la trop grande Puiſſance de la Maiſon de Bourbon, que celle d'être un jour expoſée à tout le Reſſentiment de la Maiſon d'Autriche. Il étoit aiſé à des hommes auſſi prudens, de tirer juſte l'horoſcope de cette Guerre, ſur la capacité des Miniſtres qui en digeroient, & des Generaux qui en conduiſoient, les opérations. La branche Autrichienne d'Allemagne étoit bien autrement capable d'appuier l'Eſpagnole, que du tems des Empereurs Matthias & Ferdinand.

La Mort de l'Empereur Joſeph fut un malheur pour les Puiſſances d'Italie. Le Traité d'Utrecht, qui leur donna un Empereur au lieu d'un Roi d'Eſpagne au milieu d'elles, changea entierement leurs Intérêts. Il n'étoit plus queſtion avec ce lui-

lui-là de ces petites Guerres, dont on avoit occupé celui-ci. Au premier indice de mauvaiſe volonté, ce Prince couvroit l'Italie d'un déluge d'Allemands; & on ne pouvoit lui tenir tête, qu'en donnant toute cette belle Region à devorer à de plus nombreuſes Armées de François. Ce n'auroit plus été pour leur Liberté, que les Puiſſances ſeroient entrées dans la querelle. Il ne leur reſtoit plus que le choix entre les Oppreſſeurs. Une fois redevenu maître des paſſages des Alpes, le Roi de France luttoit de toutes ſes forces contre l'Empereur, avec toutes les ſiennes. Tous deux, avec la Communication également libre, & leurs derrieres également aſſurés, faiſoient, de l'Italie, le Theatre perpetuel de leur Rivalité. Les Puiſſances étoient tour à tour entrainées par l'un ou par l'autre; &, quel que fut le ſort de la guerre, elles en avoient toujours la déſolation, & n'en avoient que cela. Leur unique parti étoit donc de plier en ſilence, ſous le joug de leur nouvel hôte, & d'attendre du tems quelque voye pacifique de s'en delivrer. Sans doute qu'elles l'auroient attenduë longtems, ſi l'Eſpagne, en ſe donnant de nouvelles pretentions & de nouveaux droits, ne leur eut menagé une Révolution.

Le Mariage de Philippe V. avec la Princeſſe de Parme eſt un de ces coups d'une

d'une Politique profonde & ſure, dont l'atteinte n'a point de bornes, & dont les ſuites ne ſauroient être arrêtées, lors même qu'elles ſe font entrevoir. Par les Droits qu'acquéroit aux Infants la Reine leur Mere ſur les trois Duchés, l'Eſpagne ſe relevoit des Ceſſions du Traité d'Utrecht: les Empereurs étoient mis dans tous les Deſavantages des Rois de France Louis XII. & François premier; & les Puiſſances Italiennes ſe retrouvoient à portée de rétablir un Equilibre d'autant plus ferme, que le tirant d'elles mêmes, elles le rendoient déſormais independant des étrangers.

En s'uniſſant aux Princes Eſpagnols, ſoutenus des forces de l'Eſpagne, elles partageoient avec eux la Dépouille de leur Ennemi commun. Naples & les deux grandes Iles à Dom Carlos; la Toſcane au Prince ſon frere; Parme au Duc de Modene; Plaiſance & le Milanès au Duc de Savoie; Mantoue aux Venitiens: telle étoit la Portion de chacun des Alliés, & le Prix d'un Effort commun, dont la Surpriſe rendoit le Succès certain. Le Pape, ſe tenant exactement neutre, formoit une Réſerve, dont on auroit uſé pour appuyer le Traité de Pacification; & il avoit, pour ſa Récompenſe, d'être delivré de l'Inquietude, que le Voiſinage d'un Empereur cauſe-

ſera toujours aux Souverains Pontifes. Les Allemands étoient rechaſſés juſqu'aux montagnes; & l'Italie formoit un petit Monde, inacceſſible aux Troubles, & indiferent aux Démélés de l'Europe.

Le Roi Victor-Amedée vit ce Plan, que le Cardinal Alberoni lui propoſa en 1716, & il l'agréa. La Sicile donnoit le plus beau Prétexte d'en commencer l'Exécution; & les autres Puiſſances ne l'auroient pas plûtôt vuë s'acheminer heureuſement, qu'elles ſe ſeroient empreſſées à en partager la gloire, ainſi que le profit. Ce n'étoit plus un ennemi à épuiſer par l'autre, une guerre, qui, ne laiſſant après ſoi que ſes horreurs, ne devoit produire qu'un changement de fers. L'Eſpagne, éclairée ſur ſes véritables Intérêts, remettoit toutes ſes Prétentions à ſes Princes: elle ne vouloit acquerir que des Alliés, ſur qui elle pût compter: & elle trouvoit l'Accroiſſement de ſa Puiſſance, dans la Liberté & la Paix conſtantes de l'Italie.

Le Succès n'a point avoué des Vûës auſſi nobles & auſſi utiles: mais, le Cardinal n'en a rien perdu de la Gloire qu'elles lui auroient acquiſe, ſi elles n'avoient pas échoué. La juſteſſe & le ſecret des meſures, la grandeur de l'appareil, la hardieſſe du Projet, ne dépen-

dent

dent point de quelques accidens qu'il étoit au-deſſus de la Prudence humaine de prévoir. Lorſque le mauvais Succès eſt tout ſur le compte de la Fortune, ni le Miniſtre qui digéra, ni le Général qui conduiſit, l'Entrepriſe, n'en ſont comptables. Ce dernier trouve, dans la qualité des Actions militaires, une Réputation que les Victoires les plus déciſives ne lui feroient peut-être pas ſi brillante. L'admirable Action de Melazzo a fait plus d'Honneur au Marquis de Leede, que la Repriſe de la Sicile aux Généraux qu'il eut en tête. Cet habile Guerrier, revenant ſur ſes Vainqueurs, & leur enlevant les Lauriers ſur leſquels ils étoient prêts de s'endormir, n'a d'égaux dans l'Hiſtoire moderne, que les Ducs de Weimar * & de Rohan. Il a prouvé ſuffiſamment, qu'il étoit l'homme du monde le plus capable de conduire une grande Entrepriſe; & que, ſi la Fortune étoit demeurée neutre, il faiſoit réüſſir celle-là, comme il l'avoit promis.

Comme il n'entroit pas dans le Syſtême politique du Cardinal de Fleuri, qu'il importât à la France que les Princes Eſpagnols,

* Battus à *Rheinfelds*, leurs bagages perdus, ils revinrent dans leur camp pendant la nuit, & y taillerent en pieces les Imperiaux, qui ne penſoient qu'à ſe réjouir de leur Victoire.

pagnols, ſolidement établis, aſſuraſſent aux deux Couronnes l'Empire de la Méditerranée, & que les Allemands fuſſent entiérement expulſés de l'Italie, on ne lui reprochera pas ici d'avoir négligé l'un & l'autre. Mais, puiſqu'il avoit fixé le fruit de la guerre de 1733. à l'acquiſition d'un nouveau fleuron pour la Couronne; on a peine à lui paſſer, d'en avoir manqué un, infiniment plus conſidérable que celui qu'il y a attaché. Le Roi de Sardaigne auroit donné beaucoup pour conſerver le Milanès, après les démarches, dont l'éclat lui impoſoit de ne pas le laiſſer ſortir de ſes mains. On l'auroit trouvé alors très diſpoſé à l'échange de ſes Etats d'au-delà des monts, contre la Lombardie; & l'Empereur lui auroit ſans peine cedé cette derniere, ſi on lui avoit laiſſé le Mantouan & les trois Duchés.

Cet Echange a été conclu, au ſiecle paſſé, entre Henri IV. & le Duc Charles-Emmanuel; & la Mort inopinée du Roi l'empêcha ſeule de ſe laver ainſi du reproche que lui avoit attiré celui de la Breſſe contre le Marquiſat de Saluces *. Il devoit conquerir le Milanès, & l'aſſurer à la Maiſon de Savoie, pour le Gene-

* On diſoit que le Duc de Savoie avoit fait Troc de Roi, & HENRI Troc de Marchand.

Genevois, le Foſſigni, la partie de la Savoie, qui eſt entre les Alpes & la France, avec le Comté de Nice, qui demeuroient unies à ſa Couronne. C'étoit là un Equivalent pour le Roi Staniſlas, bien plus avantageux au Royaume, que la Lorraine. Les Alpes devenoient de ce côté ſa frontiere, & le mettoient à couvert de l'invaſion qui lui eſt la plus embarraſſante. Le Roi ſe rapprochoit de l'Italie, & n'auroit eu que peu d'effort à faire, dans la guerre ſuivante, pour s'en rouvrir la Communication, qui l'eut remis dans ſa Fonction glorieuſe de Protecteur. Le Traité de 1736. ne promettoit à l'Empereur, que la Garantie de ſa Pragmatique. On auroit pû enſuite faire acheter, de la Ceſſion de la Lorraine, la Garantie de la Succeſſion à l'Empire, en faveur de ſon Gendre: ou, ſi la mort l'avoit ſurpris avant ce ſecond acte; on auroit aidé ſous-main à l'Election de François I. de façon à la rendre litigieuſe; &, dans la Guerre qui l'auroit ſuivie, on ſe ſeroit fait un objet capital de prouver, qu'un Empereur ne pouvoit pas être en même tems Duc de Lorraine.

La derniere Guerre a rapproché encore l'Italie de la Conſtitution à laquelle le Cardinal Alberoni ſouhaita de la fixer: pour y arriver elle n'a plus qu'un pas à faire. Que la Cour de Vienne échange

la Lombardie pour la Sardaigne, qu'elle joindra à la Toscane, pour en faire la legitime d'un des Archiducs puinés: voilà l'Equilibre le plus ferme, établi entre les Puissances. Le Roi de Lombardie renonçant au dessein de devenir la plus foible Puissance Maritime de l'Europe, vendra Oneille aux Genois, qui en reçoivent le prix de l'Infant Duc de Parme, auquel ils cédent le Golphe de la Spezzie. La Substitution des Etats de Modene à ce Prince & à sa postérité, au défaut des Mâles de la Maison régnante, lui donneroit l'Expectative du Titre de Roi d'*Emilie* ou de *Ligurie*. La Principauté de Massa-Carrara, recompensée aux deux Princesses belles-sœurs du Prince hereditaire de Modene, seroit unie au nouveau Roiaume avec la Seigneurie de Sarzane; & les Ports de Massa & du Golphe, suffiroient au Roi pour la Communication de ses Etats de terre ferme avec l'Ile de Corse, que les Genois seront, tôt ou tard, obligés de lui céder; à moins qu'ils n'aiment mieux le prendre pour leur Duc, pour éviter d'avoir de plus dangereux Voisins.

Mais, les Dispositions de la Cour de Vienne ne sont point du tout favorables à cet Arrangement. Ses Négociations au-dedans & au-dehors de l'Empire; sa passion pour l'Election d'un Roi des Romains, ses Projets de Commerce par

Osten-

Oſtende & Trieſte, ſon attention à ſes Etats d'Italie, ſont de forts Préjugés qu'elle veut réünir, ſur la tête de l'Archiduc ainé, l'une & l'autre Succeſſion; & que les Puiſſances Italiennes ne doivent eſperer que d'elles-mêmes, ou du tems, l'heureuſe Harmonie qui reſulteroit d'un parfait Equilibre, & qu'un Empereur au milieu d'elles troublera toujours.

CHAPITRE XII.

Examen de Plan de Mr. de BELISLE, *& de la Conduite de la Guerre d'Allemagne.*

QUELLES que fuſſent les Contradictions de la Garantie de la Pragmatique-Sanction, le Cardinal de FLEURI l'accepta ſi préciſe, au nom du Roi ſon Maître, qu'elle ne laiſſoit point de milieu à la France, entre la Fidélité, ou le Parjure. Engagée à proteger la fille ainée de Charles VI, & à l'aider à ſe mettre en poſſeſſion des Etats de l'Empereur ſon pere, elle ne derogeoit pas moins à ſes engagemens, en ne s'oppoſant pas aux Prétentions des Cohéritiers, que ſi elle eût pris hautement ſur ſoi de les faire valoir: caſſer le Teſ-

tament, on ne pas le soutenir, étoit pour elle la même chose. Bien loin que le Manege de son Ministre fût capable d'adoucir la haine de son procedé, il ne fit que deceler à l'Europe un Dessein formé de la rendre la dupe d'une vaine grimace; & les ennemis de la France en furent excités à joindre, à leurs clameurs, l'indignation & le mépris, que mérita toujours la fourbe unie à la mauvaise-foi.

Dès que le Cardinal se fut déterminé à manquer au Traité de 1736, il ne devoit point balancer à le faire ouvertement. Tout autre que lui auroit agi avec autant de hauteur & de confiance, contre la Disposition de Charles VI, que s'il avoit été intimement convaincu de sa nullité; & il auroit obtenu du Roi son Maître, qu'il se portât pour l'Arbitre non pas des Droits qu'il devoit supposer incontestables, mais du Partage de la Succession entre les Cohéritiers. Etonnée, interdite, de ce coup d'éclat, l'Europe remettoit à le qualifier, qu'elle en eût vu les suites: le succès de la Guerre auroit décidé son jugement; & si les armes Françoises avoient été heureuses, l'Empereur defunt passoit à ses yeux pour un malade, dont on avoit dû se faire un jeu de flater la passion: la Garantie de sa Pragmatique, pour un acte de complaisan-

ſance, dont la tranquillité des dernieres années de ſa vie avoit été le ſeul but, & devoit être l'unique effet.

Ce ſeroit ſans doute être trop rigoureux envers le Cardinal de Fleuri, de lui reprocher le Parti qu'il prit, ſi celui qu'on lui préfere n'avoit en d'autre avantage, que de tenir les eſprits en ſuſpens, & de dérober pour quelque temps la France au Titre odieux de Parjure. Il n'en eſt pas d'une puiſſante Monarchie ainſi que d'une Banque de Commerce, qui, ne pouvant perdre de ſon crédit ſans approcher de ſa ruine, doit ſacrifier tout à l'intégrité de ſa Réputation de Bonne-foi. Mais, cette demarche d'éclat, qui en auroit impoſé à tout le Monde, rendoit au Roi la Guerre ouverte où elle l'engageoit; plus facile que l'auxiliaire, à laquelle il s'eſt borné: elle ſubſtituoit pour celle-là le Plan le plus juſte, le plus ſûr, & le plus avantageux, au Projet abſurde de celle-ci: elle tenoit toujours ouverte la voye d'une retraite honorable, au cas que la Fortune devint contraire, tandis que dans l'autre, il falloit combattre gratuitement, vaincre ſans gloire, ou ſe retirer avec honte. Faut-il une Supériorité plus entiere, pour rendre le Cardinal de Fleuri inexcuſable de ſon mauvais Choix?

Il n'eſt point de Conſeillers plus dangereux pour un Miniſtre d'un Eſprit timide,

& d'un Génie borné, que ces hommes universels, qu'une étude rapide a familiarisés avec toutes les Professions. Présomptueux d'autant plus difficiles à reconnoitre, qu'ils sont fondés à présumer beaucoup d'eux mêmes; & que des talens réels, qui les ont amenés à se persuader qu'il ne leur en manque aucun, sont comme une gaze, derriere laquelle on croit voir prêts à paroitre ceux qu'ils n'ont pas: ils en imposent par l'air assuré dont ils se présentent, & par le ton décisif dont ils parlent. La tête échauffée par le feu de leur imagination, ils voient les Projets les plus vastes comme déja exécutés; & ils les proposent en s'offrant pour garants de l'Evénement. Esprits superficiels, mais brillans, ils paroissent éloquens, lorsqu'ils ne sont que de rapides discoureurs. En vain on se sera précautionné contre cette fausse Eloquence, on n'y tient point; parce qu'on n'a pas le temps de s'en défendre: la multitude de leurs raisons étourdit, accable; & l'Auditeur, qu'ils ont fatigué, se trouve pour eux le même que s'ils l'avoient convaincu. Un Esprit timide est ordinairement persuadé de sa Timidité, & sans-cesse en garde contr'elle. Vis à vis d'un pareil homme, il craint de trop se livrer à sa foiblesse: il s'attend à être accusé de manque de courage ou de penetration, s'il oppose quelques difficultés à un homme

me qui voit tant de moyens, qui se sent tant de force, qu'il ne doute de rien. Il n'ose être prudent; parce que jamais il ne connût le juste milieu où la Prudence est une vertu; & il devient temeraire avec son présomptueux, en se reprochant encore de n'être pas assez hardi.

Le Maréchal de Belisle étoit un de ces hommes redoutables pour le Cardinal de Fleuri. L'étendue de ses lumieres égaloit la portée de son Imagination: il voïoit de très loin; mais, accoutumé à embrasser une multitude d'objets, & à les parcourir ensemble, il ne pouvoit, ni descendre à les saisir séparément, pour les fixer sous leur véritable point de vuë, ni se resserrer, pour les approfondir; & ainsi il voïoit peu distinctement. S'étant occupé toute sa vie de Projets, qui ne sortirent point de son cabinet, il manquoit de cette justesse & de cette précision dans l'esprit, qui, lors même que la nature en a jetté le germe, se perd, à moins de l'usage & de l'expérience des Affaires. C'étoit enfin un homme plein de zele & de suffisance, qui, dans l'espérance d'être utile, se donnoit pour nécessaire. Il s'offroit, sans crainte de l'avenir, à servir de guide à une armée, dans un païs qu'il ne connoissoit que par la carte: parce qu'il étoit déterminé à

pren-

prendre à travers champs, lorſque le chemin lui manqueroit; à faire mettre le feu au forêts qui n'auroient pas de ſentier, à détourner les torrens qui n'auroient pas de pont, à paſſer à la nage les rivieres qui n'auroient pas de gué, à laiſſer derriere lui ceux qui ne le pourroient pas ſuivre, ne concevant pas qu'il pût jamais lui-même ſe laſſer. Le Projet d'un genie de cette trempe devoit ſans doute être peu regulier. Entrons dans ſon Examen.

C'eſt peut-être le Défaut le plus conſiderable d'un grand Projet, d'avoir des Branches ſuperflues: rarement elles ne lui ſont qu'inutiles, & quand elles lui nuiſent, c'eſt toujours eſſenciellement. On n'apperçoit aucun rapport entre cette couteuſe Ambaſſade à la Diete d'Election, & le Démembrement de la Succeſſion d'Autriche, dont le Maréchal la faiſoit un Préliminaire indiſpenſable. Ce n'étoit point ſur les Envoyés des Princes, ni ſur les Comtes Allemands, que la Ceremonie attiroit à Francfort, que le Négociateur avoit promis d'exercer ſes talens. Il dût aller trouver chaque Electeur dans ſon Electorat: il traita avec ces Princes dans le ſecret d'un Courrier extraordinaire; & il avoit achevé ce rôle, dès qu'il fut hors de leur cabinet. Qui l'appelloit à Francfort? Qui demandoit qu'il

fût

fût dans cette ville, tandis qu'il devoit être à la tête de l'Armée, dont il avoit pris sur soi les Operations?

La Presence du Maréchal n'auroit certes été d'aucune ressource au Cardinal Ministre, si l'Election avoit trompé son attente; & tout lui disoit d'eviter de paroitre compter à cet effet sur elle. Les Electeurs étoient decidés sur le choix d'un Empereur, par la déclaration du Roi de Pologne, & l'inaction du Grand Duc de Toscane. Celui-ci, peu en état alors de nourrir & d'animer une brigue, n'avoit point une Faction dont on eut à aprehender quelque surprise. Le Roi, sur qui les voix avoient paru vouloir se reunir, étoit fidele à la modération, dont plus d'un de ses ancêtres lui laissoit l'exemple; & il avoit declaré hautement, que, content de sa Couronne, il ne vouloit point la changer. Il n'étoit nullement besoin de paroitre si inquiet pour l'Electeur de Baviere; puisque les suffrages venoient d'eux mêmes s'asseoir sur lui.

Mais, la France auroit pardonné au Maréchal la monstrueuse Profusion d'Argent, dont il affecta de payer l'Elevation de Charles VII. à l'Empire, s'il n'en eut resulté que la Dissipation d'un argent qu'il pouvoit mieux employer. La Vie de plus de deux cent Mille François, la perte de plus de trois cens millions, la honte d'une Guerre aussi mal conduite que mal di-

ge-

gerée, furent le Prix dont il lui fit acheter le vain Honneur qu'il eut de tenir de longs Articles dans les Gazettes, & de faire, pendant un an, l'Admiration des Bourgeois de Francfort. Sa glorieuſe Ambaſſade le rendit comptable du Renverſement de ſon Projet, & elle le priva de la foible conſolation d'avoir avec qui partager la haine & les reproches du mauvais Succès. Tout le Corps Germanique entra en defiance d'une Magnificence exceſſive & déplacée; & il ceſſa de s'applaudir de s'être donné un Chef auſſi agreable à la France. La Connoiſſance de l'Eſprit œconome du Cardinal rendit ſa Liberalité ſuſpecte, ou équivoque. On craignit quelque pacte ſecret avec le nouvel l'Empereur, pour un Rembourſement, dont l'Empire auroit à porter tous les frais; & on prit autant d'inquietude des premiers avantages de l'Armée Françoiſe, qu'on affecta d'indifference ſur ſes Diſgraces, qu'on reſſentit de joye de ſa Ruine.

Le Premier Examen d'un Projet doit porter ſur le Fruit qu'on s'en propoſe. *Cui bono?* A quoi bon, auroit demandé un Miniſtre prudent & à vuës moins bornées, au Maréchal de Belile, lorſqu'il promettoit d'unir, aux deux Bavieres, les Etats que Charles VI. poſſeda en Allemagne, & d'en former à Charles VII. une

Puiſ-

Puiſſance qui repondît à ſon rang. Avant que de diſcuter ſi cette conquête eſt poſſible avec vos moyens, voïons, lui auroit-il dit, ſi elle eſt utile. Que reviendra-t-il à la France, quand, par un Traité ſolemnel, l'Héritiere d'Autriche ſera confinée dans la Hongrie, & que Charles VII. aura été univerſellement reconnu Souverain de la Boheme, de la Moravie, de l'une & l'autre Autriche, du Tirol, de la Stirie, de la Carinthie, de la Carniole, du Frioul, & des deux Bavieres? Le genie de cette nouvelle Maiſon Imperiale ſera-t-il ſi heureuſement changé pour la France, que ſes Princes preferent l'obſcurité du repos, à la gloire de lutter contre la Maiſon de Bourbon? Sera-t-il ſi pacifique & ſi moderé, qu'ils ſe contentent toujours de cette portion d'une ſucceſſion, qu'ils croient leur appartenir toute entiere? La France, enfin, ne riſque-t-elle point, en faiſant paſſer, à la Maiſon de Baviere, la Puiſſance de la Maiſon d'Autriche en Allemagne, de ſe donner une Rivale plus dangereuſe que celle dont elle veut ſe delivrer, de changer ſeulement d'Ennemi?

Il y a peu d'apparence, que le Maréchal eut ſatisfait à ces Queſtions. Il étoit conſtant, que Charles VII. n'entendroit point à la Diſpoſition des Pays-Bas en faveur de la ſeconde Archiducheſſe, & qu'il ne vouloit les avoir, qu'à cauſe que leur

leur Poſſeſſion lui aſſureroit une Liaiſon intime d'Intérêts avec les Puiſſances Maritimes. Après l'avoir vu proteſter contre ce que les Etats de Hongrie feroient en faveur de la fille ainée du défunt Empereur, on ne pouvoit douter, qu'il ne ſe crût fondé à prétendre ſucceder entierement à ce Prince; & puiſque, en vertu de la Subſtitution de Ferdinand I., il ſe jugeoit heritier d'un Royaume, qui n'a été préſumé héréditaire que longtems après elle, il étoit indubitable, qu'auſſitôt qu'il en trouveroit l'occaſion, il reclameroit les Etats d'Italie, ſûr qu'il auroit toujours les mêmes Droits à faire valoir.

Si la France gagnoit quelque choſe au Renverſement que le Maréchal lui propoſoit de la Pragmatique, c'étoit tout au plus le tems qu'il faudroit à la nouvelle Puiſſance pour s'affermir. Elle n'auroit à redouter l'inquiétude des Princes Bavarois, que quelques luſtres après leur établiſſement: elle n'en ſeroit point attaquée juſqu'à ce que, familiariſés avec leurs Acquiſitions, ils fuſſent rendus à l'eſprit dominant des Souverains. Mais, ce delai ne devoit pas être bien long. Adorés de leurs anciens Sujets, ils avoient peu à faire pour mettre les nouveaux dans les mêmes ſentimens. Ces Peuples, que le Deſpotiſme des Empereurs ne ſe ſoucia jamais de ménager, ne tenoient à la Maiſon

ſon d'Autriche, que par la crainte & l'habitude. Un Gouvernement moins dur la leur faiſoit bientôt oublier; &, pour s'affectionner à leur nouveau Maître, ils ne demandoient que d'être accoutumés à ſon nom.

La Maiſon de Lorraine expulſée de l'Allemagne ſans eſpoir de retour, ſe reſignoit par Ambition, à des pertes dont elle ſentoit le Recouvrement auſſi impoſſible, que le Dédommagement lui en étoit aiſé. Elle tournoit ſes vuës d'Aggrandiſſement du côté du Turc, Ennemi plus facile à vaincre & à dépouiller. Une nouvelle Subſtitution reſpective la rapprochoit de celle de Baviere, & la mettoit en communauté d'intérêts avec elle. L'Electorat de Boheme paſſoit à la Couronne de Hongrie, & l'Empire étoit diſpoſé à contribuer à l'Accroiſſement d'un Royaume, qui ſeroit ſa Frontiere, & lui feroit bouclier. Un Traité particulier d'Offenſive & de Défenſive, ſuivoit la Subſtitution. D'abord, ce n'étoit de la part de l'Empereur qu'une Connivence, cachée ſous le Maſque de Médiation, pour faire perdre aux Venitiens la Dalmatie & ſes Iles. Cette Conquête auroit été comme le gage de l'Union, qui eut enſuite éclaté. La même Génération paſſoit d'une extrémité à l'autre. Tandis que la Ruſſie auroit aidé à des démembremens de la Pologne, en faveur de ſon

ſecond contre le Turc, le Corps Germanique, ſans allarmes ſur la Puiſſance de ſon Chef, s'uniſſoit pour rendre à l'Empire les morceaux qui en ont été détachés; & la France ſe trouvoit n'avoir travaillé qu'à ſe donner de plus puiſſans Adverſaires.

On ne pouvoit point traiter de Chimeres de pareilles conjectures: elles ne ſe fondoient que trop dans l'experience du ſiécle: le Traité de Vienne en 1725 a fait preuve d'une auſſi merveilleuſe Revolution. Il n'y avoit pas entre la Reine Marie-Thereſe & l'Empereur Charles VII. une plus grande Antipathie, qu'autre fois entre l'Empereur Charles VI., & le Roi Philippe V. La Renonciation du Roi d'Eſpagne aux Etats d'Italie & aux Pays-Bas, n'étoit pas plus libre & plus ſincere, que la Ceſſion des Etats d'Allemagne, ne l'eut été de la part de la Reine de Hongrie; & cette Princeſſe, en la confirmant par un Traité d'Alliance avec ſon Coheritier, ſe donnoit bien d'autres Avantages, que ceux dont Ripperda flatoit le Roi ſon Maître.

Le Projet du Maréchal ne ſoutenoit pas mieux la Diſcuſſion de ſes Moyens, que celle de ſa Fin. Une Armée de cent mille Hommes, Auxiliaire d'un Prince qui ſe ſeroit épuiſé à tenir trente mille de ſes ſujets enſemble, eſt un Monſtre d'Imagination, qu'il lui étoit reſervé de pro-

produire. C'eſt bien la ſureté d'un petit Souverain d'avoir l'Alliance d'un plus puiſſant que ſoi: mais, il ne doit s'en ſervir, que pour faire peur à ſes Ennemis, & leur ôter l'envie de ſe commettre avec lui, ou pour ſe délivrer d'oppreſſion. S'il l'appelle en ſes Etats, & ne s'en trouve pas mal, il eſt plus heureux que ſage. Tant que la paſſion tint en Eclipſe la Prudence de l'Electeur de Baviere, le Maréchal eut beſoin de toute ſon Eloquence, pour le reſigner à un ſecours de quarante mille François. Lorſque ce Prince put réfléchir de ſens froid, ſur ſes veritables Intérêts, il ſe repentit de n'en avoir pas refuſé la moitié.

L'Empire reçut la Loi de trente mille Suédois, qu'il avoit appellés à ſon aide. Tout le Corps Germanique ſe vit ſur le point d'avoir pour Maître le Général de cette petite Armée. L'Empereur Leopold prit jalouſie de ſix mille Soldats, que Louis XIV. lui prêtoit contre le Turc: il craignit, que les Conquêtes, que cette Poignée d'Auxiliaires l'aideroit à faire, ne fuſſent pas pour lui: il aima mieux perdre le fruit d'une victoire, que s'expoſer à leur en devoir d'autres; & le Maréchal ſe figura, que les Rois de Pologne & de Pruſſe, que les Electeurs, que les Princes de l'Empire, verroient avec indiference cent mille François, Maîtres de la Haute Allemagne; & cin-

quante mille autres, tenir la Baſſe en inquietude: il s'imagina, qu'ils ne prendroient point ombrage des garnifons Françoiſes établies dans les places des Autriches & de la Boheme; que l'Electeur de Baviere ne ſoupçonneroit rien de la précaution, que la neceſſité d'aſſurer leurs derrieres impoſoit aux Généraux François, d'occuper les principales villes d'entre le Rhin, le Danube & l'Elbe; que le Roi de Dannemarc & le Duc de Holſtein, ne s'allarmeroient point de l'irruption dont leur voiſin ſeroit menacé; que les Hollandois n'apprehenderoient point pour le côté le plus foible de leur Etat, qu'une Armée en Weſtphalie pouvoit enfoncer de ſon ſeul poids; que le Roi de Pruſſe, & l'Electeur Palatin, ſeroient tranquiles ſur leurs Duchés de Cleves & de Bergues, & qu'ils croiroient que, pour être coupés, ils ne courroient aucun riſque de changer de Maîtres?

Quels étoient donc les Garants qu'il donnoit à tous ces Princes, du Deſintereſſement du Roi ſon Maître? Comment les raſſuroit-il ſur la crainte, que l'Ennemi de la Maiſon d'Autriche ne ſe tint pour toujours au-de-là du Rhin, que pour être plus à portée de ſoutenir contr'elle la Maiſon de Baviere; & qu'ainſi que le Protecteur * de la Liberté Germanique s'em-

* Le Roi HENRI II.

s'empara des trois Evêchés, pour s'approcher d'autant des Princes qu'il vouloit défendre, il ne demandât le sequestre du Brisgau & des Villes forestieres, pour veiller de plus près à la Conservation de la Puissance qu'il regardoit comme son ouvrage? Comment mettoit-il l'Electeur de Baviere hors de défiance, que les Troupes Françoises, Maîtresses des Pays Hereditaires, ne les gardassent pour un des Infans d'Espagne, à qui le Traité de Prague en 1718. y donnoit des Droits, de même nature que les siens? Comment enfin, tranquilisoit-il le Roi de Dannemarc, & le Duc de Holstein, le Roi de Prusse & les Hollandois? Toutes ces Craintes, toutes ces Défiances, étoient dans les regles de la Prudence la plus commune. Louis XV. n'avoit pas encore fait connoitre à l'Europe, qu'un Roi de France peut chercher à combattre, & souhaiter de vaincre, sans desir de conquerir, & borner les fruits d'une Guerre dispendieuse & sanglante, à la Gloire de donner la Paix.

On reisonne à faux, quand on tire d'ailleurs les motifs des Cours de Munich, de Dresde, & de Berlin, dans l'obscure manœuvre de la Guerre d'Allemagne. Il est incertain, si le Maréchal de Belile, en distribuant ses troupes dans des quartiers éloignés, ne compta pas sur une nouvelle Armée, qui laisseroit tous ces

Corps en leurs Postes, comme autant de Garnisons, qui tiendroient le Païs dans la dépendance. Mais, on ne sauroit douter, que l'Electeur de Baviere ne rejetta la Proposition du Siege de Vienne, que dans l'idée que la France ne vouloit pas prendre cette Capitale pour l'en mettre en possession. Il n'est pas moins constant, qu'il ne separa l'Armée Françoise en des quartiers sans Communication, que parce que, se flatant de n'avoir bientôt plus besoin d'elle, il voulut la tenir hors d'état de refuser le Congé qu'il lui donneroit. Il est aussi vrai, qu'il n'eut tant à cœur la Conquête du Royaume de Boheme, & qu'il ne s'en fit couronner Roi avec tant d'empressement, que parce que, reconnoissant qu'il lui étoit dangereux d'avoir au milieu de ses Etats des Troupes nombreuses, qui recevoient d'autres ordres que les siens, il étoit determiné à proposer à sa Cohéritiere, d'acheter de la Cession de ce morceau de l'Héritage, la Possession tranquille des autres. C'étoit un Offre, qu'il ne croïoit pas qu'elle pût refuser.

On ne voit pas tout-à-fait si clair dans le Secret des deux autres Princes Alliés. Mais, il est fort vraisemblable, qu'avant la Bataille de Czaslau, le Traité de Breslau étoit deja entamé par les Ministres des deux Rois, & que la séparation des Armées combinées, dont la mesintelligen-

gence entre les Chefs fut le pretexte, n'eut pour but que de menager au Général François, la ſurpriſe toute entiere. En effet, le Plan, que le Comte de Kevenhuller avoit fait agréer au Conſeil de la Reine, exigeoit que l'Armée Françoiſe demeurât en Boheme; & il étoit indubitable, que le Maréchal de Broglio n'auroit pas plutôt dequoi juſtifier les Avis qu'il faiſoit inceſſamment paſſer à ſa Cour, qu'il ſe replieroit ſur la Baviere. Les Troupes Saxonnes, en ſe joignant aux Françoiſes, entretenoient la confiance du Maréchal de Belile en la fidélité des Alliés, & empêchoient ſon Collegue d'aller au de-là des ſoupçons: elles retardoient la levée des quartiers, au cas que le ſecret perçât avant le temps. Enfin, la hauteur avec laquelle elles ſe retirerent, dèſqu'elles ſçûrent l'Armée de la Reine en marche, fait preſque une conviction, que l'ordre ſecret avoit été donné à leur Général, de ſe declarer, s'il en étoit beſoin, & de favoriſer ouvertement l'Invaſion de la Baviere, en combattant les François qui marcheroient à ſon ſecours.

Mais, peut-être les Amis du Maréchal de Belile trouvent qu'il y a de l'injuſtice d'apporter en preuve, contre ſon Projet, des évenemens qu'ils prétendent n'avoir eu lieu que parce que le Cardinal Miniſtre ne l'adopta pas en ſon entier.

On

On ne doit pas, disent-ils, lui reprocher d'avoir manqué, avec quarante mille hommes de fort méchantes Troupes, ce qu'il n'avoit promis d'executer qu'avec cent-mille bons Soldats. C'est bien mal entendre les Intérêts de la Gloire de ce Général, de lui chercher une semblable excuse. S'il étoit persuadé, qu'à moins d'une Armée de cent mille Hommes l'Entreprise échoueroit, comment appeller l'Offre qu'il fait de la tenter avec quarante? Ne seroit-il pas comptable de tout le Sang François, que cette Guerre imprudente a fait couler? Duc & Pair de France, Prince du St. Empire, pour s'être chargé de la Conduite de cette Expedition, ces Titres pompeux seroient pour lui autant de Flétrissures; puisqu'ils auroient été la Recompense d'une Trahison? C'étoit lui, qui envoyoit ces quarante-mille François en Boheme; il briguoit l'honneur de les mener où il sçavoit qu'ils ne pouvoient trouver que la Mort ou l'Esclavage, autant eut valû leur dresser une Embuscade, où ils devoient tous perir. L'un ne seroit pas moins que l'autre, l'Action d'un Traitre.

Il est moins facheux pour le Maréchal, qu'on juge de lui sur le Portrait qu'un homme impartial a donné pour le sien. Peut-être qu'il se flata que le Ministre ouvriroit les yeux aux Vérités qu'il croïoit

croïoit ſur les inſtances perpetuelles dont il l'importuneroit ; il eſpera qu'une fois engagé, il n'epargneroit rien pour s'en tirer avec gloire : au pis aller, il attendit tout de ſes propres talens & de ſon bonheur. Toujours emporté par ſon imagination, il paſſa rapidement ſur les obſtacles qu'il devoit rencontrer, & ne vit diſtinctement que l'honneur de les avoir ſurmontés. Plus zelé que prudent, l'envie d'être utile juſtifia à ſes yeux ſa perſéverance. Qu'on diſe, ſi on veut, que ſa préſomption lui fit voir de la honte à ſe retirer ſans rien dire, après avoir paru ſur la ſcène avec un ſi bel appareil : mais, ce fut ſans s'en appercevoir, qu'il ſe rangea dans la claſſe de ces hommes odieux, nés pour le malheur de leur patrie, qui, à quelque prix que ce ſoit, veulent être fameux. Son projet ne le montre que ſous ces traits. Qu'elle vivacité ! qu'elle portée d'imagination !

Marcher droit à Vienne à la tête de cent-mille hommes ; la prendre : rien de plus facile. Soumettre les deux Autriches, cela ne ſouffroit pas de difficulté : quelle Province n'eſt pas conquiſe par l'ennemi qui occupe ſa Capitale ? Se replier ſur la Moravie & la Haute-Sileſie, & s'en rendre maitres ; c'étoit une ſuite neceſſaire des premiers Exploits. Paſſer enſuite dans le Royaume de Boheme, & en faire la Conquête ; il n'y avoit que

Dieu qui le pût empêcher. La Stirie, la Carinthie, le Frioul, & le Tirol, ne coutoient que la peine de les parcourir. Les Troupes Autrichiennes étoient poussées de defilé en defilé. Gratz & Inspruk capituloient pour leurs Chateaux: on prenoit tous les forts, on s'emparoit de toutes les Villes, on les remettoit à Charles VII.; & on revenoit en France comblé de gloire, chargé de titres & de butin, joüir, le reste de sa vie, de sa Reputation. Pirrhus fit-il jamais de plus beaux Projets?

Malheureusement, ainsi que le disoit Gustave-Adolphe à un * Conseiller d'aussi vigoureuse Imagination, *les Armées ne volent pas en Campagne comme sur la Carte.* Le Maréchal avoit pourvû à tout, hormis à faire subsister ses cent-mille Soldats & leur suite. Comme dans les grandes Entreprises, il faut toujours laisser une part à la Fortune, il la lui faisoit de l'article des vivres, & se reposoit sur elle de l'établissement des magazins dans des pays, peu fertiles d'eux mêmes, & d'un accès presque impossible au Commerce. Le Roi de Suede Charles XII. a perdu l'Honneur & le Fruit de six Années

* Au fameux P. Joseph Capucin, que le Cardinal de Richelieu envoya negocier, avec ce Monarque, son Passage en Allemagne.

nées de Victoires continuelles, pour avoir cru que l'Ukraine, le pays de l'Europe le plus abondant, & capable de nourrir deux fois autant de Peuple qu'il en a, fourniroit à l'étape de soixante-mille bouches d'extraordinaire; & le Maréchal fonda toute la Gloire & tous les Succès qu'il se promettoit, sur l'idée que les Autriches & la Boheme, qui jamais ne subvinrent entierement à la miserable nourriture de leurs Habitans, fourniroient à la subsistance de * trois-cens mille! Mais, ce qu'il y a de plus merveilleux, c'est que toute l'Europe s'est accordée à rapporter à cette imprudence de l'Alexandre du Nord, les malheurs dont elle a été suivie; tandis que personne en France n'eut regardé celle du Maréchal, comme la Cause des Disgraces qu'il auroit essuiées.

Les Politiques de Paris ont décidé, que la Retraite imprévue du Roi de Prusse avoit fait échoüer l'Expedition de Boheme, & ils ne s'en sont pris qu'à l'esprit œconome du Cardinal: comme si cent-mille Soldats, que le Maréchal avoit demandé, eussent pu subsister dans un pays, où il ne trouvoit pas de vivres

* Il paroit que le Cardinal ne compte les Soldats, que pour le tiers des bouches à nourrir dans une Armée Françoise, & qu'il les met pour la moitié dans une Armée Suedoise. Je crois qu'il se trompe.

vivres pour les quarante-mille qu'on lui avoit donné. Mais, accordons-leur, que cette nombreuse Armée auroit subsisté des convois que le Roi de Prusse, maître de la Basse-Silesie, lui auroit procurés de Pologne: quel est l'homme médiocrement instruit des veritables Intérêts & des forces de ce Prince, qui se persuadera que cinquante-mille Hommes de plus, l'auroient retenu malgré lui dans l'Union de Francfort? Après sa paix particuliere, il demeura simple spectateur; & il n'en falut pas davantage pour donner la Superiorité à la Reine. S'il eut joint seulement la moitié de ses Troupes aux Autrichiennes, cent-mille François pouvoient-ils conserver la Boheme?

Il est vrai, que les Maréchaux auroient été en forces à risquer une Bataille: mais, ils l'auroient perduë; &, au lieu d'une Retraite, ils auroient eu une Fuite à couvrir jusqu'à Prague. En supposant encore un miracle de la Fortune en leur faveur, on ne leur fait pas un meilleur sort. Après une victoire complete, ils avoient toujours la faim à combattre. Le Roi coupoit en Silesie les Convois de Pologne: la Reine ne laissoit rien venir de Hongrie: la Saxe étoit, ou ennemie, ou neutre; & alliée elle ne peut se defaire d'aucune de ses denrées: la Baviere subvenoit à peine aux Troupes qui auroient tenu les Autrichiens; il n'y avoit point à opter entre se reti-

retirer en corps vers le Rhin, avec les Pruſſiens à dos, & toutes les eſpeces de Troupes Hongroiſes ſur les flancs, ou marcher en avant, ſoit en Sileſie, ſoit en Hongrie; ce qui etoit la même choſe que ſe mettre à diſcretion entre les mains de l'ennemi, puiſqu'il auroit occupé les derrieres.

C'eſt en vain qu'on inſiſte ſur la rapidité des operations d'une Armée de cent-mille hommes. Sans doute que l'invaſion dans les Pays Hereditaires n'auroit été qu'un coup de main, dont le ſuccès étoit immanquable, dès qu'on ne donneroit pas à la Reine le temps de ſe reconnoitre, ſi elle eut été la ſeule intereſſée à faire obſtacle à la Conquête: mais, des trois Alliés, ſans qui l'Expedition devoit manquer, il n'y en avoit pas un ſeul qui ne fut determiné à la faire echouër. L'Electeur de Baviere, qui refuſe de conduire quarante-mille François à Vienne, parce-qu'il ne doutoit point qu'ils ne s'emparaſſent de cette Capitale, n'y en auroit certes pas mené cent-mille. Reſtoit donc à marcher malgré lui: ce qui rompoit abſolument le Traité d'Alliance, & decouvroit, aux Rois de Pologne & de Pruſſe, des vuës particulieres de la part de la France. En faiſant tomber le premier effort de cette nombreuſe Armée ſur la Boheme, le nouveau Roi n'en étoit que plus ſûr de ſa paix particuliere, qui auroit affermi la Cou-

ronne sur sa tête ; & les Rois de Pologne & de Prusse ne pénétroient pas plûtôt ses Vues, qu'ils se hatoient de se retirer d'une Guerre qui leur seroit devenuë ruineuse. L'un y étoit entré dans l'esperance d'avoir la Moravie ; l'autre avoit demandé pour sa part la Basse-Silesie ; & tous deux en étoient pour les dépenses de leur armement, s'ils se laissoient prévenir par le nouveau Roi de Boheme. Les Anglois & les Hollandois auroient occupé la France dans les Pays-Bas : les Cercles & les Princes du Haut & Bas-Rhin, lui auroient fait tête sur ce fleuve : elle ne pouvoit plus pénétrer jusqu'à l'Oder & l'Elbe ; & les Troupes combinées d'Autriche & de Baviere inondoient les Etats de Saxe & de Brandebourg.

Il faut remonter à la Source des Malheurs de cette Guerre Auxiliaire, pour bien sentir qu'après s'y être engagé, il fut impossible de la faire heureusement. Se plaindre de la Retraite du Roi de Prusse, c'est invectiver contre la destinée. Outre que la nature du Traité la rendoit absolument nécessaire, il suffisoit au Maréchal de connoître ce Prince pour un habile Politique ; dès lors, il lisoit son Inconstance dans son veritable Intérêt, & la devinoit d'assez loin, pour se mettre à couvert de ses facheuses suites. Le Cardinal de Fleuri ne pouvoit ignorer, qu'immediatement après la Mort de l'Empereur Charles VI, le Roi de Prusse offrit

frit à l'Héritiere d'Autriche de l'aider à maintenir, contre tous, la Sanction-Pragmatique; & de n'entendre à la paix que lors qu'elle seroit executée dans tous ses points, pourvû qu'elle lui cedât la Basse-Silesie, sur qui il avoit de justes Prétentions. Or, il est absurde de supposer, qu'une Puissance, en contractant, veüille s'obliger à son dommage, fut-elle liée par les Traités les plus solemnels. * L'Interêt de son Etat doit toujours l'emporter sur eux. Puis donc que le Roi de Prusse trouvoit, dans la paix que la Reine lui offroit, les Avantages qu'il se promettoit d'une guerre dispendieuse & sanglante, il étoit obligé d'y entendre. Il étoit censé avoir prevenu le Cardinal sur cette conduite, dans les Articles mêmes du Traité. C'étoit au Ministre de le tenir toujours éloigné de l'occasion de la suivre, & il lui étoit impossible; ou de lui en marquer une autre plus avantageuses; & il le pouvoit, en lui proposant pour Prix de la Guerre, à laquelle il l'avoit engagé, plus que vraisemblablement la Reine ne consentiroit à lui donner pour Prix de sa Neutralité. Car, il n'y avoit pas à craindre, qu'à Conditions égales, il optât de manquer à ses Alliés, pour s'unir à une Ennemie reconciliée.

La Conversion de l'Electeur de Saxe

ne

* *Grotius de Jure Belli & Pacis lib. 2. cap. 27.*

ne devoit pas plus ſurprendre que la retraite du Roi de Pruſſe. La Moravie n'étoit point un objet capable de le fixer. Si c'étoit en qualité de cohéritier, qu'on l'invitoit à entrer dans l'Alliance, il étoit ridicule de lui aſſigner une ſi petite part de l'immenſe Succeſſion, à laquelle il avoit autant de droit qu'aucun des Prétendans. Si c'étoit à Titre de Conquête, qu'on lui aſſuroit cette Province, il étoit contre toutes les regles de la bonne Politique, de ne pas lui offrir quelque choſe, ſi non plus conſiderable en ſoi, du moins plus à ſa bienſéance. Quelques Cercles de la Boheme, quelques morceaux de la Thuringe, ou l'Evêché de Hall, ou l'évacution de la Luſace, l'accommodoient bien mieux qu'un Pays ſans Commerce & ſans Débouché, & enclavé dans les Etats d'un Souverain plus puiſſant & plus ambitieux. Il étoit aiſé de faire trouver au Duc de Weimar-Eiſenac ſon Avantage dans une Tranſplantation. Le Roi de Pruſſe auroit facilement rencontré un équivalent dans les Etats d'Autriche; & la Saxe ſe ſeroit attachée d'autant plus fortement à ſes Alliés, qu'elle ne pouvoit être reconnuë dans ſon Acquiſition, que de leur Conſentement.

Le Negociateur, qui menagea l'Acceſſion de la Cour de Dreſde au Traité, dut s'appercevoir, qu'elle donnoit plus aux Circonſtances, qu'à l'Inclination ou à l'Ambition; & ſur ſon rapport le Cardinal Miniſtre

niſtre devoit ſe tenir pour dit, qu'elle changeroit avec elles. Des trois partis entre leſquels elle avoit à ſe decider, le meilleur n'étoit que le moins mauvais; par-tout elle trouvoit du déſagrement & du peril. En ſe tenant dans une parfaite Neutralité, elle ſe rendoit ſuſpecte aux Alliés & à la Reine, manquoit à ſa propre dignité, & demeuroit dans une dépendance honteuſe du Roi de Pruſſe, qui, dans la defiance qu'elle n'attendît pour ſe déclarer, de le voir occupé dans les Pays Hereditaires, ſe ſeroit tenû dans la Luſace, en forces à lui faire expliquer les moindres Démarches qu'il auroit jugées équivoques. D'ailleurs, en ne prenant aucun intérêt à la querelle, elle ſembloit renoncer à ſes Droits ſur la ſucceſſion.

Dans l'état de Foibleſſe où étoit l'Héritiere d'Autriche, c'étoit ſe perdre, que de ſe déclarer en ſa faveur. Le temps étoit favorable pour lui demander quelques Ceſſions: mais, c'auroient été des Titres ruineux. L'Electeur de Baviere, qui deja ſe croyoit Maître de la Boheme, eut traité ſon Coheritier en Uſurpateur. Pour pouvoir un jour lui diſputer ce beau morceau de la ſucceſſion, il falloit feindre de le lui vouloir aſſurer. Mais, à combien d'inconveniens ce parti n'expoſoit-il pas? Le Grand-Duc n'avoit pris aucunes meſures, pour ſucceder à ſon beau pere; & tout l'Empire étoit prévenu de

la neceſſité de prouver à la Reine, que la Couronne Imperiale ne faiſoit point partie de l'Heritage qu'elle reclamoit. Le Royaume de Boheme n'étoit pas moins voiſin de la Saxe que de la Baviere: is étoit autant à la Bienſéance de l'un que de l'autre Electeur; & tous deux y avoient des Prétentions également fondées. Mais, il étoit decidé, qu'il ſeroit le Partage du futur Empereur; & le Roi de Pologne, qui avoit déjà déclaré ſon Indifférence pour la Couronne Imperiale, convenoit que l'Electeur de Baviere, à qui ſeul elle pouvoit-être donnée, devoit recevoir avec elle de nouveaux Etats, afin de la ſoutenir avec dignité. Obligée de parler, la Cour de Dreſde donna des paroles: peut-être réuſſit-elle à cacher ſon embarras au Negociateur: elle ſigna le Traité qu'il lui preſenta; mais, le Cardinal dut y lire, qu'elle en appelloit au Temps. *Fata viam invenient.*

Rien ne pouvoit ſauver l'Héritiere d'Autriche de la Conjuration des quatre Puiſſances contre la Pragmatique, ſi le Cardinal Miniſtre, qui, tant de fois s'étoit opiniatré à reſter dans ſon Caractere, n'en étoit point ſorti mal-à-propos. Dès qu'il auroit gagné ſur ſoi de parler au Nom de ſon Maître, ſur le ton que doit prendre un auſſi grand Monarque, il pouvoit, comme Arbitre, ſignaler ſa Moderation, ſans apprehender qu'elle lui fût reprochée. Son eſprit d'ordre avoit à s'exercer

cer dans un Partage à peu près égal de la Succeſſion entre les Cohéritiers : la Garantie lui étoit pardonnée, en faveur de l'aveu qu'il eut paru faire de ſon Injuſtice ; & ſon attention à ne pas faire de jaloux, lui reconcilioit les Mécontents que ſon Imprudence avoit faits.

On a peine à concevoir le Contretemps de Hardieſſe & de Réſolution, qui le fit prononcer définitivement entre les Electeurs de Saxe & de Baviere ; preferer celui-ci à celui-là, & adjuger à l'un des Etats que l'autre étoit auſſi bien fondé à prétendre. L'intérêt de la France ne vouloit pas qu'une nouvelle Maiſon s'élevât ſur les ruines de l'ancienne. Le Démembrement de la Succeſſion d'Autriche, étoit tout ce qu'il demandoit ; il caſſoit le Teſtament de Ferdinand I. comme celui de Charles VI, & ne faiſoit pas plus de grace à la Subſtitution, qu'à la Pragmatique. Le Corps Germanique perdoit autant à l'une qu'à l'autre. Ses Loix s'oppoſoient à toutes deux ; & s'il comptoit pour quelque-choſe l'aveu qu'il avoit donné à la premiere, il étoit fondé à prétendre, qu'il ne devoit avoir d'effet qu'au Moyen d'une Confirmation, qu'il étoit bien reſolu de refuſer. Comment l'homme d'Etat le plus circonſpect & le plus timide, ne fut-il pas effrayé d'un Parti, qui n'offroit à la France que des deſavantages au milieu des plus heureux ſuccès, qui lui impoſoit la néceſſité de décider le

le Corps Germanique contre leurs Communs Intérêts, & faiſoit d'un Allié, que les circonſtances lui rendoient néceſſaire, un Jaloux d'autant plus redoutable, qu'il ne paroitroit qu'être juſte, en donnant carriere à ſa Jalouſie.

Comme il n'y a eu que les Cours intéreſſées qui ayent diſcuté l'Affaire de la Succeſſion d'Autriche, on n'a rien d'exactement vrai ſur elle. Chaque Cohéritier à fait valoir les Prétentions qui lui devoient-être d'un plus grand rapport, plûtôt que celles qui étoient les plus juſtes; & les principaux ont évité d'attaquer leur Antagoniſtes, par l'endroit foible de leur cauſe, de peur de la retorſion, qui avoit lieu contr'eux-mêmes, ou contre leurs Alliés.

La Maiſon de Baviere appuïoit toutes ſes Pretentions ſur la Subſtitution de Ferdinand premier, en faveur de ſa Fille ainée. La Reine de Hongrie ſe fondoit ſur la Pragmatique de l'Empereur ſon Pere: & leurs Raiſons militoient également pour tous deux, comme leurs Objections leur étoient également défavorables. Les Teſtamens des deux Empereurs n'ont merité d'être conſiderés, qu'en vertu des Loix générales, relatives aux actes de cette eſpece; & ils ſont abſolument nuls, dèsqu'ils manquent des Conditions que les Loix ont exigées comme eſſentielles. Les deux principales ſont la capacité de teſter dans le Teſtateur,

teur, & la capacité d'hériter dans l'Héritier institué. Ferdinand & Charles étoient usufruitiers des Fiefs de l'Empire, & manquoient par conséquent d'un Titre indispensable, qui est celui de *Proprieté*. La plûpart de ces Fiefs, dont leurs Etats étoient composés, ne leur étoient venus que par la rigueur de la Loi, qui rendoit les Filles inaptes à les posséder : la dispense, qu'ils s'accordoient eux-mêmes, étoit donc absolument nulle, par l'Injustice criante qui lui étoit attachée. Les Loix divines & humaines s'opposoient à leur Disposition, puisque les Fiefs de l'Empire étant déclarés feminins, la posterité des anciens Possesseurs étoit relevée de l'Exclusion qui lui avoit été donnée, & reclamoit leur héritage, qui n'étoit plus que le bien d'autrui, pour la legataire des derniers.

Ni le Corps Germanique, ni les Etats de Hongrie, n'ont pu donner à la fille ainée de Ferdinand premier, & à sa posterité, la capacité, qu'elle n'avoit pas, de succeder à ses Oncles & à leurs descendans. Ainsi qu'un Ayeul ne seroit pas reçu à faire le Testament de son petit Fils, qui n'est pas encore né : une génération ne sauroit être admise à disposer des biens qui écheront à quelqu'une de celles qui la doivent suivre. Si la Succession avoit été ouverte à la Mort de Ferdinand premier, sans doute que sa fille ainée, profitoit de l'aveu que le Corps Ger-

Germanique avoit donné à la Substitution. Deux siécles après, il étoit un Titre inutile.

Si la Succession Autrichienne n'avoit été que de preference pour les mâles (ce qui est le Cas le plus favorable au Testament de Ferdinand,) ce Prince n'auroit même pas été recevable à privilegier ses Filles par dessus celles de ses Successeurs. Ses Freres & leurs Descendans étoient ses Héritiers naturels; &, malgré, lui ils entroient dans tous ses Droits, & dans toute son Autorité. Chacun d'eux étoit autant fondé que lui à faire une Disposition de même genre que la sienne. S'ils ne la firent point, c'est qu'ils comprirent son Absurdité. Conformement aux Droits de la Nature & à tous autres, l'Heredité, si elle à lieu, suit les degrés du sang, à remonter du dernier Possesseur. La Fille ainée du dernier des mâles est l'Héritiere des biens qui ne sont pas susceptibles de partage: la preference lui est duë sur qui que ce soit. En un mot, Ferdinand ne faisoit point grace de sa Succession à ses Freres & à leurs Descendans: il ne leur put imposer de conditions onereuses, que sous leur bon plaisir.

La Pragmatique-Sanction de Charles VI., quant à ce qui est des Etats d'Allemagne, étoit une Affaire Domestique de l'Empire. Si le Corps Germanique, en qui réside la Puissance Legislative, l'avoit

voit acceptée unanimement, elle étoit pour la Legataire un Titre inconteſtable; puiſque l'Exception à la Loi étoit prononcée par ceux là mêmes que le Privilege lézoit. Mais, les Oppoſitions conſtantes de l'Electeur de Baviere, faiſoient, à ce fameux Acte, une Nullité, que rien ne pouvoit compenſer. Une Loi fondamentale ſubſiſte autant que la Conſtitution de l'Etat, à moins que le pouvoir qui lui donna l'être ne l'anéantiſſe. Comme ce ne fut point à la Pluralité des Suffrages qu'elle dût l'un, la Pluralité des Suffrages n'a pu produire l'autre.

Ainſi, la Fille de Charles VI., & celle de Ferdinand premier, n'avoient rien à prétendre en Allemagne, en Vertu du Teſtament des deux Empereurs. L'une avoit beſoin d'une Confirmation qu'elle n'a pas même oſé demander: l'autre d'une Unanimité, qui lui a été conſtamment refuſée. Les États de Hongrie élurent, plutôt qu'ils ne reçurent, la Princeſſe Marie-Thereſe, pour leur Reine. Ce n'a point été en Vertu du Teſtament de l'Empereur ſon Pere, qu'elle a monté ſur le Trône. Il étoit vacant: il n'appartenoit qu'à la Nation de le remplir; & la Nation l'y a placée.

Telle étoit l'idée, que le Cardinal de Fleuri devoit prendre, des Prétentions de l'Electeur de Baviere & de l'Archiducheſſe;

ducheſſe: & alors il voioit tout concourir au ſuccès de la demarche que l'Intérêt de la France exigeoit qu'il fit. Les Etats de la Maiſon d'Autriche en Allemagne tomboient, ſelon les Loix de l'Empire, à la Diſpoſition du Corps Germanique & de ſon Chef. Le Maréchal de Belile n'auroit pas eu beſoin de toute ſon Eloquence, pour faire goûter à l'un & à l'autre un Partage où chacun auroit gagné conſidérablement. Ainſi que le Partage des Etats de Cleves ne fut diſputé qu'entre les Princes alliés de cette Maiſon, le Démembrement des Etats d'Autriche n'auroit trouvé de difficultés que de la part des Maiſons où les Princeſſes Autrichiennes ont paſſé. Le Roi de Pruſſe avoit une trop belle Armée pour que les Electeurs de Saxe & de Baviere ne l'adoptaſſent pas pour leur cohéritier. Les Prétendans n'étoient pas aſſez puiſſans pour paroitre mécontens des morceaux, dont on auroit acheté l'extinction de leurs Prétentions. La Reine de Hongrie s'attiroit tout l'Empire ſur les bras, & ſe faiſoit une Ennemie de ſa propre Sœur, ſi elle eut refuſé de céder à cette Princeſſe l'unique Allodial de la Succeſſion.

La Hongrie étoit donc pour l'Archiducheſſe ainée; les Pays-Bas pour la ſeconde. La Moravie étoit diviſée ſelon que la Morave la coupe: la moitié, qui eſt

eſt à l'Eſt de la Riviere, paſſoit à la Maiſon de Brandebourg, avec la Sileſie haute & baſſe: l'autre venoit à la Maiſon de Saxe, avec le Royaume de Bohême. La Maiſon de Baviere étoit capable de ſoutenir avec dignité la Couronne Imperiale, en joignant à ſes Etats les Pais hereditaires qui leur ſont contigus. L'Autriche entiere, le Tirol, la Stirie, la Carinthie, & la Carniole, unies aux deux Bavieres, rendoient reſpectable un Chef que le Corps n'aime point à craindre. Les Villes Foreſtieres, & le Briſgau, faiſoient au Duc de Deux-Ponts un Equivalent avantageux de ſon Duché qu'il cedoit à l'Electeur Palatin. Tout l'Ortnau étoit donné au Margrave de Bade Dourlac, en échange de ſes Seigneuries du Briſgau. Le Duc de Wirtemberg étoit content de l'Arrondiſſement de ſon Duché, & de ſa Confirmation dans le Directorat du Cercle de Souabe. Les Cercles du bas Rhin étoient contenus par une Armée de cinquante mille François en Weſtphalie; le Landgrave de Heſſe-Caſſel, ſatisfait par l'Electorat que la Baviere lui reſignoit; l'Electeur de Hannovre, intimidé par le voiſinage d'un Médiateur, que perſonne ne l'aideroit à repouſſer, s'il s'en faiſoit un Ennemi.

Les Affaires d'Italie s'arrangeoient, pour ainſi dire, d'elles-mêmes. Le Frioul, donné aux Venitiens, comme en

Satisfaction pour les vieilles Prétentions qu'ils ont sur la Maison d'Autriche, les engageoit à contribuer de toutes leurs forces, à l'Etablissement d'un Equilibre particulier. Le Roi de Sardaigne cédoit son Ile pour le Duché de Milan; & elle étoit offerte aux Anglois avec Ceuta, en récompense de Minorque & de Gibraltar. Le Mantoüan étoit, aux héritiers de la Maison Cibo, le prix de la Principauté de Massa-Carrara, qui passoit à l'Infant Duc de Parme, Plaisance, Guastalla, & à ses Successeurs; & le Duc de Modene, en reconnoissance de cet avantageux Echange, dont on lui faisoit tout l'honneur, signoit l'acte de Substitution de ses Etats à l'Infant, au défaut d'Hoirs mâles. Les Etats d'Italie étoient affranchis du Vasselage de l'Empire. Enfin, le Tems & une Politique bien soutenuë, auroient fait un Roi de Ligurie.

C'étoit pour la France un Avantage inestimable, de n'avoir plus, sur la frontiere de l'Empire, aucun Prince capable de lui faire tête. L'Electeur Palatin, le plus puissant de tous, auroit été, pour la conservation de ses nouveaux Domaines, dans une plus grande dependance. Landau fixoit les yeux de son conseil. En s'attachant désormais à la Politique que ses veritables Intérêts, par rapport au Corps Germanique lui dictent, la France étoit sure d'une parfaite Neutralité de la part de l'Empire.

En-

Envain les Anglois auroient sonné l'Allarme sur l'Equilibre : le Corps Germanique, justement persuadé que tant qu'il sera libre, & ferme en sa Constitution, l'Europe n'a point à redouter de se voir asservie, n'auroit pensé qu'à jouir de la Paix, sans prendre ombrage de Dunckerque retabli, de Terre-neuve recouvrée, du Contract de l'Assiento donné à des marchands plus au goût de la Nation Espagnole. Cependant, Louis XV. auroit eu en Allemagne tout le Credit, s'y seroit acquis toute l'Autorité que le Génie de Richelieu procura à Louis XIII. en Italie. Les Princes, intimidés par son voisinage, gagnés par ses égards, prévenus sur sa modération, le rendoient l'ame & l'arbitre des Dietes. La Politique plus hardie des Electeurs Couronnés, demeuroit sans action, ou elle étoit reduite à ne se signaler que par des Guerres Auxilliaires, dont la France auroit eu peu à souffrir, puisqu'elle n'étoit plus accessible que par une Frontiere impenetrable.

La paix de l'Italie mettoit le Royaume à couvert de l'Inquietude ambitieuse de la Maison de Savoie. Les Suisses & les Venitiens étoient trop interessés à ne pas la laisser monter à un plus haut point de Puissance, pour la voir tranquillement chercher à s'agrandir de l'un ou de l'autre côté des Alpes. L'Etablissement

de Dom Philippe, & l'Affranchiſſement des autres Etats, ne ſouffroient pas une grande difficulté. Les Cohéritiers d'Autriche devoient trouver de la Moderation de la part de l'Eſpagne, à ne pas mettre à plus haut prix ſon Déſiſtement de l'Accord de Prague; Subſtitution bien d'une autre nature que celle de Ferdinand I.; puiſque Philippe III., heritier légitime, n'avoit fait que deſcendre à la place de Ferdinand III. qu'il faiſoit monter à la ſienne, & ceder des Droits préſens pour des eſperances éloignées.

Mais, quand il ſeroit conſtant, que ce Plan ne ſe fût pas ſoutenu entierement dans l'Execution, la France y gagnoit toujours de s'être déclarée avec dignité, de s'être ſoutenuë ſans grande perte, de ſe retirer ſans que ſa Réputation en ſouffrit. La Guerre pouvoit être malheureuſe: mille accidens pouvoient former des obſtacles à la Capacité des Généraux, à la Bravoure des Soldats: mais, on n'auroit point imputé, aux Imprudences du Miniſtre, les Diſgraces de l'Armée. Tel qu'un Magiſtrat équitable, qui livre à leur Entêtement des Plaideurs, dont il avoit daigné tenter l'Accord, le Roi eut abandonné les Cohéritiers & les Pretendans à leur propre ſens. Les Troupes Françoiſes auroient été rappellées d'Allemagne, comme d'un Pays indigne de leurs Secours. Leur Retraite, ordonnée

à

à propos, ſe ſeroit faire avec autant de ſureté que d'honneur ; & on ne l'auroit attribuée qu'au Reſſentiment d'un Mediateur, trop généreux pour ſe venger autrement qu'en ceſſant ſes bons Offices.

La Guerre de Bohême eſt une des plus humiliantes époques de la Monarchie Françoiſe. Sans la Guerre de Flandres, c'en étoit fait de la Réputation des Armes de la France. La Hongrie n'avoit pas un Païſan, qui ne ſe crût la Terreur des François. Dans un demi-ſiecle, l'Hiſtoire détaillera cette pitoiable Expedition, ſans ces ridicules Fanfaronnades, dont les Hiſtoriens du tems ont eſſayé de diminuer la Honte. „ On ne lira point * „ que la Reine de Hongrie, ayant ordonné le Siege de Prague, le Prince „ Charles fit canoner & bombarder avec „ tant de vivacité, que les Aſſiegés ne „ virent jamais un feu ſi terrible : que „ leur Bravoure, leur Activité à reparer „ les ravages de l'artillerie, leurs frequentes & ſanglantes ſorties, retarderent les progrès des Aſſiegeans : les reſſources qu'ils trouvoient dans leur pro-

* Après avoir longtems cherché, j'en enfin trouvé que l'Hiſtorien cité par le Cardinal eſt l'Auteur des Memoires ſecrets pour l'Hiſtoire de Perſe.

„ propre courage, rendront ce Siege
„ d'autant plus mémorable, qu'il pa-
„ roitra bien étonnant, qu'une Place, qui
„ n'avoit aucun ouvrage avancé, ait été
„ foudroyée pendant plus de trois mois,
„ ſans qu'on ait vu ni breche ni aſſaut;
„ que vingt deux-mille hommes, aſſie-
„ gés par plus de ſoixante mille, ayent
„ preferé de s'enſevelir ſous les ruines
„ de la place, à faire la moindre dé-
„ marche, qui pût rendre leur courage
„ douteux". Un Hiſtorien de bon-ſens & de bonne-foi, relevera tous les impertinens Menſonges, toutes les Contradictions de cette eſpece. Il dira, que vingt-deux mille François, deux Maréchaux de France à leur tête, furent enfermés & reduits à mourir de faim & de miſere, par quarante à cinquante mille hommes, de milice pour la plû-part: que leurs Généraux demanderent inutilement une capitulation honorable: que ce fameux Siege ne fut qu'un blocus: que les Défenſeurs de la place, où on ne vit pas la moindre breche, n'eurent garde de preferer de s'enſevelir ſous ſes ruines; puiſqu'à peine les murs furent-ils marqués des boulets qui y vinrent mourir. Un pareil Hiſtorien nommera de ſon vrai Nom, cette Retraite merveilleuſe, ſi ridiculement comparée à celle des dix mille Grecs, où le nouveau Xenophon,

phon, avec deux marches d'avance, pour faire environ cinquante lieües, perdit un tiers de ſon Monde, & ſe vit enlever tous ſes bagages & ſes propres Equipages. Il fera le détail de cette autre Retraite inouïe, qu'un Maréchal de France, reconduit par les Houſards & les Pandoures, n'eût permiſſion de faire, * qu'après avoir donné caution, pour les maraudes de vingt à vingt cinq mille François de vieilles Troupes. Enfin, il dira, que la Conquête projettée de la Bohême, & celle de Sicile, n'ont de commun que leur mauvais ſuccès.

CHA-

* Mr. le Maréchal de Broglio fut obligé de donner des Otages pour ſureté qu'il ne commettroit point d'Hoſtilitez dans ſa Marche. Le Cardinal ne rend pas Juſtice à cet illuſtre Général.

CHAPITRE XIII.

De l'Equilibre de l'Europe, & de celui de l'Empire. Comment, & pour combien, le Corps Germanique doit entrer dans le prémier. Examen de ſa Politique juſqu'à la derniere Paix d'Aix-la-Chapelle.

AVANT le Cardinal de Richelieu, on ne voit point de Siſteme regulier ſur les Affaires générales de l'Europe. Le Bonheur étonnant de Charles-quint, & les Vuës ambitieuſes de Philippe ſecond ſon fils, allarmérent la France, l'Allemagne, & l'Italie. L'Angleterre ſembla auſſi craindre quelque choſe après la funeſte Bataille de Pavie: elle ſe joignit à la France, pour faire digue à l'Aſpirant à la Monarchie univerſelle. Elizabeth, avec des Lumieres infiniment ſuperieures à celles du Roi ſon Pere, vit beaucoup plus loin que lui, & voulut pourvoir à un Avenir plus éloigné; mais ſes Plans reſterent ſans execution. On ne convint d'aucun qui embraſſât au-de-là des circonſtances preſentes. Les Enfans de Henri-ſecond ne pouvoient qu'à peine fournir au jour la journée; &, après la mort de Henri quatre, les Cabinets de France & d'An-

d'Angleterre se resserrérent dans leurs Affaires particulieres.

Les deux Branches de la Maison d'Autriche profitérent de cette Indolence des deux Puissances les plus intéressés à les veiller de près: elles firent leurs Dispositions, mirent en œuvre leurs premiers moyens, & rentrérent enfin dans la carriere abandonnée par Charles-quint & Philippe II., sans y rencontrer que les Obstacles naturels. Deja elles avoient fait beaucoup de chemin, qu'on ne pensoit pas encore à les arrêter: les grands coups que la Branche Allemande avoit frappés n'étoient entendus que de ceux qui en étoient accablés; l'Oppression du Corps Germanique ne se faisoit sentir que dans l'Empire. Louis XIII., & Jaques prémier, regardoient cette grande Querelle comme un Differend à accommoder par les Voïes que de paisibles Gentils-hommes choisiroient, pour accorder un fier Seigneur de Paroisse avec ses Vassaux. L'un * croïoit que la Cause de Ferdinand étoit

* LOUIS XIII. ne repondit aux Sollicitations des Princes de l'Empire, qui l'invitoient à soutenir l'Election du Palatin au Royaume de Boheme, qu'en envoyant trois Negociateurs, qui empêcherent la Diete d'éclater contre l'Empereur; ce qui ruina les Affaires des Princes Protestans.

étoit celle de tous les Souverains, & il envoïa des Ambaſſadeurs, ou plutôt des Miſſionnaires, en Allemagne, recommander la Subordination aux Princes de l'Empire. L'autre †, qui comptoit pour beaucoup d'avoir une Occaſion d'exercer ſon Eloquence, adreſſa de très belles Harangues à l'Empereur, que, ſelon les Regles de l'Art Oratoire, il flatoit dans ſes Prétentions, afin de l'amener par degrés à en relacher quelque choſe. Leurs Miniſtres ne voïoient pas, que la Liberté du Corps Germanique intereſſât conſidérablement le reſte de l'Europe.

Il falloit que le Cardinal de Richelieu ſe trouvât à la tête des Affaires de France, pour que l'Europe ouvrît les yeux au peril dont elle étoit menacée. Cet habile Miniſtre renouvella les anciennes Clameurs ſur la Puiſſance & l'Ambition de la Maiſon d'Autriche. Il déduiſit les terribles Conſéquences de l'Aſſujetiſſement des Princes de l'Empire; fit connoître, que la Liberté de l'Europe étoit attachée à cel-

† JAQUES V. avoit marié une des ſes Filles à l'Electeur Palatin; au lieu de l'aider à conſerver la Couronne de Boheme, qui lui avoit été déférée par les Etats du Pays, il écrivit des Lettres Latines à l'Empereur, qui n'en fint aucun compte. Son Gendre fut dépouillé de ſon Electorat, & il ne lui ôſa même pas donner Azile.

celle de l'Allemagne, & fut chercher jusques dans le Nord de quoi remplir la Balance qu'il mettoit entre les mains du Roi son Maître. C'est à ce puissant Génie, que l'on doit la constante Harmonie, qui fait, pour ainsi dire, de l'Europe entiere, un Etat partagé entre les Branches d'une même Famille: les Cours lui sont redevables des Relations qu'elles ont maintenant toutes les unes avec les autres: l'Europe tient de lui l'Idée d'un Contrepoids à la Puissance qui oseroit tenter de se l'assujettir, & la Connoissance d'avoir en soi-même le Protecteur & le Garant de sa Liberté. C'est à lui, enfin, que l'Equilibre de l'Europe doit sa Naissance.

L'Abus, que les derniers Empereurs Autrichiens ont fait de ce grand Mot de l'*Equilibre* de l'Europe, a mis plusieurs Politiques en doute de sa Réalité. Ils le prennent pour un Cri d'Allarme, dont Leopold & Joseph, de concert avec Guillaume III., se sont servis pour faire des Ennemis à la France: ils croyent, que les difficultés de l'Entreprise de la Monarchie Universelle sont toutes, ou dans la Constitution & les Forces particulieres de chaque Etat, ou dans la Moderation, peut-être même dans la Mediocrité des Talens des plus puissans Souverains: ils veulent que Louis XIV., en joignant, à l'Ambition qu'on lui reproche, la Capa-

cité du Grand-Gustave; que le Roi Guillaume, en unissant à sa Politique la Fortune d'Edouard III., auroient atteint le But marqué par Charles-quint: ils prétendent, qu'un second Pierre, qui naitroit à la Russie, lui asserviroit l'Allemagne ainsi que le Nord. Enfin ils soutiennent, que l'Europe ne sera libre, que jusqu'à ce qu'il paroisse un Charles-Magne; & qu'un Charles XII. sur le Trône de France auroit été pour elle, ce que Cirus & Alexandre furent pour l'Asie.

Loin de leur contester que le Roi Guillaume, & l'Empereur Leopold, se firent un jeu d'effraïer l'Europe de la Puissance & de l'Ambition de la France, on en tireroit bien plutôt la Preuve de l'Existence de l'Equilibre. La confiance, avec laquelle ils cherchoient à se commettre avec un Ennemi, qu'ils disoient si superieur, ne laisse point douter, qu'ils ne comptassent sur des Ressources indépendantes du Sort des Armes. Le plus ou moins d'Egalité dans la Guerre, à proportion qu'ils lui enlevoient, ou lui laissoient, les Alliés qui devoient entrer dans le même plat de la Balance, decide la realité d'un Contrepoids de la derniere Justesse. Les plus brillans Succès de la Guerre que le Traité de Nimegue termina, furent le Fruit de l'Alliance de Louis XIV. & de Charles II. Le Roi d'Angleterre n'eut pas plûtôt relaché de son Ardeur, que les François

furent

furent obligés d'abandonner leurs Conquêtes. Sans la Neutralité de l'Italie, peut-être auroient-ils été réduits à la Défensive sur leurs propres Frontieres.

Les Avantages de la Guerre, qui produisit le Traité de Riswick, doivent être attribués plutôt à la Bravoure de la Nation, qu'aux Forces de la Monarchie Françoise. L'épuisement de cette derniere à la Paix, égaloit * la fierté de l'autre. D'ailleurs la Diversion, que faisoit le Roi Jaques, compensoit l'Inaction de la Suede. Les Troubles de Hongrie, & l'Aneantissement où une mauvaise Administration tenoit l'Espagne, balançoient les Forces, du Corps Germanique, en faisant distraction à celles de l'Empereur. Le Duc de Savoie n'étoit pas alors en état d'agir par lui même. Les deux Siciles, & le Milanès, les seuls Etats d'Italie intéressés à l'aider, ne lui pouvoient donner que de très foibles Secours; & l'imprudente Hardiesse, avec laquelle il se commit avec un Général tel que Catinat, rendit son Alliance aussi onereuse à la Ligue, que sa levée

* Les Peuples étoient si portés à la Continuation de la Guerre, qu'ils refuserent d'allumer pour la Paix les feux de joye ordinaires. Les coffres du Roi étoient si peu en état d'y fournir, que déja les Billets du Tresor & de la Monnoïe étoient decriés.

levée de bouclier avoit d'abord embarrassé la France.

Cependant, la Paix se fit, moins encore que la Guerre, entre Puissances égales. La France ceda beaucoup, & ne reçut que très peu en Equivalent. La seule Ville de Strasbourg, sur qui déja elle avoit le Droit de Possession, fut la Récompense d'une Restitution, que, par la force des Armes, les Alliés auroient inutilement tenté d'obtenir. L'importante Clé de l'Italie, & des Païs que leur situation rend d'un prix inestimable, passerent au plus dangereux voisin. Des bailliages entiers de la Flandre, & une multitude de places fortes, revinrent à la Maison d'Autriche. Louis XIV. donnoit la Paix, & ses Ennemis en dictérent les Conditions: le Vainqueur eut le Sort du Vaincu.

Dans la Guerre de la Succession d'Espagne, l'Equilibre ne fut ébranlé que par l'Incapacité des Ministres & des Généraux François. Les Chamillards & les Pont-Chartrins, les Marsins, les Tessé, les la Feuillade, & semblables Grands-Hommes, auroient fait perdre aux Cirus leur Supériorité. Sans la Bataille d'Hochstet, l'Alliance de l'Electeur de Baviere dédommageoit de l'inflexible Opiniatreté du Roi de Suede. Ainsi que, dans la Guerre precedente, les Mécontens de Hongrie auroient compensé la Neutralité des Venitiens, & la Déclaration du Duc Victor-Ame-

Amedée, ſi les Fautes des Miniſtres, & les Diſgraces de tant de mauvais Généraux, n'avoient pas coupé les Secours & les Encouragemens que la France leur devoit.

L'Equilibre fut ébranlé : il vacilla ; mais, il n'étoit pas poſſible qu'il fût renverſé. Ou le Roi de Portugal, ou le Duc de Savoie, ou le Czar même, après avoir accablé ſon Ennemi à Pultova, l'auroit retabli, ſi la Reine Anne s'y étoit refuſée. Quand même les Alliés ſe ſeroient opiniatrés à humilier Louis le Grand, quand même leur Bonheur ſe ſeroit ſoutenu juſqu'à leur faire partager la France entr'eux, ainſi qu'ils ſe l'étoient promis, l'Equilibre auroit ſans doute changé ; mais, il n'en eut pas moins ſubſiſté. Le pis qui ſeroit arrivé, c'eſt qu'il fût demeuré quelque temps à ſe raffermir parfaitement.

C'eſt envain qu'on voudroit prendre Avantage de la Politique peu ſoutenüe de la plûpart des Cours. Il n'eſt que trop vrai, qu'elles ont ſouvent preferé un Intérêt particulier au Bien général : mais, ce ſont des Fautes qu'elles ont, ou reconnues, ou payées cherement avec le temps. L'Eſpagne, durant la Minorité de Charles II, n'écouta que ſon Dépit, lorſqu'elle opta pour la Ceſſion d'une partie de la Flandre & du Hainaut. En voulant conſer-

ſerver la Franche-Comté, elle perdit deux fois plus qu'elle, ſans ſe l'aſſurer. Les Puiſſances Maritimes ſe ſont bien repenties depuis de l'avoir forcée à l'alternative*. Elles regrettent de même d'avoir laiſſé l'Empereur Charles VI. ſoutenir ſeul la Guerre de 1733. La France ſe reſſent encore de l'abſurde Traité de la quadruple Alliance. Les fautes du Duc Régent, qu'un Cardinal de Richelieu auroit eu peine à réparer, ont pour ainſi dire neceſſité le Cardinal de Fleuri à la plûpart des ſiennes.

La Guerre de la Pragmatique eſt un Cahos, où tout le Monde s'eſt égaré. Ainſi qu'un malade, échapé d'une Convulſion, ſouhaite de perdre juſqu'à l'idée des Grimaces hideuſes qu'elle lui a fait faire, chaque Puiſſance voudroit ſe cacher à ſoi-même les Agitations & les Foibleſſes, qu'elle

* L'Angleterre & la Hollande, allarmées de la Rapidité des Conquêtes de Louis XIV. dans les Pays-Bas, en vertu des Droits de la Reine ſon Epouſe ſur les Allodiaux d'Eſpagne, après la Mort de l'Infant Dom-Balthaſar ſon Frere unique du même-Lit, offrirent leur Médiation, & déclarérent à l'Eſpagne, qu'elles prendroient parti contr'elle, ſi elle n'ôtoit le ſujet d'une Guerre dont elles apprehendoient les ſuites, en cedant à la France, ou ſes Conquêtes, ou la Franche-Comté. L'Eſpagne, pour faire dépit aux Médiateurs, opta pour le Premier.

qu'elle a eſſuyés dans cette Criſe. L'Héritiere d'Autriche, & les Anglois, y devoient tout perdre; la France, & le Corps Germanique, y pouvoient gagner tout, pour leur Grandeur particuliere. Le contraire eſt arrivé; & l'unique Difference, qui en reſulte pour l'Equilibre général, c'eſt que la Maiſon de Bourbon, pour qui il n'auroit plus ſubſiſté que quant à la Défenſive, le trouve encore auſſi ferme qu'auparavant, quant à l'Offenſive.

L'Equilibre de l'Europe ne dépend point de la Conſtance & de la Fidelité des Puiſſances à ſe tenir dans le coté de la Balance où elles ſe ſont une-fois jettées. En ce ſens, il ſeroit une belle Speculation vuide de Réalité, une veritable Chimere. Que ce ſoit le Roi de Suede ou le Roi de Dannemarc, la Republique de Veniſe ou celle de Genes, le Roi de Portugal ou le Roi de Sardaigne, qui ſe declarent pour l'un ou l'autre Parti, peu importe. Chaque Etat doit régler ſa Politique ſur les Evénemens; & les Evénemens dependent très ſouvent de la Fortune. Dans la derniere Guerre, le Roi des deux Siciies fut neutre, quoique, dans le Siſteme général, il dût y entrer pour beaucoup: mais, la Neutralité du Roi de Portugal maintint le Contre-poids. Le Roi de Pruſſe ſe retira de l'Union de Francfort; & ſa Retraite fut compenſée par la Ruſſie, qui s'offrit pour Médiatrice, & tira la France

d'Inquietude ſur ſes Engagemens avec ſes Adverſaires. Enfin, comme il n'eſt pas poſſible, dans l'Etat où l'Europe ſe trouve depuis plus d'un ſiecle ; que les Avantages d'une Puiſſance ne ſoient les Deſavantages d'une autre à peu-près ſon égale, quel que ſoit le mouvement de la roue, il ne ſauroit faire autre choſe que déplacer les Noms.

Si nos Politiques faiſoient attention aux Révolutions de l'Europe depuis environ un ſiecle, ils ne feroient point une Objection de l'Etat où elle a été pendant ces Tems de Barbarie, où la Politique étoit autant negligée que la Science Militaire. Les Valois furent abandonnés à leur mauvaiſe Fortune : les Rois d'Angleterre furent laiſſés Maîtres de la France : perſonne ne s'offrit à Charles V. & à Charles VII. pour les aider à ſe relever des Diſgraces de leurs Peres. Non, il n'y avoit alors en Europe, ni Equilibre, ni Balance. Mais, qu'étoit ce alors que la Monarchie Univerſelle ? Certes, qui que ce ſoit n'en avoit l'Idée. On le connoit au peu d'Etenduë des Vuës des Princes que leurs Talens & leur Bonheur, avec les Circonſtances les plus favorables, y pouvoient conduire.

L'Héritier * Préſomptif d'Edouard III. arbi-

* Le grand Prince de Galles, qui gagna la jour-

Arbitre tout puiſſant entre un Tiran & un Uſurpateur, ne fut pas tenté de leur faire Juſtice à tous deux, & de devenir, par leur Chatiment, le Maître d'un puiſſant Etat. Les Puiſſances, qui ont maintenant le plus d'Influence ſur les Affaires générales, étoient à peine connuës. Les deux † Maiſons Rivales ne ſe diſputoient que leurs propres Poſſeſſions. Au-de-là des Pirenées, des Alpes & du Rhin, elles ne voyoient rien qui les intéreſſât. On diroit, qu'encore effrayés & honteux des héroïques Folies des Croiſades, les Princes s'imaginoient, que les Pays qui ne les avoiſinoient pas, étoient la Paleſtine. Le dernier Duc de Bourgogne fut ſurnommé le Téméraire, pour s'être promis la Conquête de la Lorraine. Sans les Inimitiés de François I. & de Charles-quint, les

journée de Poitiers, où il fit le Roi Jean Priſonnier, fut appellé en Caſtille par Pierre le Cruel, à qui Henri de Tranſtamare ſon Frere Naturel avoit enlevé la Couronne Il battit l'Uſurpateur, défit entierement les François aventuriers, que le fameux Duguecſin y avoit conduits, & remit Pierre ſur le Trône, après quoi, il revint en France.

† La Maiſon des Plantagenets, qui, par Guillaume le Conquerant, remontoit aux premiers Ducs de Normandie, regnoit en Angleterre; celle des Valois en France. On ne parloit pas encore de celle d'Autriche.

les François n'auroient pas plus connû le Corps Germanique, que celui des Mammelus. Sous le Regne de Henri III. en France, les Rois de Suede * étoient comptés pour autant que les Rois de Chypre : un Roi de la Baſſe-Navarre ſe trouvoit ravalé par la Comparaiſon de ſa Puiſſance à la leur.

C'eſt au Traité de Weſtphalie, qu'il faut marquer l'Epoque de l'Etabliſſement de l'Equilibre de l'Europe. Tous les Traités, qui lui ſont poſterieurs, l'ont eu pour Baze; & toutes les Guerres, qui ſe ſont faites depuis, n'ont eu pour objet que de troubler, ou de maintenir, l'Ordre qu'il a fixé. Dès qu'on ſaiſit le point de vuë de l'Uſurpateur Cromwel, on ne voit rien dans ſa Conduite qui ne reponde à cette Idée. Le Cardinal de Richelieu, qui ſe flata que ſes Succeſſeurs ſuivroient conſtamment les Routes qu'il leur frayoit, avoit mis l'Angleterre hors de la Balance. Les Diviſions, que d'habiles Miniſtres y pouvoient entretenir, lui ſembloient un ſûr

* Pibrac, Chancelier de Henri IV., encore ſimple Roi de Navarre, faiſant des Remontrances ſur les Procedés de la Cour de France, injurieux à ſon Maître, ſe plaignit qu'elle n'avoit pas plus d'égards pour lui, que pour un Roi de *Suede*, ou de Chypre. Vraiſemblablement, le Cardinal a eu cette Anecdote en vuë.

ſûr garant que jamais la France n'auroit à diſcuter avec elle les Affaires étrangeres. Il prépara tout en conſequence, pour que l'Equilibre, une fois établi, le ſoin de le maintenir tombât au Corps Germanique. Comwel ſe propoſa de lui ôter la Balance, pour la faire paſſer à ſa Nation; & ce But fut l'Ame de ſa Négociation avec la France & l'Eſpagne. Ce fut pour y arriver plus ſurement, qu'il feignit de ne pas comprendre celui de la Paix de Munſter.

Sans ſecours du côté de l'Empereur & de l'Empire, l'Eſpagne luttoit avec déſavantage contre la France. Se joindre à elle en acceptant Dunkerque, dont elle faiſoit le prix du ſecours qu'elle demandoit, c'étoit engager l'Angleterre dans une Guerre extrémement longue; puiſqu'elle ſeroit entre Puiſſances égales, & ne lui procurer pour les grandes Depenſes qu'il lui faudroit faire, qu'une Paix telle que l'Empire la dicteroit. C'étoit outre cela la mettre dans la néceſſité d'entrer deſormais dans tous les Differens des deux Maiſons, & de ſe tenir toujours du coté de la plus foible. En preferant l'Alliance de la France, & recevant Dunkerque conquis par les Armes combinées, c'étoit décider la Superiorité de la Maiſon de Bourbon ſur celle d'Autriche, & lui faire terminer promptement cette Guerre par une Augmentation de Puiſ-

ſan-

ſance, qui ébranloit l'Equilibre. Dans la Guerre ſuivante, il faudroit que le Corps Germanique ſe rendît aux Sollicitations de ſon Chef: autrement, la Balance étoit renverſée, & il en ſouffroit le premier. La Guerre ſeroit donc entre Puiſſances égales, lorſque l'Empire & la Maiſon d'Autriche ſeroient unis contre la France.

Cependant, l'Angleterre, un Pié en Flandre, menageroit, auprès de l'un & l'autre Parti, les Conditions de ſa Neutralité, ou de ſa Declaration, & ſeroit toujours à temps de faire acheter ſa Médiation au Prix qu'elle y voudroit mettre. L'Eſpagne étoit trop foible, la France n'avoit point de Raiſon pour la troubler dans la Poſſeſſion de Dunkerque: les Hollandois ne pouvoient que ſe tenir en Garde contre un Voiſin dangereux. Si le Génie Politique de Cromwel avoit animé Charles II., la * petite Guerre, que le Traité d'Aix la Chapelle étouffa, auroit donné à l'Angleterre, ou par la Ceſſion de l'Eſpagne, ou par accord de Partage avec la France, la plus importante Moitié des Pays-Bas Autrichiens.

Ja-

* C'eſt-celle dont il eſt fait mention ci-deſſus, qui ceſſa par la Médiation des deux Puiſſances Maritimes.

Jamais il n'entra dans l'idée de l'Equilibre de l'Europe, que la France fît seule Contre-poids aux autres Puissances. Ainsi, il seroit absurde d'objecter, contre sa réalité, l'Augmentation de Puissance qu'elle a reçue de son Union avec l'Espagne. Il est constant, que le Cardinal de Richelieu compta sur l'Alliance perpetuelle de la Suede, qu'il ne se défia aucunement que la Russie vint jamais au nombre des Puissances interessées au Sistême géneral; qu'il présuma assez de l'habileté de ses Successeurs, pour ne pas y donner part à l'Angleterre; qu'il ne dut pas compter que les Ducs de Savoie y figurassent jamais autrement que les autres Puissances d'Italie. Or, l'Anéantissement de la Suede, l'Accroissement de la Russie, & celui du Roi de Sardaigne, ont fait un Changement considerable dans son Plan. La Puissance de l'Espagne a pû à peine remettre l'Equilibre de la Secousse qu'il recevoit; & les deux Couronnes unies ont encore besoin de tous les Ressorts, dont le Jeu étoit necessaire à la Conservation de la premiere.

La Politique de Cromwel n'ayant point été soutenue par les Rois Stuards, & la Maison de Hannovre trouvant son Intérêt à ne pas laisser les Anglois dans l'Impartialité qui convient à des Arbitres, la Balance est encore dans les mêmes mains

où

où la mit le Traité de Weſtphalie; mais avec cette difference eſſentielle, que les plus puiſſans Membres de l'Empire, ayant des Intérêts particuliers tout-à-fait contraires aux ſiens, & des engagemens indépendans de ceux qu'il peut prendre, le Corps Germanique n'a plus ſon ancien Poids, & ne ſçauroit par conſequent differer à appuyer ſur l'un ou l'autre coté, juſqu'à ce que l'Equilibre ſoit ébranlé, ſans riſquer de n'être plus à temps de le raffermir.

L'Empereur Leopold n'en impoſa qu'à ceux qu'il avoit deja aveuglés ſur ſa Politique, lorſque, faiſant acheter comme une Grace ſignalée une Couronne Royale aux Electeurs de Saxe & de Brandebourg, il fit enviſager au Corps Germanique la nouvelle Dignité de ſes Membres, comme un Honneur qui lui étoit avantageux. L'Equilibre particulier de l'Allemagne étoit le plus grand obſtacle aux vuës ambitieuſes de ſa Maiſon: pour parvenir un jour à ſe faire des ſujets des Electeurs, il n'avoit pas de moyen plus ſur, que de commencer par en faire des Rois.

Il étoit inévitable, qu'un Roi de Pologne s'intereſſeroit moins aux Affaires de de l'Empire, qu'un Electeur de Saxe. Honteux, pour ainſi dire, d'allier la Sujettion à la Souveraineté, & d'être en même-tems Roi d'une puiſſante Nation,

&

& Vaſſal d'une autre, il ſeroit peu diſpoſé à entrer dans des détails, qui lui rappelleroient perpetuellement cette derniere Qualité. Soit par Généroſité, ſoit par Complaiſance, ſoit par Reconnoiſſance des bons Offices qui lui ſeroient rendus en Pologne, il chicaneroit peu l'Empereur ſur ces importantes Diſcuſſions de Dietes, vrayes Bagatelles psur un puiſſant Monarque. En ſe montrant difficile à la Cour de Vienne, il s'expoſoit à la voir appeſantir ſur le Roi ſa Superiorité ſur l'Electeur. En condeſcendant à ſes Inſtances, il étoit ſûr qu'elle étendroit juſqu'à l'Electeur ſes Egards pour le Roi. Enfin, un Prince de l'ancienne & illuſtre Maiſon de Saxe devoit être ſenſible au Plaiſir d'avoir le Chef de l'Empire pour Allié, pour Client. Certain, que ſa Couronne le mettroit toujours à couvert du Deſpotiſme Autrichien, il ne devoit conſiderer, en le favoriſant, que l'Honneur de rendre l'Empereur ſon redevable. Il y avoit de la gloire pour lui à vouloir ſe laiſſer tromper. C'eſt, dans un Grand, un Raffinement de Généroſité, de refuſer d'entrer en compte avec ſon Intendant, & de lui paſſer ſes Mémoires ſur ſa parole.

Il n'y avoit pas d'Apparence, qu'un Electeur de Brandebourg gagnât autre choſe qu'un Titre de plus à la Dignité qu'il

ſollicitoit; & ce Titre n'ajoutoit, ni à ſa Puiſſance, ni à ſes Richeſſes. Ce n'étoit toujours qu'une * Demi-Province, ſous le

* Conrad Duc de de Mazovie, Prince du ſang des Rois de Pologne de la premiere Race connuë, donna, ſur la frontiere de ſon Duché, un Etabliſſement aux Chevaliers Teutoniques, à condition qu'ils reprimeroient les Courſes des Pruſſiens, dont ſes Peuples avoient perpetuellement à ſouffrir les Ravages.

Les Chevaliers, qui venoient d'abandonner leurs Etabliſſemens de Paleſtine, accoururent en foule à ce Nouveau Chef d'Ordre. Ils firent une rude Guerre aux Pruſſiens, les reduiſirent à la defenſive, les pouſſerent, s'emparerent pié à pié de leur Pays, & enfin s'en firent des Sujets.

Une fois Souverains, ils ceſſerent d'être religieux. Les Ducs de Mazovie ne les éprouverent pas plus reconnoiſſans. Le Royaume de Pologne, & le grand Duché de Lithuanie, furent ſouvent troublez par leur Ambition. Les Rois Jagellons ne furent pas plus heureux que leurs Predeceſſeurs; lorſqu'ils ſe flatterent que l'Autorité du Pape viendroit à bout de ces incommodes Voiſins. Ils mepriſerent les Excommunications du Legat, & le Legat lui-même, & ne voulurent d'Arbitres que leurs Epées.

Le Lutheraniſme ayant gagné la plûpart de ces mauvais Catholiques, Albert de Brandebourg, alors Grand-Maître de l'Ordre, offrit au Roi de Pologne, Sigiſmond-Auguſte, de tenir, & après lui ſes Deſcendans, la Pruſſe à Titre de Fief de la Couronne de Pologne, ſous l'obli-

le Nom de Royaume. Cependant, les dépenses du nouveau Roi devoient bientôt in-

l'Obligation du Service militaire à la tête de deux cent Cavaliers. Le Roi accorda la Demande à Albert, qui fut assez fort avec ses Amis, pour faire quitter le Pays aux Chevaliers Catholiques.

La Postérité d'Albert ayant manqué, la Maison Electorale de Brandebourg obtint; que le Duché lui passât aux mêmes Conditions qu'Albert s'étoit imposées. Au Traité qu'elle fit avec la Pologne à Vicun en 1656. & qui fut confirmé à Oliva, elle fut dégagée du Vasselage. C'étoit en Reconnoissance du Mal qu'elle ne fit pas à la Pologne, & qu'elle lui auroit pû faire, en se joignant au Roi de Suede.

La Prusse est divisée en deux Portions, dont les Chevaliers n'ont possedé qu'une. Celle-ci se nomme Ducale; elle est la plus grande, mais non pas la meilleure: c'est elle, qui a été érigée en Royaume. Avant le Roi regnant, qui s'efforce d'y faire fleurir le Commerce, l'Ambre jaune, qu'on trouve sur le bord de la Mer, faisoit le plus fort Article des Revenus Royaux. La Ferme étoit de quinze à vingt mille Ecus par An. Le Pays n'est pas encore tout defriché; & il est si mal peuplé, qu'en mettant les villes hors de ligne, on croit qu'il y a plus d'Ours que d'Hommes.

L'autre Portion de la Prusse est une Province Polonoise, divisée en Châtellenies & Starosties: elle se nomme Royale, & est un des plus riches Païs du Nord. Ses principales Villes sont Dantzic, Elbing, Thorn, & Marienbourg.

incommoder l'Electeur, & lui faire ſouhaiter d'augmenter ſes Revenus, ou par des Acquiſitions, ou par des Subſides Etrangers. Celles-là ne pouvoient avoir lieu que dans l'Empire ; & l'Empereur Leopold, qui étoit bien éloigné de prévoir l'Extinction de ſa Maiſon, ne devoit pas douter, qu'en l'appuyant dans ſes nombreuſes Pretentions ſur diverſes Succeſſions en Allemagne, il ne lui fit preferer les Subſides des Puiſſances Maritimes à ceux de la France. Le Don d'un Titre lui aſſuroit donc un Ami fidele, un Allié prêt à le ſeconder dans tous ſes Deſſeins, & d'autant moins ſcrupuleux ſur les Intérêts du Corps Germanique, qu'il ſçavoit y avoir autant de jaloux, qu'il y abandonnoit d'égaux.

Ce n'eut encore été rien pour le Corps Germanique, ſi l'effet de la Royauté ſe fut borné à ſeparer deux de ſes Membres de l'Interêt commun, pour les attacher à celui du Chef de l'Empire. Les Membres du premier College étoient en aſſez grand nombre, s'ils fuſſent demeurés fideles aux bonnes Maximes, pour deconcerter les Patiſans des nouuelles. Mais, un neuvienne Electorat, pour un quatrieme Roi, partagea les Suffrages. La Royauté, multipliée dans le College Electoral, parut moins décorer ceux qui en étoient revêtus, que ravaler ceux qui ne l'avoient pas. Les deux Electeurs,

qui

qui ne voyoient aucun jour à ſe la procurer, pretendirent du moins joüir de quelques unes de ſes Prerogatives. Les Rois ayant commencé d'entrer en leur particulier dans les Affaires générales de l'Europe, & d'y figurer à part, le Comte & le Duc y parurent ſur le même pié. Le Corps Germanique perdit ſon prémier College.

Le ſecond ſe ſentit bien-tôt de la Révolution. La Loi, qui rappelle à l'Empire les Fiefs vacans à défaut d'Hoirs mâles, & ordonne à l'Empereur d'en inveſtir un Prince Allemand, agréé du Corps Germanique, fut ſacrifiée à l'Agrandiſſement des Electeurs, ainſi que celle de la nature, que le Droit & l'Uſage de l'Empire avoient conſacrée. Les Princes puinés n'eurent plus de *Propres* en ſouveraineté feudataire immediate de l'Empire. Les Fiefs, * qui, juſques là, avoient été leur Legitime, furent réünis à celle de l'ainé: ceux, qui vinrent à vacquer fu-

* L'Electeur de Saxe a réüni les Duchés de Mersbourg, de Zeitz, de Weſſeinfelds, & le Comté de Mansfelds. L'Electeur de Brandebourg a reüni la Principauté d'Ooſtfriſe, les Comtés de Honneſtein, de Limbourg &c. L'Electeur de Hannovre le Duché de Lauvenbourg. A leur Exemple, le Landgrave de Heſſe a eu le Comté de Hanau &c.

furent accordés par l'Empereur à l'Electeur qui pouvoit produire sur eux la moindre Prétention. Le Banc des Comtes, & celui des Princes, a été de plus en plus éclairci: avec le temps, le second College passera peu à peu tout entier dans le premier.

C'en est fait du Corps Germanique, s'il voit encore un Siecle semblable à celui qui vient de passer. Deux nouveaux Electorats enleveront au College des Princes les plus considerables de ses Membres; & il n'y a que Dieu qui puisse alors preserver l'Empire de la Perte de sa Liberté. Si les onze Electeurs s'unissent pour travailler ensemble à leur Grandeur respective, qui les empêchera d'abroger des Loix, au dessus desquelles leur Puissance les a deja mis *? S'ils se decident pour une entiere Independance, & ne veulent absolument rien garder du Vasselage, ils sont assurés de l'Aveu de la Maison de Bourbon, pour qui onze petits Rois sont bien moins redoutables, qu'une République dont ils feroient

* Tous les Electeurs Laïques, excepté celui de Baviere, ont le Droit de juger dans leurs Etats en dernier Ressort C'est ce que les Jurisconsultes Allemands nomment *Jus de non appellando*. Le Duc de Wirtemberg l'a pareillement.

roient Partie. Si la Prudence, reſſtant à l'Appas d'une Souveraineté parfaite, ils conſentent à ſe conſerver un Chef, en rendant cet Honneur héréditaire dans la nouvelle Maiſon d'Autriche, ils peuvent compter d'être ſoutenus de tous ſes Alliés : le plaiſir de commander à onze Rois eſt trop capable de la flater, pour qu'elle s'expoſe au riſque de le voir paſſer à d'autres par une opiniatreté, dont le Succès, même le plus heureux † ne lui donneroit pas l'Equivalent. Si, par un Chef-d'œuvre de Modération, digne du premier Age du Monde, & dont il n'y a que les Suiſſes qui ayent donné l'Exemple, ils ne veulent s'unir que pour leur mutuelle Conſervation ; laquelle des deux Maiſons rivales oſera leur faire obſtacle ? Qu'ils partagent entr'eux les Terres de l'Empire ; qu'ils ſe faſſent des Vaſſaux de

† Toutes les Suppoſitions, que le Cardinal fait ici, prouvent au moins la Hardieſſe de ſon Génie & la Vigueur de ſon Imagination. Il eſt bien difficile de ne pas ſe tromper en eſſayant de commenter un pareil Auteur. Comment a-t-il entendu que la Maiſon d'Autriche, réüſſiſſant à empêcher les Electeurs de s'aſſujettir les autres Membres de l'Empire, qui ſont pour elle autant de Sujets, ne trouveroit pas l'Equivalent de ? peut-être parce que la Dignité de Chef, que les Electeurs lui rendroient héréditaire, demeureroit toujours élective.

de ſes Feudataires: eſt-il un Protecteur aſſez puiſſant, pour entreprendre de ſoutenir les Ruines de la République Imperiale? La nouvelle Ligue n'étant que pour la Défenſive, la France n'auroit aucun Interêt à la rompre. La Primauté de la Maiſon de Bourbon n'eſt point un Deſpotiſme: elle n'eſt point fondée ſur l'Oppreſſion & l'Eſclavage de l'Europe. La Maiſon d'Autriche, ſoutenue de toutes les Forces de la Ruſſie, & des Treſors des Puiſſances Maritimes, auroit-elle à s'applaudir d'aller heurter un Monſtre, qu'elle auroit plus de difficulté à dompter qu'à anéantir?

La Guerre de la Pragmatique offroit au Corps Germanique l'Occaſion la plus favorable, & les moyens les moins dangereux, de ſe relever, autant qu'il eſt poſſible, des Atteintes que le Siecle paſſé a portées à ſa Conſtitution; & de prevenir celles dont celui-ci la menace. La Succeſſion de Charles VI. étoit ſon Bien: il devoit la reclamer. La France demandoit un Pretexte pour en exiger le Démembrement: il devoit le lui donner, en l'appellant pour Arbitre de la Reparation des Dommages qu'il avoit reçus des derniers Empereurs. Les fauſſes Démarches du Cardinal de Fleuri étoient rectifiées, & l'Electeur de Baviere mis hors d'Inquietude par ce Coup de Reſolution.

La

La France en recevoit d'avance la Récompenſe de ſes bons Offices, par la maniere dont elle étoit admiſe à les rendre. Ce n'étoit plus comme Auxiliaire d'un Prince qu'elle avoit juré de ne pas ſoutenir, qu'elle faiſoit entrer ſes Armées dans l'Empire. Le Roi s'expliquoit avec la Dignité qui lui convient; c'étoit le Garant de la Paix de Weſtphalie, qui venoit venger le Corps Germanique lézé, & l'aider à ſe faire Juſtice ſur ſes Griefs. La nouvelle Maiſon n'avoit plus ces Reſſorts victorieux, que la qualité de Chef de l'Empire donnoit à l'ancienne: ils étoient tous entre les mains de l'Electeur de Baviere, qui auroit volontiers pris ſur ſoi de les faire jouër, pour amener les Cohéritiers & les Prétendans à ſouhaiter un Partage, dont l'Empire, qui y auroit trouvé autant qu'eux à gagner, eut accepté la Garantie offerte par les deux Couronnes.

Le Roi de Pruſſe, Politique trop éclairé pour ne pas pénétrer les Vuës les plus éloignées du Corps Germanique, auroit feint de ne pas s'en appercevoir, pourvû que ſes Intérêts particuliers n'en euſſent pas ſouffert. Content d'être le plus puiſſant Membre de l'Empire, il auroit laiſſé à ſes Succeſſeurs le Soin de ſe ménager les Honneurs d'une Primauté, qu'aucune Maiſon Electorale n'auroit été en état de leur diſputer. Dès qu'on lui auroit laiſſé

tous les Morceaux unis depuis un Siecle à la masse, & qu'on lui auroit assuré la basse Silesie, il auroit compensé la Perte, que le second College a faite de l'Oostfrise, & des autres Fiefs de Westphalie, en appuyant l'Erection de la Haute Silesie & de la Moravie en deux Principautés, pour deux puinés des deux Maisons de Princes, que le sort auroit marquées. L'Electeur de Saxe, pour joindre la Boheme à la Saxe, auroit rendu, aux puinés de la Branche Electorale, les anciens Apanages réünis sous son Regne, & sous celui du Roi son Pere. Les autres Electeurs & Princes n'auroient été admis au Partage qu'aux mêmes Conditions; & la Ratification du Concordat ne se seroit faite en Diete, qu'après une Loi, qui auroit declaré déchus des Privileges & Droits particuliers de Fiefs d'Empire, les Etats qui passeroient desormais à des Princes, déja en Possession d'un autre plus considerable. Dans la suite, on auroit profité des Circonstances, pour en faire une seconde, qui eut declaré illicite l'Union de deux Fiefs immediats.

Ainsi, le Corps Germanique rétablissoit l'Equilibre particulier de l'Allemagne, troublé par la trop grande Puissance des Electeurs: ainsi, le second College recouvroit son ancienne Considération, dont il decheoit de plus en plus, à mesure que les Electeurs y acquierent des Places:

ainsi

ainſi, l'Empire coupoit pié à l'Oligarchie, qui depuis long-temps mine ſa Conſtitution. Dans la Décadence des Affaires de Charles VII., lorſque la France, en rappellant ſes Troupes, eût ſignifié au Corps Germanique, qu'elle lui laiſſoit à maintenir le Chef qu'il s'étoit donné, il n'étoit beſoin que de vouloir frapper ces grands coups, pour le faire avec ſuccès. L'Empereur ſe manqua à lui-même dans cette ſeconde Criſe, en ne mettant pas l'Héritiere prétendante d'Autriche, avec ſes adherens, au Ban de l'Empire. Son Refus de reconnoitre un Empereur, dont l'Election étoit inconteſtable, en lui ſuppoſant même le Suffrage de Boheme contraire, étoit une Rebellion formelle, que le Sort des Armes pouvoit bien un jour lui faire pardonner, mais qu'il ne pouvoit jamais juſtifier. Charles VII. n'eut été que l'Interprête des Loix, en lui en prononçant la Punition; & l'Electeur de Hannovre, qui ſe ſeroit opiniatré à demeurer dans l'Alliance de cette Princeſſe, étoit plus juſtement privé de ſes Etats, que ne le fut jamais aucun des Princes dégradés & dépouillés par les Empereurs Autrichiens. Les Suites de ce Coup d'Autorité ne pouvoient qu'être heureuſes. Tant de Princes, que la Foibleſſe & le Découragement de l'Empereur retenoient de ſe déclarer, auroient pris Parti pour les Loix. Ce n'étoit plus l'Electeur de Baviere, qui diſputoit des

Prétentions particulieres à ſa Maiſon : c'étoit le Chef de l'Empire, qui uſoit de ſes Droits. La Dignité de tout le Corps Germanique exigeoit l'Execution de la Sentence, & aucun Membre ne pouvoit ſe diſpenſer d'y concourir.

Qui ſait ſi le Roi d'Angletterre n'auroit pas ſaiſi l'Occaſion de procurer un Etabliſſement à ſon Puiné, en ſe faiſant Honneur auprès des Anglois de ſon attachement à la Cauſe qu'ils avoient embraſſée? Suivant les anciens Uſages de l'Allemagne, le Duc de Cumberland n'avoit point à ſe reprocher l'Ambition d'être Souverain. L'Electorat de Hannovre n'eſt qu'un compoſé d'Apanages, aboutés l'un à l'autre. Si le Prince de Galles, à Titre d'Ainé, devoit ſucceder à la Dignité Electorale, & au pays de Hannovre; le Duché de Zell pouvoit être reclamé par ſon Cadet, comme un Dépôt confié à ſon Ayeul, pour lui être remis. La Sentence Imperiale le mettoit en riſque de perdre ſa Légitime: les Loix en faiſoient un Bien ſans Maître. Que de Motifs, pour ne pas ſe refuſer au plaiſir de n'être plus ſujet! Mais, au refus du Prince, le Duc de Brunſwic auroit reçû l'Inveſtiture avec reconnoiſſance. C'étoit un Roi de moins dans l'Empire, & un Membre de plus pour le Corps Germanique, en faiſant de ce dernier Etat un Apanage de Puiné. La Saxe, accruë de la Boheme, reſignoit au Collège

lege des Princes, l'un ou l'autre Suffrage Electoral, pour être porté par deputé; & le ſecond College, uni au troiſieme, ſe retrouvoit aſſez puiſſant, pour retenir le premier dans les Interêts de tout le Corps.

Mais, peut être on croira, que c'eſt trop exiger, de vouloir qu'une multitude de petits Souverains, peu unis entr'eux, ſouvent en défiance l'un de l'autre, & toujours ſans affection reſpective, entre d'elle-même dans des deſſeins, dont les ſeuls préparatifs veulent une parfaite Unanimité..... Il eſt vrai, que toutes les Fautes, toutes les Négligences, qu'on peut reprocher au Corps Germanique, par rapport à ſon Bien être, ſont autant de Fautes & de Négligences des Puiſſances intéreſſées à ſa Conſervation. Ce ſeroit à elles de reveiller dans tous les cœurs l'Amour de la Patrie & de la Liberté, d'ouvrir tous les yeux ſur le peril où ſont l'une & l'autre; de rallier, d'animer, de conduire, pour le Bien général, tant d'Eſprits diverſement affectés par le préjugé. Mais quoi! Si la France manque à ſes Interêts, le Corps Germanique eſt-il excuſé de ſe manquer à ſoi-même? Les Talens des Guiſes, des Walſteins, des Cromwels, ne ſont-ils d'Uſage que pour les Crimes? Y a-t-il plus de Difficulté à perſuader, à faire agir de Concert, pour la Gloire & la Juſtice, un petit nombre d'Hommes

également supérieurs aux autres par l'Education & par la Naissance, & en qui la Noblesse des Sentimens est indépendante du plus ou moins de Génie, qu'à réunir contre les Loix, & le Devoir, la plus nombreuse Portion de tous les Ordres d'un grand Royaume, une multitude de Gens de tout Etat, de toute Condition?

Rome ancienne vit souvent un Peuple immense, ignorant, & mutin, plus avide encore d'Argent, que jaloux de sa Liberté, devenir docile aux Remontrances d'un Citoyen plus éclairé; saisir la Vérité de ses Raisonnemens, former sur ses Avis, & soutenir dans l'Execution, avec toute la Justesse & la Précision imaginables, des Plans dont le Sénat se seroit fait honneur: elle le vit inaccessible à la Discorde, exempt du Tumulte & de la Confusion, supérieur aux Promesses, tranquille sur les Menaces, en garde contre les Artifices, déconcerter l'Ambition d'un Corps exercé dans la Politique; &, par une Fermeté à toute epreuve, raffermir la République sur le point d'être renversée par des Membres trop puissans, en balançant des Privileges abusifs, par des Privileges contraires. Dans un Siecle, où l'Education d'un Baron est supérieure à celle que reçurent jamais les plus grands Hommes de l'Antiquité, est-ce qu'il ne se trouveroit point un Génie de la Trempe du leur? Est-ce que, parmi tant de Princes,

il

il n'y en auroit pas quelqu'un capable de fournir une Carriere mille fois plus belle & plus aisée, que celle où tant de Tribuns de l'ancienne Rome se signalérent? Si la Vérité s'est fait jour à travers les préventions d'une Multitude ignorante, toutes les fois qu'elle lui a été presentée avec ses Avantages, quelle ne seroit pas son Impression, sur des Esprits qui ne la méconnoissent que par Inattention à la considerer? La Crainte de l'Esclavage ranima l'Amour de la Liberté dans un Peuple grossier & pauvre: des Princes, nés dans la Souveraineté, peuvent-ils en perdre le Goût? Des Villes riches & puissantes, accoutumées à l'Independance, peuvent-elles n'être pas disposées aux plus grands Efforts, pour éviter l'Assujettissement, dont elles verront le Péril peu éloigné?

L'Experience de la derniere Guerre laisse peu d'Obstacles à surmonter à un Membre zélé, pour ramener le Corps Germanique à ses veritables Intérêts. Elle a démontré, qu'à moins que sa Neutralité ne soit unanime, elle ne sauroit qu'être funeste aux Membres qui l'embrassent. En effet, chaque Puissance belligerante, ayant droit d'aller chercher ses Ennemis par-tout où ils sont, les Etats, qui la separent d'eux, ne peuvent lui refuser le Passage qu'elle leur demande, sans se déclarer contre elle. Mais, en le lui accordant, ils s'imposent la Nécessité de le favori-

ser ; & l'authoriſent elle-même à agir comme ſi elle l'avoit obtenu à la Pointe de l'Epée. Comme elle n'atribue leur Neutralité qu'à leur Foibleſſe, & qu'elle eſt tout-au-plus incertaine de leurs Diſpoſitions à ſon égard ; ſi elle peut gagner ſur ſoi de ne pas croire qu'ils n'attendent qu'une Circonſtance favorable pour prendre Parti contr'elle, la Prudence ne lui en dit pas moins d'enlever à ſon Ennemi les Commoditez qu'elle trouve dans un Paſſage qui lui ſera également ouvert, lorſqu'il en viendra avec elle à l'offenſive. Ainſi, l'Epuiſement du Païs devient ſa Maxime : elle ſe diſpenſe de payer des bons Offices, qu'elle eſt en état d'exiger ; & elle reſerve, pour la Neceſſité, des ſommes qu'elle peut impunément épargner.

Les Princes & les Cercles de Souabe & de Franconie, du Haut & du Bas-Rhin, auroient indubitablement figuré dans la derniere Guerre, ſi les Directeurs leur avoient mis ſous les yeux combien leur Neutralité leur devoit-être ruineuſe : s'ils leur avoient fait toucher au Doigt, que, de quelque côté que la Fortune panchât, ils auroient toujours également beaucoup à ſouffrir. Les Païs étant le Theatre de la Guerre, le Dégât étoit inévitable à quiconque ne ſeroit pas en forces à ſe faire reſpecter. Eh ! le Moyen que de petits Etats en impoſaſſent à des

Ar-

Armées de cinquante à cent-mille Hommes? Il étoit tout naturel, que les François ne voudroient pas subsister à leurs depens, dans un Pays qui ne leur étoit pas un Pays ami : les Hannovriens & leurs Auxiliaires, devoient exiger des Etats neutres autant qu'ils en avoient accordé, ou toleré, à leur Ennemi: les Autrichiens, dont la Caisse Militaire est toujours la Portion des Bagages la plus negligée, n'étoit pas gens à donner l'Exemple d'un procedé, qu'ils n'auroient pû soutenir sans se ruiner. C'eut-été beaucoup qu'ils eussent suivi de loin celui des François, au Cas qu'ils le leur eussent donné, & qu'ils eussent fait une Dette payable à leur Commodité, des Contributions qu'ils exigeoient pour leurs Subsistances. Mais, cette Modération, quoiqu'elle ne les engageât à rien, leur devoit paroitre, ainsi qu'effectivement elle leur parut, tout-à-fait déplacée. Quel pouvoit donc être l'Avantage de la Neutralité pour les Princes & les Cercles; ou plutôt quels n'en devoient pas être les Dommages.

On ne voit pas une Fin mieux discutée dans les Corps d'Armées neutres, qu'ils s'efforcérent d'assembler. Sans doute que la Resolution en fut prise sur l'Esperance qu'ils serviroient à retablir l'Equilibre entre les Puissances Belligérantes, & arrêter la victorieuse: ou que, profitant

de la Laſſitude & de l'Epuiſement de l'une & de l'autre, ils recueilleroient le Fruit que chacune s'étoit promiſe de cette Guerre. Jamais pareille Eſperance ne conviendra qu'à une Puiſſance infiniment ſuperieure à celles qui ont part à la Querelle. Tel que le Juge de la Fable, un Roi de France peut bien intervenir ſi à propos dans le Procès, qu'il s'empare de l'Huitre, & laiſſe les Ecailles à partager aux Plaideurs. Mais, il eſt abſurde de s'imaginer, qu'entre les Maiſons de Bourbon & d'Autriche, un Mediateur puiſſe travailler uniquement pour ſoi, & faire ſes Affaires à leurs Dépens. L'Hiſtoire offre un Exemple bien capable de détromper de cette flateuſe Chimere.

Lorſque le Roi François I. diſputoit aux Suiſſes la Protection du Duché de Milan, & que cette valeureuſe Nation ſe preſenta pour lui en fermer l'Entrée, le Pape tint un Corps de vingt-mille Hommes tout prêt à profiter de l'Epuiſement, où il ne doutoit pas qu'une Bataille entre les deux plus belliqueux Peuples du Monde ne laiſſât le Vainqueur. Effectivement, pendant trois jours, le Champ fut douteux; & vingt-mille Hommes frais, qui ſeroient tombés ſur les François, quelques jours après leur Victoire, les auroient, ou battus, ou forcés à retourner en France. Mais, l'Impreſſion, que fait l'idée

l'idée d'une Armée victorieuse sur des Troupes que leur Inaction à prévenuës de leur Foiblesse, ne permit point, à l'Armée Ecclésiastique la Manœuvre à laquelle on l'avoit destinée. Loin d'aller accabler les François, elle craignit d'en être accablée elle-même; & le Pape en fut pour la Dépense qu'elle lui avoit causée. Il n'en eut pas été autrement pour les Cercles & leurs Troupes, si la Fortune s'étoit fixée de l'un ou de l'autre Parti dans la Guerre d'Allemagne.

La Neutralité de Venise, lorsque la Guerre est en Italie, peut encore les desabuser de l'Esperance, qu'en se reservant pour la fin de la Guerre, ils feront des Conditions au Vainqueur. La crainte d'entrer, comme Parties principales, dans les Traités, & d'être forcés à la Cession de quelque Morceau de leur Etat, est le véritable Motif de la timide Circonspection des Venitiens. Les Délais, la Lenteur, des Déliberations, des Refus même, les delivrent en temps de Paix des Instances de la Cour de Vienne: ils appréhendent de la voir les appuyer par les Armes; & ils évitent de lui en fournir le Prétexte. Mais, il n'y a point d'exagération à dire, qu'avec la Moitié de ce que leur Neutralité leur a causé de Dommage, depuis un Siécle, ils se seroient delivrés à perpétuité du Voisinage qui les tient en Inquiétude, en s'aidant plûtôt de

de leur Courage, que de leurs Fineſſes. Au Nom près, leur Etat eſt, pour le plus fort, un Païs conquis; &, par la Crainte d'une perte, qui certainement ne leur arriveroit pas, ils demeurent expoſés à des Dégats, & à des Dommages, plus conſidérables qu'elle.

Si les Princes & les Cercles s'étoient déclarés, leurs Troupes auroient été entretenuës par la Puiſſance pour qui elles auroient combattu: c'étoit déjà un grand avantage. Dans le Flux & le Reflux des Armées des deux Partis, leur Païs auroit été reſpecté de leurs Alliés: il ſe ſeroit même enrichi de la Vente de ſes Denrées, qu'il lui fallut donner gratuïtement à tous. Mais, il étoit indubitable, qu'ils mettoient la Victoire du Parti qu'ils appuyoient; & ils en partageoient avec lui les Fruits. Si le Vainqueur fut devenu un Ingrat, ils étoient en Etat de ſe reſſentir de ſon Ingratitude, en paſſant du coté du Vaincu. C'étoit alors, qu'ils pouvoient rétablir l'Equilibre. Leurs Troupes, qui regardoient les Succès paſſés comme leur Ouvrage, portoient à celles qu'elles joignoient la Confiance & la Réſolution; au lieu qu'intimidées par l'Inaction où la Neutralité les a tenuës, elles n'auroient fait que partager leur Découragement. Autant que leur Converſion ajoutoit aux Forces du nouvel Allié, autant l'ancien étoit abattu de leur Défec-

fection. Le plus petit Avantage, dans les prémieres Actions, auroit decidé du reſte de la Guerre.

Il ſeroit ſuperflu de recourir aux Exemples des Guerres précédentes, pour faire une Démonſtration d'un Raiſonnement qui a les principaux Caracteres de l'Evidence. C'eſt pour le Corps Germanique un Principe invariable (juſqu'à ce qu'il ſoit relevé des Atteintes qu'il a reçûes) de prendre Parti dans les Démélés des deux Maiſons, auſſitôt que l'Allemagne eſt menacée d'en être le Théatre. L'Independance, où les Electeurs ſe ſont mis, pour leur particulier, des Réſultats de Diéte, ne permet point de compter ſur eux dans le Plan que les deux Colleges ont à ſe former. C'eſt aux Cours de Verſailles, & de Vienne, à ménager cette République ſeparée de la véritable: c'eſt à elles à gagner, par leurs Négociations & leurs Subſides, le fort de ſon Equilibre; & il eſt aſſez vraiſemblable, que la Dignité Imperiale étant rentrée dans la nouvelle Maiſon d'Autriche, les Electeurs qui ſe croyent au-deſſus de l'Oppreſſion qu'ils redoutérent autrefois de l'ancienne, pancheront toujours plutôt vers elle que vers ſa Rivale; puiſquelle peut mieux qu'elle ſeconder leurs vuës d'Agrandiſſement. Cette même Raiſon devroit ſuffire aux deux Colleges, pour les décider d'une façon toute contraire. Mais, ne leur propoſer

poſer qu'elle pour motif, ce ſeroit leur paroître ne vouloir autre-choſe que ſubſtituer un nouveau Préjugé à l'ancien. Quand il s'agit d'une Réſolution de cette Importance, on ne ſauroit entrer dans une trop grande Diſcuſſion. L'Examen le plus exact doit écarter juſqu'aux moindres Ombres, dont la Vérité peut être obſcurcie. Un des Membres du College des Princes, qui entreprendroit de fixer le Corps Germanique à ſon véritable Syſtême, devroit commencer par réſoudre tous les anciens Doutes, répondre aux vieilles Objections, & prevenir les nouvelles. Auſſi prompt à ſaiſir les Torts d'une Maiſon, qu'à noter les mauvais Deſſeins de l'autre, il devroit moins uſer de Raiſons que d'Exemples. Hiſtorien, plutôt qu'Orateur, les Faits devroient être ſes Argumens: ſa Candeur dans leur Expoſition previendroit en faveur des Leçons qu'il en tireroit. L'Impartialité eſt le meilleur Garant d'une bonne Politique.

Le Roi de France a mis l'Europe dans l'Etonnement de ſa Modération: l'Héritiere d'Autriche à preſque perſuadé la Diete de ſon Zèle pour la Gloire de l'Empire: le Roi d'Angleterre n'a rien omis pour convaincre le Corps Germanique, qu'il eſt un de ſes Membres les plus jaloux de ſa Liberté: Il faut opter, cependant, entre des Puiſſances ſi favorablement diſpoſées. Obligé de s'unir à ceux-là contre celui-ci,

ou

ou à celui-ci contre ceux là, le Corps Germanique doit compter pour rien les Vertus & les Promesses de chacun, & se déterminer uniquement sur leurs Intérêts. Le Bien de l'Etat est, pour les Souverains, une Loi qui fait taire toutes les autres, & les dispense de toutes les Irrégularités qui rendroient odieux un homme privé. Quel est donc l'Intérêt de la France, celui de l'Angleterre, & de l'Autriche, par rapport à l'Empire ?

Il n'y a plus personne, qui ôse prêter à la Maison de Bourbon l'Idée de la Monarchie universelle. L'Assujetissement de l'Europe, tel que fut celui de l'Asie sous Cirus, Alexandre, & les Califes, est un Projet qui échoueroit d'abord contre les seules Montagnes de la Suisse. L'Ambition de la France, dont ses Ennemis font leur Cri d'Allarme, est donc le Desir de la Primauté en Europe. L'Angleterre la lui dispute, pour la donner à l'Autriche: la Hollande joint ses Efforts aux siens; & la Russie est disposée à seconder les Puissances Maritimes. La France ne peut faire de Conquêtes sur l'Empire, que du côté de la Mozelle & du Rhin: elle ne peut attenter sur la Liberté du Corps Germanique, qu'en penetrant jusqu'au Centre de l'Allemagne. Des Acquisitions sur la Mozelle & le Rhin la rendent-elle superieure aux Puissances Maritimes? Est-elle plus assurée de vaincre sa rivale, du mi-

Milieu de l'Allemagne, que ſur ſes Frontieres? Gagne-t-elle à entretenir de puiſſantes Armées au loin, & à s'approcher de la Ruſſie? Non ſans doute. Au contraire, des Conquêtes ſur l'Empire font diſtraction à ſes forces, & jettent tout le Corps Germanique dans le Parti de ſa rivale. Ses Armées, victorieuſes pour l'ordinaire ſous des Généraux qui ne ſont que mediocres, lorſqu'elles agiſſent à vuë, pour ainſi dire, du Royaume, ont beſoin d'être conduites par un Turenne, pour n'être pas toujours battues au loin. Plus elle ſe tient éloignée des Ruſſes, moins elle ſent leur Influence ſur ſes Affaires: elle a forcé ſes Ennemis à la Paix, avant qu'une Armée Moſcovite ait le tems de venir juſqu'à elle. Les Anglois & les Hollandois ne reçoivent pas le plus foible Echec de la Perte d'une Province Imperiale: l'Aſſujetiſſement d'un Cercle entier ne porteroit pas la moindre Atteinte à leurs Flottes. Enfin, la Maiſon d'Autriche triomphe, lorſqu'elle peut pretexter la Defenſe de l'Empire. La Conſéquence de tout cela, c'eſt que l'Empire n'a aucun Sujet d'Allarme du côté de la France, ni pour ſes Terres, ni pour ſa Liberté, puiſque ſon Intérêt lui defend d'attenter ſur celle-ci, & qu'il ne ſe trouve point à uſurper les autres.

Les Puiſſances Maritimes ſoutiennent la Maiſon d'Autriche contre celle de Bour-

Bourbon, & voudroient lui faire passer la Primauté: les Hollandois, pour éloigner de leur Pays la France, qu'ils aimeroient beaucoup mieux avoir pour alliée, que pour voisine: les Anglois, pour n'avoir plus de rivaux en mer, pour s'emparer des Richesses des Indes, & faire seuls la meilleure partie du Commerce de l'un & de l'autre Monde. Que le Corps Germanique soit libre ou assujetti, peu leur importe: les premiers n'en vendront pas moins leurs epiceres dans l'Allemagne: les derniers n'en seront pas moins les Maîtres de la Mer. Ceux-là consentiront à tout, pour avoir le Commerce des Pays-Bas entre les mains. Ceux-ci ne refuseront rien, pourvu qu'on leur cede Ostende & Nieuport, & que Dunkerque reste démoli. La Russie fera tout son possible, pour mettre l'Empire dans la Necessité d'avoir besoin de son secours: elle ne le laisseroit jamais opprimer, ni par la Maison de Bourbon, ni par celle d'Autriche; mais, elle seroit charmée d'avoir à le préserver du Despotisme de l'une ou de l'autre, pour le soumettre au sien. Gustave Adolphe est un modele cheri des Czars.

La Maison d'Autriche ne lutte avec égalité contre celle de Bourbon, qu'à l'aide de ses Alliés. Elle le fait avec autant de dignité que de superiorité, lorsqu'elle est soutenuë du Corps Germani-

que. Le centre de la Puiſſance, ſes principaux Etats, ſont à une extrémité de l'Allemagne. Lorſqu'elle a guerre avec la France, & que l'Empire eſt neutre, elle déſole les Cercles par le Paſſage de ſes Troupes. Lorſqu'il s'eſt declaré en ſa faveur, elle les ruine par les quartiers d'Hiver; lorſqu'il lui eſt contraire, elle ne ſauroit agir. Elle n'a de rang & de conſideration en Europe, qu'autant que la Couronne Imperiale eſt ſur la tête de ſon Chef. La Liberté du Corps Germanique la gêne, l'humilie, l'épuiſe: ſon Aſſujetiſſement feroit ſa Grandeur, ſa Puiſſance, & ſa Richeſſe. Que conclure autre choſe de toutes ces Veritez, ſi-non, que le Corps Germanique doit ſe défier de la Ruſſie, ne rien eſperer des Puiſſances Maritimes, & tout appréhender de la Maiſon d'Autriche?

Une Multitude innombrable de Faits vient appuïer cet Expoſé. L'Indiference des Anglois pour le Corps Germanique a autant d'Epoques, qu'il a eſſuïé de Criſes. Les Hollandois furent généreux une fois envers un de ſes Membres [1]: mais, lorſqu'ils entrerent dans les Affaires de l'Empire, ce fut pour uſurper [2] ſes Terres, ou en-

1 Ils firent une Penſion de dix mille Florins à l'Electeur Palatin & au Roi de Boheme, qui ſe retira chés eux après la Perte de ſes Etats.

2 Lors de la ſucceſſion de Cleves, ils s'emparerent d'un partie du Duché.

encourager 3 les Empereurs dans leurs Attentats. Le Czar Pierre mit tout en œuvre, pour avoir 4 un Etat en Allemagne 5; & ce qu'il desespera d'obtenir par la Négociation & par les Armes, il espera l'acquerir à ses Successeurs par des alliances 5.

L'Histoire des Troubles de l'Empire n'est qu'un Détail des Entreprises de la Maison d'Autriche sur la Liberté du Corps Germanique. Insensible à la Désolation de l'Allemagne, pendant la sanglante Guerre de trente Ans, elle se consoloit des Affronts perpetuels, que les Suedois faisoient recevoir à ses Armes, par l'espérance que les Princes se lasseroient enfin de voir ravager leurs Etats, & que leur Epuisement les rendroit plus dociles au Joug. L'Electeur Palatin degradé, la Landgrave de Hesse dépouillée de ses Etats, le Wirtemberg réduit en Province Autrichienne, le Mecklenbourg donné à Walstein, le Brunsvick & la Poméranie sa-

3 Le Cardinal entend apparemment les subsides qu'ils donnerent aux Empereurs Leopold & Joseph, qu'ils avouérent de la Déposition des Electeurs de Baviere & de Cologne, & de leurs autres Violences.

4 Le Duché de Mecklenbourg.

5 Il maria plusieurs Princesses Russes à des Princes Allemands: sa Politique n'a point été trompée.

saccagées, l'Electeur de Saxe accablé par les Ingrats qu'il avoit sauvés * de leur Perte, l'Electeur de Baviere abandonné aux Suedois: c'étoient là les degrés que la Maison d'Autriche se faisoit au Trône de l'Allemagne. Il seroit posé sur des Ruines, mais ce seroit toujours un Trône. C'étoit la Politique de Charles-quint, opprimant pour fait de Religion l'Electeur de Saxe avec le Landgrave de Hesse, & oubliant peu après son pretexte, pour assujettir indistinctement les Princes de l'une & de l'autre Créance.

Les trois derniers Empereurs Autrichiens n'ont point dérogé aux Maximes de leurs Ancêtres. On les a toujours vus animer le Corps Germanique contre la France. Mais, s'ils avoient soupçonné, que Louis XIV. eut voulu les aider à assujetir l'Empire, ils n'auroient pas balancé à lui donner le Rhin pour Frontiere de son Royaume. Dans les Guerres où ils ont engagé les Princes & les Cercles, ils ne se proposoient que d'épuiser le Corps Germanique: toujours plus hardis à empiéter sur sa Liberté, à proportion que leurs Armes étoient plus heureuses contre la France. De tous les Trai-

* Ce fut l'Electeur de Saxe Jean George II. qui empêcha la Ligue Protestante d'agir en faveur du Palatin élu Roi de Boheme.

Traités qu'ils ont fait avec lui, jamais ils n'en ont rempli aucun. Ils lui ont fait porter le Faire des Guerres, & en ont seuls recueilli les Fruits. Tant de sang Allemand, versé en Italie, n'y a été répandu, que pour leur y acquerir des *Propres*. Lorsque la France victorieuse dictoit la Paix à Nimegue, l'Empereur Leopold éluda les Articles qui devoient ameliorer la Condition des Princes & des Cercles. Le quatrieme Article du Traité de Riswick est l'Ouvrage des Ministres Autrichiens: ils s'en firent Honneur auprès de leur Maître, comme d'une Pomme de Discorde jettée entre les Catholiques & les Protestans. L'Alsace & le Suntgau, Landau & Strasbourg, étoient restituées à l'Empire au Traité d'Utrecht: mais, l'Empereur aima mieux poursuivre la Guerre avec desavantage, afin de faire servir ces importantes Pieces, d'Echanges & d'Equivalent, pour des Etats qui devoient lui rester en propre.

Les trois Evêchés, l'Alsace, & Strasbourg, les Pretentions * de Madame sur le Palatinat, & celles des Chambres de Réünion, sont des Griefs, qu'on entend toujours reprocher à la France. Mais quand il seroit douteux, qu'il y a de l'absur-

* Madame mere du Duc Regent, épouse de Monsieur Frere de LOUIS XIV.

ſurdité à pretendre, qu'un Etat s'épuiſe gratuïtement pour un Allié, & que la mauvaiſe-foi continuelle des Strasbourgeois mettoit Louis XIV. dans la neceſſité de raſer leur Ville, ou de s'en emparer pour la ſureté de ſon Royaume: quand il ne ſeroit pas conſtant que Landau n'étoit pour la France qu'un Equivalent de Philipsbourg, laiſſé à l'Empereur, contre toutes les Conventions qui remettoient cette Place à l'Evêque de Spire; quand enfin on n'avoueroit pas que les Pretentions de Madame, & celles des Chambres de Réunion, furent des Fautes du Marquis de Louvois: ces Griefs ſont-ils de nature à balancer les bons offices que l'Empire a reçus en tout tems de la France? Qui le protegea contre Charles-quint? Qui appella Guſtave Adolphe en Allemagne? Qui répara la Perte de ce Monarque? Qui digera le Traité de Munſter, cette immortelle Paix de Weſtphalie, qu'un Hiſtorien appelle *la Renaiſſance du Corps Germanique*? Mais, les Anglois ſeront humiliés, les Hollandois auront toujours un Voiſin dangereux. Les uns & les autres ſeront au riſque de voir Dunkerque retabli... Eh! qu'importe au Corps Germanique de qui il achete les Marchandiſes de l'Aſie & de l'Amerique? Allié de la France, ne ſe ſatisfera-t-il pas de ſa Richeſſe? Sa Puiſſance ne ſauroit lui être funeſte: quel dé-

Démon lui inſpire d'y faire obſtacle, & de ſe ſacrifier à l'Accroiſſement de ſon Ennemi naturel?

CHAPITRE XIV.

De la Nature, de la Grandeur, & des Cauſes de la Décadence des Hollandois.

L'ESPRIT de Siſtême n'eſt pas moins dangereux dans la Politique, que dans la Philoſophie: & c'eſt s'y livrer ſans menagement, de vouloir rappeller à des Principes innés, les progrès d'un Etat conquerant. Il y * a autant de Temerité à chercher les Cauſes de la Grandeur & de la Décadence des Romains, dans la Conſtitution de leur Etat, qu'à rapporter au Regne de Cirus le Renverſement de l'Empire des Perſes, qu'à attribuer les vic-

* Le Cardinal a eu vuë ici l'Auteur des *Conſiderations ſur les Cauſes de la Grandeur & de la Decadence des Romains*. Mr. le Comte de B. a entre les mains, environ une douzaine de lettres de S. E., qui ſont une Critique raiſonnée de cet élegant Ouvrage; & il n'attend que de voir l'Accueil que le Public fera à ce TESTAMENT, pour m'en confier l'Edition.

Victoires d'Issus & d'Arbelles, la Lacheté de Taxile & la Défaite de Porus, à la Constitution du Royaume de Macedoine. Rome fit plus pour son Accroissement sous le Regne d'un seul de ses Rois, que sous cent de ses premiers Consulats: Auguste, Germanicus, Trajan, Aurelien, porterent les Armes Romaines avec les Succès les plus glorieux, dans des Pays ignorés des Scipions, de Cesar, & de Pompée.

Il n'étoit, ni dans les Loix de Numa, ni dans la Discipline militaire des Rois & des Consuls, que Brennus & Porsenna se retireroient, que le terrible Annibal sauroit mieux vaincre, que profiter de ses Victoires; que Carthage se refuseroit à la bonne Fortune de son Général; que le Consul Claudius Nero seroit l'Imprudent le plus heureux; & qu'ayant échapé aux Espions d'Annibal, il ne seroit pas decouvert par les Coureurs d'Amilcar. L'Avarice de Persée, & son incroïable Lacheté, la folle Présomption d'Antiochus, le Bonheur de Lucullus & de Sylla, la malheureuse Etoile de Mytridate, n'ont point d'autres Causes, que la Disposition de la Providence: chaque Epoque de la Grandeur Romaine est un Coup de la Destinée. Cesar pouvoit n'être qu'un Gracchus, & Scipion être un Cesar, si Pompée avoit vécu un Siecle plûtôt, ou n'avoit point du tout paru.

La

La Jalouſie du vieil Fabius auroit fait du Vainqueur d'Annibal l'Oppreſſeur de la République, ſi, plus jeune de quelques Luſtres, le Vieillard avoit pu couvrir, du Nom d'Emulation, la noire Envie qui le devoroit; s'il avoit aſſez vécu, pour faire Obſtacle au Triomphe de l'Afrique, ou le rendre ſuſpect, & faire appuyer par le Sénat le Compte rigoureux, qu'il auroit demandé à ſon Antagoniſte, de la Conduite d'une Guerre, qu'il ne pouvoit lui pardonner d'avoir heureuſement terminée.

Rome, toujours gouvernée par des Rois, n'avoit beſoin que de deux ou trois Princes du Goût & du Génie de Tullus, pour être portée avec rapidité au Point de Puiſſance où elle n'arriva qu'en pluſieurs Siecles ſous ſes Conſuls. Avec pluſieurs Numa, elle ſeroit demeurée dans une tranquille Médiocrité; & toute l'Ardeur & l'Impétuoſité de ſes Conſuls n'auroit produit que ſon Aſſerviſſement ou ſa Ruïne, ſi elle avoit eu des Voiſins plus puiſſans qu'elle. La Fortune lui menagea ſes Conquêtes, & ſa Politique ſe régla au jour la journée, ſur des Accroiſſemens qu'elle n'avoit pu prévoir, qu'elle n'avoit pas même oſé eſpérer. Les Brigands, dont elle fut l'Azile, devinrent des Hommes pacifiques ſous Numa: le Génie guerrier de Tullus les rappella à

leurs anciennes Inclinations. Le prémier Tarquin en fit des Hommes industrieux. Un Successeur de son Caractere fixoit la Métamorphose, & les Violences du Tiran n'auroient donné à Brutus qu'un Peuple d'Artisans à mettre en République.

On se perd en Raisonnemens sur le pourquoi il n'en a pas été ainsi. C'est en vain que le Politique s'exerce sur des Révolutions aussi merveilleuses : il lui faut des Rapports constans entre les Changemens qu'un Etat subit, & sa Constitution; & Rome, tantôt Monarchie, tantôt République, tantôt Despotisme, tantôt Anarchie, sans jamais cesser de s'accroitre, lui laisse des Lacunes, que l'Esprit le plus subtil ne peut remplir, qu'aux dépens de sa Justesse & de la Vérité. Semblables à ces Etoiles extraordinaires, dont on ignore les Causes, & dont on sait encore moins ce qu'elles deviennent après avoir disparu, les grands Empires sont des Phénomenes, que la Fortune, ou plutôt la Providence, nous donne à admirer. Des Evénemens, où la Prudence humaine n'eut que la plus petite part, sont des Epoques, plutôt que des Conséquences; & il n'appartient qu'à l'Histoire de détailler les Causes de la Grandeur & de la Décadence des Etats, dont les moindres Epoques sont des Prodiges.

Il

Il n'en eſt pas de même d'un Etat formé, pour ainſi dire, à force de Bras, ſur un Plan tracé d'avance, & accru par une Progreſſion méthodique, tel que celui des Provinces-Unies. Semblable aux Edifices Publics, dont les Augmentations ſe font ſur les Dimenſions du premier Deſſein, dont l'Elevation ſe meſure ſur les Qualités des fondemens, & dont l'Irregularité, ou l'Afaiſſement, eſt une Suite des Fautes du premier Architecte, ou du peu d'égard que ceux, qui ont travaillé d'après lui, ont eu pour ſes Diſpoſitions: il n'a eſſuïé aucune Secouſſe, n'a reçu aucune Atteinte conſiderable, dont on ne doive trouver la Raiſon, ou dans la defectuoſité de ſa Conſtitution, ou dans l'Inattention des Adminiſtrateurs aux Regles qu'elle leur ordonnoit de ſuivre.

La Raiſon & l'Expérience démentent l'Axiome de Politique écrite, qui marque le prémier Dégré de la Décadence des Etats, immédiatement après qu'ils ont atteint le plus haut Point de Grandeur où ils puiſſent arriver. Comme ſi les mêmes Forces, qui élevent un Fardeau, n'étoient pas quelquefois capables de le ſoutenir. Il eſt vrai, qu'ainſi qu'un Reſſort trop tendu ſe lâche de ſoi-même, ou ſe détraque bientôt; une Puiſſance, qui ne peut ſe conſerver que par des Efforts continuels, doit, ou crouler, ou décroitre. Mais, une Puiſſance en pareille Poſition eſt au-de-là

du plus haut Point ſuſceptible. Ainſi qu'une Machine bien conduite aura ſon jeu d'autant plus regulier & plus long, qu'il lui manquera moins du Poids qui fait ſa juſte Charge; un Etat, parvenu à ſon Apogée, y eſt plus ferme que dans ſon Aſcendance. C'eſt un Vaiſſeau, qui a tout ſon Leſt, & n'a beſoin que d'être bien gouverné, pour reſiſter aux Coups de Vent, qui autrement le feroient pirouëter: c'eſt un Corps arrivé à ſon Point de Perfection, capable de ſoutenir les Chocs, qui l'auroient entamé auparavant. L'Angleterre ne ſe ſoutint point ſous Henri VI., dans le Dégré de Gloire & de Puiſſance où Henri V. l'avoit laiſſée; parce qu'elle avoit porté ſon Vol au-de-là de la Sphere que ſes Forces lui permettoient de parcourir. Mais, les Regnes de Chriſtine, de Charles X., & de Charles XI. en Suede, ne déparérent point celui de Guſtave-Adolphe: Charles XII. fut un mauvais Pilote d'un excellent Vaiſſeau. La France étoit à Nimegue au plus haut Point de ſa Grandeur: on ne s'eſt pas apperçu au dernier Traité d'Aix-la-Chapelle, qu'elle en ſoit dechuë. La Politique doit donc abandonner à la Morale les profonds Raiſonnemens ſur l'Inſtabilité des Choſes Humaines. Prétendre, que les Hollandois ne ſont tombés, que parce qu'ils ne pouvoient pas monter plus haut, ce ſeroit donner de leur Décadence une Cauſe qui

lui

lui eſt tout à fait étrangere. Mais, avant que d'entrer dans la Recherche des véritables, il eſt eſſentiel de fixer la Nature de la Grandeur à laquelle ils ſont parvenus, & de conſtater leur Décadence, dont l'Idée n'eſt pas généralement reçuë.

En effet, les Alliés de la République s'efforcent de lui perſuader, depuis plus d'un demi-ſiécle, & ſemblent y avoir reüſſi, qu'elle eſt maintenant dans ſon plus bel Age. La meilleure Partie de l'Europe, diſent-ils, étoit dans l'Opinion, que les Provinces-Unies panchoient vers leur ruine en 1672. Lorſque derriere tant de Places fortes & de Rivieres profondes, au milieu de leurs Ecluſes, elles purent à peine ſoutenir, pendant un Mois, le Reſſentiment de Louis XIV. Mais, la République ſe releva de ce Coup de ſurpriſe avec tant de promptitude, qu'elle força ſon Vainqueur à abandonner ſes Conquêtes, * avant

* Le Prince de Condé, & Mr. de Turenne, conſultés ſur ce qu'on devoit faire de tant de Places priſes, opinérent à leur Démolition, afin de retenir en Corps d'Armées les Troupes, qu'autrement il faudroit éparpiller en Garniſons. L'Avis de Mr. de Louvois fut de les conſerver, & il l'emporta. La retraite de ces Garniſons fut ſi précipitée, qu'elles n'eurent pas le tems de faire ſauter les Fortifications des Places qu'elles évacuérent.

avant même qu'il se fût décidé sur l'Usage qu'il en vouloit faire. Cette Disgrace momentanée lui laissa si peu de ses Vestiges, & elle fut si loin d'en être abattuë, qu'elle ôsa provoquer le Monarque à une seconde Guerre, & porter un Prince, qu'elle aimoit, sur un Trône occupé par un Allié, dont il se déclaroit hautement le Protecteur. Elle soutint cette terrible Guerre contre la Fortune & contre lui. La Perte de plusieurs Batailles ne put ouvrir sa Frontiere; & à peine avoit-elle commencé à goûter la Paix, qu'elle consentit à rentrer une troisiéme fois en Guerre. Elle fut l'Ame de cette Confédération, comme elle l'avoit été de la précédente. Ses Troupes, & ses Subsides, furent le principal Instrument de l'Humiliation de la France: elle rendit avec usure, aux Ministres de Louis le Grand, les Hauteurs que Louvois lui avoit fait essuïer; &, à Louis le Grand lui-même, les Allarmes qu'il lui avoit causées: elle aida puissamment à pousser les François jusques dans la derniere Place de leur Frontiere. Tandis de l'Europe entiere a été en feu, tandis que la Guerre étoit au voisinage de ses Provinces; elle a fait respecter sa Neutralité, lors même qu'elle rempliſſoit des Engagemens avec ses Alliés, qui ouvroient un beau Pretexte de l'inquieter; elle s'est declarée, quand elle l'a voulu, & aucune de ses Provinces n'a vu l'Ennemi,

nemi, quoique victorieux, à leurs portes. La Paix s'eſt faite, & le Traité ne lui a pas enlevé la moindre Place de ſa Barriere. Sont-ce là des Epoques de Décadence? Loin d'avoir perdu ou abandonné quelqu'une de ſes Poſſeſſions dans les Indes, elle en a acquis de nouvelles; & elle a amelioré les anciennes. Les Dettes, dont elle eſt maintenant chargée, le Mécontentement, qui a gagné tous les Ordres de l'Etat, l'Altération que la Forme du Gouvernement a ſouffert, & ſemblables Accidens, qui frappent la Multitude, ne ſont point des Preuves de Décadence. Ce ſont bien plûtôt les Indices d'une Criſe, qui ne ſauroit être qu'avantageuſe à la République, ainſi que l'Experience l'a fait voir en France & en Angleterre. Les Troubles du Regne de Charles II., & ceux de la Minorité de Louis XIV., ont été le Berceau de la Grandeur des deux Royaumes: le Protectorat de Cromwel, le Deſpotiſme de Louis le Grand, ont jetté les Fondemens de leur Puiſſance. Le Diſcrédit de la Régence de Philippe d'Orleans, ne rend que plus éclatante la Confiance publique, ranimée ſous le Regne de Louis XV. Le Tems fera ſans doute un auſſi heureux Effet pour la République.

C'eſt mal connoître la Nature de la Grandeur dont la République des Provinces-Unies eſt ſuſceptible, que d'en juger ſur

le Succès des Guerres où elle prend part en Europe. Sa Conſtitution la lui a marquée entierement independante de ſes Forces de Terre; puiſqu'elle l'a miſe, à cet égard, hors de Proportion avec ſes Voiſins. Elle ne peut que ſe réſigner avec fermeté à la Fortune des Armes, & reprocher à ſes Adminiſtrateurs d'avoir manqué plus d'une fois l'Occaſion de corriger cette Inégalité. Si Louis XIV. n'a pas penetré juſques dans le Cœur de la Hollande, auſſi ſouvent qu'il a eu Guerre avec elle, ç'a été la Faute de ſes Miniſtres, ou de ſes Généraux. Il eſt indubitable, que, ſans l'Armiſtice qui a ſuivi la Priſe de Maeſtricht, la même Campagne, qui fut ouverte par ce Siege, auroit ſuffi à Louis XV. pour s'avancer juſqu'où ſon Prédéceſſeur s'arrêta; & le Sort, que ce Monarque avoit fait aux Places fortes, dont il s'étoit rendu Maître, le mettoit au-deſſus de la Néceſſité d'abandonner précipitamment ſes Conquêtes. Mais, quand le Maréchal de Saxe auroit pouſſé juſqu'aux Portes d'Amſterdam, quand les glaces auroient porté les Troupes Françoiſes juſques à la Haye, ce ne ſeroit point des Indices de la Décadence de la République. Les Revers de cette eſpece les plus complets ne ſont point des Accidens qu'elle puiſſe parer, dès-qu'elle s'y eſt une fois expoſée. L'Imprudence de ſes Fondateurs, qui lui a fait

fait d'un Evêque de Munſter un Ennemi redoutable, l'a decouverte aux Coups d'une Puiſſance bien autrement terrible. Il ſeroit abſurde de vouloir, qu'attaquée par un Roi de France en perſonne, elle n'en fut pas accablée.

Dans des vuës bien differentes de celles de Barneveld, les Princes d'Orange ſe ſont applaudis d'avoir paré conſtamment au Voiſinage de la France. Depuis l'inſtant où les Eſpagnols les recherchèrent de Paix, les Etats Généraux ſe ſont accoutumés à croire, que c'en étoit fait de la République, ſi jamais le Royaume confinoit à ſes Poſſeſſions. C'a été là le Secret de leur Politique, & le Reſſort que les Empereurs, & le Roi Guillaume, ont fait jouër, pour la faire entrer dans leurs Vûës particulieres. Après que l'Affection des Peuples fut alienée, la Puiſſance Eſpagnole ne ſe ſoutenoit dans les Pays-Bas, que des Troupes & de l'Argent qu'elle y tranſportoit avec beaucoup de tems, de dépenſe, & de péril: cependant, il ne fallut pas moins qu'un entier Deſeſpoir, pour tenir contr'elle. La France avoit de plus, qu'elle pouvoit être perpetuellement ſur les Pays-Bas avec toute la Maſſe de ſes Forces. Comment eſperer de lui reſiſter? Les Provinces à ſa diſcretion devoient d'autant plus apprehender d'en être opprimées, que le Roi n'auroit aucune des Raiſons, que l'Eſpagnol avoit,

de les ménager. Ce fut cette Conſidération, qui détermina les Etats-Généraux, à entendre à la Treve que leurs anciens Maîtres leur propoſoient. Ils crurent, dit un ſage Politique *, qu'étant aſſurez d'être libres, ils ne devoient pas s'expoſer à changer de Fers; qu'il étoit de leur Intérêt de laiſſer reſpirer l'Eſpagne; & que leur Sureté dependoit de leur Attention à conſerver ſes Provinces pour Barriere entre la République & la France.

Il n'eſt beſoin que d'examiner ſans prévention ces Principes, pour en découvrir le faux. La Décadence de l'Eſpagne n'étoit plus équivoque lors de la Tréve; & tout ce que la Monarchie Eſpagnole pouvoit gagner à la Pacification des Troubles des Pays-Bas, c'étoit de ne plus faire des Pertes, qu'elle étoit abſolument incapable de ſupporter. Combien peu devoit-on compter ſur une Barriere qu'elle defendroit, lorſque la France l'attaqueroit en même-temps en Italie, en Catalogne, du coté des Pyrenées, & que le Roi de Portugal lui feroit encore une Diverſion? Il falloit donc ſuppoſer, que la République joindroit ſes Forces aux ſiennes: mais, alors, cette derniere portoit tout le Faix de la Guerre, & la faiſoit avec

* C'eſt apparemment le Chevalier TEMPLE, dans ſes *Remarques ſur les Provinces-Unies.*

avec les plus grands Desavantages; puiſque le Païs qu'elle defendroit ne lui fourniroit rien, & qu'elle n'y auroit pas l'Autorité, qui decide de la Juſteſſe des Opérations d'une Campagne.

Si les Troupes combinées des Princes de l'Empire ont peine à agir de concert, pour la Défenſe de l'Allemagne, n'étoit-ce pas être téméraire, de ſe promettre que la Deſunion n'auroit pas lieu entre les Eſpagnols & les Hollandois? Y avoit-il à ſe flater, qu'un Gouverneur pour le Roi d'Eſpagne acquieſceroit aux Remontrances & aux Avis d'un Député des Etats-Généraux? Qu'un Commandant Eſpagnol relacheroit de ſes Droits dans ſa Place, en faveur d'un Général Hollandois? Enfin, n'étoit-il pas inévitable, qu'un Roi de France, à la tête de ſon Armée, ſeroit au-delà de la Barriere, avant que le Conſeil de Madrid eut digeré les Moyens de l'arrêter; & que la République l'auroit dans ſon Sein, auſſi-tôt qu'elle s'en ſeroit fait un Ennemi, à moins qu'elle ne l'éloignât par une prompte Acceptation des Conditions qu'il lui impoſeroit? Tel eut été ſon Sort dans la Guerre que le Traité de Nimegue termina, ſi l'Entêtement de Louvois n'avoit pas prévalu ſur la Capacité des Condés, & des Turennes. Elle auroit été reduite à la même Extrémité dans la Guerre ſuivante, ſi Luxembourg n'avoit pas été plus avide

de

de Batailles, que de Conquêtes. L'Eſprit de Diſcernement n'animoit plus la Cour de Verſailles, dans la grande Guerre de la Succeſſion d'Eſpagne. Les Catinats & les Feuquieres, condamnés à la Vie tranquille & à la Retraite, où les Marſins auroient été de ſi grands Hommes, firent les Succès de la Confédération, & procurérent à la République une Gloire dont l'Idée n'étoit pas même venuë à ſes Fondateurs.

Se faire un Point capital de n'avoir pas les François pour Voiſins, c'étoit condamner la République à demeurer toujours reſſerrée dans le petit Pays qu'elle occupe. Mais, puiſque le Plan de Barriere la mettoit dans la Neceſſité d'avoir des Forces de Terre conſiderables, d'où lui promettoit-on qu'elle tireroit des Soldats? Le Partage des Pays-Bas Eſpagnols, offert par le Cardinal de Richelieu, & eludé par le Prince-Henri, après que les Etats-Généraux l'avoient accepté, étoit ce qui pouvoit arriver de plus avantageux à la République. Tandis que les ſept Provinces auroient fourni des Hommes de Mer, le Brabant, le Namurquois, la Gueldre, le Limbourg, & une partie de la Flandre, donnoient les Troupes de Terre. Le Païs ſubvenoit aux Fraix de ſa Défenſe; c'étoit une Frontiere hériſſée de Places fortes, qui couvroit le Cœur de l'Etat, & ſoutenoit aſſez long-tems l'im-

l'Impétuoſité Françoiſe, pour l'amortir ou la rebuter.

Maîtreſſe d'une Moitié des Pays-Bas Autrichiens, la République n'écoutoit que ſes Intérêts particuliers, ſur la Guerre ou la Paix avec la France. Neutre, elle l'étoit ſans exception; parce qu'elle n'avoit, que ce qu'il lui auroit plû d'avoir, de commun avec les Puiſſances Belligerantes. Elle étoit d'ailleurs en Forces à faire reſpecter ſa Neutralité. Partie principale dans la Guerre, elle y figuroit avec Supériorité ſur ſes Alliés, que les Motifs du Réciproque, & leur propre Intérêt engageoient à la ſecourir. Les Anglois n'étoient pas moins intéreſſés à empêcher la France de joindre tous les Pays-Bas au Royaume, lorſqu'ils auroient fait Partie de la République, qu'ils ne le ſont à s'y oppoſer, maintenant qu'ils appartiennent à la Maiſon d'Autriche: les autres Puiſſances, qui, avec eux, font Contrepoids à la Maiſon de Bourbon, n'ont pas d'autres Maximes à ſuivre que les leurs. La République auroit donc reçû les Subſides qu'elle eſt obligée de fournir; elle auroit joui des Païs qu'elle défend gratuïtement: elle auroit profité des Succès de ſes Armes. Qui l'auroit empêché, à St. Gertruidemberg, de primer les Anglois, & de ſe faire une Barriere du magnifique Cordon de Places fortes, dont Louis XIV. a fait la Fron-

Frontiere de ſon Royaume de ce Coté? Du moins, elle auroit toujours fait elle-même ſon Sort: ſa Puiſſance, auſſi conſidérable ſur Terre que ſur Mer, la faiſoit entrer dans la Balance de l'Europe, autant pour ſes Forces, que pour ſes Richeſſes. Au lieu d'une Commune foible & timide, obligée de payer des Etrangers pour garder les Avenues du Village; c'eut été un Corps de Nobleſſe courageuſe, ſe defendant dans ſes Chateaux, avec ſa Famille, & ſes Domeſtiques.

Les Allarmes, où elle eſt ſur Oſtende & Nieuport, depuis la Paix d'Utrecht, ne ſont pas le plus facheux Effet de la mauvaiſe Politique de ſes Adminiſtrateurs: elle doit être bien plus touchée de la triſte Neceſſité où leur faux Siſtême l'a miſe, d'entrer en Guerre avec la France, toutes les fois plaira à la Maiſon d'Autriche de n'être pas en Paix avec cette Couronne; ou de faire inutilement les Fraix de la Défenſe de ſa prétenduë Barriere. Si elle prend le premier Parti, les Forces Autrichiennes n'étant ſuffiſantes, ou, ce qui revient au même pour elle, les Princes Autrichiens manquant du Reſſort neceſſaire pour faire agir leurs Forces, il lui faut prodiguer ſes Richeſſes pour leur donner l'Activité; &, lorſqu'elle prend ſur ſoi le plus grand Poids de la Guerre, lorſqu'elle en court

preſ-

preſque tous les Riſques, elle doit voir ſes Alliés en recueillir tous les Fruits, & ſe tenir pour bien récompenſée, ſi les plus heureux Succès lui procurent de demeurer ce qu'elle étoit auparavant. Si elle opte pour la Neutralité: après un prelude de Guerre, qui, pour toute autre Puiſſance, que l'Habitude n'auroit pas familiariſée avec les Diſtinctions, ſeroit une Guerre ſérieuſe, elle doit recevoir avec Reconnoiſſance des Décombres & des Ruïnes, qu'on lui laiſſe le Droit de reſever à grands Fraix; des Places raſées, qu'on lui permet de fortifier de nouveau, pour être démolies encore à la prochaine Guerre.

Mais, au Prix de ſon Repos & de ſes Treſors, a-t-elle du moins evité ce terrible Voiſinage, dont on lui faiſoit un Epouventail? Point du tout. De quelque Côté qu'on enviſage les Traités de Barriere, on y voit unis à une Multitude d'autres Inconvéniens plus facheux, les Inconvéniens dont la Crainte fit éluder le Traité de Partage, propoſé par le Cardinal de Richelieu. Semblable à un Malade prévenu contre le ſeul Remede capable de le guérir, la République s'eſt fait un Régime de Palliatifs couteux, qui ont le même Dégoût que lui; &, outre les Effets naturels du Mal, qu'ils ne ſauroient couper, donnent à ſupporter leurs Accidens particuliers. En mettant

Gar-

Garniſon dans Tournai, Ypres, Menin, Namur, & autres Places de Flandre, à Condition de n'être à Charge, ni au Païs, ni à ſon Souverain, les Etats-Généraux procurent-ils à la République autre choſe, que les Périls du Voiſinage des François, ſans aucune Compenſation? En s'engageant à entretenir perpétuellement douze-mille Soldats dans les Pays-Bas Autrichiens, ſans y lever aucune Contribution pour leur Subſiſtance; en promettant à la Maiſon d'Autriche de concourir avec elle à leur Défenſe, ſans en partager les Revenus, n'eſt-ce pas donner à la République les Forces de la France à ſoutenir & à repouſſer, & la priver des Moyens de le tenter avec ſuccès? Tournai, Ypres, Menin, Namur, ſont aſſiegés: les Troupes que la République entretient, les doivent défendre: ſeroit-elle obligée à davantage, ſi ces Villes & leur Territoire lui appartenoient en propre? Non ſans daute. Ces Places capitulent; & le Roi, aprés y avoir établi des Garniſons, ou bien après les avoir fait demanteler, s'avance vers les ſept Provinces. En ſeroit-il autrement, ſi, au lieu des Soldats étrangers, qui ont ſoutenu les Sieges, la République avoit pû employer de ſes Sujets? Peut-être qu'ouï: car, il y a toute apparence, que les Places auroient été plus opiniatrement défendues, que les Capitulations

ſe

ſe ſeroient faites plus avantageuſes, que les Garniſons ſe ſeroient repliées les unes ſur les autres, & que les plus riches Particuliers de la Frontiere, s'etant retirés au cœur de l'Etat avec leurs meilleurs Effets, l'Ennemi, deja laſſé, deja épuiſé à forcer la Barriere, auroit trouvé après l'avoir franchie, des hommes frais, diſpoſés à lui tenir encore tête, & des Tréſors deſtinés à animer leurs Reſolutions. Il n'eſt point douteux, que les Armées Françoiſes auroient plus ſouffert des Habitans de la Campagne, que la République auroit moins mis de ſon Epargne dans les Dépenſes de la Guerre, que les Fraix de la Defenſe des Places ſe ſeroient trouvés dans les Places mêmes, que le ſejour des Armées auroit dédommagé ſes Sujets des Maux que la Guerre traine d'ordinaire après ſoi, & qu'une Portion des Sommes immenſes qu'elles conſument dans le Païs, leur demeurant, les Coffres publics en auroient profité pendant le Tems de la Paix.

Que fait à la Grandeur de la République, la Hardieſſe des Réſolutions des Etats-Généraux, lorſqu'il y va d'une Guerre contre la France? Que lui importent les Succès du Parti qu'ils lui ont fait embraſſer? Le Traité de Paix, qui lui confirme, ou lui fait rendre, la Barriere qu'elle reclame, n'ajoute point à ſes Forces: & les Conditions avantageuſes, que ſes

Alliés obtiennent de leur Ennemi, n'augmentent point ses Possessions. La Capitulation de Lille, la Reddition du Quenoi, la Prise de Gibraltar & de Port-Mahon, mirent les deux Couronnes dans l'Embarras. La Démolition de Dunkerque tira les Anglois d'Inquiétude; ils devinrent plus riches & plus puissans par l'Acquisition de Terre-Neuve & de Minorque. La Cession des Siciles & de la Lombardie, de nouveaux Etats aux Maisons d'Autriche & de Savoie. Pour la République, elle eut à grands Fraix le stérile Honneur d'avoir contribué à agrandir des Alliés deja trop grands pour sa Sureté; & cet Honneur ne fait pas le moindre Préjugé contre la Realité de sa Décadence, même en ces tems de Triomphe & de Prosperité.

Les Troupes, qui soutinrent, qui firent les Sieges, qui livrérent les Batailles, qui arrêtérent, qui poussérent les François, n'etoient point des Troupes Hollandoises: c'etoient des Etrangers, stipendiés par la République, ou entretenus de ses Subsides. Le Courage des Suisses & des Allemands peut bien faire Preuve de la Bravoure de l'une & l'autre Nation; la Capacité de leurs Généraux peut bien faire Honneur au Discernement des Députés qui leur donnérent leur Suffrage. Mais, il n'y a que la Caisse Militaire, qui soit réellement re-

la-

lative à la République, & fourniſſe de-quoi aſſeoir un Jugement ſur elle. Or, ſi la Difficulté de ſubvenir à ſon Entretien a augmenté à chaque Guerre, de façon que la derniere oblige toujours à de plus grands Efforts, & laiſſe après ſoi des Indices plus ſenſibles d'un prochain Epuiſement; toutes ces brillantes Epoques, que les Alliés raſſemblent pour en faire la Preuve de ſa Grandeur, ne laiſſent voir que des Prodiges d'Entêtement, aſſez ſemblables aux Convulſions, qui n'élevent quelques inſtans un Malade au-deſſus de ſa Foibleſſe, que pour le faire retomber dans une plus grande Langueur, & l'approcher d'avantage de ſa Fin.

Les Dettes, dont la République eſt maintenant incommodée, le Mécontentement de ſes Peuples, l'Altération dans la Forme de ſon Gouvernement, pourroient paſſer pour les Indices d'une Criſe, ſi c'étoient des Accidens qui duſſent leur exiſtence à des Conjonctures extraordinaires, incapables par leur nature d'être permanentes (tels étoient les Troubles de France & d'Angleterre, & le Diſcrédit de la Régence de Philippe d'Orleans:) mais, ce ſont les Eruptions d'un ancien Mal long-tems couvé, qui ne ſe produit au-dehors qu'après avoir entiérement gaté le dedans. Si la République avoit, dans la Nature & l'Etendue de ſon Païs, les Reſſources qu'elle n'y a pas, on ne ſeroit

pas encore fondé à prétendre, qu'ayant conſervé toutes ſes Poſſeſſions, elle n'a fait aucun pas vers ſa Décadence. Philippe III. a joui de toute la Succeſſion de Philippe II. pendant toute ſa Vie; & l'Eſpagne n'en avança pas moins dans ſa Décadence ſous ſon Regne. Que doit-ce être d'un Etat, à qui ſa Conſtitution ne promet que des Richeſſes, & qui n'a pour en acquerir que la Voye du Commerce? Puiſque ſa Conſtitution n'a pas été heureuſement changée par ceux qui ont ſuccedé à ſes Fondateurs, il eſt ridicule de vouloir, qu'il ſe ſoit toujours conſervé le même; parceque ſes Frontieres n'ont pas été raprochées. Sa Grandeur eſt uniquement dans ſon Opulence; & il ne faut que remonter aux Sources de cette derniere, pour avouër, que la République eſt extrêmement déchuë de la ſienne. Pluſieurs ſont abſolument taries, d'autres ſont détournées; loin qu'elle s'en ouvre de nouvelles, il ſe fait une continuelle Diſſipation (qu'elle ne ſouffrit point autre fois) de ce que lui donnent celles qui lui reſtent; & de jour en jour le Plan, ſur lequel elle ſe conduit, lui rend plus difficiles les Moyens de la reparer.

L'Hiſtoire n'offre point d'Etat ſi riche, à proportion de ſon Etenduë, que l'a été la Hollande; & il n'en fut jamais que la Nature ait parû moins deſtiner à le devenir. A peine les ſept Provinces

ont

ont elles du Blé, pour le Pain des Ouvriers dont les Travaux publics exigent l'Entretien perpétuel. Elles n'ont, ni Mines, ni Carrieres: point de Vignes; auſſi peu des autres Végetaux qui en tiennent lieu. Du Laitage & de la Terre à potier, c'eſt tout ce qu'elles donnent à leurs Habitans, & tout ce qu'elles peuvent mettre du leur dans le Commerce. Elles n'ont pas un ſeul Port au-deſſus du médiocre; & toutes enſemble elles ne fourniroient pas à la Bâtiſſe d'une Barque de Pêcheur. Il a fallu ſans doute un Concours de Circonſtances uniques, pour faire paſſer à un pareil Etat le Commerce de l'Europe; &, à bien dire, celui du Monde entier. On les trouve toutes dans le Tems de ſa Naiſſance; tant il eſt vrai, qu'il n'eſt rien tel, que de paroitre à propos.

Une moitié de l'Europe étoit encore dans la Barbarie, & l'autre étoit dechirée de Guerres Civiles, ou poſſedée du Démon Convertiſſeur, lorſque, dans un petit Coin de Terre, à peine connû juſques-là, une Poignée d'Hommes, pouſſés au deſeſpoir par un Tiran, arbora l'Etendard de la Liberté. De tous les Etats où les Troubles & la Perſécution faiſoient des malheureux, on vint chercher Azile au milieu de la nouvelle République. L'Inquiſition, que Charles-quint établiſſoit en Allemagne; les Buchers, que Henri II.

allumoit en France; les Missionnaires, que la Reine Marie appuyoit en Angleterre, lui donnérent un Peuple immense de Réfugiés, que l'Infertilité & le peu d'Etenduë du Pays, reduisirent bientôt aux Expediens, pour ne pas perir de Faim & de Misere. Lisbonne, Cadix, & Anvers, faisoient alors le principal Commerce de l'Europe, & elles avoient un même Souverain, que sa Puissance & son Ambition rendoient l'Objet de la Jalousie & de la Haine générale, & qui, de plus, étoit l'Ennemi naturel de la République naissante, l'ancien Tiran à qui elle se derobroit. Aidés de leur Courage, & de l'Industrie que l'Impossibilité de vivre autrement leur inspira, les Républiquains devinrent d'avides Corsaires. Ils n'avoient rien à perdre: c'étoit pour être heureux dans cette dangereuse Profession. Aussi ne tarderent-ils pas à être terribles aux Espagnols & aux Portugais, & à se former une Marine à leurs Dépens. La Foiblesse de l'Espagne les enhardit à des Armemens de jour en jour plus considerables; & la Faveur des Puissances, qui étoient seules capables de les retenir dans la Modération, leur inspira le Desir des Conquêtes. La France & l'Angleterre, qui ne voyoient que l'Affoiblissement & l'Humiliation de l'Ennemi commun, dans les Progrès de la République, l'aidérent à s'assurer des Dépouilles qu'elles ne

croïoient

croïoient pas qu'il leur convînt de partager, parce qu'elles en ignoroient le Prix. Ainſi, les Républiquains ſe firent des Etabliſſemens par-tout où ils voulurent porter leurs Armes: ils s'affermirent dans leurs Acquiſitions, avant qu'on en put être jaloux; & leurs Protecteurs furent étonnés de les voir, après la Trêve avec leur ancien Maître, qui n'avoient qu'à ſe conſerver l'Empire de la Mer & du Commerce.

Les Troubles de l'Angleterre vinrent heureuſement faire Diſtraction à la Jalouſie naiſſante des Anglois; & la Guerre, qui occupa les deux grandes Couronnes, laiſſa la République ſans Rivaux. Juſqu'à la Paix de Weſtphalie, elle fit ſeule le Commerce de l'Univers: mais, auſſitôt que les Anglois furent capables de paſſer aux Affaires du dehors, Cromwel les rappella à leur Jalouſie. La République ſuivit la Conduite, que lui dictoit ſon véritable Intérêt: elle ſoutint courageuſement une Guerre néceſſaire. Quoique les Circonſtances ne lui fuſſent pas favorables, elle ne fit point de Pertes eſſentielles. En cédant au Tems, elle ſe conſerva les Moyens de profiter d'un meilleur, lorſqu'il ſe preſenteroit. Le choc qu'elle eſſuïa ſembloit une Epreuve qui lui fit neceſſaire, pour l'inſtruire de la Poſition où il lui convenoit de ſe mettre.

Il n'étoit point douteux, qu'après la Paix géné-

générale, les Puiſſances, capables du Commerce, s'y appliqueroient avec une eſpece de Fureur. S'oppoſer aux Progrès de toutes, c'étoit les forcer de conſpirer la Ruïne de la République. Il falloit donc opter entr'elles: tenir pour Ennemies celles dont elle avoit à attendre une plus grande Opiniatreté, & ſe concilier, par divers Temperamens, celles qu'il n'étoit pas impoſſible de contenter de peu de choſe. L'Angleterre étoit ſans doute de la prémiere eſpece. Sa Situation ne lui laiſſant point d'autre Emploi de ſes Forces que la Navigation, & la Nature de ſon Païs, à peine capable de fournir le Néceſſaire à des Sauvages, lui donnant les mêmes Raiſons que l'Infertilité des ſept Provinces avoit données à la République, de s'adonner au Commerce, il n'y avoit qu'à perdre beaucoup pour cette derniere, dans une Liaiſon avec elle; puiſque la Rivalité ne pouvoit ceſſer que par le Sacrifice que l'une ou l'autre auroit fait de ſes plus chers Intérêts. Il n'y avoit point à eſpérer, que jamais l'Angleterre renonçât volontairement aux Eſpérances qu'elle avoit conçuës; & les Avantages de ſon Alliance ne pouvoient jamais compenſer le Tort que la République ſe feroit, en l'admettant à puiſer avec elle à la Source de ſes Richeſſes.

La France, ayant en elle-même les Cauſes de ſa Grandeur; ſon Etenduë, & ſa Fer-

Fertilité donnant du travail & des richeſſes à ſes Peuples; ſes Démelés inévitables avec de Puiſſans voiſins; ſes Vuës d'Agrandiſſement de proche en proche, ayant ſa principale Attention, & occupant perpetuellement ſes Forces; la République n'en devoit par attendre une ſi grande Jalouſie. Il y a toute apparence, que la Cour auroit accepté des Propoſitions, qui, eu égard à l'Etat actuel du Commerce du Royaume, lui auroient été avantageuſes. Les Négocians François, alors très bornés, & auſſi peu écoutés qu'effectivement ils meritoient peu de l'être, ou auroient gardé le Silence, ou auroient fait inutilement leurs Remontrances, ſur leur Excluſion à perpetuité des Mers d'au-delà du Cap. Les Miniſtres auroient été éblouïs d'une Ferme générale des Epiceries, que la Compagnie Hollandoiſe ſe ſeroit engagée de fournir pour la Conſommation du Royaume, ſans autre Gain que celui du Frêt. La République, en Poſſeſſion de Bantam, Batavia, & Malacca, auroit facilement fermé le Détroit de la Sonde aux Eſpagnols & aux Portugais: les Anglois auroient été bientôt rebutés d'une Guerre qu'ils auroient faite ſeuls, pour ſe le faire ouvrir. La Compagnie des Indes s'aſſuroit excluſivement la principale Branche du Commerce: elle faiſoit ſeule les Gains, qui maintenant enrichiſſent l'Angleterre

& la France, qui la partagent avec elle. Les Marchandiſes de la Chine & du Japon étoient priſes de tous les Negocians du Monde à ſes Comptoirs; &, conſtante en ſa Neutralité, dans les Querelles dont l'Equilibre de l'Europe ſeroit le Pretexte, la République auroit tourné toutes ſes Forces du coté d'où lui venoit ſa Grandeur & ſa Puiſſance.

Telle eut été ſans doute la Politique d'un Barneveldt, aux premiers Indices que Colbert donna de ſes Vuës. Lorſque cet habile & malheureux Républicain marqua pour Principe à ſes Succeſſeurs, d'éviter le Voiſinage de la France, il ſuppoſa, que la République ne ſeroit jamais tentée de tenir d'autre Balance que celle du Commerce. Il ne lui donnoit pas les Païs-Bas Eſpagnols pour une Barriere, derriere laquelle elle pût braver la France: il vouloit ſeulement lui ôter l'occaſion de ſe commettre avec plus puiſſant que ſoi. Certain, que ni ſa Marine, ni ſon Commerce, ne ſouffriroient d'une Guerre avec l'Eſpagne, il recommanda d'en conſerver précieuſement le Voiſinage. L'Empire, & les Puiſſances du Nord avec l'Angleterre, lui ſembloient trop intéreſſés à ne pas laiſſer tomber cette Barriere entre les mains d'un Roi de France, pour que les Provinces Unies duſſent s'embarraſſer de ſa Défenſe. Jamais il ne lui vint à l'Eſprit, qu'en

qu'elles oseroient intimer à ce Monarque son *Non plus Ultra*.

C'est-là le premier faux pas de la République; & il fut une Chûte terrible. En obligeant Louis XIV. à faire la Paix, elle s'exposa de gaïeté de cœur à une prochaine Guerre avec lui. Un Médiateur incommode, est un Ennemi; & sa Médiation une Insulte, dont on lui demande Raison au premier Pretexte qu'il fournit. Les Efforts extraordinaires, que les Etats durent faire pour repousser un si puissant Aggresseur, prirent beaucoup sur leur Attention au Commerce & à la Marine. Les Anglois, qui * avoient jetté la République dans le peril, loin de l'aider à s'en tirer, se joignirent à Louis XIV. pour l'accabler; & ils profitérent merveilleusement de son Embarras. Le Regne du Roi Jaques lui promettoit de belles occasions de se vanger, & de reparer

* En 1668 le Roi d'Angleterre CHARLES II. fit solliciter la République de s'unir à lui, pour la Médiation entre la France & l'Espagne; avec menaces qu'ils se déclareroient contre celle des deux Puissances qui refuseroit les Articles qu'ils auroient dressés. La République fit l'Alliance. LOUIS XIV. fut outré de la Déclaration, & résolut dès lors d'humilier la République. Le Roi d'Angleterre entra dans son Ressentiment. Ce fut la Guerre de 1672.

parer les ſuites facheuſes de cette premiere faute : mais une ſeconde, encore plus énorme, les en priva. Soit par Reſſentiment contre la France, ſoit par une Affection aveugle pour le Prince d'Orange, les Etats étoufferent en Angleterre des Troubles qu'il y alloit de tout pour la République de fomenter. En aidant ſon Stathouder, ſeulement *autant* qu'il en étoit beſoin pour qu'il ne ſuccombât pas, ils lui rendoient l'Empire de la Mer & du Commerce, & la délivroient pour longtems d'une Rivale, qui mettoit tout en œuvre pour la ſupplanter. Ils le ſeconderent de toutes les Forces de la République ; & les Anglois exigerent, qu'elle leur payât l'honneur qu'ils lui avoient fait, de recevoir ſon Stathouder pour Roi. Si on ſuit avec attention cette imprudente Alliance, on trouvera, que chacune de ſes époques eſt relative à l'accroiſſement de l'Angleterre, aux Depens des Provinces-Unies. Le Commerce de celle-là eſt maintenant ſuperieur au Commerce de celle-ci à la Chine, en Perſe, & dans l'Inde. L'Ile de Sumatra lui rapporte plus qu'elles ne tirent de Java. Ses Vaiſſeaux ne ſont pas moins bien reçus que les leurs dans les Ports des Molucques. La Côte de Guinée a plus de Forts Anglois, que de Comptoirs Hollandois. A peine connoit-on le Pavillon de la République

dans

dans les Mers du nouveau Monde, que celui d'Angleterre parcourt. De moitié dans les Guerres contre la France & l'Eſpagne, les Hollandois ſacrifient à la Paſſion, ou aux Intérêts de leurs Alliés, leur Commerce dans les deux Royaumes; & ils n'en ſauroient obtenir d'être admis à partager celui de la Grande Bretagne *:

Cependant, la Compagnie des Indes Orientales, a les mêmes depenſes qu'autrefois à ſoutenir à preſent, pour la conſervation de ſes Etabliſſemens. Elle achete toujours au même Prix les Epiceries, qu'elle vend au Rabais: il en coute autant pour en fournir une Partie de l'Europe, qu'autrefois pour en pourvoir tout l'Univers. En Communauté d'Intérêts avec la Maiſon d'Autriche & l'Angleterre, la République diſperſe en Allemagne, en Italie, & dans les Païs-Bas Autrichiens, des ſommes ſouvent plus conſiderables que les produits de ſon Commerce. Chaque Année, pendant la Guerre, a toujours pris quelque-choſe dans les Coffres remplis en un Temps plus

* Les Hollandois ne peuvent, il eſt vrai, porter leurs Marchandiſes en Angleterre que ſur des Vaiſſeaux Anglois; mais, ils n'y commercent pas moins auſſi librement qu'en France & en Eſpagne.

plus heureux, & sur le Crédit qu'ils établirent. Tant de Millions passés à la Reine de Hongrie, aux Princes d'Allemagne, au Roi de Sardaigne, en ont découvert le Fond. L'Epuisement ne peut plus se déguiser : les Peuples ont entendu qu'on comptoit sur eux pour le Payement des Dettes de l'Etat : ils ont senti l'approche d'un Fardeau qu'ils ne sauroient porter ; &, semblables à des Malades, qui se flattent de trouver du soulagement dans une autre Attitude, ils ont espéré que leur Sort deviendroit meilleur, s'ils changeoient le Gouvernement.

CHAPITRE XV.

De la Constitution de la République des Provinces-Unies. Le Stathoudérat lui est essentiel. Discussion du Pour & Contre la derniere Révolution. Horoscope de la République.

AINSI que les Corps Naturels, les Corps Politiques ont en eux-mêmes le Principe de leur Corruption. Leur Santé, leur Vie, n'est qu'une Fermentation constamment entretenue, au Degré, & à la Maniere, que leur Nature détermina.

na. Leur Mort n'eſt que l'Alteration des Reſſorts qui maintiennent cet Ordre & cette Harmonie. Il faut de néceſſité qu'ils s'affoibliſſent & s'uſent avec le temps, & qu'enfin ils ſe détraquent. Tout change alors. C'eſt un autre Procedé des Parties du Compoſé, & un Dégré de Fermentation différent. De pareils changemens dans la Nature ne ſont rien pour l'Intelligence ſuprême. Le Paſſage de telle à telle façon d'exiſter n'interrompt point l'Exiſtence. La Circulation eſt établie méthodiquement, de la Diſſolution à la Recompoſition; & elle ſe ſoutient toujours la même: chaque Créature, arrivée à ſon terme, va tranquillement, par des Voyes auſſi ſures qu'impénétrables, & correſpondantes aux Vuës du Créateur, ſe remettre en état de la parcourir de Nouveau. Pour nous (& ſurtout quant au Corps Politique) changer, ou ceſſer d'être, eſt à peu près la même choſe. Le temps de deſordre, & la Recompoſition, eſt une véritable Création.

Les Légiſlateurs du Génie le plus vaſte n'ont pu embraſſer que le préſent: ils n'ont vu à l'Etat qu'ils formoient, que le temperament qu'ils lui faiſoient perdre, & celui qu'il alloit recevoir d'eux. Cirus ne marqua point aux Perſes leur Gouvernement pour quand ils ceſſeroient d'être les Maîtres de l'Aſie. Numa ne parla

point aux Romains comme aux Maîtres du Monde: ni Sylla, ni Auguſte, ne leur menagea leur Décadence. Lycurgue ſuppoſa Sparte fidèle pour toujours à ſes Loix. Solon ne pourvût point au tems, où les ſiennes tomberoient en diſcrédit à Athenes. Les Fondateurs d'Etat, & les Légiſlateurs, ont tenu eux-mêmes leur Ouvrage pour anéanti, dès qu'il deviendroit méconnoiſſable: ils ont été plus ou moins habiles, ſelon qu'ils l'ont rendu plus ou moins ſuſceptible d'altération.

Si Guillaume I. étoit jugé conſéquemment à cette Maxime, il ſeroit placé autant au-deſſous des grands hommes de ſon eſpece, qu'il mérita d'ailleurs d'être élevé au-deſſus d'eux. Il n'y a aucune Solidité dans la Conſtitution de l'Etat, dont on ne peut lui diſputer d'être le Fondateur. Le Deſpotiſme de Philippe II. altera, en la voulant augmenter, la fermentation entretenue par ſes Prédéceſſeurs: ſa Tyrannie en brouilla les reſſorts. Le Prince d'Orange, animé par ſon Reſſentiment, oſa les détraquer, & vint à bout de leur en ſubſtituer d'autres: mais, en changeant la maniere & le degré de la fermentation, il n'en établit point l'ordre. Il raſſembla toutes les humeurs, il les mit, il les ſoutint, en mouvement; mais, ſans leur en fixer un, qu'elles puſſent conſerver long-tems, &

qui,

qui, par son rapport & sa proportion au temperamment, contribuât à la santé constante du corps: ce ne fut que de l'agitation. On diroit, avec assez de vérité, qu'il eut moins l'honneur de fonder une puissante République, que celui de faire perdre au Roi d'Espagne un bel Etat. Ainsi que, dans ces Montagnes formées de corps terrestres & marins, entassés pêle-mêle, les Savans reconnoissent le bouleversement que produisit l'inondation générale du globe; les Politiques voyent, dans le Gouvernement de la République des Provinces-Unies, le trouble & les perplexités de la Crise à qui elle dut sa Liberté. Les uns recourent en vain aux loix de la pesanteur; les autres cherchent inutilement celles de la prudence. Comme les fossiles marins occupent la place où ils furent déposés par les eaux, ou bien jettés par le hazard, chaque partie de la République a le Gouvernement que sa fantaisie lui fit choisir, ou que les temps lui permirent de se faire.

La Crise étoit générale: chaque Province, chaque Ville, se livra à ses craintes & à ses espérances particulieres. Unies contre l'Ennemi commun, elles n'envisagerent que lui, & s'exciterent à le vaincre, en s'abandonnant l'une à l'autre la portion de sa depouille, qui étoit à bienséance. Chacune combattoit

pour n'être pas asservie: chacune voulut avoir la Souveraineté, au cas qu'elle évitât la Servitude. Ce fut une République bien constituée pour repousser le Roi d'Espagne; & qui demandoit une suite continuelle de prodiges pour se conserver en toute autre position: un Etat composé de cinquante autres, que leur indépendance devoit rendre incapables de cette Unanimité, de cette diligence, de ce secret, qui sont l'ame, & assurent le succès des grands desseins. Une legere Idée de ce Gouvernement, unique au monde, suffira pour convaincre qu'il en est peu de plus défectueux.

La Cour de Madrid, degoûtée des voyes violentes par lesquelles elle avoit espéré de réduire les Mécontens, avoit rappellé le Duc d'Albe, & mis en sa place le Commandeur de Requesens, dont l'humeur douce & pacifique lui sembloit capable de faire oublier le Naturel feroce de son prédécesseur, & de réparer le mal que ses cruautés avoient fait. Peut-être que si les peuples avoient été abandonnés à eux-mêmes, des Gouverneurs de ce caractere, suffisamment authorisés dans les mesures qu'il leur eut dictées, seroient venus à bout de les ramener à l'obeïssance. Mais, le Commandeur mourut peu de temps après son arrivée aux Païs-Bas, & il mourut sans avoir de Successeur prêt à remplir une place,

place, qu'il étoit de la derniere importance de ne pas laiſſer vuide un inſtant. Philippe II, qui ne connut jamais le prix du temps, & mettoit la ſublime Politique à ſavoir temporiſer, ne prévint point l'interregne, qui devoit achever de ruïner ſes Affaires. La Régence fut dévoluë, ſelon la coutume du Païs, au grand Conſeil, dont tous les Membres étoient Patriotes. Les Peuples comptérent avec raiſon ſur ſon Indulgence, & ils ſe montrerent plus difficiles à payer les Impôts. Les Gens de Guerre reſpecterent peu une Autorité ſi foible & ſi précaire; & ils prirent ſur eux de ſe faire payer ce qui leur étoit dû de leur ſolde. Les prémieres Exécutions des Troupes Eſpagnoles réveillérent les humeurs, qui commençoient à s'aſſoupir, & mirent le comble à la Haine qu'on portoit à la Nation. Le grand Conſeil ſe déclara contr'elles; & les Villes, qui juſques-là s'étoient tenuës dans le devoir, parce qu'elles croyoient que le Roi n'en vouloit qu'à la Religion des Mécontens, ou bien parce que la Préſence du Gouverneur les avoit intimidées, ne virent pas plûtôt leurs Biens en danger, qu'elles firent Cauſe Commune avec ceux qu'elles avoient aidés à opprimer. Tout le monde courut aux Armes: le Tumulte fut à Bruxelles juſqu'à forcer la Salle du Conſeil, en arracher

racher ceux que leur Modération faiſoit croire Partiſans de l'Eſpagne, maſſacrer dans les ruës ce qui s'y rencontroit d'Eſpagnols: enfin, malgré la jalouſie dont chacun des Seigneurs étoit prevenu contre le Prince d'Orange, ils furent obligés de l'appeller à une Aſſemblée des Etats, & d'agir de concert avec lui, pour en diriger les Délibérations.

Les Etats s'aſſemblerent à Gand, l'an 1576, & ils terminerent leur Aſſemblée par le fameux Traité, connu ſous le nom de *Pacification de Gand*, où la Haine contre l'Eſpagne & le Gouvernement Eſpagnol, fit paſſer, d'un Conſentement unanime, l'expulſion de tous les Etrangers hors des Païs-Bas, le Rétabliſſement de l'ancienne Forme du Gouvernement, le Renvoi de la Diſpoſition des Affaires de la Religion aux Etats de chaque Province, & la Confédération de toutes les Provinces pour l'exécution du Traité. Le Succeſſeur du Commandeur de Requeſens arriva, comme les Troupes Eſpagnoles diſputoient leur Retraite contre celles des Etats, & ſe procuroient, par le Pillage des Villes, un équivalent de la ſolde qui leur étoit refuſée. Le Sac d'Anvers avoit joint l'horreur à la haine du nom Eſpagnol: tous les eſprits étoient ulcerés. Le nouveau Gouverneur ne fut reconnu qu'après qu'il eut accepté, & confirmé, la Pacification de Gand. Comme

me c'étoit un Acte, que la Néceſſité lui extorquoit, il n'y fut fidele que juſqu'à ce qu'il crut pouvoir y manquer avec Avantage; & ſon Infidelité dégagea les Provinces de l'Hommage conditionnel qu'elles lui avoient prêté. Les Etats de Brabant appellerent le Prince d'Orange à Bruxelles, & l'y déclarerent Protecteur de leur Province. Ce fut ce Coup d'Eclat, qui ſauva au Roi d'Eſpagne ce qu'il a conſervé de ces Pays. Les jaloux du Prince le virent avec chagrin diſtingué d'eux ſi avantageuſement. Sa Naiſſance, ſes Richeſſes, ſes Charges, lui donnoient ſans doute quelques Prérogatives au-deſſus des Seigneurs les plus qualifiés du Pays: mais, ils l'avoient vu ſujet comme eux; & les égards, qu'il étoit en poſſeſſion de recevoir, leur paroiſſant rendus au Souverain, qu'il repréſentoit dans ſes Gouvernemens, ils s'étoient accoutumés à l'idée de l'égalité, qui eſt entre la haute Nobleſſe d'un Etat Monarchique. Choqués d'un titre qui mettoit entr'eux & lui une grande diſtance, ils perdirent de vuë les Intérêts des Peuples, & ſacrifierent les plus belles Eſperances d'une Révolution générale à leur Jalouſie. Pour ne pas avoir leur ſuperieur dans leur égal, les uns invitérent l'Archiduc Matthias à venir prendre le Gouvernement des Provinces: les autres, reconnoiſſant, que s'il leur fallait

loit demeurer Sujets, il en couteroit moins à leur Fierté de l'être d'un puiſſant Monarque, propoſérent au Roi d'Eſpagne les Conditions auxquelles ils conſentoient de demeurer les ſiens.

Ce fut donc bientôt un Tiers-Parti, qui rompit les meſures des deux autres, & les auroit infailliblement ruinés, ſi celui, qui viſoit à la Liberté, ne ſe fut *hâté* de faire Cauſe à part. La Moderation n'eſt point du tout de miſe dans les grands deſſeins. Ceux, qui étoient à la Tête des Affaires des Provinces, où la Religion rendoit impoſſible le retour vers le Roi d'Eſpagne, diſpoſerent les Peuples à ſecouer hautement ſon joug. Sept envoyerent leurs Députés à Utrecht, travailler à un Traité, qui devoit être la Baze de la nouvelle République, & établir ſa Conſtitution. Voici ſes principaux Articles.

„ Les ſept Provinces s'uniſſent comme ſi elles n'en faiſoient qu'une ſeule, „ tellement qu'elles ne pourront *jamais* „ être ſeparées en façon quelconque, ni „ par Traité, ni par Accord, chaque „ Province néanmoins ſe réſervant la „ pleine & entiere Jouïſſance de ſes Droits, „ Privileges, Statuts & Coutumes, chaque Ville en ſtipule autant pour ſoi; & „ dans les Differens qui naîtront entre „ quelques unes des Provinces, les autres ne pourront prendre de parti que celui

„ celui de l'interceſſion, ou médiation
„ pacifique. Du reſte, elles s'obligent
„ les unes aux autres à une Défenſive
„ éternelle envers & contre tous.

„ On ne fera, ni Paix, ni Guerre, ni
„ Alliance, ni Levée de Deniers, que du
„ Conſentement unanime de toutes les
„ Provinces. Les Affaires, qui regardent
„ la Paix, la Guerre, & les Alliances,
„ ſeront decidées à la pluralité des voix;
„ & les Differens qui pourront naître ſur
„ elles ſeront ſoumis, par proviſion, à
„ l'Arbitrage des Gouverneurs des Pro-
„ vinces-Unies.

„ Quant à la Religion, la Liberté en
„ ſera conſervée; chaque Province fai-
„ ſant à cet égard les Reglemens qu'il
„ lui plaira. Les Différens, qui n'inté-
„ reſſeront qu'une Province, ſeront dé-
„ cidés par les autres: ceux, qui les in-
„ tereſſeront toutes, ſeront reglés par
„ les Gouverneurs, dont la Sentence,
„ prononcée dans le mois, ſera exécu-
„ tée nonobſtant Oppoſition, ou Appel.

„ L'Interpretation des Articles du Trai-
„ té appartiendra aux Etats: &, s'ils ne
„ peuvent pas s'accorder ſur elle, ce ſe-
„ ra aux Gouverneurs de la donner. Les
„ Gouverneurs & les Etats ſe rendent
„ garans de leur execution, & ils s'en-
„ gagent à contraindre à leur Obſerva-
„ tion, & à punir de leur infraction,

„ qui-

„ quiconque il appartiendra, nonobſtant „ tous Privileges, Libertés, & Exemp„ tions.

On voit, que les ſept Provinces ſont moins une République, qu'une Confédération d'Etats Souverains, pour la Défenſe commune, ſans aucune Dépendance l'un de l'autre. La plûpart des Articles de l'Union ſont les mêmes, dont les Cantons Suiſſes ont étreint la leur, dont le Corps Germanique reſſerreroit la ſienne: mais, le Gouvernement particulier de chaque Province, leur ſituation, leur foibleſſe, ne laiſſent aucune comparaiſon à faire, aucune induction à tirer des Cantons Suiſſes, & des Etats de l'Empire, à elles. La Suiſſe eſt un Pays, qui ſe defend, pour ainſi dire, de ſoi-même, & n'eſt jalouſé de Perſonne. La Souveraineté de chaque Canton eſt entiere: elle y eſt perpetuellement exiſtente dans ſes Repréſentans. Le Crédit & l'Autorité y ſont partagés en Proportion des Charges communes, & des Forces: des Intérêts conſtans forment une Balance, & maintiennent l'Equilibre, chaque Canton eſt dans l'indépendance des autres à tous égards. Les Etats, ſi on peut appeller ainſi leur Diete, ſont un Sénat de Souverains. Enfin, leur Confédération eſt libre; & les bons Offices, que chaque Membre de l'Union exige des autres, n'im-

n'impliquent point avec la Souveraineté qu'il s'eſt reſervée.

La République des Provinces-Unies eſt compoſée de Provinces Souveraines: les Provinces, de Villes qui ne ſont point ſujettes; & les Villes ont aux Etats de la Province les mêmes Droits que les Provinces aux Etats-Généraux. Comme les Etats-Généraux ne peuvent faire, ni Paix, ni Guerre, ni nouvelle Alliance, ni levée de deniers, ſans le Conſentement unanime des Provinces; les Etats Provinciaux ne peuvent reſoudre aucun de ces points ſans le Conſentement unanime des Villes qui ont voix dans l'Aſſemblée Provinciale. Les Députés qui forment ceux là, comme les Députés qui compoſent ceux-ci, ſont des Repreſentans ſans Pouvoir & ſans Action, dont l'emploi eſt de demander & de recevoir, ſur les Affaires importantes, de continuelles Inſtructions des Provinces & des Villes, qui les deputérent. La Souveraineté eſt éparpillée, pour ainſi dire, dans les Aſſemblées des Provinces & les Sénats des Villes: à chaque Acte qu'elle doit produire, il faut qu'elle ſe réüniſſe. L'Unanimité requiſe n'eſt-elle pas un Prodige, & ſa Néceſſité un très grand Défaut? Sans égard à leur Grandeur, leurs Richeſſes, & leurs Forces; les Villes & les Provinces ont un Suffrage égal. La voix de la Hol-

lande n'eſt pas comptée pour plus que celle d'Overyſſel, qui porte à peine le vingtieme des Charges qu'elle ſoutient. Le Suffrage de la Petite Ville de *Purmerent* vaut, aux Etats de la Province, celui d'Amſterdam. Une pareille Diſproportion n'eſt-elle pas une Source intariſſable de Diſcorde? L'Harmonie peut-elle ſubſiſter avec elle ſans Miracle? Comment accorder l'Union indiſſoluble des ſept Provinces, avec le Refus que chacune fait de reconnoître un Mediateur d'Office dans les Différens; & leur Souveraineté avec la Garantie, que les Etats & les Gouverneurs promettent, de l'Execution du Traité? Dans les Différens entre quelques Provinces, les autres ne peuvent prendre de Parti, que celui de l'Interceſſion. Suppoſé donc l'Entêtement d'une; voilà l'Union troublée, la République entamée ſans remede. Les Différens, quant à la Religion, qui intereſſeront toutes les Provinces, ſeront decidés par les Gouverneurs. Que devient la République? Eſt-il rien de plus facile, & de plus commun, que de couvrir du Manteau de la Religion des Vûës de Politique? Juges des Affaires de Religion, les Gouverneurs ne ſont-ils pas rendus Maîtres de celles de l'Etat? L'Interpretation des Articles du Traité eſt dévolue aux Etats-Généraux; & s'ils ne s'accordent pas ſur elle,

elle, ce ſera aux Gouverneurs de la donner. Les Gouverneurs ſeront toujours en état d'entretenir un Contraſte d'Opinions dans une Aſſemblée, où tout invite à la Diſcorde : les voilà donc les Maîtres des Loix, & authoriſés à ce que leur Ambition leur fera entreprendre. De quel ſens la Loi la plus claire & la plus préciſe n'eſt-elle pas ſuſceptible ?

Mais, quels ſont ces Gouverneurs, dont le Traité fait des Membres néceſſaires de la République ? Ils figurent avec les Etats ; il y aura entr'eux un Conflit d'Autorité perpétuel : Quel Equilibre la Conſtitution y met elle ? Si elle n'y en met pas, n'eſt-il pas inévitable, qu'ils déchireront la République, juſqu'à ce qu'une Faction ait écraſé, anéanti l'autre ? Le Prince d'Orange, Gouverneur de Hollande, de Zelande, & d'Utrecht, ſous Philippe II., fut reconnu en ces Qualités par la nouvelle République. Elle lui donne le Commandement général de ſes Forces de Terre & de Mer, la Diſpoſition de toutes les Charges Militaires, le Pouvoir de faire grace aux Criminels, le Choix des Magiſtrats ſur la Nomination des Villes : elle voulut que, comme les Etats repreſentoient ſa Souveraineté, il repreſentât ſa Dignité, par ſes Gardes du Corps, par les Droits de ſes Charges, par les Audiences aux Miniſtres Etran-

gers, par l'éclat de sa Cour, la Magnificence de sa Maison. Ces Témoignages de Reconnoissance n'étoient pas au-dessus de ce qu'elle lui devoit; mais, sa Constitution les vouloit moins éclatans, ou plus solides. Ce n'étoit point un Citoïen payé de ses grands Services: c'étoit un Prince, mis en voie pour arriver à son Rang. Quand même ces Distinctions auroient contenté le premier Prince d'Orange, il étoit contre toutes les Regles de la Prudence d'espérer dans ses Successeurs une Ambition aussi bornée. La Modération est incompatible avec une *Puissance* qui n'est pas à son juste dégré: trop au-dessus de celui où elle doit être, pour y vouloir descendre, elle ne restera point au-dessous de celui où elle peut parvenir. Les Princes Maurice & Guillaume II., servirent la République aussi bien que leur Ayeul la servit, & peut-être ne l'aimérent pas moins qu'il l'aima: mais la distance étoit trop grande entr'eux & les autres Citoyens; elle faisoit trop de jaloux, pour qu'ils ne craignissent pas de laisser ceux, qu'ils se destinoient pour Successeurs, exposés à n'y pas être placés. Ils voulurent fixer leur Etat, leur assurer la proprieté d'un bien, qu'on ne leur disputoit point d'avoir merité de posseder, & leur laisser après eux les Chefs d'une République, dont ils souffroient impatien-

tiémment eux mêmes de n'être que les premiers Officiers. Sa Conſtitution en étoit ébranlée ; mais, pour être renduë plus ſolide. C'étoit mettre la derniere main à l'Ouvrage, au milieu duquel la Mort avoit ſurpris Guillaume I. C'étoit ſuivre le Plan qu'il n'eut pas le tems d'exécuter.

Un Ecrivain flateur eſt d'ordinaire un Homme de peu d'eſprit, ou de beaucoup de mauvaiſe-foi. Comme ſa Louange eſt toujours intéreſſée, il s'aveugle ſur le vrai, qui ſouvent eſt le beau du ſujet qu'il traite, & ne voit que ce qu'il croit devoir être plus agréable à ceux à qui il le preſente. La plûpart des Hiſtoriens Hollandois ſe font un Capital d'éloigner de deſſus les Princes d'Orange, & ſurtout Guillaume I., la Note d'Ambition; comme ſi la Mémoire de ces grands Hommes devoit être moins precieuſe aux Hollandois, lorſqu'ils les connoitroient pour tels qu'ils ont été, lors qu'ils ſauroient qu'ils ont cherché leur Grandeur dans le Bonheur de la République; & que ſi Guillaume I. n'eut pas été prevenu par la Mort; ſi de mauvais Conſeillers n'avoient pas égaré Maurice; ſi Guillaume II. n'eut pas été trahi par la Fortune, ils auroient corrigé les défectuoſités de ſon Gouvernement, & l'auroient rendue auſſi admirable par la bonté de ſa Con-

ſtutition, qu'elle l'a été par l'immenſité des ſes richeſſes.

Vouloir que ces Princes n'ayent pas dû prétendre au-de-là des Honneurs perſonnels qui leur furent deferés, c'eſt faire injure aux meilleures Têtes qui ayent été dans la République; au ſage Barneveldt, qui, * preferant l'Intérêt de la République à ſes Intérêts particuliers, tira Maurice de la pouſſiere de l'Académie, pour en faire un Stathouder; qui accrut le Stathoudérat de biens, de credit, & de pouvoir, tant qu'il vit dans le Prince une Ame Républiquaine; & qui ne ſe retira de lui, que lorſqu'il le reconnut poſſédé de la Paſſion d'être Souverain. Il ſentoit, que la République avoit beſoin d'un Chef: lui-même il l'excita à ſe le donner, quoiqu'il fût certain qu'il en ſeroit

* Les Mécontentemens, que les Etats avoient reçus du Comte de Leiceſter, Favori de la Reine Elizabeth, auquel ils avoient deferé le Gouvernement général des Provinces, les empêchoient de lui donner un Successeur. Le Prince Maurice, âgé ſeulement de dix-ſept ans, faiſoit encore ſes exercices, & ſa jeuneſſe ne promettoit point le grand Capitaine dont la République avoit alors beſoin. Barneveldt, grand Penſionnaire de Hollande, ſe ſervit de tout ſon credit, pour lui faire donner, par les Etats, les Charges & le Rang de Guillaume I. ſon Pere.

roit éclipsé. S'il se repentit de son Ouvrage, ce ne fut que quand il le vit défiguré. Le Chef de la République vouloit en devenir le Maître. Le Républicain zélé aima mieux périr que de risquer de faire un Tyran. Pleins de Confiance en leur Crédit, & peu prévenus en faveur de Guillaume III, dont les grandes Qualités n'avoient point encore percé, les Freres de Wit espérérent tout de leur Habileté. Il étoit moins desavantageux à la République de n'avoir point de Stathouder, que d'en avoir un qui ne fut qu'un Homme ordinaire. Si celui, qui pouvoit seul aspirer à cette Dignité, étoit tel qu'ils le jugeoient être, il étoit inévitable que les Provinces seroient en proye aux Factions & à la Discorde. La Suppression du Stathoudérat leur parut un moindre Mal: * elle n'étoit point leur Ouvrage, & ils en payerent la faute de leur sang. Mais, leur vie of-

* Mrs. de Wit, l'un Greffier des Etats, l'autre Grand Pensionnaire de Hollande, maintinrent de toutes leurs Forces l'Acte de la Suppression du Stathoudérat, passé par les Etats après la Mort du Stathouder Guillaume II. Lors de l'Invasion des François en 1672. ils furent déchirez par la Populace de la Haye, qui s'émut en faveur de Guillaume III, élevé peu après au Stathoudérat.

offre des Traits de Vertu & d'Amour de la Patrie, qui ne permettent point de leur imputer de l'avoir sacrifiée à leurs Intérêts particuliers.

Vouloir que Guillaume I. borna son Ambition à l'Honneur d'être le Prémier Officier d'une République, qui lui étoit redevable de son Existence, c'est démentir la Vérité elle même, & dérober à ce Grand-Homme la Gloire de la Politique la plus profonde, & la mieux soutenue, dont l'Esprit Humain soit capable. En vain on pretend que les Grands-Hommes doivent ce qu'ils ont été aux Circonstances des temps où ils vécurent. Cirus, Alexandre, Gustave-Adolphe, Charles XII. auroient été des Conquerans pour tous les Siecles, comme les Cardinaux de Ximenès & de Richelieu, auroient été de Grands-Ministres sous tous les Regnes. Les Scipions & les Gracches auroient prévenu Cesar, s'ils avoient formé les mêmes Desseins que lui sur la Liberté de Rome; & Cesar, déterminé à ruiner la République, auroit trouvé d'autres voïes qui l'eussent mené à son But, si les fautes de Pompée & de Caton lui avoient manqué. Il ne faut qu'un génie médiocre, pour saisir les occasions, & en profiter: un grand Génie les fait naitre. Les Guises étoient ambitieux; le Zele de la Religion ne leur fut qu'un Pretexte; la Haine des Chatillons

lons ne fut qu'un Aliment: au defaut de l'une & de l'autre, ils ne seroient pas demeurés tranquilles. Sans le Cardinal de Retz, Mazarin gouvernoit paisiblement la Reine Régente, & le Royaume de France. Le Duc d'Orléans n'a point essuyé d'Orage; parce qu'il n'y avoit point de Ducs de Guise à la Cour; parce que le Cardinal de Noailles n'étoit pas le Cardinal de Rets. Les Fureurs de la Religion, la Tyrannie de la Cour de Madrid, la Cruauté du Duc d'Albe, n'ont été que les Instrumens de la Révolution des Pays-Bas: le Ressentiment & l'Ambition du Prince d'Orange en furent les véritables Causes. Ainsi que l'infortuné Charles Stuard eut passé sa Vie sur le Trône de la Grande-Bretagne, si Cromwel n'avoit pas entrepris de l'en arracher, Philippe II. seroit demeuré Possesseur des dix-sept Provinces, si Guillaume ne se fut pas promis de lui en faire perdre une Partie.

Les Comtes de Montigni, d'Egmont, & de Horn, n'étoient point Fauteurs des Religionaires. Ceux-là espérérent peut-être se rendre plus considérables, & ameliorer leur Sort, en se rangeant parmi les Mécontens: mais, ils n'eurent point l'Idée d'un Changement entier du Gouvernement; & ils furent punis d'un Crime, auquel ils ne pensérent peut-être jamais. Le Comte de Horn brouilloit

plûtôt par Humeur, que par Politique; & il étoit à peine capable de le faire en ſecond. Brederodes *, & ſes Aſſocies, étoient trop bornés pour former, trop Foibles pour ſoutenir, un Parti qui ſe fît redouter. Si le Prince d'Orange n'eut pas animé ſécretement la Machine qu'ils paroiſſoient conduire, ils en auroient été bientôt accablés. C'eſt lui, qui échauffa le Zele des Huguenots, qui ouvrit les Yeux des Peuples ſur leurs Griefs, qui les mit en Allarme ſur une prochaine Oppreſſion, qui les excita à la repouſſer. S'il n'avoit pas ménagé leur Colere, nourri leur Opiniatreté, tout faiſoit Joug aux Edits du Roi. La Cour de Madrid n'épargnoit pas plus le Luxembourg, le Namurquois, la Flandre, le Hainaut, le Brabant, que les ſept autres Provinces. Les Miniſtres Calviniſtes n'y avoient pas moins d'Accès; la Haine n'y étoit pas moins grande contre les Eſpagnols; les Imports n'y étoient pas moins forts, moins onereux: mais, le Prince n'y avoit pas autant de Credit, qu'en Hollande,

* Le Comte de Brederodes étoit le Chef des 300. Gentils-Hommes, qui furent nommés les *Gueux* Il preſenta à leur tête la fameuſe Requête à la Ducheſſe de Parme, Gouvernante des Pays-Bas pour le Roi.

de, en Zélande, à Utrecht; & ils reſtérent à l'Eſpagne.

Il y a ſans doute de la Témérité, & de l'Injuſtice, d'accuſer Guillaume d'Indiférence ſur la Religion: mais, il eſt inconteſtable, qu'il la conſidéra en Politique. Charmé, que les Intérêts du Ciel puſſent aller de concert avec ceux de la Terre, il les unit habilement les uns aux autrés, & fit ſervir l'Enthouſiaſme des Peuples à ſes Reſſentimens & à ſon Ambition. Ce ne fut point un Brutus, réſigné à un Vie tranquille & obſcure, & à qui il ne falloit pas moins que le dernier Excès de la Tirannie, pour l'enhardir à s'elever contre le Tiran. Philippe II., en quittant les Pays-Bas, l'y laiſſa* ou-

* Le Roi, allant au Port de Fleſſingue, où il devoit s'embarquer pour l'Eſpagne, ſe plaignit au Prince, en Termes amers, du Refus que les Etats lui avoient fait des Sommes qu'il leur avoit demandées. Le Prince ayant reparti, que Sa Majeſté devoit imputer aux Etats les Deſagrémens, dont elle ſe plaignoit. Sur quoi le Roi, le regardant d'un Oeil irrité, lui dit avec Colere, & des Geſtes menaçans: *Non, ce n'eſt pas à eux: c'eſt à Toi. à Toi*, à *Toi*; Singulier, qui, en Eſpagnol, exprime le plus grand Mépris. Le Prince, apprehendant pour ſa Perſonne, s'il montoit ſur le Vaiſſeau du du Roi, prit Congé au Port, & ſe retira. *Memoires de Du Maurier.*

outragé & puiſſant ; qui avoit tout à craindre de ſon Souverain, & étoit en état de s'en faire redouter. Ce Monarque rompit les Liens qui pouvoient le lui tenir encore attaché, en trompant l'Eſperance qu'il avoit conçuë d'être fait Gouverneur général des Provinces. L'Elevation du Cardinal de Grand-velle l'outra de Dépit : les Hauteurs de ce Miniſtre achevérent de le décider : il ne reſpira que la Vengeance, & il s'en fraya les Chemins.

La Vengeance, en elle-même, n'a d'Attraits, que pour les Eſprits foibles, & les Ames baſſes. Le Prince ne ſe la propoſa, qu'avec ce qui la pouvoit rendre digne de lui. C'eût été ſe deshonorer, que de lui ſacrifier ſes Biens & ſon Rang ; & juſtifier les Mépris du Roi, que de Borner ſon Reſſentiment au Deſir de changer de Maître. Son Projet fut de ſe venger avec autant d'Avantage, que de Gloire : de donner de l'Embarras & du chagrin à Philippe, en lui enlevant des Sujets, en lui faiſant perdre des Provinces : de le forcer à l'Eſtime, en ſe mettant à portée de ſa Haine, & en ſe faiſant une Condition meilleure, que celle qu'il ne pouvoit conſerver ſans ſes bonnes Graces. Il étoit Sujet, ſi puiſſant, en Crédit, en Richeſſes, & en Dignité, qu'il ne pouvoit que deſcendre, à moins que de devenir

venir Souverain: toutes ſes Vuës, toutes ſes Démarches, allérent donc à la Souveraineté. Le Projet auroit été téméraire, ſi les Peuples avoient été poſſedés de cette Horreur de la Monarchie, qui fut la Baze de la République Romaine. Mais, c'étoit lui-même qui les avoit aigris: il avoit nourri leurs Mécontentemens, & dirigé toute leur Ardeur, moins vers l'Independance, & la Liberté, que vers leurs Franchiſes & leurs Privileges, qui, loin d'exiger la Démocratie, ou l'Ariſtocratie, ou l'Oligarchie, ſuppoſoient la Néceſſité d'un Souverain, perpétuellement exiſtant. Sa Conduite eſt un Chef-d'Oeuvre.

Tant que les Humeurs, qui devoient produire la Révolution, ne firent que fermenter, il ne prit aucun Perſonnage; il n'entra point dans la Faction: c'eut été riſquer de demeurer confondu avec les Factieux. Lorſque le Mal fut parvenu à ſon Période, & qu'il lui fallut en aider l'Eclat, on eut dit que, ſans Vuës d'Intérêt particulier, dans une Criſe où les plus grands Périls étoient pour lui, il n'étoit remué que par la Compaſſion & la Généroſité: qu'il s'oublioit lui même, pour ne penſer qu'à préſerver des Peuples, qu'il aimoit, de l'Oppreſſion dont ils étoient menacés. Sa prémiere Entrée dans le Païs, avec des Troupes Allemandes,

fut l'Acte d'un Prince absolument indépendant. Sans Titres, sans Qualités relatives aux Mécontens, il autorisa sa Prise d'Armes, & son Invasion, des mêmes Motifs, dont un Souverain eut coloré la sienne. Son Armée étoit composée de Troupes levées à ses Fraix, ou que ses Amis & sa Réputation lui avoient attirées. Si son Expédition avoit réüssi, il mettoit les Peuples en Liberté de se faire leur Sort. Ils n'avoient point encore l'Idée de République: le prémier Feu de leur Ressentiment tomboit sur Philippe, qu'ils abjuroient: le premier Mouvement de leur Joye & de leur Reconnoissance étoit pour leur Libérateur, qu'ils substituoient à leur Tiran.

La grande Habileté de Duc d'Albe ayant rompu & dissipé l'Armée auxiliaire des Mécontens, le Prince tira tout le Fruit possible de l'Impression que sa Bonne-Volonté avoit faite sur eux. Persuadé, que, dans le Trouble & l'Abattement général, il ne se trouveroit Personne qui lui demandât l'Explication de ses Prétentions: sans dire à quel Titre il faisoit un Coup aussi hardi, il autorisa de son Nom les Armateurs qui voudroient aller en Course sur les Espagnols. Ainsi que dans le fort d'un Tempête, chaque Personne du Vaisseau obéït, sans examen, à tout autre que le Capitaine & le

le Pilote, qui aura pris en main le Gouvernail abandonné, les Provinces Maritimes reçurent avec Joye, exécutérent avec Confiance, les Commiſſions du Prince: & cet Habile-Politique ſe fit, de leur Docilité, un Titre auquel il ne dérogea plus. La Priſe de la Brille, par les Armateurs, le mit en état de le ſoutenir avec éclat. L'Acquiſition de cette importante Place donnoit un Azile aux Corſaires. Contraints, juſques alors, d'errer le long des Côtes, & de payer à haut Prix les Rafraichiſſemens qu'ils alloient chercher furtivement, dans de petits Ports & des Rades peu fréquentés d'Angleterre. C'étoit un Magazin, un Entrepôt, un Arſenal, fixes pour la nouvelle Marine. La plûpart des Villes de Hollande & de Zélande ouvrirent les Yeux ſur les Richeſſes, qui alloient être uniquement pour la Brille: &, autant par Envie de les partager avec elle, que par Deſir de ſe ſouſtraire au Joug, de plus en plus peſant, de l'Eſpagne, elles chaſſérent les Garniſons Eſpagnoles, & s'offrirent au Prince, qui reçut leur Serment de Fidélité.

Il ne falloit qu'une Action brillante, qu'un grand Service, pour décider les Villes des autres Provinces, ſur l'Exemple de celles de Holſande, & de Zélande. Le Prince eſpera, qu'en venant une ſecon-

de fois avec une Armée à leur Secours, il rendroit la Révolution complette. Peut-être que ſes Eſpérances n'auroient pas été trompées, ſi ſes Armes avoient été heureuſes: mais, le Maſſacre de la St. Barthelemi lui coupant les Reſſources, ſur leſquelles il avoit compté du côté de la France, il lui fallut remettre à un autre Tems à frapper les grands Coups. *Il ſe retira en Hollande*, dont il fit le Théatre de la Guerre, comme il en faiſoit le Centre de ſa Puiſſance: il y commanda ſans Titre, & veilla ſur-tout à ne pas décheoir de la Poſſeſſion, qui lui en tenoit lieu. Ce fut la Regle de ſa Conduite aux Etats de Gand. Voyant que les Délibérations n'alloient qu'à une Confédération des Provinces, pour l'Expulſion des Etrangers, entre leſquels ſes Jaloux pouvoient tôt ou tard le faire comprendre, & pour le Rétabliſſement de l'ancienne Forme du Gouvernement, ſans idée du Changement de Souverain; il fit ſtipuler, outre l'Union des Provinces pour l'Exécution des Articles réſolus, *une Alliance perpétuelle avec celles de Hollande & de Zélande:* comme ſi ces deux dernieres avoient fait, ſous ſon Gouvernement, Corps ſéparé des autres; quoique leurs Députés aux Etats y euſſent paru ſelon la Forme ancienne.

Ce Trait de la plus fine Politique n'échapa

chapa point aux Seigneurs des dix Provinces, & aux principaux des quatre autres. La *Protection*, que le Brabant déféra au Prince, l'approchoit de ſon But: la Réponſe qu'il y feroit devoit être, pour ainſi dire, la Pierre de Touche de ſon Ambition. S'il n'avoit point d'autres Vuës que de former une République des Etats que le Roi d'Eſpagne ne pourroit conſerver, il propoſeroit un Plan d'Ariſtocratie, & refuſeroit un Titre, qui l'élevoit au-deſſus du Citoyen; ou rendroit celui de *Protecteur* agréable, en lui donnant une Explication, qui l'eut accommodé à l'Egalité Républiquaine. Il ne fit ni l'un ni l'autre. Au contraire, aſſuré de la Hollande & de la Zélande, il eſpera, que l'Exemple du Brabant ſeroit contagieux, ou qu'au pis aller il l'uniroit à ces deux Provinces. Le Coup manquant, il reſtoit toujours en état d'en attendre quelqu'autre des Circonſtances.

En effet, la Jalouſie des Seigneurs ayant eu le deſſus, l'habile Prince ne prit aucune Allarme du Contre-tems: il n'y vit qu'un Délai, dont l'Avantage lui reviendroit tout entier; & il diſpoſa les Choſes pour l'Archiduc Matthias, de façon à le rendre l'Inſtrument des Deſſeins, qu'on l'appelloit à ruïner. L'Archiduc, n'étant pas avoué de l'Empereur, n'avoit aucun

Secours à eſpérer de l'Allemagne. *Il* n'avoit rien de ſoi-même, ni Richeſſes, ni Crédit, ni grandes Qualités: ce devoit être un Fantome, à l'ombre duquel un Lieutenant pourroit ce qu'il voudroit entreprendre. Guillaume, ayant fait agir toutes ſes Créatures, pour perſuader aux Etats la Néceſſité d'un Lieutenant-Général de l'Archiduc, n'eut qu'à ſe préſenter à cette Charge, pour ſe la voir déférer. C'étoit peu pour lui de n'avoir le Commandement qu'en ſecond; mais, il devenoit le Maître de la Conduite de l'Archiduc: il pouvoit, à ſon Gré, *la* rendre odieuſe, ou mépriſable; &, lorſqu'il le voudroit, il l'obligeroit à quitter *la* Place. N'étoit-ce pas a cheminer ſes Deſſeins, d'accoutumer les Peuples à ſe croire un Souverain néceſſaire? Qui pouvoient-ils ſubſtituer à l'Archiduc, quand ils le remercieroient? Ne ſeroit-ce pas au Lieutenant-Général qu'ils ſe croiroient obligés des Fautes que Matthias n'auroit pas faites? Ne ſeroit-ce pas à lui, qu'ils recourroient, pour reparer celles qu'il auroit ſemblé ſouhaiter inutilement d'empécher? Dans les Murmures, que l'Incapacité de l'Archiduc occaſionna; dans le Schiſme, qui ſe fit pendant ſon Gouvernement, on n'entendoit point parler de République. Les uns s'en tenoient aux Articles de Gand: les autres

autres parloient de ſe ſoumettre aux Gouverneurs: le Tiers-Parti ménageoit un Retour vers le Roi d'Eſpagne. Le Prince ſouffloit le Feu de la Diſcorde, mais en ſecret; & il portoit hautement l'Autorité de l'Archiduc, & ſes Droits. Il s'établit Médiateur entre lui & les Provinces Septentrionales: il invita ces dernieres à aſſembler leurs Etats à Utrecht: il augmenta le Nombre des Deputés ordinaires dans les Etats de Hollande. Toutes les Regles de la Prudence humaine lui diſoient, que les ſept Provinces, en s'uniſſant entr'elles, ne perdroient point de vuë la Forme ancienne de Gouvernement, reclamée par la Pacification de Gand; & que n'ayant, ni Prince étranger à ſubſtituer à l'Archiduc, ni Patriote à mettre en Balance avec le Lieutenant-Général, ils déféreroient à ce dernier la Place du premier, avec toutes ſes Prérogatives.

L'Aſſemblée d'Utrecht manqua à ſes véritables Intérêts. Le Traité d'Union, qu'elle paſſa, n'embraſſoit que la Circonſtance preſente: les Etats, en ſe montrant alienés de l'Eſpagne ſans retour, en prenant la Réſolution de lui réſiſter juſqu'à la derniere Extrémité, ne pourvoyoient, ni aux Moyens de faire la Guerre contre une ſi grande Puiſſance, ni au Gouvernement qui devoit remplacer l'ancien.

Le

Le Prince compta pour rien ſes Réſultats. Sans ſe rebuter, ou de l'Aveuglement de ceux, qui ne pénetroient pas les Vuës, ou de la Jalouſie des autres, qui n'y vouloient pas entrer, il ſuivit toujours ſon Plan. La Foibleſſe des Provinces-Unies, la Confuſion du Gouvernement de chacune, lui étoient des Garans aſſurés, qu'à moins que de vouloir périr, les Etats d'une autre Aſſemblée viendroient où il n'avoit pu cette fois les amener. Preſſé de ſigner le Traité d'Union, il temporiſa, dans l'eſperance d'une nouvelle Convocation d'Etats, à l'Année ſuivante; & n'appercevant pas que les Yeux ſe fuſſent ouverts à ſon Avantage, pendant un an & demi, il ſigna avec cette Reſerve, *qu'il n'entendoit en aucune Maniere préjudicier à l'Autorité de l'Archiduc.* C'étoit ſuppoſer les Provinces-Unies ſous un Chef different de ce que les Etats avoient entendu par les *Gouverneurs.*

Rien ne marque mieux les Vûës conſtantes de Guillaume, que la Déviſe de la prémiere Monnoïe que les Provinces firent battre, après leur Union. C'étoit un Vaiſſeau ſans Voiles & ſans Gouvernail, avec ce mot: *Incertum quò Fata ferant.* Comme il l'avoit dictée, il la leur expliqua, en leur prouvant, que ſi elles ne rendoient, de quelque Façon que ce fût,

à

à leur Etat, repréſenté par le Vaiſſeau, ce que la Tempête lui avoit ôté, le Naufrage leur étoit inévitable. La Députation à la Reine d'Angleterre fut le Fruit de ſes Conſeils. Quelqu'en fût le Succès, elle répondoit à ſes vuës. Ou Elizabeth devenoit Souveraine des Provinces, ſous le Titre de Potrectrice; & le Prince, établi ſon Lieutenant-Général, étoit en état de mettre en tout leur jour les Inconveniens d'un Gouvernement étranger, capbles d'en inſpirer le Dégoût: ou la Reine, trop Jalouſe de ſa propre Gloire, pour faire de ſon Nom un Echelon de plus à l'Ambition du Prince, ſe refuſeroit à l'Offre des Etats; & les Provinces, convaincuës du Beſoin d'un Protecteur, renonceroient à la République, mal fondée dans l'Union d'Utrecht. La Reine remercia les Etats, & leur Confiance en ſa Protection; & elle n'accepta point un Titre, qui n'étoit rien autre choſe. Cette ſage Princeſſe, qui ſe connoiſſoit en Politiques, devina les Vûës de Guillaume, &, comme lui, remit au Tems à préparer des Circonſtances, où il lui fût également utile & glorieux, de ſe déclarer hautement. Quand même le Prince ne lui auroit pas ſemblé de trop alors, dans un Etat qui ſe donnoit à elle, elle avoit mille Raiſons de ne pas entrer directement dans les Affaires des Provinces.

Guil-

Guillaume ne les ignoroit pas; & c'étoit peut-être la Certitude du Réfus, qui le fit eſſaïer, s'il ne pourroit pas s'épargner le Deſagrément de produire un ſecond Matthias.

Si le Prince d'Orange avoit voulu faire Uſage de tout ſon Crédit dans les ſept Provinces, & l'appuïer des Forces qui étoient à ſa Diſpoſition, il n'y a point à douter, que, dans la Conſternation, où le Refus de la Reine d'Angleterre, & les Succès du Duc de Parme, jettoient les Républiquains opiniatres, il ne fût venu à bout de ſe faire Souverain, aux mêmes Termes que l'avoient été les Ducs de Bourgogne. Sa Délicateſſe ſur la Gloire, & ſon Amour pour ſes Enfans, d'accord avec la Trempe de ſon Eſprit, le portérent ſeuls à un nouveau Délai. Il ne vouloit pas, que jamais on lui pût imputer d'avoir opprimé des Peuples, aux quels il s'étoit annoncé pour un Libérateur: il vouloit, que la Fortune paſſât toute entiere, & demeurât, à ſa Poſtérité: il jouïſſoit d'avance du Plaiſir d'être le ſeul Uſurpateur irréprochable; & ſon Caractere lui faiſoit trouver autant de Satisfaction à conduire une grande Intrigue, qu'à en recueillir les Fruits. La France lui offroit des puiſſans Sécours d'Hommes & d'Argent, & s'engageoit à le reconnoître Souverain de Hollande, de

Zé-

Zélande, d'Utrecht, & de la Friſe. La France elle-même, qui pouvoit l'aider, ne pouvoit pas lui faire Obſtacle: elle auroit plus riſqué que lui à ne lui pas tenir Parole. Cependant, il n'entendit point à la Propoſition. Ses Meſures étoient juſtes, Dieu ſeul les pouvoit déconcerter: la Prudence & l'Ambition lui diſoient de ne pas arracher une Portion d'un Bien, qui lui ſeroit donné tout entier.

Le Duc d'Alençon, Frere unique de Henri III., & Heritier préſomptif de la Couronne de France, fut le ſecond Matthias, que Guillaume produiſit, le dernier Acteur, qu'il reſolut de faire paroître, celui qui devoit amener le Dénouement ménagé & ſuſpendu avec tant d'Art & d'Habileté. Ce Prince avoit au ſouverain Dégré toutes les Qualités que Guillaume demandoit dans ſon Précurſeur. Autant au-deſſous de ſon Rang, par ſa Figure, ſon Eſprit, & ſes Talens, que, par ſa Naiſſance, il étoit au deſſus des autres Hommes, il ne falloit, pour le rendre odieux & mépriſable aux Provinces, que l'abandonner à lui même. C'étoit le Prince du Monde qui avoit le plus de beſoin d'un Conſeil bien compoſé, & celui qui étoit le moins docile à un bon Avis. Préſomptueux ſans Courage, diſſimulé ſans Prudence, dur & hautain par Habitude, cruel par Tempérament, il ne compenſoit

pas

pas de la moindre Vertu une Multitude de Vices: il n'avoit rien d'un Prince, ſi-non de ſavoir qu'il l'étoit. Guillaume ne fut point trompé dans l'Opinion qu'il en avoit conçuë: dès le prémier Pas qu'il fit, les Provinces regrettérent de l'avoir appellé. Bien-tôt il partagea leur Haine avec le Roi d'Eſpagne: la Surpriſe manquée d'Anvers lui valut autant que les Cruautez du Duc d'Albe; & le Prince d'Orange, toujours égal à ſoi-même, profita de chacune de ſes Fautes, qu'il ne voulut pas empécher. Ce dernier connut dans le Tumulte d'Anvers, qu'il pouvoit pretendre à tout, auſſi-tôt qu'il auroit débarraſſé les Provinces du Rival qu'il qu'il s'étoit donné. Tout le monde y put reconnoitre combien il avoit compté ſur le Contraſte, combien il y avoit gagné. C'eſt outrager ſa Mémoire, & faire trop d'Honneur aux imprudens Conſeillers du Duc d'Alençon, de vouloir que la Conſpiration Françoiſe ait été, juſqu'à ſon Exécution, un Secret pour lui. S'il étoit poſſible qu'une Troupe de jeunes Gens, qui ne ſe piquoient que de Bravoure, eut eu la Diſcrétion en Partage, le ſeroit-il qu'elle eut endormi l'Homme du Monde le plus vigilant, qu'elle eut dérobé à une Homme perpetuellement attentif ſur elle, un Deſſein qui demanda des Meſures de Détail, priſes de loin?

Guil-

Guillaume fut inſtruit de la Perfidie: il combina les Meſures priſes, avec celles qui étoient neceſſaires pour le Succès, & il en reconnut la Réüſſite impoſſible. Il lui importoit qu'elle éclatât, puiſqu'elle devoit échouër; & il l'encouragea par une Confiance d'autant plus capable d'en impoſer, qu'elle étoit fondée ſur une Sécurité raiſonnée. *La Noue*, *Biron*, & les autres Bonnes-Têtes, que le Duc auroit dû conſulter, ne donnérent pas un inſtant dans le Panneau où ce Prince tomba: ils jugeoient des Diſpoſitions de Guillaume par ſes Intérêts, & l'Expédition du Duc leur parut ce que l'Evenement la montra, une Equipée auſſi digne de lui, qu'elle l'étoit peu d'un Frere du Roi de France. Henri III., dont les Défauts venoient moins de l'Eſprit que du Cœur, n'applaudit au Projet de ſon Frere, que dans l'Idée qu'il y recevroit de nouveaux Affronts. Qui oſa croire, que les Provinces garderoient un Souverain, deſtiné à porter la Couronne de France? Que le Prince d'Orange lui laiſſeroit le Temps de s'y fortifier aſſez, pour les unir un jour au Royaume? Le Repatriement, qui étouffa l'odieuſe Affaire d'Anvers, ne fut pas plus ſincere d'un coté que de l'autre. L'un croyoit devoir à ſa Gloire de ne pas faire une Retraite trop bruſque: l'autre donnoit à ſa Sureté, de laiſ-

ſer ſe retirer de ſoi-même un Prince peu ſcrupuleux ſur les Voyes de ſa Vengeance. Lorſque la Mort du Duc vint dégager les Provinces d'un Serment qu'elles étoient dans la ferme Reſolution de ne pas garder, Guillaume ſe trouva ſurpris. Il étoit au-deſſus de l'Homme de prévoir cette Mort, & contre la Prudence de ſe regler d'avance ſur ſa Suppoſition. Il falloit ménager une Convocation de nouveaux Etats, qui fixaſſent enfin le Sort des Provinces. Le Prince y mit toute ſon Attention & toute ſon Habileté. Déjà il pouvoit ſe répondre du Succès. Barneveldt, Républiquain zélé, mais dont le Zele n'offuſquoit point les Lumieres, & qui ne vouloit la Liberté des Provinces qu'avec Subordination à leur Bien-être, étoit du Conſeil intime du Prince. Il admiroit ce grand Homme, parce qu'il étoit capable de ſaiſir la Juſteſſe de ſes vûës, & que dans ſes Moyens il n'appercevoit que la Grandeur & la Tranquilité durables de la République, dont il ſeroit le Chef: il joignoit ſes Amis aux ſiens, les deux Partis n'en alloient plus faire qu'un; &, ſous un Titre moins brillant, Guillaume alloit être le Souverain, comme il étoit le Fondateur, du nouvel Etat. La Mort le ſurprit à la Veille du Triomphe de ſa profonnde Politique; & comme une Armée, qui, ſur

le

le point de livrer Bataille, ſe voit enlever le *Turenne* qui faiſoit ſa Force, & avoit toute ſa Confiance, perd l'Ardeur & la Certitude de la Victoire, & ne demande du nouveau Général que d'aſſûrer ſa Retraite, les Etats n'ôſant ſe repoſer, ſur le jeune Maurice, de l'Exécution du Plan de ſon Pere, crurent faire aſſez d'Honneur à ſon Courage, de lui remettre la Défenſe des Provinces.

Barneveldt ſe conduiſit en cette Circonſtance critique, ainſi que le devoit un Homme pénétré d'Amour pour ſa Patrie. La jeuneſſe de Maurice, ſon Inexpérience, les Forces de l'Eſpagne, la Capacité du Duc de Parme, fourniſſoient des Objections victorieuſes aux Républicains outrez, aux Jaloux, aux Ennemis cachés de la Maiſon d'Orange, que le Mérite de Guillaume avoit forcés au ſilence. De-là à pluſieurs Années, le jeune Prince ne pouvoit gueres ſervir les Provinces, que de ſon Bras. Comment demander pour lui les Rênes d'un Etat, qu'il lui faudroit abandonner à un Conſeil, ou qu'il ne conduiroit que ſous ſa Direction? Le ſage Barneveldt, cedant à la Néceſſité, ſe contenta de mettre Maurice au même Point où Guillaume étoit parvenu. Pour peu que le Fils approchât des grandes Qualités du Pere, il acheveroit un jour ſon Ouvrage, il

mettroit le Comble a un Edifice qui lui étoit laiſſé à une grande élevation, ſur de ſolides Fondemens. S'il lui étoit trop inferieur pour oſer travailler d'après lui, & mettre la derniere main à ſon Chef-d'œuvre, il étoit moins deſavantageux aux Provinces-Unies de demeurer une République informe, que de la former dépendante d'un Chef incapable de la ſoutenir.

Le jeune Maurice, à qui Barneveld ne cacha point les Motifs de ſa Conduite, en comprit toute la Solidité: il ſe livra aux Conſeils du meilleur Ami de ſon Pere; & ce fut ſur ſes Avis, que, reprenant la Manœuvre de Guillaume, il parut le plus ardent Solliciteur des Secours d'Angleterre. Ainſi que ſon Modele avoit mis à profit les Fautes de l'Archiduc Matthias, & du Duc d'Alençon, il fut attentif à tirer Avantage de celles du Comte de Leiceſter. Le Sort de ce dernier ne fut pas different de celui de ſes Prédéceſſeurs: il convainquit les Etats de la Néceſſité d'un Chef pour la République, & de l'Impoſſibilité de le trouver tel qu'il lui convenoit, chez les Etrangers. Maurice franchit le pas qui avoit arreté ſon Pere: les Etats le reconnurent pour Stadhouder; les Provinces le firent leur Gouverneur-Général. Ici, Barneveldt lui manqua, & peut-

peut-être en même tems manqua à ſa Patrie.

Maître des Forces de Terre & de Mer, Diſpenſateur des Emplois militaires & civils, le Stathouder avoit la Réalité de la Souveraineté. Ses Gardes du Corps, ſa Cour, ſa Maiſon, ſes Revenus, lui en donnoient l'Eclat. L'un & l'autre s'accordoient parfaitement avec la Conſtitution Républiquaine, ſi on leur eut joint la Solidité de la Souveraineté. Le ſage Barneveld ſe trompa, en croyant que la République n'avoit de ſureté contre un Génie plein de Feu & d'Ardeur, que de lui laiſſer quelque choſe à craindre & à deſirer. Les Talens de Maurice avoient percé: il étoit aiſé de prévoir, qu'en peu de temps, ils le mettroient au-deſſus de la Crainte; & que rien ne balanceroit ſon Impétuoſité vers ce qu'on lui auroit laiſſé à deſirer. On devoit s'attendre, que ſa juſte Ambition trouveroit alors des Obſtacles, qu'elle s'opiniatreroit à ſurmonter; que ſes Moyens la rendroient odieuſe: qu'elle ſacrifieroit tout pour arriver à ſon But: qu'elle iroit plus loin que lui; & que, pour s'affermir au Terme qu'elle ſe fixeroit, elle s'efforceroit d'anéantir tout ce qui lui avoit fait barriere. Dans cette Fermentation déſordonnée, l'Ebranlement de la République juſqu'à ſes fondemens, n'étoit point douteux. Plus

d'Harmonie entre les Parties différentes qui la compoſoient: plus d'Equilibre entre deux Factions qui la diviſeroient. Celui, qui devoit tenir la Balance, en rempliſſoit un Côté. Ce ſeroit une Lutte perpetuelle, qui ne finiroit que par la ſuperiorité irrevocable d'un Parti; & cette Superiorité de l'un ne ſe conſtateroit que par la Ruine entiere de l'autre.

Voilà ce que le ſage Barneveld ne vit point. Les Fautes des grands Politiques ſont toujours énormes. On les pourroit comparer aux Erreurs des ſavans Géometres: les uns, comme les autres, partent d'un Point fixe, d'un Principe certain, ou que du moins ils croyent tel; & l'Ecart, qui ſeroit à peine ſenſible pour un Calculateur borné, augmentant à meſure qu'ils pouſſent leurs Calculs, ſe trouve à la fin immenſe comme eux. Le Républiquain ſuppoſa dans Maurice la même Délicateſſe, qu'il avoit connue dans Guillaume: il compta qu'il ne chercheroit à aſſûrer le Stathoudérat dans ſa Maiſon, qu'en prouvant qu'on ne trouveroit point ailleurs d'Hommes plus dignes de lui. Il voulut que le Poſte, dont la Conſtitution de la République exigeoit qu'on fit une Dignité, ne fût qu'un Office, qu'une Commiſſion; &, en rapprochant des autres Citoyens un Chef, qui devoit être tellement au-deſſus d'eux, que l'Envie & la Jalouſie,

Jalousie n'osât pas espérer d'y atteindre, il le mit dans l'alternative d'une Dépendance humiliante pour lui, ou d'un Conflict de toutes façons préjudiciable à la République.

Maurice eut bientôt opté pour le dernier; & son Intérêt particulier ne tarda pas à prévaloir sur l'Intérêt de la République. Il n'étoit puissant que par ses Emplois: son Autorité cessoit avec l'Exercice de sa Commission: la Paix alloit le remettre au nombre des Citoyens; le prémier, il est vrai, mais toujours un d'entr'eux: il souhaita la Prolongation de la Guerre, quoique l'Epuisement des Provinces la rendît impossible, ou tout au moins très dangereuse. Ses Brigues à cet effet échouérent: la Trève se conclut, malgré ce qu'il tenta pour l'empêcher; & il fut outré d'avoir fait inutilement connoître son Ambition. Il étoit encore temps d'appaiser son Ressentiment. Barneveldt * ne le crut pas. La Supériorité qu'il venoit d'avoir à la tête du Parti Re-

* Il est assez difficile de croire, que Mr. *Barneveldt* vit moins clair que le Cardinal dans les Affaires de sa République, sur-tout en cette Circonstance. Le Prince s'étoit déjà ouvert sur ses Vuës de Souveraineté entiere. Comment lui auroit-on fait prendre le Change? Il avoit engagé la Princesse sa Belle-Mere à faire usage de

Républiquain, qui avoit mis fin à la Guerre, lui parut un Garant de l'Infériorité conſtante de celui du Prince; & il ſe flata de rompre tous ſes Deſſeins. Mais, à la reſerve du Militaire, tout le Monde ſouhaitoit la Paix; & pluſieurs Ordres de l'Etat étoient intéreſſés à l'Elévation de la Maiſon d'Orange. Maurice, ayant ſaiſi cette Différence, ne mit point de Bornes à ſes Prétentions. Conſtitué par les Loix Sur-Arbitre des Differens de Religion, il fit entrer ce puiſſant Reſſort parmi ceux de ſa Politique. Barneveldt & ſes Partiſans furent ſes Victimes: les Loix de l'Union, celles de chaque Province, furent violées. Le Prince devint *un Tiran*, & il le fut ſans fruit; parce qu'*il* demandoit plus que la Conſtitution de la Ré-

de ſon Crédit ſur l'Eſprit de Mr. *Barneveldt*, pour obtenir ſon Conſentement à l'Etabliſſement de la Souveraineté. La Princeſſe, que l'Intérêt de ſon fils *Frederic-Henri* rendit éloquente, fut chez Mr. Barneveldt, & eut avec lui un long Entretien. Elle en ſortit convaincuë, que *Maurice* demandoit l'Impoſſible, & elle fit en vain ſes efforts pour l'en convaincre lui-même. Sa Réſolution étoit donc priſe. Il vouloit être Duc Souverain. L'Hérédité du Stathoudérat avoit-elle quelque Attrait capable de toucher un Prince, qui n'avoit qu'un Frere pour ſon Héritier? L'Anecdote eſt dans les Mémoires de *Du Maurier*.

République n'en comportoit. La République fut en proye à la Discorde, pour ne lui avoir pas donné à propos autant qu'en demandoit sa Constitution.

L'Esprit doux de Frederic-Henri sembla calmer cette grande Agitation : mais, ce fut un Calme, qui présageoit de nouveaux Orages. La Douceur de ce Prince alla, dans le Gouvernement, jusques à la Foiblesse. Sans s'en appercevoir, il descendit plus que son Prédecesseur n'avoit essaïé de monter. Guillaume second, son Fils, se trouva, après lui, presque de niveau avec les principaux Citoïens. En tems de Paix, où ses Charges n'étoient que des Titres, il vit les Droits, que le Traité d'Union assure aux Gouverneurs, réduits au Point de ne plus passer que pour des Formalités. Aveuglés par la Cupidité, énorgueillis de leurs Richesses, les Bourgeois ramenoient tout à leur Esprit pacifique, à leur Goût pour l'Oeconomie. Un Capitaine Général, un Amiral, n'étoit à leurs yeux, qu'un Homme qu'ils payoient pour faire la Guerre, & qui ne leur étoit rien pendant la Paix. Ses Appointemens devoient lui tenir lieu de toute Reconnoissance; & il en devoit pour la Préférence sur tant d'autres Princes, qui auroient volontiers brigué sa Place.

Telle fut toujours l'Ingratitude des

Peuples. Une Génération se tient quitte des Services rendus à celle qui l'a précédée: chacune ne voit que le présent; le Fils d'un Héros, qu'une République a voué pour son Bienfaiteur, n'est pour elle qu'un Homme ordinaire, si les Occasions lui manquent de se signaler comme son Pere. Les Hollandois du second Age de la République croyoient, que les Honneurs déferez à Guillaume le Grand, & à Maurice, avoient payé leurs Services. Ceux, dont le petit-fils du Fondateur étoit en Poſſeſſion, leur ſembloient un Excès de leur Gratitude. Rome, diſoient-ils, récompensa son *Brutus* du Conſulat, & il ſacrifia ſes Fils à *ſa Liberté*: elle pleura ſa Mort, elle lui fit de ſuperbes Funérailles. Les Fils de ſon Premier Conſul n'auroient été pour elle que des Citoiens... On n'aura garde de préſumer de l'Affection de Guillaume Premier pour ſa République, qu'il eut été capable de faire à ſa Liberté un auſſi grand Sacrifice que celui du farouche Romain: mais, quel Parallele entre ces deux Hommes illuſtres de ſi différente Trempe! Brutus en égalité avec tous les Romains du premier Ordre, ſous les Romains du premier Ordre, ſous le Gouvernement des Rois, devoit être content de la préférence perſonnelle qui lui fut donnée ſur eux: il ne laiſſoit à ſes Fils, qu'un Patrimoine

trimoine ordinaire : ils étoient nés les égaux de leurs Concitoïens : à quel Titre auroient-ils prétendu à la Superiorité ? Le Prince d'Orange n'avoit que des Inférieurs dans les prémiers Membres de sa République : en la formant, il ne laissa point penser, qu'il voulût rien ôter de la Distance qui étoit entr'eux & lui : il leur montra toujours moins un Chef qu'un Maître ; & il travailla, toute sa vie, à l'Alliage de ces deux Qualités. Il laissoit à sa Postérité des Biens qui lui assuroient une Primatie constante, indépendemment de ce que la République feroit pour eux. N'étoit-ce pas mettre dans la Constitution du nouvel Etat, que son Rang devoit être celui de ses Descendans ?

La République l'a éprouvé dans la Révolution qui éleva Guillaume III. au Stathoudérat, supprimé par les Républiquains après la mort de Guillaume II. Les Causes en furent les mêmes que de la derniere ; & celle ci en sera, comme elle, que le Passage à une autre, qu'il est reservé au tems de meurir ; à moins que les Républiquains, réduits maintenant au silence, ne mettent le Sceau à la Disposition du Peuple ; & que, fixant la Maison d'Orange, avec plus de Discernement que n'ont fait ses Partisans, à un Etat également satisfaisant, pour son Am-

bition, & avantageux à la République, ils ne la sauvent des Ecueils, où leur Parti donna, & où doit nécessairement donner, tout Gouvernement, obligé de s'affermir sur les Ruines d'un autre. Ce n'est que par un violent Effort qu'il s'éleva au-dessus de lui; & comme une roue, qui a été mise en mouvement par de grandes forces, fait toujours quelques tours de plus qu'il n'eût besoin, l'impulsion qu'il a reçue le porte d'ordinaire au-delà du point, que le raisonnement lui marqua. Les Tribuns de Rome ne se proposérent que l'Equilibre entre les Patriciens & les Plebeïens: dans une Défiance perpétuelle les uns des autres, les Patriciens, & les Plebeïens en vinrent à disputer d'une Démocratie, ou d'une Aristocratie entiere. Sylla ne vouloit que réformer sa République: il s'en trouva insensiblement l'Oppresseur. Le grand COME de Medicis fut long-tems, que son Ambition se bornoit à se rendre le Chef de la sienne: ce qu'il lui fallut faire, pour s'assurer cette Qualité, le mit dans la Nécessité de s'en rendre le Souverain.

Après la Mort de Guillaume II, les Républicains ne cherchérent dans la Suppression du Stathouderat, qu'à assurer la Liberté des Provinces: mais, les Mesures, qu'ils furent obligés de prendre contre

le

le Crédit de la Maiſon d'Orange, les menérent peu à peu à une Tyrannie plus grande que celle qu'ils vouloient prévenir. L'Unanimité des Provinces, abſolument requiſe dans les grandes Affaires, devenoit impoſſible par l'Influence que donnoient au Prince, dans les Etats Provinciaux, ſes grands Biens & ſes Prérogatives. Seul Repréſentant de l'Ordre des Nobles, Maître du Tiers des Villes de Zélande, balançant, par ſes Fiefs en en Gueldre, tous les Suffrages de cette Provinces réünis, il laiſſoit à peine l'Eſpérance de la Pluralité à ſes Adverſaires: ſon Parti ſe relevoit, ſi on ne lui oppoſoit pas l'Unanimité conſtante des autres Provinces; & il avoit, dans chacune, des Partiſans en grand Nombre. La Démocratie pure devint donc dangereuſe aux Ennemis du Stathouderat: ils la changérent en Oligarchie. La Liberté des Bourgeois, & leur Influence dans le Gouvernement, furent anéanties: ils perdirent le Droit d'élire leurs Magiſtrats, de compoſer leur Sénat. Les Sénateurs s'arrogerent de completer eux-mêmes leur Corps: ceux, qui avoient été dans la Magiſtrature, firent circuler entre eux les grandes Charges; ils s'attirerent excluſivement le Choix des Députés aux Etats. Les Bourgmeſtres ſe choiſirent eux-mêmes leurs Echevins; ils s'empa-

rerent des Finances, & ne s'en reconnurent comptables qu'à leurs Pareils, & à leurs Créatures: chaque Ville, chaque Province, passa ainsi à la discrétion d'un petit nombre d'Hommes, Juges de leur propre Conduite, & associés pour eluder les Plaintes des Peuples, ou parer aux suites de leur Mécontentement.

Lorsque Guillaume III. eut éclaté contr'eux, il dut se conserver sa Superiorité par les mêmes Moyens qui avoient établi la leur. L'Unanimité lui étoit aussi impossible qu'ils l'avoient trouvée, & la Pluralité des Suffrages aux Etats ne lui étoit pas moins douteuse, s'il en laissoit la Liberté. Il se nomma Chef de la République, & s'en rendit le Maître. Sous le Titre de Stathouder, il fut Souverain absolu. Plus Roi dans les Provinces que dans la Grande-Bretagne*, il ne leur épargna la Révolution complette, que parce qu'il étoit trop éclairé pour croire y gagner. Il avoit porté son Despotisme au plus haut point, sans lui donner de Fondemens solides: n'ayant point changé la Constitution de l'Etat, avec laquelle il étoit incompatible, il n'étoit pas possible qu'il passât à un Successeur.

Quand

* On l'appelloit Roi de Hollande, Stathouder d'Angleterre.

Quand il auroit laissé un Fils *, la République seroit rentrée dans ses Droits: elle ne les avoit pas oubliés; & le Stathouder avoit trop empiété sur eux, pour qu'elle ne sentît pas, qu'elle n'en jouïssoit plus.

C'est beaucoup pour la Maison Orange d'avoir obtenu l'Hérédité de Stathouderat: mais, Guillaume III, eut encore davantage †; & son Héritier ne lui succeda que dans ses Biens de Patrimoine. Si le grand Principe de Politique est vrai, *qu'il n'y a rien de fait, tant qu'il reste quelque chose à faire*, le Stathoudérat n'est pas moins chancelant, qu'il l'a été avant la derniere Révolution, jusqu'à ce que le Concours des Suffrages, aux Etats Provinciaux & Généraux, soit d'accord avec cette Dignité permanente. L'Unanimité doit être abandonnée à la République Royale de Pologne: elle est, pour celle

* Le Cardinal auroit-il fait assez d'Attention à la Réponse de leurs H. Puissances à l'Ambassadeur de France, qui, les complimentant sur la Mort de Guillaume III., les félicitoit du Recouvrement de leur Liberté? Elle ne prouve rien moins que leur Dégoût du Gouvernement de ce grand Prince.

† Le Cardinal entend apparemment la Souveraneté entiere, qui lui fut deferée par les Etats de Gueldre.

celle des Provinces-Unies, un Principe interne de Corruption & de Ruïne. Le Stathouder doit cesser d'être Membre de la République: s'il n'en est pas le Chef, il est forcé d'en être l'Ennemi. Son suffrage aux Etats Provinciaux leur ôte la Liberté; & les Etats-Généraux Souffrent de ce que, dans leur Assemblée, il n'a pas plus de Pouvoir que chaque Province. Dans les uns, il doit être Conciliateur; dans les autres, le Bien-être de la République exige qu'il soit Arbitre.

Il est vrai, que si la Nature de la Grandeur, & les Causes de la Décadence, des Hollandois, sont telles qu'on *les croit*, les Républiquains zelés ont quelques Raisons pour augurer, du Rétablissement du Stathouderat & de son Heredité, la Ruïne de la République. Le Génie du Commerce, qui se forme de plus en plus en France & en Espagne, & qui gagne jusqu'à la Prusse & la Russie, menace la Grande-Compagnie Hollandoise d'une Perte de jour en jour plus *considérable*; & l'étroite Liaison, qui est entre les Maisons de Hannovre & d'Orange, rendant presque indissolubles les Liens qui ont uni l'Angleterre & la République, depuis le Stathoudérat de Guillaume III. Si les Anglois * sont jamais remis en leur an-

ci-

* On pardonnera au Cardinal cette Animosité contre les Anglois. Un Esprit, tel que le sien, n'a

cien Etat, s'ils sont humiliés, ce ne seroit point les Provinces-Unies qui profiteront de leurs Dépouilles. Toujours obligées aux mêmes Subsides étrangers, chargées de la couteuse & inutile Défense de leur Barriere; reduites, ou au silence, ou à des murmures infructueux, contre la Compagnie d'Ostende, que la Maison d'Autriche est résoluë de remettre sur pié, elles seront bien-tôt dans cet Etat de Foiblesse & d'Epuisement, où, qui souhaitera les assujettir, ne rencontrera plus d'Obstacles. Il est bien difficile, qu'une Autorité, dont les Anglois, si Amateurs de la Liberté pour eux-mêmes, & si persuadés qu'elle est l'Ame du Commerce, ont favorisé l'Accroissement, ne soit pas funeste à un Etat, sur la Ruïne duquel ils fondent leur Grandeur & leur Puissance.... Voilà ce que peuvent dire, contre l'Hérédité du Stathoudérat, ceux qui ne jugent de cette Dignité que conséquemment à la Conduite des Princes qui en ont été revetus.

Mais, leurs Objections portent à faux; puis-

n'a pas du oublier, qu'ils ruinérent ses vastes Projets, & causérent son Déplacement du Ministere. S'il les avoit éprouvez moins puissans, il les aimeroit davantage. Je suis sur, qu'il estimoit la Nation, autant qu'il la haïssoit.

puiſqu'en conſidérant le Stathoudérat tel qu'il a été, & non tel qu'il peut & doit être, ils craignent, de la Part des nouveaux Stathouders, une Conduite, dont les Cauſes & les Motifs ne ſubſiſteront plus, auſſitôt que l'Hérédité ſera affermie, & que la Dignité ſera, pour ainſi dire, fondue dans la Conſtitution de la République, pour faire Corps avec elle. C'a été faute de cette Opération, que Maurice, & les Princes Guillaume II., & III., ont rendu le Stathoudérat rédoutable à la Liberté des Provinces. Leurs Intérêts n'étoient point du tout ceux de la République. Devoient-ils la ſervir contr'eux mêmes? Si Guillaume III. avoit pu compter ſur un Equivalent de la Royauté dans ſa Patrie, il n'auroit point été la chercher à travers mille Périls, & accompagnée de tout ce qu'elle a d'onereux, en Angleterre: il auroit préferé d'être un grand Prince, dans un Etat qui lui eut donné tous les Agrémens de la Souveraineté, au ſtérile Honneur de régner ſur une Nation, qui croyoit lui faire Grace de l'appeller au Trône, & ne lui en laiſſoit gueres que les Peines & les Inquiétudes. Guillaume tint la République continuellement en Guerre, parce qu'il lui falloit, pour ſa ſureté, l'aſſocier à l'Angleterre; & qu'il perdoit à laiſſer les Anglois jouïr de la Paix.

Eut-

Eût-il été tout entier à la République, sa Politique demandoit de lui la même Conduite. Le Capitaine Général ne trouvoit rien, dans la Charge de Stathouder, qui lui tint lieu de ses Fonctions. Si ce dernier avoit figuré dans l'Assemblée des Etats avec autant d'Avantage, que l'autre dans un Conseil de Guerre; indifférent, par rapport à soi, sur la Guerre & la Paix, Guillaume se seroit décidé conformement aux Intérêts de la République: il n'auroit consulté qu'eux.

En vain on insisteroit sur la Liaison, qui est maintenant entre les Maisons d'Orange & de Hannovre. Le Sang est la Relation que les Princes considerent, & doivent considerer, la derniere. Dès que le Stathouder ne trouvera plus sa Grandeur que dans celle de la République, il ne verra dans son Ayeul, & dans ses Oncles Maternels, que des Rois de la Grande-Bretagne; que les Souverains d'une Nation rivale; qu'une Puissance jalouse de la sienne. Dès que ses Intérêts seront confondus avec ceux de la République, ils lui formeront une nouvelle Politique, un nouveau Système d'Alliances & de Guerre. Les Dangers du Voisinage de la France lui paroîtront moindres que les Perils du Voisinage Autrichien: il lui paroîtront ce qu'ils sont, & ce

ce qu'ils ont été, une Chimere, un Prétexte; & il ne diſſimulera plus, que l'Agrandiſſement en Europe eſt abſolument néceſſaire au Bien-être de la République. Il fera voir aux Etats, dans leur Voiſin actuel, un Débiteur artificieux, qui, ſe faiſant fort des Ménagemens qu'on a pour lui, s'en ſert pour éluder le Païement de ſes Dettes. Il les tirera de la Crainte où on les tient, que, leurs Inſtances pour leur Rembourſement, devenant importunes à la Cour de Viénne, elle ne ſe détermine à ſubſtituer l'Angleterre aux Provinces-Unies, pour la Créance. Il demandera pour ces dernieres, & ſaura leur obtenir, les Villes de Nantiſſement, dont on leur fait un Epouvantail. Il les délivrera à jamais de la Concurrence de la Compagnie d'Oſtende, des plus onereux Subſides étrangers, de l'Entretien infructueux de Garniſons neutres. Enfin, il fera ſervir les Richeſſes de la République à l'Accroiſſement de ſes Forces & de ſa Puiſſance, & la mettra elle-même dans l'Indépendance abſoluë, que depuis un Siecle elle ſemble compromettre perpetuellement.

Il faut être abſolument étranger dans les Provinces-Unies, & n'avoir pas la moindre idée de leurs Affaires, pour appréhender, que le Stathoudérat, bien affer-

fermi, & incorporé pour jamais à la République, ne soit un jour l'Instrument de son Oppression, & que le Despotisme ne suive son Hérédité. La Souveraineté absolue des sept Provinces est une Absurdité; & l'Execution de son Projet est tout à-fait impossible. La Situation du Païs, & le Génie des Peuples, ôteront toujours l'Envie de l'une, & feront toujours Obstacle à l'autre, pour les Stathouders de l'Ambition la plus éclairée, ou la plus aveugle. On s'est accoutumé à citer Rome pour Exemple aux Républiques: & réellement elle peut l'être pour plusieurs. Mais, elle n'a rien de commun avec la République des Provinces-Unies. Rome, Maitresse de la meilleure Partie de l'Univers, & n'ayant besoin que de ses Légions pour se conserver la Monarchie Universelle, offroit à son Oppresseur de quoi nourrir, & s'attacher les Complices. Il importoit peu, ou peut-être étoit-il avantageux, aux Peuples conquis, que la République fût anéantie. Les Revenus Publics étoient les mêmes après la Révolution, & toujours assez grands pour satisfaire à la Cupidité des Soutiens du Despotisme. Les Romains ne prévoyoient point, que leurs Biens dussent en souffrir: les Peuples sujets, ou alliés, devoient seuls fournir aux Coffres du Souverain; le Citoyen,

en

en reconnoissant un Maitre, ne perdoit que son Influence sur les Affaires d'Etat.

La Situation de la Hollande, & des autres Provinces, offre toute une autre Image à qui voudroit les opprimer. Ces Impots sans Bornes, que la seule Idée de la Liberté rend supportables, sont absolument nécessaires pour la Conservation du Païs: le Peuple le sent maintenant, & il le sentira toujours, tant qu'il sera libre; mais, sa Résignation disparoitroit avec sa Liberté. Le Faste d'une Cour, les Dépenses d'Eclat, souvent superflues en elles-mêmes, mais toujours utiles, & d'ordinaire indispensables pour le Souverain, révolteroient: on fermeroit les yeux sur ses Richesses partiuulieres, capables d'y subvenir: on s'accoutumeroit à croire, qu'il puiseroit dans les Coffres publics; & il auroit bientôt à soutenir la Haine des Impôts ordinaires. Comment pourvoiroit-il aux Frais immenses, sans lesquels le Païs seroit submergé, lorsqu'il lui faudroit, avant tout, satisfaire à l'Avidité de ses Partisans, à l'insatiable Cupidité des Soutiens de sa Tirannie? Sans doute il pousseroit les Peuples au Desespoir. Mais, quel est le Desespoir des Hollandois? S'évapore-t-il, comme le Mécontentement de leurs Voisins, en Mémoires &

en Chanſons? S'en tient-il, comme celui des Allemands & des Italiens, à l'Abattement & la Stupidité? Lorſque les Eſpagnols ceſſérent de les ménager, on les vit, non-ſeulement refuſer les Subſides néceſſaires aux Beſoins Publics; mais s'expoſer à périr, plûtôt que de céder à leurs Tirans. Les Bourgeois fermérent leurs Boutiques; les Païſans gatérent, ou cachérent, les Denrées; le Commerce ceſſa dans les Villes & dans la Campagne: les Zélandois abandonnérent le Soin de leurs Digues: tout le Peuple, enfin, n'eut qu'une Voix, pour bruler les Villes, déſoler & noyer la Campagne, & aller chercher dans les Indes une nouvelle Patrie. Quel Stathouder, reconnu & obeï d'un Peuple de cette Trempe, ôſera entreprendre d'en être le Tiran?

Le Prince Maurice conçut le Deſſein de s'en faire le Souverain, dans un tems où le Nom de République n'étoit pas encore accrédité. Alors, il n'étoit point abſurde d'eſperer remettre le Gouvernement ſur le Pié que les Ducs de Bourgogne l'avoient laiſſé. Les Peuples ne faiſoient que de ſe raſſurer, ſur la Crainte de retomber ſous le Joug Eſpagnol. La Multitude, chez qui les anciennes Impreſſions ont peine à s'effacer, n'avoit point perdu l'Idée de la Monarchie: elle ne la jugeoit point incompatible avec

les

les anciens Privileges. Pour la rétablir solidement & avec Ordre, il n'étoit besoin que de reduire au Silence un petit Nombre de Républiquains décidés. Maurice l'entreprit, & n'y réüssit point. Les Tems ne sont certes pas devenus plus favorables à ses Successeurs. Si quelqu'un d'eux se laissoit aller aux mêmes Espérances, il n'auroit pas un meilleur Sort. Il ne manquera jamais de Gens, que l'Esprit de Faction, & la Cupidité, dévoueront à son Ambition. Lorsque Maurice eut resolu la Ruine de Barneveld, les *Aersens* s'offrirent en foule à l'y aider. Mais, lorsque ces Ames vénales eurent recueilli les Dépouilles des Opprimez, lorsque le Prince n'eut plus de quoi nourrir leur Zele pour son Service, on les vit se détacher de lui sans aucun Ménagement; &, pour affoiblir la Haine publique, que leur Acharnement sur des Innocens leur avoit attirée, se parer de l'Amour de la Patrie. Ils furent les plus ardens à raffermir la République ébranlée, à soulever les Peuples contre l'Ambition du Stathouder, à assurer leur Liberté. Il falloit qu'ils tinssent cette Conduite, pour que les Emplois, où ils avoient été appellés par le Prince, ne leur fussent pas des Titres inutiles, & pour qu'ils ne parussent pas avoir été le Prix auquel ils avoient vendu la Liberté de leur Patrie.

On

On peut comparer les Stathouders, tels qu'ils ont été avant Guillaume IV, aux prémiers Miniſtres d'un puiſſant Royaume, qui ne ſont pas des Richelieu. Quel que ſoit le Crédit & l'Autorité de ces derniers, le prémier Mobile de leurs Actions eſt la Crainte d'une Diſgrace, qui les remette au Nombre des Sujets ordinaires. Ils gouvernent abſolument l'Etat: mais, ils peuvent ceſſer de le gouverner; & cette Incertitude leur donne un Intérêt particulier, auquel celui de l'Etat eſt roujours ſubordonné. Mazarin auroit ſacrifié la France à ſes Vûës ſur une Principauté en Italie. Guillaume III. n'en eut pas moins fait des Provinces-Unies pour ſon Etabliſſement en Angleterre. Le Cardinal de Richelieu étoit venu à bout d'intéreſſer l'Etat à ſa Grandeur, en la rendant inſéparable de la Puiſſance & de la Gloire du Roi ſon Maître. Combien ne figure-t-il pas avantageuſement en Oppoſition au Stathouder Henri, qui n'en étoit pas aux mêmes Termes avec la République? Le Prince, outré de Reſſentimenr contre le Cardinal, qui avoit tenté de lui enlever Orange, crut ſe venger de lui, en faiſant échouër la Conquête du Païs-Bas Eſpagnol, que la France & la République s'étoient partagé d'avance; & il ne ſe refuſa à ſa Vengeance, quel que fût le Préjudice

que la République en reçût. Richelieu s'éleva au-dessus du desir de perpétuer les Représailles. Ce Ministre, le plus fier de tous les Hommes, & qui souffroit si impatiemment de fléchir devant ses Superieurs naturels, dévora les Affronts, dont il ne pouvoit se ressentir qu'au desavantage de l'Etat: il fléchit * devant un Homme, dont il avoit mille Moyens & mille Occasions de se venger. Moins puissant en France, moins certain qu'il n'y avoit point à perdre pour lui où l'Etat trouveroit à gagner, le Ministre se seroit eclipsé, à l'Exemple du Stathouder. Le Prince se rendit à sa République, quand il crut s'être assez vengé: *mais*, il s'y rendit trop tard; la Conquete n'étoit plus si facile, lorsqu'il en reprit le Projet. Il se consola de la manquer, comme il s'étoit déterminé à s'y refuser; parce qu'elle n'étoit que son second Intérêt.

L'Hérédité du Stathoudérat assurée, répond à la République du Zele & de l'Affection de ses Stadhoudérs. Elle trouvera son Bien-être & sa Solidité dans le juste Dégré où elle fixera les Prérogatives

* Apparemment qu'il est ici question du Titre d'*Altesse*, que le Cardinal de Richelieu cessa de refuser au Prince d'Orange FREDERIC-HENRI.

tives, & les Droits de cette Dignité suprême. Les Républiquains, aveuglément opiniatres Partisans de la pure Démocratie, ont, pour ainsi dire, une Pierre d'Attente pour une nouvelle Révolution, dans l'Excès où les Partisans de la Maison d'Orange ont porté leur Zele. Ciceron, plus grand Politique encore qu'Orateur, ne crut pas qu'il fût possible de renverser les deux prémiers Cesars, autrement qu'en les élevant plus haut qu'ils ne vouloient monter. Tôt ou tard les Peuples reviennent de leurs Transports: & ils regrettent de s'y être laissé aller à proportion de l'Excès qu'ils y reconnoissent. Si Ciceron avoit réussi à faire accepter à Cesar les Honneurs & les Prérogatives extraordinaires, qu'il conseilla de lui déférer, les Romains, devenus plus tranquilles, auroient senti toute la Grandeur du Sault qu'ils venoient de faire; ils auroient connu le Despotisme avec tout ce qu'il a d'odieux, & ils l'auroient promptement fait rentrer dans le Néant. Les Républiquains Hollandois en sont peut-être à present, où l'habile Cicéron ne put parvenir. L'Hérédité du Stathoudérat, accordée aux Filles, est un Privilege plus monstrueux, & un Piége mieux tendu, que le Serrail offert à César, que les Honneurs divins qui lui furent déférez. Il n'est point d'Esprit Hollandois,

rendu à ſon Flegme, qui ne ſoit honteux de voir ſa République paſſée tout d'un coup au-de-là des Monarchies les plus défectueuſes ; qui ne ſoit embarraſſé à concilier l'Idée de la Liberté, avec celle d'une Princeſſe, née Capitaine Général & Amiral des Provinces-Unies ; qui ne regarde, & ne ſouhaite retourner, en arriere.

Mais, quand il ſe feroit, par un Prodige incroyable, que les Peuples ſe familliariſaſſent avec la Révolution, quel ſeroit le Sort de la République, ſi jamais les Mâles de la Maiſon d'Orange venoient à lui manquer ? Les Etats ſemblent y avoir pourvu, par la Loi qui *défend* à la jeune Stathouderine de ſe choiſir un *Epoux* chés les Etrangers. C'eſt dommage, que la même Loi ne défende pas aux Princes Etrangers d'aſpirer à l'avoir pour Epouſe. D'ailleurs, les Rois de Pruſſe ne ſont pas étrangers pour la République. . . . .

. . . . . .

De pareils Droits au Stathoudérat ſont bien forts, lorſque cent mille *Hommes* aguerris les appuyent. Les *Etats de* Cleves, & l'Ooſt-Friſe, ſont des Lieux de Retraite, des Magazins, & des Arſenaux. Il n'eſt gueres de Rival ſi bien poſté pour faire valoir ſa Recherche : &, de ceux qui pourroient diſputer avec égalité, il n'en eſt point avec qui l'Accom-

commodement fût moins desavantageux. La République perdroit sans doute ; mais beaucoup moins qu'avec tout autre.

CHAPITRE XVI. & dernier.

Idée générale des Etats du Nord, & de leur Equilibre particulier. Considérations sur la Pologne & la Courlande.

L'Influence des Princes du Nord, sur les Affaires générales de l'Europe, est maintenant plus grande qu'elle n'a jamais été. On peut dire, que, si l'Equilibre ne se rétablit pas entr'eux ; au lieu que selon le grand Système, ils ne doivent être qu'un Corps de Reserve, que des Surnumeraires, dans la Querelle des deux Maisons rivales, ils en seront bientôt, ou les principaux Tenans, ou les Arbitres suprêmes.

Avant que le Czar PIERRE le Grand eut entrepris de tirer ses Sujets de leur Barbarie, & de sortir lui-même de l'Obscurité où ses Prédécesseurs avoient vécu,

eu, par rapport au Midi de l'Europe, on ne comptoit, pour la Balance, que sur la Suede & sur le Dannemarc. La Pologne, neutre pour l'ordinaire entre les deux Rois, & toujours malheureuse contre celui qui l'attaquoit, ne figuroit avantageusement que dans la Guerre contre le Turc. Les Ducs de Prusse, à peine connus en cette Qualité en deça de l'Oder & de l'Elbe, étoient des Vassaux aussi peu considerés que les Ducs de Courlande. Trop foibles les uns & les autres, pour être recherchés du Vaincu, ou pour rester indépendans du Vainqueur, il leur falloit toujours suivre celui-ci, s'ils ne partageoient pas la Disgrace de celui-là.

Déjà Gustave-Adolphe, ayant affermi la Supériorité de la Suede sur le Dannemarc & la Pologne, s'étoit assuré l'Empire du Nord, quand, appellé en Allemagne par l'Argent de la France & les Raisons du Cardinal de Richelieu, il s'érigea en Arbitre entre l'Empereur & les Membres de l'Empire, entre le Parti Protestant & le Parti Réformé. Semblable à un Debordement, dont la grande Impétuosité ne fait que hâter la fin, son Expédition n'auroit été qu'un Dégât passager, si la France n'avoit été au-devant de l'Affaissement inévitable de la Source, & n'y eût suppléé. Gustave lui-même,

me, non moins grand Politique que grand Guerrier, ne se promettoit, de ses propres Forces, que la Réformation de l'Empire, & le Rétablissement de son Equilibre, dont il faisoit dépendre la Sureté de la Suede. N'osant se fier sur son Alliance avec la France, il ne pensoit point à des Conquêtes*. Sa grande Maxime étoit de procurer à la Suede une Paix constante, en ne lui laissant aucun Voisin capable de la braver. Ce Monarque mourut trop tôt. La Régence, sous la Minorité de Christine, ne s'en tint point à son Plan. Plus attentive à la Grandeur du Royaume, qu'à proportionner celle des Princes de l'Empire, elle lui fit des Jalous & des Ennemis, de tous les Membres d'un Corps qu'elle lui pouvoit attacher. Elle croioit délivrer ses Rois de la Nécessité de n'agir qu'en Second, & elle leur rendit ce Rôle-là même plus difficile.

A peine la Suede fut-elle abandonnée à ses propres Forces, que, nonobstant l'Ac-

* Il semble que le Cardinal s'est trompé sur les Vûes de GUSTAVE-ADOLPHE. Le Grand-Chancelier Oxenstiern lui donne pour Maxime, *Rerum Germanicarum vestigia in præsentem & veterem statum, propter regni Sueciæ interesse, & ipsius proprium in Germania.*

l'Accroiſſement qu'elle avoit reçu par le Traité de Weſtphalie, elle retomba dans ſon ancienne Obſcurité : toujours redoutable par les Efforts où une des deux Maiſons la voudroit ſoutenir; mais peu redoutée pour ceux qu'elle feroit, livrée à elle-même *. Ce fut un Ruiſſeau devenu Torrent, que l'élargiſſement de ſon Lit rendit moins conſidérable, juſqu'à-ce que de nouvelles Fontes de Neiges lui donnaſſent de quoi le remplir. Charles XII. bouleverſa le Nord par ſes héroïques Folies : il en aſſuroit l'Empire à la Suede, en dépit du Génie de Pierre I, ſi, comme Guſtave-Adolphe, il avoit agi en ſecond. La Preſomption, qui le detacha de ſes Alliés naturels; l'intraitable Opiniatreté, qui lui fit mépriſer le Concert auquel ils l'invitoient ; firent paſſer la Superiorité de la Suede à ſes Ennemis, & la leur ſoumirent elle-même. On n'en devoit pas attendre moins d'un Roi, qui n'étoit que Guerrier. Celui, qui a des Soldats & des Armes, n'a beſoin que de ſoi pour ſes premieres Victoires : *mais*, ſes

* Dans la Guerre de 1672. les Suedois firent une Irruption ſur les Terres de Brandebourg. L'Electeur vola à eux, les chaſſa honteuſement en leur Païs, qu'il ne leur rendit qu'à la Paix, en vertu des Articles que la France ſtipula.

ſes grands Succès le meneront inſenſiblement à ſa Perte, s'il n'eſt aidé d'ailleurs pour les pourſuivre, & en recueillir le Fruit.

Si la Révolution, qui a ſuivi la Défaite de Charles XII. à Pultova, n'avoit porté que ſur le Militaire des Puiſſances du Nord, elle ſeroit ſans doute indifférente aux deux grandes Maiſons. Peu lui importe du Nom de leur Allié. Mais, de nouveaux Etats ſe ſont formez des Débris de la Monarchie Suédoiſe; & leurs Légiſlateurs leur ont donné ce qui lui manquoit pour un prémier Rôle dans les Affaires générales de l'Europe. Le Pruſſien, & le Moſcovite, ſe ſont fraïé la Voïe aux Richeſſes, en même tems qu'ils ſont devenus plus puiſſans: ils ont le Nerf avec la Science de la Guerre; & leur habile Politique, autant que leur Bonne-Fortune, les a approchés des Puiſſances, à qui ils ne ſauroient être redoutables, qu'en ſe mettant à leur Portée; & dont ils ne peuvent ſe faire conſiderer, qu'en ſe donnant des Intérêts à diſcuter avec elles.

Sans la Livonie & l'Ingrie, les Czars étoient confinés dans les Déſerts des Ruſſies, n'ayant pour Ennemis que des Polonois & des Turcs; ſûrs de les vaincre, s'ils oſoient ſe préſenter au Combat *,

* On trouve peu d'Exemples, dans l'Hiſtoi-

bat, ou l'attendre. Poſſeſſeurs de ces importantes Provinces, ils ſont les Maîtres de la Baltique ; &, dans le Choix de la Guerre contre la Pologne, la Suéde, le Dannemarc, & la Pruſſe, ils ont tous les Avantages de l'Offenſive. De quelque côté qu'ils ſe faſſent, en Allemagne, le petit Etat qu'ils veulent unir à leur vaſte Empire, ils auront les Rois de Pruſſe pour Ennemis. Soit dans le Holſtein, ſoit dans le Mecklenbourg, les Moſcovites ſeront des Voiſins odieux à la Maiſon de Brandebourg. La Modération viendroit maintenant trop tard à cette derniere, pour lui concilier la Maiſon d'Autriche. Si elle *fait* valoir toutes ſes Prétentions avec la *même* Inflexibilité qu'elle a fait juſqu'ici : ſi elle eſt fidele à ſes Vuës d'Agrandiſſement, la Jalouſie de ſes Voiſins éclatera. Saxe, Ha-

re, d'une Lacheté auſſi honteuſe, que celle des Moſcovites avant le Régne de Pierre le Grand : en voici un Trait. Sigiſmond III, Roi de Pologne, ayant envoïé une petite Armée de quinze mille Polonois, ſous la Conduite d'Uladiſlas ſon Fils, ſecourir Smolensko, vivement preſſé par deux Corps d'Armée Moſcovites, le Prince ſe préſenta à l'Attaque des Lignes du plus nombreux ; qui étoit de quarante mille Hommes. A ſa vuë, ils ſe rendirent à Diſcrétion, ſans avoir fait la moindre Réſiſtance. *Hiſt. G. Lenglet.*

Hanovre, & la Hollande, ſe joindront à l'Autriche. La France & l'Angleterre ne pourront demeurer neutres. Le Dannemarc ſe reſervera pour Médiateur; & ſi la Suede n'embarraſſe pas les Czars au point de ne leur laiſſer aucune Attention aux Affaires du dehors, ils s'offriront, & ſe feront recevoir pour Arbitres, à la Tête de cinquante mille Ruſſes. Au degré où la Puiſſance Pruſſienne eſt parvenue, il ne ſauroit y avoir de Guerre dans l'Empire, qu'elle n'y entre, comme Partie principale; &, à moins que la Maiſon de Saxe ne faſſe céder ſes anciennes Liaiſons à ſon Agrandiſſement particulier, les Rois de Pruſſe ſont en Guerre, les Ennemis naturels de l'Autriche, les Alliés perpétuels de la France. Les Czars ont donc leur Parti marqué, juſqu'à-ce que le Royaume de Boheme paſſe à d'autres Maîtres. L'Eſprit humain auroit peine à imaginer quelqu'autre Evénement vraiſemblable, qui leur fît trouver leur Intérêt dans leur Inconſtance.

Une Guerre Maritime ne commet pas dans un autre Ordre toutes ces Puiſſances, les unes avec les autres. Ce ſont les mêmes Intérêts ſur Mer que ſur Terre; puiſque le Pavillon Pruſſien, & le Pavillon Moſcovite, ont Rang avec celui des anciennes Puiſſances Maritimes. Une Antipathie, qu'on eſſayeroit inutilement de guérir; des Inté-

rêts, qu'il eſt preſque impoſſible de concilier; mettront toujours en Oppoſition le Pavillon de Suede, & celui de Dannemarc. Le Pruſſien n'eſt pas encore en état de tenir la Mer devant le Moſcovite; & il ne peut être ſoutenu que de celui de France. L'Angleterre ſe hatera d'arborer le ſien. Si la Marine des deux grandes Couronnes eſt telle qu'elle doit être, la Crainte du Renverſement de l'Equilibre obligera les Hollandois à ſe déclarer. Les Ruſſes, & les Danois, après leur Supériorité décidée dans la Mer Baltique, paſſeront dans la Manche & l'Océan, où leurs Eſcadres fixeront la Balance du Commerce & de la Navigation.

La Régence du Duc d'Orleans eſt, à tous égards, une des plus facheuſes Epoques de la Monarchie Françoiſe: mais ſur-tout elle a été funeſte pour celui-ci. Si l'étendue de Génie de ce Prince n'étoit pas évidente; ſi tout le Monde, juſqu'à ſes Admirateurs, n'expliquoit pas ſon étrange Politique par les Vuës particulieres, hors deſquelles il ne vouloit rien conſiderer, on diroit qu'il ne porta point les Yeux au-delà de l'Intérieur du Royaume. Que ſe promettoit-il d'avantageux à la Maiſon de Bourbon, de cette multitude d'Artiſans & d'Officiers, qu'il procura au Czar PIERRE, & qu'il fit paſſer du Royaume en Ruſſie?

La Playe, que la Révocation de l'Edit de Nantes avoit faite, s'étoit envenimée par les Malheurs d'une longue Guerre. Tant de Batailles perdues, & d'Armées ruïnées, avoient dépeuplé la Campagne & les Villes. Le Miſſiſſipi, & les autres Colonies, augmentoient la Dévaſtation : déjà le Commerce du Royaume étoit entamé par les Manufactures, que les Réfugiés avoient portées à Amſterdam, à Londres, & à Berlin. N'étoit-ce pas le ruïner entiérement, que d'en établir de nouvelles en Ruſſie? L'Epuiſement du Royaume étoit extrême à la Mort de LOUIS XIV : cependant, il ne fit point obſtacle à une Déclaration de Guerre contre l'Eſpagne; devoit-il en faire au Secours de la Suede? Ce n'étoit point CHARLES XII, qui étoit l'Allié de la France; c'étoit ſon Royaume: & l'Inſenſibilité du Monarque, à Bender & à Demotica, ſur les Avantages de ſes Ennemis, loin d'être un Exemple à ſuivre pour le Régent de France, le devoit exciter à ſecourir plus puiſſamment la Suede, qui, ayant à Lutter contre ſa Mauvaiſe-Fortune, à réparer les Fautes de ſon Roi, s'y portoit avec courage. Il eut mieux valu aider les Rois de Dannemarc & de Pruſſe dans la Conquête de la Suede, & leur en faire le Partage entr'eux, que de ſouffrir que le Czar en

unît à ſes vaſtes Etats les plus importans Morceaux. Du moins, l'Equilibre ſe ſeroit rétabli de lui-même, & la Pologne, que l'Accroiſſement du Moſcovite tient dans la Crainte, & dans l'Impuiſſance, auroit fixé la Balance. Juſqu'ici l'Equilibre général n'a point beaucoup ſouffert de l'Ebranlement de celui du Nord. La Paix d'Aix-la-Chapelle a prévenu l'Arrivée des Moſcovites ſur le Rhin, & le Génie de la Pruſſe tiendra encore quelque temps en reſpect celui de la Ruſſie. Mais, ſi les Czars augmentent toujours en Forces & en Richeſſes, en proportion de l'Accroiſſement ſucceſſif, *qu'ils* ont reçu depuis quarante Ans; la Pruſſe étant obligée de tenir un de ſes Bras perpétuellement étendu ſur l'Allemagne, qui pourra faire Digue à leur Ambition? L'Eſprit conquerant n'eſt plus depuis long-temps celui du Dannemarc; & d'ailleurs le Danois ne parviendroit jamais à s'aſſurer les Conquêtes ſur la Ruſſie, qui ſeroient le plus à ſa Bienſéance. Quand tout le Nord ſe ligueroit pour humilier cette nouvelle Puiſſance, & la rechaſſer dans ſes anciennes Bornes, la Livonie ſeroit une Pomme de diſcorde entre les Alliés. La Pologne & la Suede voudroient y faire valoir leurs Droits, & la Pruſſe ne verroit pas volontiers ce riche Païs paſſer à l'une ou à l'autre.

La

La Suede, revenue au Gouvernement des Goths, eſt fixée à la pure Défenſive: Sans Équilibre entre ſon Roi & ſes Etats, elle va être en proïe aux Troubles & aux Factions, qui naiſſent d'une Défiance mutuelle. Le Roi ſera toujours diſpoſé à entreprendre & à ſoutenir une Guerre, où, quel qu'en ſoit le Succès, il n'y a qu'à gagner pour ſon Authorité. Mais les Etats, récens encore d'un Deſpotiſme qu'ils abhorrent, ſe refuſeront à ſes Deſſeins; & la Nobleſſe, qui a recouvré des Droits & des Prérogatives, qu'elle croyoit perdus ſans retour, ſe gardera bien de contribuer à des Succès, qui l'en pourroient faire dechéoir. La Suede ne ſe relevera point de ſon Abaiſſement, tant qu'elle conſervera la prétendue Liberté, qu'elle croit avoir depuis la Révolution. Guſtave-Adolphe, Chriſtine, & ſon Succeſſeur, furent abſolus dans le Senat & dans les Aſſemblées des Etats, en mettant la Deſunion entre les Ordres du Royaume. Mais, ils n'avoient point de Voiſins, qui leur oppoſaſſent une pareille Manœuvre. Le Danois n'étoit point aſſez riche, & il étoit trop haï, pour nourrir à grands Fraix des Intrigues. Le Moſcovite ignoroit juſqu'à l'Utilité de cette Politique, que d'ailleurs ſa Pauvreté lui auroit rendue extrêmement difficile. Le Polonois, aſſez occu-

pé de ſes propres Diviſions, & toujour indifférent ſur ce qui ſe paſſe hors de la Pologne, n'oppoſoit que ſon Courage à l'Ambition Suédoiſe. La Tranquilité regnoit en Suede, & le Roi profitoit ſeul de la Déſunion des Ordres, parce qu'il étoit ſeul à la ménager, & à en recueiller le Fruit. Les Tems ſont bien changés, depuis que la Ruſſie connoit le Commerce & la Politique. Ainſi que le Miniſtere François peut entretenir en Angleterre une Diverſion continuelle, le Miniſtere Ruſſien n'a qu'à le vouloir, pour tenir le Roi de Suede dans un Embarras perpétuel, & le brouiller avec les Ordres de ſon Royaume.

L'étroite Liaiſon, qui eſt entre la Suede & la Pruſſe, annonceroit l'Humiliation prochaine de la Ruſſie, ſi les Rois de Pruſſe pouvoient porter toutes leurs Forces contre l'Ennemi commun: mais, dans la certitude d'être attaqués de l'Autriche, au moment qu'ils fondroient ſur lui, ils ſont obligés d'éviter l'Offenſive dans le Nord, & d'attendre, en menaçant, des Circonſtances, qui peut-être ne s'offriront jamais. A moins que la Pologne, rendue à de juſtes Idées d'Independance, ne tourne contre ſon Voiſin la défiance où elle eſt de ſes Rois, & ne reconnoiſſe en celui-là le véritable Ennemi, l'Oppreſſeur, de la Liberté, l'Equilibre

quilibre du Nord eſt anéanti. Ce n'eſt déjà plus la Nobleſſe Polonoiſe, qui ſe choiſit ſes Rois: une Armée Moſcovite déſigne au * *Cola* ſon Candidat. Bientôt le Czar oſera ſe préſenter ſoi-même. Quelle apparence que la Nation, qui conſentit autrefois à l'Election de Maximilien Empereur, Roi de Hongrie & de Boheme, & qui, pour quelques ſommes d'Argent †, réduiſoit le Royaume en Province Autrichienne, rejette un Czar, qui appuyera ſa Faction d'une Armée de cent mille Ruſſes!

Le Gouvernement de la Pologne eſt le plus défectueux de tous ceux de l'Europe, & peut-être du Monde entier. C'eſt l'apprécier tout ce qu'il vaut, que de dire qu'il n'a de Bon, que la Liberté qu'il laiſſe à la Nation d'en établir un meilleur. Monſtre en ce Genre, il ne peut être rappellé à aucune Eſpece. La Dépendance des Rois, qui va juſqu'à la Su-

* On appelle de ce Nom le Lieu où ſe tient la Diete d'Election, quand elle ne ſe fait pas par toute la Nobleſſe à Cheval C'eſt une grande Sale aſſez ſemblable à une Halle.

† L'Empereur fut le Competiteur d'Etienne BATTORI, Prince de Tranſilvanie, élu après l'Abdication ſuppoſée de Henri de Valois: il partagea avec lui les Suffrages, & fut ſur le point de les emporter

Sujetion, ne permet point de le nommer Monarchique; & la Dignité Royale l'empêche d'être Républiquain. La Liberté des Nobles, poussée jusqu'à la Licence, & l'Unanimité absolue, sans laquelle les Dietes sont instructueuses, en font une véritable Anarchie. Si ce n'étoit pas successivement, & par corruption, que ce puissant Royaume a eu ce qui passe présentement pour ses Loix fondamentales, son Législateur sembleroit ne s'être proposé que d'y établir méthodiquement le Desordre & la Confusion.

C'est à la Foiblesse des Rois JAGELLONS, que la Pologne doit imputer la peu glorieuse Figure qu'elle fait en Europe, depuis deux Siecles. Avant qu'ils eussent rendu l'Hérédité douteuse, la Nation avoit l'Empire du Nord, & ses Rois luttoient à Forces égales avec les Empereurs d'Allemagne : l'État étoit purement Monarchique. Sans remonter à ces Temps obscurs, où on peut à peine découvrir le Nom de ses Rois, il ne faut que voir le Testament de BOLESLAS III. surnommé *Bouche-torse*, pour se convaincre, que le Gouvernement approchoit plus du Despotisme, que de la République. Ce Prince disposoit du Royaume, comme un Partage entre trois de ses Fils; régloit l'Ordre de Succession, abrogeoit le Droit d'Ainesse reçu jusqu'alors; &, sans l'aveu

l'aveu des Etats, ſans leur Ratification, ſon Teſtament fit une nouvelle Loi. Diviſant le Rovaume en trois Portions à peu près égales, il ſtatuoit que le Palatinat de Cracovie & les autres, qu'il lui uniſſoit, fuſſent nommés deſormais le *Grand-Palatinat*; & que, de ſon Fils aîné, à qui il les donnoit, ils paſſaſſent, à Titre héréditaire, non pas aux Repréſentans de l'Aîné, mais au plus âgé des Princes du Sang, qui lui ſurvivroient; & ainſi juſqu'à l'Extinction de la Maiſon. Il n'étoit pas poſſible, qu'une Diſpoſition auſſi ſinguliere ne fût jamais troublée. Les Fils du Grand-Palatin ne devoient renoncer qu'avec peine à la Dignité de leur Pere. Quoique dans les Palatinats héréditaires, qui leur demeuroient, ils fuſſent parfaitement ſouverains, & indépendans, ils devoient ſouffrir impatiemment, que la Dignité & la Prééminence attachées au Grand-Palatinat fortifiſent de leur Branche, pour n'y rentrer peut-être jamais. Auſſi la Nation eut rarement ſon Chef, dans l'Ordre établi par le Teſtament; & elle le vit encore moins ſouvent ſe mettre tranquillement en poſſeſſion de ſon Rang: mais, le Trouble & les Difficultés vinrent toujours de la part des Rivaux & des Compétiteurs. Partagée entr'eux, ſelon qu'ils avoient pris aſcendant ſur elle, la Nation ſuivoit l'un

l'un ou l'autre, par Esprit de Parti, & jamais elle ne leur cita ses Droits d'Election libre & indépendante.

CASIMIR, surnommé le Grand, sacrifia la Loi à son Amour pour sa Fille, mariée à LOUIS Roi de Hongrie. Comme il lui falloit prévenir les Mécontentemens des Ducs de Breslau & de Mazovie, descendans de Boleslas III. lesquels il éloignoit du Trône, il convoqua la Noblesse du Royaume à une Diete, ou Assemblée générale, par Deputez; & pour obtenir d'elle, qu'elle reconnût Louis pour l'Héritier présomptif, il lui accorda quelques Privileges: mais, il les lui accorda en Maître, qui consent de relâcher de quelques-uns des ses Droits, sans altérer la Proprieté de ceux qu'il se reserve. En effet, le Roi Louis gouverna la Pologne, du milieu de la Hongrie, aussi absolument que l'avoit fait son Beau-Pere: il y établit la Reine sa Mere Régente, & regarda le Royaume comme une Province unie à sa Couronne Paternelle. Sur quelques Mécontentemens, que lui donnérent les Grands, il leur fit intimer l'Ordre de venir à Kemnitz, en Hongrie, exposer leurs Griefs, & y recevoir Réponse; & il fut obéi. L'Hérédité avoit été assurée à ses Enfans mâles: n'en ayant aucun, il la demanda pour ses Filles, & l'obtint. Les Fautes de

Si-

Sigiſmond de Brandebourg, qui en avoit épouſé une, & de Guillaume d'Autriche, à qui l'autre étoit promiſe, enhardirent la Nation à ſe choiſir elle-même un Roi. L'Union de la Lithuanie au Royaume lui parut un grand Avantage: elle appella au Trône le Grand-Duc Jagellon, qui s'y offroit, & elle ne lui impoſa point d'autre Condition, que ſa Converſion au Chriſtianiſme.

Ce Prince étoit entré dans tous les Droits de ſes Prédeceſſeurs, & il y fut confirmé dans une Diete ſolemnelle, où il lui fallut jurer, pour lui & toute ſa Poſterité, l'Union indiſſoluble de la Lithuanie au Royaume. La Tendreſſe Paternelle lui rendit équivoque une Loi, qui l'étoit ſi peu. Avancé en âge, & n'ayant qu'un Fils, encore Enfant, il craignit que, s'il laiſſoit le Trône vacant avant ſa Majorité, la Nation ne lui donnât un un autre Succeſſeur. Celle-ci, profitant de ſes Préventions, ne ſe refuſa point au Droit qu'il lui offroit, de lui déſigner ſon Héritier; & elle le lui fit acheter auſſi cher qu'elle le voulut faire païer. L'Exemple, avidement ſaiſi pour être érigé en Loi, mit les autres Rois dans la néceſſité de le ſuivre. La Lithuanie ſe modela ſur la Pologne. Les ſix Rois Jagellons donnérent à la Nobleſſe Privileges ſur Privileges, en échange de la Permiſſion

miſſion de diſpoſer de leur Patrimoine. A la Mort de Sigiſmond-Auguſte, le dernier des Jagallons, décedé ſans poſterité Maſculine, il ne manquoit plus à la Pologne pour être République, que de ſupprimer le Nom de Roi.

On ne peut diſputer à une Nation le Droit de ſe former un nouveau Gouvernement après l'entiere Extiction de la Race de ſes Rois. Ce Tems d'Interregne la rend à elle-même; & les Loix, qu'elle fait alors, donnent à l'Etat une nouvelle Conſtitution, qui anéantit l'ancienne: mais, il faut toujours préſuppoſer, que cette nouvelle Conſtitution tend au Bonheur des Peuples. Elle ſe dégrade *elle*-même, lorſque le Gouvernement, qu'*el*-le établit, eſt contradictoire & ruïneux dans ſon Exercice. Cette Reflexion échappa à Henri de Valois, & vint trop tard à Etienne Battori ſon Succeſſeur. A peine la Nation Polonoiſe ſe fut décidée pour la Conſervation de la Royauté, qu'il ſe préſenta une foule de Candidats, dont chacun fit ſa Brigue, & ſe compoſa un Parti. La manie des Privileges & des Immunitéz s'étoit emparée de toute la Nobleſſe: elle lui fit dreſſer une Convention avec le Roi qui ſeroit élu, dans laquelle le Monarque devoit ſacrifier, au plaiſir & à l'honneur de porter une Couronne, le plus bel Appanage d'une Tête cou-

Couronnée. Cet Acte a été nommé *Pacta Conventa.* Limiter l'Autorité Royale étoit encore l'unique Paſſion de la Nobleſſe. Les funeſtes Talens de *Jean de Montluc*, Ambaſſadeur de France, ouvrirent ſon Cœur à une autre: les Grands du Royaume, comblés de ſes préſens, épris de ſa Magnificence, virent moins l'Honneur que le Gain, dans le Choix d'un Roi. Le Mérite du Candidat fut ce qu'ils conſidérérent le dernier: ſa Liberalité les décida en ſa faveur; & il dut la Préference, qu'ils lui donnerent, aux Sommes qu'il leur prodigua. Les Avantages, ſtipulés pour l'Etat dans les *Pacta conventa*, ne furent qu'un Voile propre à dérober le fond de l'Intrigue à ceux qui n'étoient pas à portée de le pénétrer: les Seigneurs comptérent leur Suffrage pour une Portion de leur Patrimoine.

Quelle que pût être l'Indifférence de la Nation pour les Affaires du reſte de l'Europe, il ſeroit abſurde de prétendre, qu'elle étoit dans une parfaite Ignorance de l'Etat affreux où ſe trouvoit la France, lorſqu'elle préſentoit un des ſes Princes au Trône de Pologne. Les Troubles de la Religion la menaçoient de ſa Ruïne: elle étoit déchirée par une Guerre civile, à laquelle les Traités les plus ſolemnels ne donnoient que de courtes

Tré-

Trêves. En proye aux Publicains & aux Usuriers de l'Italie, ſes Finances étoient dans un Deſordre, qui réduiſoit la Cour aux Expédiens les plus ruïneux, aux Emprunts les plus deſeſperez: il n'y avoit plus de Commerce, plus de Marine. La plus nombreuſe Partie des Troupes étoit d'Etrangers, à qui il falloit permettre le Pillage, en équivalent de la Solde qu'on ne pouvoit leur payer. Tel étoit l'Etat de la France, quand ſon Ambaſſadeur mit dans la Convention de HENRI avec la Nation Polonoiſe, que la France s'engageoit à protéger le Commerce de la Pologne, dans toutes les Mers, à lui aſſurer l'Empire de la Baltique, par une Eſcadre ſupérieure, conſtamment entretenue en croiſiere: à lui entretenir un Corps d'Infanterie de quatre mille Gaſcons, dans les Guerres contre le Turc & le Moſcovite: à payer comptant toutes les Dettes de la Couronne: enfin, à donner annuellement à l'Etat, à Titre de Penſion, une ſomme de quatre cent mille Ecus.

Les Grands comptoient peu ſur cette Partie de la Convention: auſſi n'inſiſtérent-ils jamais ſur ſon Exécution; & le Prince élu, dégagé d'avance du Serment qui l'y obligeoit, ne fut preſſé que ſur l'étrange Loi, qu'on lui demandoit de reconnoitre, par laquelle ſes Sujets, ren-

rendus les Juges Souverains de ſa Conduite, étoient authoriſés à l'abjurer pour Roi, ſi elle ne leur plaiſoit pas. Catherine de Medicis, qui ſe faiſoit un Jeu des Sermens, excita le Prince ſon Fils à promettre ſans ſcrupule ce qu'il étoit réſolu de ne pas tenir. Les Polonois le reçurent pour Roi; & il ne fut pas plûtôt ſur le Trône, qu'ils ſe repentirent de l'y avoir fait monter. Sa Fuite lui épargna la Honte du Détrônement. Etienne Battori, qui peut-être n'avoit jamais porté ſes Vœux juſqu'à une Couronne Royale, ne fut pas plus difficile que Henri ſur les Conditions; quoique plus onereuſes encore. La Nation avoit vu le Prince François impatient de jurer les *Pacta Conventa*; & elle en avoit inferé, qu'ils étoient encore ſuſceptibles de quelques Additions: elle les chargea de nouveau pour Etienne, & le força de leur être infidele, en dépit de ſa Fidelité ordinaire à ſes Sermens. Ce Prince a été le premier qui ait allarmé la Nation par ſes grandes Qualités, & qui, au lieu de l'eſtime, dont les autres Peuples les auroient recompenſées, ait inſpiré par elles la haine & la défiance de ſa Perſonne.

Ces Sentimens extraordinaires auroient ſans doute guidé la Nobleſſe dans

le Choix de son Successeur, si la Politique avoit disposé du Suffrage des Grands. Sigismond, Prince Héréditaire de Suede, fut redevable de son Election à son Argent, & au crédit du Grand-Chancelier *Zamolski*, Chef de sa Faction. Il ne fut point inquieté sur le Refus qu'il fit de ceder, & d'unir à la Pologne, l'Esthonie, Province Suedoise; mais on ne lui fit point grace des Sommes stipulées: ainsi que la cession, par les *Pacta Conventa*, pour l'acquit des Dettes de plusieurs Grands, qui avoient mis leur Suffrage à ce Prix. Tant que le Roi Jean, Pere de Sigismond, vécut, la Nation parut contente de son nouveau *Roi*. Aussitôt qu'il fut appellé au Trône de *Suede*, elle s'allarma de sa Puissance, & dressa toutes ses Batteries pour se le rendre moins redoutable. Ce Prince étoit facile à se prévenir, & d'une Opiniatreté inflexible dans sa Prévention. Séduit par le calme des premieres Années de son Regne, il se crut adoré des Polonois; &, dans l'Idée que la Nation lui étoit sincerement attachée, il se livra sans mesure au Zele Catholique, qui devoit la lui affectionner davantage. Ses Conseillers, en l'entretenant dans sa Confiance, le porterent insensiblement à faire, de la Suede, un Sacrifice à la Pologne:

logne; à ſouhaiter de reduire en une de ſes Provinces le Royaume de ſes Peres, enfin à s'annoncer pour Convertiſſeur, à des Peuples, déjà peu diſpoſés à le garder pour Roi. La Suede ſe ſouleva; & les Sénateurs Polonois, excitant le Roi aux Voïes de Rigueur, où ils lui promettoient que la Nation le ſoutiendroit, lui firent perdre une Couronne, qui leur donnoit de l'Ombrage. Le Roi abandonna la Suede à l'Eſprit de Rebellion, & crut en repaſſant en Pologne, quitter des Traitres, pour ſe rendre à des Sujets fideles. Une Diete fut convoquée: tous les Deputés plaignirent le Roi, applaudirent à ſon Reſſentiment; mais, ils ſe garderent bien d'entendre à le partager. C'eſt la premiere fois que la Diete ait diſtingué le Roi du Royaume; & qu'elle ait fait l'Alliage abſurde d'une République dans la Monarchie. Outré du peu de ſatisfaction qu'il recevoit, Sigiſmond dévora ſon chagrin. Il s'étoit prévenu, que la Nation Polonoiſe l'aimoit, & qu'il en obtiendroit tout, par ſa douceur & ſa complaiſance. Au contraire, il étoit perſuadé, que les Armes lui devoient faire raiſon de ſes ſujets naturels. Il agit conſequemment. Avec quelques Volontaires Polonois, & un petit Nombre de Suedois fideles, il reſolut de com-

mencer la Guerre, ne doutant pas que, quand il seroit une fois engagé, la République, de nouvelle Erection, ne se declarât hautement en sa Faveur: mais il dût bientôt reconnoitre combien il s'étoit trompé. Pour passer en Suede, il lui fallut demander un Congé de la Diete, & elle ne le lui accorda, que sous Caution, qu'il donna, de son retour à une Terme préfix. Son Apparition en Suede lui ayant confirmé sa perte, il revint en Pologne, où il ne trouva que de stériles Condoléances: il étoit dans l'état où les Grands & les Nobles le vouloient.

Telle a été depuis la façon de penser constante des Polonois. Ils préfereront un Candidat riche & puissant à tous ses Competiteurs; parce qu'ils lui vendent à plus haut Prix leurs Suffrages: mais, aussi-tôt qu'ils l'ont fait leur Roi, ils deviennent ses plus grands Ennemis, s'il prétend à se signaler par quelqu'autre Vertu que la Libéralité. AUGUSTE II. eut la Préférence sur le Prince de Conti: il montra son Génie pour la Guerre, & laissa voir ses Forces: c'en fut assez, pour qu'on travaillât à lui donner de l'embarras. Les Senateurs applaudirent à son Projet du recouvrement de la Livonie. Si le Succès l'en avouoit, la République en recueilleroit

de

du Fruit; & la conquête ſeroit une ſource féconde d'Inquiétudes & de Défiances. S'il échouoit, la République feroit revivre la diſtinction entre le Roi & le Royaume, & elle le laiſſeroit accabler par l'Ennemi, qu'il attaquoit ſans ſa participation.

ULADISLAS, Succeſſeur de Sigiſmond ſon Pere, tenta de réparer les Brêches, que les trois derniers Regnes avoient faites à l'Autorité Royale; & il en fit de nouvelles. Juſques-là, les Rois avoient été libres de faire les Alliances & les Traités: il leur appartenoit d'envoyer les Ambaſſadeurs, & de leur donner leurs Inſtructions. Uladiſlas, ayant entamé ſecrétement, avec les Vénitiens, un Traité d'Alliance offenſive contre le Turc, fut cité à rendre compte, à la Diete, d'une Demarche qui expoſoit la République; & ces foibles reſtes de la Royauté lui furent enlevez. Les Rois ne durent plus deſormais choiſir d'eux-mêmes leurs Epouſes. Ce furent des Officiers, revetus d'un grand Titre; des Doges, ſous un Nom plus reſpectable, auxquels de ſterilès Honneurs, & des Hommages démentis par le Cœur & les Actions, dûrent tenir lieu de tout. Un Roi de Pologne, dans une Cérémonie d'Eclat, eſt le plus magnifique Spectacle qui

ſoit au Monde: on diroit que c'eſt le Monarque le plus abſolu de l'Univers, & que cette Multitude de Grands, que leurs Charges occupent près de ſa Perſonne, n'a d'autre Ambition, d'autre Gloire, que celle de le ſervir. Mais, hors de cette Pompe, c'eſt un Prince, qui a beſoin d'une douceur & d'une patience héroïques, pour ménager des Sujets indociles, & d'une fermeté à toute épreuve, pour les empêcher de devenir ſes Maîtres.

Cet Eſprit de Défiance & de Contradiction, dont une longue Habitude a fait le Caractere de la Nation Polonoiſe, ſemble un Mal déſeſperé; &, cependant, ce n'eſt que dans ſa guériſon, que la *Pologne* peut trouver ſon Bonheur & ſa Gloire. On eſſayeroit envain de perſuader aux Grands, que, ſi la Couronne ceſſoit d'être élective, le Royaume deviendroit plus puiſſant, ſans que la Liberté de la Nation reçût aucune Atteinte. Une Diéte d'Election leur eſt lucrative à tous; & il n'y a qu'une *Partie* d'entr'eux, qui ſouffre des Courſes des Tartares, des Ravages des Moſcovites. L'Honneur de la Nation, la Gloire du Nom Polonois, ne ſont point des Motifs capables de balancer un Intérêt particulier. Mais, que n'obtiendroit-on pas de l'Or-

l'Ordre Equeſtre, du Corps de la Nobleſſe, ſi on lui démontroit, qu'avec l'Honneur & la Gloire de la Nation, il trouveroit ſon Avantage dans l'Hérédité conſtante. Cent mille Gentils-hommes, dont le Suffrage à la Diete d'Election eſt de même valeur que celui des Palatins, n'en retirent tout au plus que les Fraix de leur Voyage; & ces Hommes, ſi jaloux de leur Indépendance, ſervent aveuglement l'Ambition & la Cupidité d'un petit nombre de leurs Compatriotes, qui n'ont ſur eux d'autre Superiorité, que celle que donnent les Richeſſes: ils ſont entre leurs Mains de viles Machines, qu'ils conduiſent à leur Volonté. C'eſt à l'Ordre, Equeſtre que le nouveau Roi doit ſa Couronne, & ſa Reconnoiſſance eſt forcée de ne tomber que ſur les Grands. Envain il voudroit aller chercher, dans le Corps des Nobles, des Hommes capables de remplir les grands Emplois de l'Etat. Son Intérêt, & celui de ſes fils, lui ordonnent de laiſſer dans leur Obſcurité, des Sujets qui s'y condamnent eux-mêmes, & de ne pas indiſpoſer contre ſoi les Grands, dont dependent la Tranquillité de ſon Regne, & le Sort de ſon Héritier naturel. Ces deux grands Objets obligent les Rois à étouffer ce que leur inſpire l'Amour de la

la Gloire, ce que demande d'eux le véritable Intérêt de la Nation. La Défiance des Grands, leurs Allarmes, & leurs Inquiétudes, ne portent que sur l'Hérédité. L'Oppression n'est point à redouter pour un vaste Royaume, où l'Amour de la Liberté est si profondément enraciné, que, pour l'asservir, il faudroit extirper tous ses Habitans. Lorsque le Roi Auguste II. unissoit contre le Turc, l'Infanterie Saxonne à la Cavalerie Polonoise, & qu'il proposoit d'aller en suite, avec ces Forces combinées, arracher aux Suedois & aux Moscovites les importans Morceaux qu'ils avoient detachés du Royaume, on ne craignoit point que quinze à vingt mille Saxons établissent le Despotisme, & fissent recevoir, par les Armes, un nouveau Code. Non, les Murmures des Nobles, fomentés par les Grands, qui les avoient excités, n'étoient point fondés sur une pareille Chimere. Accoutumés à regarder l'Election de leurs Rois comme le plus sûr Appui de leur Liberté, les uns & les autres appréhendérent, que des Services aussi éclatans ne parussent au-dessus d'une Reconnoissance commune; & que, dans un Transport d'Affection, habilement menagé par Auguste, la Nation n'assurât la Couronne à sa Maison.

Si

Si des Préjugés auſſi forts, nourris par un Intérêt particulier auſſi tirannique, venoient enfin à céder au Bien général, il reſteroit encore de grands Obſtacles à ſurmonter. La Pologne, en Paix avec elle-même, & délivrée de ces Factions, qui lui ôtent l'Uſage de ſes Forces, ſeroit un Etat ſi puiſſant, qu'aucun de ſes Voiſins ne pourroit plus lutter contre elle avec égalité. Les Efforts, que la Ruſſie fait, pour tenir la Suede ſur le pié où a été juſqu'ici la Pologne, ne ſont qu'une Ombre de ceux qu'elle feroit, pour empêcher celle-ci de changer. La Suede même, & le Dannemarc, feroient céder la Jalouſie que leur donne l'Aſcendant des Czars dans le Nord, à la Crainte d'un Voiſin plus redoutable. La Nation Polonoiſe verroit, par leur Opiniatreté à proteger, malgré elle, ce qu'elle appelle ſa Liberté, combien il lui eſt avantageux d'y renoncer. Mais, il y a maintenant moins de ſujet que jamais d'eſpérer la Révolution. La Pologne ſemble condamnée à ſervir, pour ainſi dire, de Paleſtre à ſes Voiſins, juſqu'à ce que quelqu'un d'eux ait dégouté les autres de l'Exercice, & ſe reſerve à lui ſeul la Carriere. Tout annonce que ce ſera le Moſcovite: on a perdu l'Occaſion de la lui fermer pour jamais.

Les Droits du Comte de Saxe sur la Courlande étoient une Etincelle, qui, si elle eût été bien ménagée, devoit allumer, dans le Nord, un Incendie général, dont le Fruit étoit le Rétablissement de l'Equilibre. Pour mettre cette Vérité dans tout son Jour, il est besoin d'entrer dans l'Histoire de ce petit Etat. La Courlande & la Semigale, n'étoient que deux petits Pais de la Livonie, Province dont la Souveraineté appartenoit aux Chevaliers *Porte-glaive*, qui faisoit Portion de l'Ordre Teutonique, au Grand-Maître duquel ils leur faisoit Hommage, & payoit quelques Redevances annuelles. Le Luthéranisme ayant gagné la plûpart des Chevaliers, Gotthard Kettler, Grand-Maître, pensa à s'assurer la Souveraineté. Il fut traversé dans son Dessein par l'Archevêque de Riga, qui appella le Czar à son Secours. Gotthard, poussé par les Troupes Moscovites, & désespérant de se soutenir par ses seules Forces, traita avec Sigismond-Auguste le dernier des Jagellons, & lui fit Cession à perpétuité de la Livonie proprement dite; à Condition qu'il lui assureroit, &, après lui, à sa posterité Masculine, les Pays d'en-deçà de la Duine, en Titre de Duché Souverain, Vassal de la Lithuanie; & qu'il le défendroit

droit, lui & ſes Succeſſeurs, des Armes Ruſſiennes. Gotthard ne traita avec Sigiſmond, qu'entant que Grand-Duc de Lithuanie, ſans doute afin que, ſi l'Occaſion ſe préſentoit de reclamer contre ſon Traité, il n'eut point ſur ſes Bras les Forces de la Pologne. Quoiqu'il en ſoit de ſes Vûës, il ne ceda la Livonie, & ne ſe reconnut Vaſſal, qu'à Condition qu'on le maintiendroit, & après lui, ſa Poſterité, dans la paiſible Poſſeſſion de la Courlande, & qu'on le défendroit contre les Moſcovites. La Ceſſion & le Vaſſelage n'avoient plus lieu, ſi cette Condition n'étoit pas obſervée. Or, plus d'une fois, les Polonois, qui ne font plus avec les Lithuaniens qu'une ſeule & même Nation, ont laiſſé accabler les Ducs de Courlande par les Czars: plus d'une fois, ils les ont vûs emmenés dans les Priſons de Moſcou, ſans ſe remuer en leur faveur. Depuis un Siecle, & davantage, les Ducs n'ont trouvé leur Sureté que dans leur Soumiſſion aux Volontés des Czars. La Pologne eſt donc déchuë de ſes Droits ſur la Livonie, & de la Haute Souveraineté, qui lui avoit été donnée ſur la Courlande. Les Droits de la Suede ſur la Livonie, lui venant de la Ceſſion que la Pologne lui fit des ſiens, ne peuvent prévaloir ſur ceux des Ducs,

encore moins ont-ils pu les éteindre. La Conquête, que les Moscovites ont faite de cette riche Province ne leur y donne point d'autre Titre, que celui de la Force. Un Duc de Courlande est donc fondé en Justice à réclamer la Livonie; & il est un Ennemi a donner aux Czars.

De tous ceux, qui oseront jamais prendre ce grand Rôle, il n'y en aura point de plus capable de le soutenir, que l'étoit le Comte Maurice de Saxe. Une grande Réputation, acquise à la Guerre, par les Exploits les plus heureux & les plus éclatans, lui assuroit une Multitude de Volontaires, en quoi consiste *principalement* la Force des Armées. Des Sommes considerables, amassées dans la Vûë de s'en aider à faire valoir ses Droits, & destinées uniquement à cet Usage, enhardissoient les Princes, intéressés à le secourir, à prendre Part à sa Fortune. Au moyen de ses Amis en Pologne, il se ménageoit la Neutralité de la *Républi*que. Son Argent lui attiroit des Essains de Cosaques, aussi nombreux qu'il les voudroit: sa Naissance favorisoit ses Levées en Allemagne: la Prusse ne dérogeoit point à l'Apparence de Neutralité, en lui ouvrant ses Magazins & ses Arsenaux. Vingt mille Suedois, & autant de

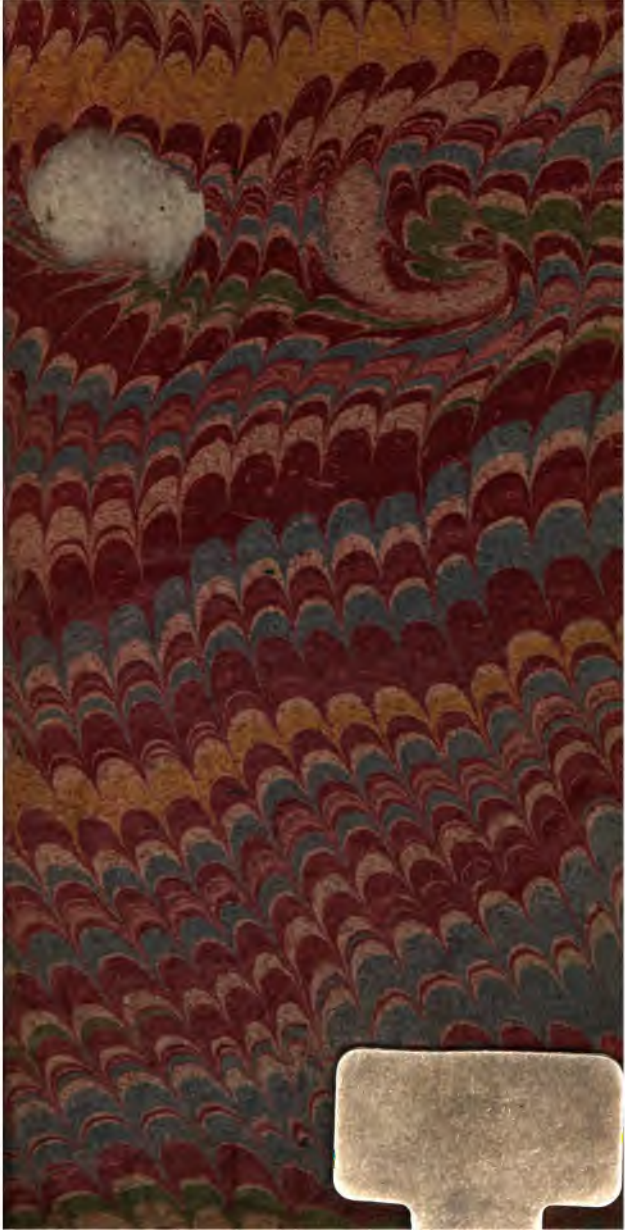
Prus-

Pruſſiens, venoient ſous ſes Drapeaux, ſans que leurs Rois entraſſent en Guerre avec la Ruſſie. Une premiere Bataille auroit décidé cette grande Querelle, & la Victoire n'étoit pas douteuſe. Mais, quand la Fortune ſe ſeroit refuſée au Duc, ſa Diſgrace n'étoit que pour lui ſeul; & quelles Reſſources n'avoit-il pas pour s'en relever? Un Conquérant eſt toujours prêt de perdre une Province qu'il a unie à ſon Empire, tant que vit celui dont elle peut eſperer de faire ſon Souverain particulier.

FIN.

Voïez la TABLE DES XIV. CHAPITRES, *à la Tête du Volume, à la Fin de la* PREFACE.

8283179

J.G. Aspin
25.11.82

JM